

N. I. BOUKHARINE

Huit contributions au VI^e Congrès
de l'Internationale Communiste

(17 juillet - 1^{er} septembre 1928)

Sources : 1° *La Correspondance Internationale*, 1928, n°69, 72, 91, 92, 94, 95, 109, 112 et 145. 2° *L'Internationale Communiste*, 1928, n°18 (septembre).

Deux photographies de Boukharine au VI^e Congrès de l'IC



Bucharin und Pjatnitzki auf dem VI. Kongress der Komintern 1928

Avec Piatnitski, « l'organisateur » de l'IC



Bucharin auf dem VI. Kongress der Komintern 1928

A la tribune, pour l'un de ses discours...

(Photos publiées dans *Nikolai Bucharin* de W. Hedeler, 2015)

Sommaire

1. **Discours d'ouverture** (1^{ère} séance, 17 juillet 1928). Publié par *La Correspondance Internationale*, 26 juillet 1928, n°69, pp. 805-806.
 2. **Rapport sur l'activité du C.E. de l'IC.** : *La situation internationale et les tâches de l'IC.* (2^e séance, 18 Juillet 1928 — après-midi, et 3^e séance, 19 Juillet 1928 — matin). Publié dans *la Correspondance Internationale*, 8^e année, 1^{er} Août 1928, n°72
 3. **Discours de conclusion** du débat sur le rapport de N. Boukharine au VI^e congrès de l'IC, *La situation internationale et les tâches de l'IC.* Publié dans *la Correspondance Internationale*, 1928, n°94, pp. 1000-1010.
 4. **Rapport sur le Programme de l'IC.** Publié dans *La Correspondance Internationale*, 1928, n° 109, pp.1169-1178 (à la BN) ou n°92, 25 août, pp. 979-988, numérisé par l'ARCmc.
 5. **Discours de conclusion sur la question du programme.** Publié par *La Correspondance Internationale*, 1928, n°112, pp. 1212-1223 (à la BN) ou n°95, pp. 1015-1026 (ArcMC)
 6. **Rapport de la Commission du Programme** (46^e séance, 1^{er} septembre). Publié dans *La Correspondance Internationale*, 1928, n°145, pp. 1661-1662
 7. **Discours de clôture du Congrès** (46^e séance, 1^{er} septembre). Publié dans *La Correspondance Internationale*, 1928, n°145, 30 novembre, pp. 1665-1666.
 8. **Quelques questions du projet de programme de l'IC.** Publié dans *L'Internationale Communiste*, n°18, septembre 1928, pp.1415-1427.
- En annexe, des extraits d'un texte de Sultan-Zadé, paru dans *Die Kommunistische Internationale*, Heft 29-30, Juli 1928, pp.1725-1740.

1.

VI^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste

Séance d'ouverture

Moscou, le 17 juillet 1928.

Le VI^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste a été ouvert ce soir, à 8 heures, dans la « Salle des Colonnes », magnifiquement ornée, de la Maison des syndicats.

Presque toutes les sections de l'Internationale Communiste ont envoyé des délégations et, bien avant l'ouverture de la séance, la salle et les tribunes sont remplies.

Salué par une tempête d'applaudissements, Boukharine monte à la tribune et inaugure le Congrès par l'allocution suivante :

Discours d'ouverture de N. I. Boukharine

Camarades,

Après le X^e anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre et de la chute de l'ancien empire tsariste, à la veille du X^e anniversaire de la fondation de l'Internationale communiste, de cette véritable Association Ouvrière Internationale, voici que se réunit le VI^e Congrès de l'Internationale communiste. Au cours de ces années, il y eut de nombreuses conférences de toutes sortes, des pourparlers diplomatiques et non-diplomatiques, de la phraséologie pacifiste trompeuse d'agents bourgeois qui suivent en laisse la S.d.N. qui est pour l'humanité l'instrument le plus dangereux de la bourgeoisie internationale. Contrairement à toutes ces conférences et à tous ces congrès de nos ennemis, notre congrès international, le Congrès de l'Internationale communiste, est un congrès des révolutionnaires prolétariens, destiné à passer en revue sévère les états-majors des divers détachements de l'armée communiste internationale.

Camarades, c'est pour la sixième fois que nous nous réunissons dans la capitale rouge du pays

prolétarien. Qu'à cette occasion, notre première pensée soit pour nos innombrables camarades de combat morts dans la lutte et ayant sacrifié leur existence à l'œuvre de la révolution prolétarienne internationale. (*Tous se lèvent.*) Le prolétariat européen a perdu des dizaines et des centaines de ses fils, les meilleurs et les plus fidèles. La plupart d'entre eux ont péri ; d'autres périssent encore sous les griffes de l'aigle blanc polonais si rapace, sous les coups de botte du maréchal Pilsudski ; en Italie, ils périssent sous le fouet et la matraque de Mussolini, renégat du mouvement social-démocrate ; en Bulgarie, ils sont exterminés avec l'assentiment bienveillant de la social-démocratie. Mais il existe un pays immense, lointain, à culture ancienne, qui est inondé à présent du sang des ouvriers et des paysans. C'est la Chine, où de formidables masses se sont soulevées contre la canaille impérialiste et se sont lancées presque sans armes contre les agents de l'impérialisme.

Des dizaines de milliers de nos camarades chinois meurent en ce moment dans les tortures, sous le garrot, des épingles sous les ongles, les yeux crevés... Et ils meurent en s'écriant : « Vive le triomphe du communisme ! Vive la victoire des partis prolétariens ! ».

De la Pologne jusqu'au Japon, de l'Italie jusqu'à la Chine, de l'Indonésie à l'Amérique, les pionniers du communisme périssent sous la hache du bourreau, dans les carcans, sur les chaises électriques. Honorons leur mémoire ! Que leurs noms innombrables et grands restent vivants dans le cœur des prolétaires ! (*Tous les délégués se lèvent ; l'orchestre joue la marche funèbre.*)

Avant de commencer notre travail nous adressons notre salut chaleureux aux soldats de la révolution ouvrière et à leurs dirigeants qui remplissent actuellement les prisons d'Italie, de Pologne, de Chine, de Bulgarie et d'autres pays encore. Nous adressons d'ici notre salut à nos camarades chinois, polonais, bulgares, à nos glorieux camarades italiens et autres. Nous savons qu'en cet instant leur pensée est avec nous.

Camarades, au cours des années qui se sont écoulées depuis le V^e Congrès, notre mouvement s'est développé en largeur et en profondeur. C'est pour la première fois que la parole du communisme, que les premiers principes d'organisation du mouvement communiste, que les paroles claires et précises de Lénine ont pénétré dans des territoires immenses, dans de nouveaux continents, dans de nouveaux peuples, dans de nouvelles couches de la classe ouvrière. L'Amérique du Sud entre pour la première fois dans l'orbite de l'influence de l'Internationale communiste. Le parti chinois se forme en un vrai parti révolutionnaire de combat sous le drapeau du marxisme et du léninisme révolutionnaires.

C'est pour la première fois qu'est apparue dans l'arène historique une nouvelle unité de combat qui commence à se former, le Parti communiste japonais. Nous sommes à la veille d'un accroissement certain du mouvement communiste dans l'Inde, cette forteresse principale de l'impérialisme, de l'Empire du roi d'Angleterre.

En même temps, les tâches de notre mouvement se sont extrêmement compliquées. Le premier élan, la première vague révolutionnaire énorme qui a déferlé sur l'Europe s'est terminée par la défaite de la classe ouvrière des pays capitalistes. Les perspectives de krach immédiat du capitalisme, de sa perte immédiate, ont laissé la place à des perspectives quelque peu différentes. La thèse de Lénine d'après laquelle il n'y a pas pour la bourgeoisie de situation sans issue s'est entièrement justifiée : dans plusieurs pays ayant subi le plus l'action du mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie a su se tirer d'affaire. Le capitalisme construit actuellement d'urgence de nouvelles forteresses et s'arme aussi rapidement que possible. Il bâtit et s'arme en même temps. La désagrégation du capitalisme ne suit pas une ligne droite, elle s'effectue par zigzags, par l'amélioration partielle de certains secteurs isolés du système capitaliste. Le capitalisme a suivi la ligne que nous appelons stabilisation partielle du capitalisme. Et cela a créé de nouvelles difficultés au mouvement communiste ; cela a posé devant l'Internationale Communiste de nouveaux problèmes et obligé l'I.C. dans son ensemble ainsi

que les partis de l'I.C. à élaborer une tactique extrêmement compliquée de préparation et de mobilisation des forces de la classe ouvrière ; cela a obligé l'Internationale communiste à chercher dans la vie journalière, sur la base du développement des contradictions de la stabilisation capitaliste, les moyens de mobiliser les masses pour une nouvelle offensive contre le capitalisme, pour un nouveau coup encore plus formidable, encore plus puissant au capitalisme.

Dans notre pays aussi, dans le pays des Républiques prolétariennes, dans l'U.R.S.S., la tâche de l'édification du socialisme ne fut pas simple et facile. Cette tâche grandiose de l'édification socialiste dans un pays entouré d'ennemis, dans un pays ruiné et arriéré, posa notre classe ouvrière, son avant-garde — notre parti communiste de combat — devant plusieurs difficultés et tâches des plus considérables et des plus compliquées : si, dans les pays capitalistes, au cœur même du système impérialiste, la complexité grandissante de la situation complique les tâches de tactique des partis communistes, on peut le dire à plus forte raison aussi pour le Parti communiste de l'U. S.

Voilà pourquoi, en ce moment où nous comptons déjà plusieurs années de stabilisation partielle du capitalisme, où nous avons déjà traversé en U.R.S.S. une période assez considérable de reconstruction, d'édification sur une nouvelle base technique, nous devons dire que nous n'avons pas encore appris suffisamment à travailler comme il faut et cela aussi bien dans les pays du capitalisme que dans notre pays, dans le pays de l'édification du socialisme. En ce qui concerne les pays du capitalisme, l'Internationale Communiste a proclamé à plusieurs reprises la nécessité de la tâche de conquérir les syndicats, de conquérir les masses. Mais, notre ennemi social-démocrate est encore fort, nous n'avons pas encore appris à résoudre comme il le faudrait ce problème. Et dans notre pays, dans l'U.R.S.S., nous avons à plusieurs reprises tracé la ligne générale de notre édification. Mais nous sentons que c'est une chose de faire progresser l'édification dans la période de relèvement que nous avons passée et que c'en est une autre de construire de nouvelles fabriques et usines, en appliquant de nouveaux principes d'organisation. Nous voyons fort bien dans les pays d'Europe occidentale et en Amérique dans quel sens s'oriente notre principal adversaire, la social-démocratie, mais nous n'avons pas encore appris à travailler assez bien pour pouvoir plus résolument, plus efficacement briser l'échine à cet adversaire.

Voilà pourquoi, camarades, pas un parti communiste ne peut exister actuellement avec les seuls mots d'ordre d'agitation. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, des exigences si grandes sont imposées à la direction de nos partis communistes. Voilà pourquoi la tâche de l'accentuation de notre travail, de l'amélioration des cadres de nos partis communistes, de l'amélioration de la direction est actuellement une des tâches les plus importantes, je dirais même, une tâche cardinale.

N'importe lequel des problèmes que nous mettons actuellement à l'ordre du jour du congrès, en commençant par le programme et la question coloniale jusqu'aux problèmes relativement secondaires de tactique, tous se posent d'une façon bien plus compliquée qu'il y a trois ou quatre ans. Quelle que soit la question qu'on aborde, il est nécessaire que la pensée communiste collective lui porte bien plus d'attention. Chaque question exige bien plus de tension, bien plus de travail, non seulement pour saisir les contours généraux de ce que nous devons faire, mais aussi pour voir chaque détail, si insignifiant qu'il soit, pour tracer avec justesse chaque pas tactique, pour formuler avec précision chaque thèse du programme.

Cela nous est imposé par la nouvelle phase que nous traversons actuellement, dans laquelle nous travaillons et combattons contre nos ennemis mortels. Un travail plus attentif, plus qualifié, plus soutenu est actuellement d'autant plus nécessaire et plus urgent que l'accroissement des contradictions du capitalisme l'approfondissement de l'antagonisme entre les pays capitalistes et l'Union des Républiques soviétiques entraînent inévitablement de formidables conflits entre les Etats, des combats de classes gigantesques dont l'issue réglera toute la destinée future de l'humanité.

Nous allons tous vers des combats de classes sans exemple dans l'histoire de l'humanité, vers des batailles de classes sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Etant données les perspectives et les tâches d'une importance historique mondiale qui se dressent devant nous, nous devons travailler de façon à sortir de notre congrès enrichis de toute l'expérience collective internationale, de façon à en sortir avec un programme qui réponde aux questions les plus vitales des centaines de millions d'ouvriers, des centaines de millions de paysans laborieux. Nous devons travailler de telle sorte qu'en partant de ce congrès nous ayons une ligne tactique définie, pouvant convenir à toute une série de pays, en commençant par la Chine jusqu'aux Etats-Unis d'Amérique. Le travail de ce congrès devra constituer une base pour nos sections communistes, il devra leur donner une impulsion pour tout l'avenir prochain, pour que cette impulsion féconde tout notre travail, pour que, dans la pratique réelle de la lutte révolutionnaire, nos partis marchent avec encore plus d'animation, avec encore plus de dévouement et de compréhension claire de la situation, avec encore plus de savoir tactique, sous le drapeau du marxisme, sous le drapeau de la théorie léniniste, sous le drapeau de la révolution internationale.

Camarades, permettez-moi d'ouvrir le VI^e congrès de l'Internationale Communiste en criant : Vive la Révolution internationale ! (*Applaudissements frénétiques. Les délégués se lèvent et chantent l'Internationale.*)

2.

VI^e Congrès mondial de l'Internationale communiste

Deuxième séance

(18 Juillet 1928 — après-midi)

Semard présida la séance d'aujourd'hui qui commença à cinq heures de l'après-midi.

Avant l'ouverture de l'ordre du jour, le président présenta au congrès le camarade *Degeyter* qui est actuellement en Union soviétique l'hôte des ouvriers russes.

Quelques délégations ouvrières se sont présentées à nouveau aujourd'hui, apportant au congrès les meilleurs vœux de la classe ouvrière russe.

Après ces discours de bienvenue, *Semard* donne la parole à *Boukharine* pour son rapport sur le premier point de l'ordre du jour : Rapport sur l'activité du C.E. de l'I.C.

La situation internationale et les tâches de l'I. C.

Compte rendu

du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Rapport de N. I. BOUKHARINE

1. Analyse générale du capitalisme contemporain et formes particulières de la crise capitaliste

LES TROIS PERIODES DU DEVELOPPEMENT D'APRES-GUERRE

Chers camarades,

Depuis le dernier Congrès de l'I.C., nous avons vécu bien des choses. Pour mieux comprendre ce qui s'est passé, pour mieux tracer les perspectives, il est nécessaire de considérer l'étape que nous avons passée, non pas séparément, non pas isolément, mais en liaison avec les étapes précédentes. Pour l'évaluation générale de tout le développement d'après-guerre, il est bon de diviser cette époque en *trois périodes*.

La première, c'est la *période de la crise révolutionnaire aiguë*, surtout dans les pays d'Europe. C'est dans cette période que le développement révolutionnaire atteignit son point culminant. Une vague révolutionnaire puissante déferla alors sur toute l'Europe. Les points culminants de cette période furent les années 1920-1921.

A cette première période se rapportent la révolution de février et la révolution d'octobre en Russie, la révolution ouvrière en Finlande de mars 1918, les soulèvements d'août 1918 au Japon, provoqués par les prix élevés du riz, la révolution prolétarienne en Hongrie, l'insurrection de mars 1919 en Corée, l'établissement en avril 1919 du pouvoir des Soviets en Bavière, la révolution nationale bourgeoise de janvier 1920 en Turquie, la prise des usines par les ouvriers d'Italie en 1920 ; font également partie de cette période la marche de l'armée rouge sur Varsovie et, enfin, les événements d'Allemagne en 1921.

Nous voyons que cette première période fut saturée d'événements révolutionnaires d'une ampleur et d'une portée historique des plus considérables. Ces événements ont montré avec une grande acuité le processus de décomposition du régime capitaliste et, en premier lieu, du capitalisme européen. Dans l'ordre chronologique, c'est la fin de l'année 1923 qui clôtura cette première période. En septembre 1923, le soulèvement en Bulgarie se termina par une grave défaite et, en automne 1923, le prolétariat allemand essuya une nouvelle défaite.

Les défaites du prolétariat d'Europe Occidentale constituèrent pour la bourgeoisie une prémisses politique pour son développement ultérieur. Ces défaites et, en particulier, la défaite du prolétariat allemand, furent pour l'Europe Centrale, et même pour l'Europe tout entière, le point de départ de la *seconde* période de développement, période d'offensive du capital, période de lutte défensive du prolétariat en général et des grèves ouvrières défensives en particulier, période d'élaboration de la stabilisation partielle du capitalisme. Il faut dire que certains de ces combats défensifs du prolétariat ont atteint une ampleur et une importance formidables, telles par exemple, la grève générale et la grève des mineurs en Angleterre. La deuxième période apporta plus de « paix et d'ordre » au capitalisme européen et au capitalisme mondial en général. Les événements directement révolutionnaires se sont transportés du continent européen aux pays coloniaux et semi-coloniaux. En avril 1925 éclata le soulèvement au Maroc, en août 1925 celui de Syrie ; au cours de la même année s'aggrava la grande lutte en Chine.

Si, dans la première période, la situation immédiatement révolutionnaire avait un caractère nettement européen, nous voyons que, dans la seconde période, la situation immédiatement révolutionnaire s'était transportée dans la *périphérie coloniale* de l'impérialisme mondial.

Du point de vue économique, du point de vue de l'analyse de l'économie capitaliste, la seconde période peut être considérée comme période de *reconstitution des forces productives du capitalisme*. Dans cette période, le capitalisme, s'appuyant sur ses victoires politiques, sur la stabilisation politique relative, essaya d'obtenir et obtint une certaine stabilité économique.

Cette période céda la place à la troisième *étape*, à la *période édification capitaliste* qui s'exprime par un progrès quantitatif et qualitatif dépassant l'état d'avant-guerre. L'accroissement des forces productives du capitalisme découle d'une part d'un progrès technique assez considérable et, d'autre part, d'une large réorganisation des liaisons économiques capitalistes. La reconstruction technique, la réorganisation économique et le processus intense de trustisation capitaliste sont toutefois accompagnés de *l'accroissement des forces contraires au capitalisme et du développement extrêmement intense des contradictions du capitalisme*. Ici il faut mentionner aussi et avant tout *l'accroissement de l'U.R.S.S.* Avec la période de reconstruction du capitalisme « coïncide » la période de reconstruction en U.R.S.S., période de création d'une nouvelle base technique, d'une certaine réorganisation économique dans le sens social-économique de ce terme (agrandissement du secteur collectivisé de notre économie), et de consolidation croissante de notre appareil de production. *Le développement économique et politique de l'U.R.S.S.*, le développement de la *révolution chinoise*, l'effervescence dans un pays comme *l'Inde*, enfin, l'accroissement rapide des contradictions intérieures *dans le secteur capitaliste* de l'économie mondiale contemporaine et *le danger de guerre*

de plus en plus grand qui résulte de tout cela : tel est l'autre aspect du développement mondial.

Il est nécessaire d'analyser soigneusement la nouvelle situation mondiale qui s'est créée dans la troisième période. Sans connaître, sans comprendre les principales modifications économiques et politiques mondiales, il nous sera impossible de tracer une ligne politique juste et d'aborder d'une façon juste les problèmes tactiques du moment actuel.

Il faut établir dès le début et avec la plus grande netteté que la thèse de la *stabilisation du capitalisme* a actuellement un caractère quelque peu différent de celui qu'elle avait il y a quelques années et qu'en analysant la situation internationale, nous devons tenir compte de cette modification.

Je vais passer maintenant à cette analyse.

LES ELEMENTS DU PROGRES TECHNIQUE

Je vais examiner avant tout la question de la *technique* du monde capitaliste actuel. Nous devons constater un accroissement assez considérable de l'*électrification* de l'économie des plus importants pays capitalistes. Des inventions très importantes ont été faites dans le domaine de la *chimie appliquée*. Les nouvelles méthodes de production de combustibles synthétiques, de différentes matières premières, la méthode de Bergius de production de la benzine, la fabrication artificielle de la soie, etc..., tels sont les traits caractéristiques de l'industrie capitaliste actuelle. Parallèlement à cela, il faut noter l'emploi de plus en plus grand des *métaux légers* et, en particulier, de l'*aluminium*, l'emploi de nouvelles machines et appareils dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture, par exemple de machines agricoles combinées et très compliquées employées aux Etats-Unis d'Amérique, le développement des *transports par autos*, l'emploi de plus en plus considérable du système de travail à la *chaîne* et la nouvelle *organisation du travail* dans les fabriques et usines, la standardisation, typisation, normalisation, production en séries, etc... Tels sont les traits les plus caractéristiques de la technique capitaliste actuelle.

Je vais citer quelques chiffres sur la production de l'énergie électrique aux Etats-Unis d'Amérique.

Production en millions de kW heures :

Année	1912	1922	1926	1927
	17 572	47 659	73 791	79 724

On peut citer d'innombrables exemples prouvant que la courbe de développement de l'économie capitaliste marque un progrès déterminé aussi bien quantitatif que qualitatif.

Voici quelques chiffres montrant la dynamique de l'accroissement de la production et du changement du rôle des divers *métaux* dans la production mondiale. En supposant la production totale de métaux en 1913 égale à 100 nous aurons pour l'année 1926 les chiffres suivants pour les divers métaux :

Acier	122
Cuivre	150
Plomb	107
Aluminium	310

Aux Etats-Unis et en Allemagne, l'aluminium soutient une concurrence victorieuse avec les autres métaux dans l'industrie électrotechnique, dans les constructions de chemins de fer, de tramways, etc.

Les chiffres illustrant la production de la *soie artificielle* sont encore plus significatifs. La production mondiale de soie artificielle s'exprime par les chiffres suivants (en milliers de

kilogrammes) :

Production d'avant-guerre	11 000
Année 1921	30 000
----- 1925	84 000
----- 1927	125 000

En mettant le chiffre d'avant-guerre égal à 100, nous obtenons les chiffres suivants :

1921.....	173 %
1925.....	668 %
1927.....	1 036 %

En ce qui concerne les nouvelles inventions et leur influence sur la production, citons par exemple, la méthode de Bergius : la benzine synthétique obtenue par sa méthode constitue déjà en Allemagne 12 % de la benzine consommée.

Dans plusieurs pays, ainsi en Allemagne et en Angleterre, on projette de nouvelles innovations techniques très importantes par leur conséquence économique : conduites de gaz à grande distance en Allemagne, électrification en Angleterre, etc... Il est facile de se rendre compte que ces succès techniques, même si nous les mettons entre guillemets, signifient indiscutablement un accroissement de la productivité du travail social. C'est ainsi que Guenther Stein écrit dans le *Berliner Tageblatt* qu'aux Etats-Unis, la production de l'industrie de transformation a augmenté de 25 % en comparaison de l'année 1923-24, tandis que le nombre d'ouvriers a diminué de plus de 5 %. Cela veut dire que le rendement l'un ouvrier a augmenté d'environ 30 à 40 %.

Le développement de l'industrie chimique acquiert une importance non seulement du point de vue économique général, mais aussi de deux points de vue que voici : 1) du point de vue de la *préparation de la guerre*, l'industrie chimique étant une industrie de guerre de premier ordre et 2) du point de vue des modifications considérables possibles dans le domaine de la technique de *l'agriculture*. La production mondiale de produits chimiques s'élevait avant la guerre à 10 milliards de marks allemands ; en 1923-24, elle était de 18 milliards, l'indice des prix étant de 120. Vous voyez que la production de produits chimiques s'est considérablement accrue. Voici la progression de la consommation de produits azotés dans les pays capitalistes les plus importants :

	Avant la guerre	En 1926
Allemagne	260 000 ton. d'azote pur	430 000 ton. d'azote pur
Angleterre	54 000	61 000
France	79 000	152 000
Italie	22 000	54 000
Etats-Unis	160 000	341 000

LE DEVELOPPEMENT DES MONOPOLES CAPITALISTES, LES TENDANCES DE CAPITALISME D'ETAT ET LEUR IMPORTANCE POLITIQUE

Je pense que ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires, ils parlent d'eux-mêmes. Ces modifications techniques qui, dans certains pays et, en premier lieu aux Etats-Unis et en Allemagne, se rapprochent d'une véritable révolution technique, sont liés d'une façon déterminée à la trustisation de l'économie nationale, à la formation de consortiums bancaires énormes et, depuis la fin de la guerre à l'accroissement des tendances de capitalisme d'Etat sous les formes les plus diverses. J'indiquerai ici quelques exemples. Tout le monde connaît l'existence des trusts gigantesques, telle la société par actions de l'industrie des colorants en Allemagne et en d'autres pays. Je crois que tout le monde est au courant de la création du trust formidable de l'industrie chimique en Angleterre (le Konzern Mond, d'où le fameux « mondisme » tire son origine) tous les camarades savent ce que c'est que la « Standard Oil » aux Etats-Unis. Nous vivons actuellement non seulement dans une époque de formation et de développement rapide d'organisations gigantesques du patronat au sein des pays capitalistes, mais aussi dans une période de création de trusts géants d'un caractère international. J'ai ici, devant moi toute une liste de ces trusts qu'il serait trop long d'énumérer tous.

Il y a quelque temps, au congrès du P.C. de l'U.S., j'ai émis la thèse qu'actuellement s'opère un certain accroissement des tendances de capitalisme d'Etat, et cela non pas sous la forme du « capitalisme de guerre » (que les imposteurs réformistes de divers poils osaient appeler « socialisme de guerre » !) avec le système des cartes et les traits spécifiques déterminés par la guerre. C'est sous une forme nouvelle ou plutôt sous des formes nouvelles que se développe actuellement le processus de fusion, l'interpénétration de plus en plus marquée des trusts, des cartels, des consortiums bancaires avec les organes étatiques de la bourgeoisie capitaliste. Peu importe d'ailleurs la forme, l'enveloppe sous laquelle se développe ce processus : que ce soit l'Etat qui possède des entreprises industrielles et augmente son intervention dans la vie économique ou que ce soient les organisations économiques capitalistes qui entreprennent « par en bas », selon l'expression des libéraux. « la conquête de l'Etat ». Il est de toute-évidence que nous devons repousser énergiquement cette dernière thèse : la bourgeoisie impérialiste n'a pas à conquérir l'Etat puisque l'appareil gouvernemental est déjà entre ses mains. Il s'agit des formes d'organisation de la *fusion* des organes économiques de la bourgeoisie impérialiste avec ses organes gouvernementaux. Ainsi, la question de la forme de ce processus n'a qu'un caractère secondaire. Ici, je tiens seulement à constater et à souligner que ce processus est un fait certain. Nous l'observons en Italie, au Japon, aux Etats-Unis, en Allemagne, et sous des formes les plus variées. Mais le fait que ce processus existé est incontestable. Certains camarades avaient auparavant exprimé des doutes à ce sujet ; Mais depuis ont paru des études spéciales de camarades s'occupant de ce problème. J'ai particulièrement en vue les travaux des camarades Vurms et Lapinsky qui ont étudié cette question du point de vue tant de la structure du budget d'Etat que du développement de l'industrie étatisée et municipalisée ainsi que des rapports .entre les organisations patronales et gouvernementales de la bourgeoisie impérialiste. Toutes les données sur cette question dont nous disposons actuellement confirment l'existence d'une tendance de capitalisme d'Etat dans le développement actuel de l'économie impérialiste.

Quels sont les résultats politiques de ce processus ? Nous pouvons le voir à l'exemple américain suivant : voici en effet ce qu'un nommé Théodore Knappen écrit dans un article publié dans le *Magazin of Wall Street* du 19 mai 1928 et intitulé : « Les qualités de businessmen des principaux candidats à la présidence » :

« Il n'est pas exagéré de dire qu'il (Hoover) se considère et qu'il est réellement le dirigeant du monde d'affaires américain. Il n'y eut encore jamais et nulle part une institution aussi étroitement liée au

monde d'affaires que précisément le département de Hoover... Il respecte le grand capital (big business) et admire les big businessmen (capitalistes). Il est d'avis qu'une seule personne faisant une grande chose est meilleure qu'une dizaine de rêveurs savants qui parlent de ce qu'ils n'ont jamais tenté de faire et qu'ils ne sauront jamais faire. Il est incontestable que Hoover, président, ne ressemblera à aucun de ses prédécesseurs. Il sera un businessman-président dynamique, tandis que Coolidge était un business-président statique. Il sera le premier business-président, en opposition aux présidents politiques que nous avons eus jusqu'à présent »

Hoover, ainsi caractérisé comme directeur général des trusts, constitue une expression politique du processus de fusion entre les organisations trustisées du capital et les organisations gouvernementales politiques de ce dernier.

LES MODIFICATIONS DE STRUCTURE

Dans cette circonstance, la question suivante s'impose : si tous ces faits correspondent à la réalité, que devient l'analyse de ce qu'on a coutume d'appeler « stabilisation du capitalisme » : Que deviennent nos thèses sur la stabilisation partielle, temporaire, sur la stabilisation avec toutes ses définitions et épithètes ? Que devient la question de la crise générale du système capitaliste mondial, puisque nous constatons nous-mêmes les succès dans le domaine de la technique, le développement des trusts et autres organisations du capital, puisque, en ce sens, nous constatons un renforcement considérable du capitalisme ? Que devient cette caractéristique spécifique de la stabilisation ? Je pense qu'il faut poser clairement cette question et y répondre avec non moins de netteté, autrement nous risquons de nous égarer dans un chaos idéologique.

Je tiens à rappeler ici quelques souvenirs politiques, quelques renseignements se rapportant à cette question. Quelles furent, il y a quelques années, nos idées sur le processus du développement ultérieur ou de la décomposition ultérieure du système capitaliste ? J'envisage notamment la période de l'élaboration de notre premier projet de programme. Voici comment, à cette époque, nous formulions la thèse sur l'état du capitalisme : le système capitaliste est en voie de décomposition. Nous ne faisons aucune réserve à cette thèse. Notre idée sur l'avenir du capitalisme pouvait être représentée sous forme d'une courbe descendante continue.

Mais déjà lors du second examen du projet, nous comprimes la nécessité d'y apporter quelques corrections. Déjà au V^e Congrès mondial, nos thèses sur l'état et l'avenir de l'économie capitaliste ont été formulées d'une façon quelque peu différente. Ensuite, nous avons commencé à employer le terme « stabilisation » avec diverses réserves : partielle, provisoire, etc.

Maintenant, je pose la question suivante : quel sens ont actuellement ces définitions et ces réserves ? Ont-elles en général un sens quelconque ? Si elles en ont un, est-ce le même sens qu'auparavant ou est-il quelque peu différent ? A mon avis, ces définitions ont actuellement un sens quelque peu différent qu'auparavant.

Je pense, en somme, qu'on peut définir notre position précédente de la façon suivante :

On supposait qu'un certain accroissement de la production ne s'observait que dans tel ou tel pays, et encore à titre d'exception. Cet accroissement ne paraissait pas particulièrement caractéristique, on le considérait comme un phénomène secondaire « conditionnel », croyant que le lendemain déjà ou un avenir très proche apporterait un développement tout autre. En observant dans un pays quelconque une amélioration de la technique, un accroissement des forces productives, une bonne conjoncture, nous pensions que c'était là « un phénomène d'un jour », qu'on ne pouvait prendre au sérieux.

On peut et il faut dire qu'à cette époque il y avait des raisons déterminées pour évaluer ainsi la

situation. Mais cette évaluation de la stabilisation, de la stabilisation relative, ne correspond plus en de nombreux points à la situation présente.

Voyons les différents pays.

Les Etats-Unis d'Amérique progressent. Que les prophéties au sujet d'une crise en Amérique soient justes, — cela n'est pas exclu, bien plus, cela est même très probable, — n'empêche que la ligne générale du développement est l'accroissement de la production. C'est dans ce pays que, pour la première fois dans l'histoire mondiale, dans l'histoire du mouvement ouvrier, le « V » (le capital variable, la valeur de la force de travail), pour employer la terminologie de Marx, diminue non seulement en comparaison de « C » (le capital constant, valeur des moyens de production), mais aussi en chiffres absolus. Le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie diminue. Cela se produit pour la première fois sur une grande échelle dans l'histoire mondiale, dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Certains camarades diront peut-être que c'est là une appréciation pessimiste. Mais nous devons faire la distinction entre l'optimisme et la stupidité. Ce sont deux choses différentes. Si nous ne voulons pas être stupides, nous devons tenir compte des faits. C'est la première condition obligatoire pour toute tactique non stupide.

Prenons un autre pays, l'Allemagne. Il y a quelque temps j'écrivis sur l'amélioration de la technique et sur l'accroissement des forces productives en Allemagne. L'anticommuniste « extrême-gauche » Maslow y trouva un prétexte pour m'injurier. Maintenant, il faut être aveugle pour ne pas voir que le capitalisme allemand se développe assez rapidement et que toutes ces conversations sur le néo-impérialisme, sur l'aspiration aux « mandats », la nostalgie des colonies, la construction de nouveaux cuirassés, etc., ne sont pas fortuites.

Voyons la France. Chacun peut se rendre compte qu'il y a une grande différence entre la France d'avant-guerre et la France d'après-guerre, que la vieille France usurière a acquis des qualités nouvelles, qu'elle se transforme maintenant en un pays industriel très puissant.

Et l'Angleterre ? L'Angleterre traverse une période de déclin ; ses forces sont affaiblies, la puissance de l'Empire suit une courbe descendante. Mais l'Angleterre aussi tend toutes ses forces. Sur certains secteurs, la bourgeoisie anglaise réussit à augmenter les forces productives, par exemple dans les brandies nouvelles de l'industrie.

Si ces faits sont exacts, pouvons-nous dire qu'ils signifient la reconnaissance de la liquidation de la crise du capitalisme ? Ou bien signifient-ils autre chose ? Je voudrais poser la même question sous une forme politique encore plus nette : cette analyse concorde-t-elle avec l'analyse de la social-démocratie ?

Je pense qu'il est très facile de comprendre la véritable situation. Voici la réponse juste : la crise générale du capitalisme continue, bien plus, elle se développe, bien que la forme de la crise soit actuellement différente. Auparavant, nous déterminions les symptômes les plus importants de la crise de la façon suivante : nous considérions les pays les uns après les autres et nous disions : dans tel pays, le capitalisme décline, dans le second et dans le troisième, on observe le même processus, dans un tel autre encore, le même processus se manifesterait, bien qu'il ne se développe pas aussi vite. Comme tout dans le monde, notre idée de la crise avait sa racine dans les conditions économiques de cette époque. En Allemagne, c'était le comble de la désagrégation économique. Dans plusieurs autres pays, surtout en Europe Centrale, la situation était analogue. Les anciennes formules étaient basées sur des faits réels bien que quelque peu exagérés. Maintenant, l'ancienne forme de la crise a cédé la place à une autre forme ; c'est là toute la question.

Il ne faut pas se figurer que la crise générale du capitalisme et du système capitaliste c'est la ruine du capitalisme dans presque tous les pays, ou dans la majeure partie des pays. La situation est

différente. La crise du capitalisme consiste dans le fait que nous avons actuellement, à la suite de la phase précédente de guerre et d'après-guerre, des modifications radicales de structure dans toute l'économie mondiale, des modifications qui aggravent énormément et inévitablement toute contradiction dans le système, capitaliste et qui, finalement, le conduisent à sa perte.

Prenons par exemple un fait comme l'existence de l'U.R.S.S. Que signifie-t-il ? Ce fait est, premièrement, le résultat de la crise d'après-guerre du capitalisme, et, deuxièmement, il est l'expression de cet autre fait, à savoir que la crise continue. En effet, il existe et se développe un fort corps étranger, antagoniste en principe, au sein du système économique mondial du capitalisme. Oui, un corps étranger. N'est-ce pas là une modification radicale de structure dans l'économie mondiale ?

LES MODIFICATIONS DANS LA DISPOSITION DES FORCES

J'ai déjà noté le fait du déplacement de la situation révolutionnaire immédiate vers l'Orient, vers la périphérie coloniale, en général. Cela aussi est un résultat de la crise d'après-guerre. Car les chocs révolutionnaires puissants sur cette périphérie du capitalisme ne sont-ils pas une expression d'une crise profonde ?

Ensuite, que signifie ce que nous appelons la disproportion entre les Etats-Unis et l'Europe qui s'efforce de se soustraire à l'hégémonie de l'Amérique ? Elle traduit aussi une modification de structure dans tout le système économique mondial. Enfin, le rétrécissement des marchés dans les pays capitalistes, la ruine et la paupérisation des colonies posent la question des rapports entre la production et la consommation d'une façon différente qui est loin d'être la même que dans les conditions du capitalisme « normal ». La situation découle du fait que tout le développement ultérieur du système capitaliste ne peut s'opérer, que dans les formes créées par les périodes critiques passées. Le capitalisme ne peut pas se développer de la même façon que si l'U.R.S.S. n'existait pas. Il ne peut pas se développer comme il l'aurait fait si la révolution chinoise n'avait pas eu lieu, si la disproportion entre les Etats-Unis et l'Europe était inexistante, s'il n'y avait pas de rétrécissement des marchés, etc.

Ces modifications de structure ont une importance énorme pour tout le développement du système capitaliste et pour l'évaluation des perspectives. Prenons par exemple le développement de toutes les contradictions inhérentes au capitalisme : la lutte pour les marchés, l'accroissement de l'appareil de production dépassant l'augmentation de la capacité d'achat ainsi que toutes les autres contradictions bien connues. En présence des modifications de structure que nous avons notées, je vous demande la conclusion que nous pouvons en tirer. A mon avis, la réponse suivante s'impose : si les colonies sont dans l'effervescence, si la lutte de classe s'y développe d'une façon très intense, cela veut dire que les contradictions internes du système capitaliste s'aggravent en général. Si l'on considérait la révolution chinoise comme un détail insignifiant, ainsi que le font les social-démocrates, il n'y aurait naturellement aucune crise grave du capitalisme. Si l'U.R.S.S. n'existait pas, il n'y aurait pas, encore une fois, de crise du capitalisme. Si les social-démocrates vont jusqu'à prétendre que la phase actuelle du capitalisme n'engendre nullement la guerre, que Marx est devenu suranné pour avoir proclamé la thèse que les guerres sont inhérentes au développement du capitalisme, — en ce cas, il est naturel que les social-démocrates voient toute la situation en rose et considèrent qu'il n'y a pas de crise ! Mais, si tout cela existe, — et cela existe ! — la question se pose d'une façon différente et, naturellement, la réponse sera aussi toute autre.

Si nous disons : la stabilisation se décompose, je demande : comment peut-on tirer une telle conclusion ? Ce n'est pas parce que dans tel ou tel pays ou même dans un troisième le capitalisme se trouve à l'état de krach immédiat, mais parce que, dans la situation actuelle, le développement se fait

dans le cadre créé par la phase précédente qui, à son tour, aggrave extrêmement toutes les contradictions. Et c'est précisément cet approfondissement des contradictions qui conduit au grand krach, à la grande catastrophe. Voilà pourquoi le capitalisme est instable, voilà, pourquoi sa stabilisation ne peut être que relative. Voilà pourquoi la crise du capitalisme n'a pas disparu, est dans un état latent. Mais elle se développe d'une façon de plus en plus menaçante. Il faut la considérer non pas sous l'angle d'un pays isolé quelconque, mais sous l'angle de l'ensemble de tous les pays liés les uns aux autres, dans les cadres de l'économie mondiale. Dans cette circonstance, il est nécessaire de tenir compte des rapports entre les impérialistes, entre le capitalisme et les colonies, entre les « capitalistes » divers et l'U.R.S.S., etc.

LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME SE DEVELOPPENT SOUS LA FORME LA PLUS AIGUË

Ce n'est qu'ainsi que l'on peut poser clairement la question de la stabilisation. Plusieurs pays capitalistes se développent. Mais ce développement s'opère dans les formes créées par la crise de guerre, dans des conditions de l'existence de l'U.R.S.S., des révolutions en Orient, etc... Les contradictions internes s'aggravent de plus en plus. La stabilisation se décompose réellement. Ce n'est pas que le capitalisme soit de plus en plus en déclin dans tous les pays, mais c'est que les modifications de structure de l'économie mondiale créent une nouvelle situation et conduisent fatalement à l'écroulement de tout le système. Naturellement, ces contradictions sont liées aux contradictions internes qui existent dans divers pays, au développement et à l'aggravation de la lutte de classes, à l'accroissement des éléments d'une situation révolutionnaire. Mais ce processus n'est pas actuellement en fonction du processus de désagrégation économique directe dans ces pays, mais du processus de développement des contradictions de la stabilisation aggravées considérablement par le cadre général de la crise capitaliste.

Je n'ai parlé que d'une façon superficielle de quelques-unes des modifications de structure de l'économie mondiale. Permettez- moi de faire quelques remarques sur la façon dont sont traités les phénomènes de crises dans le camp de nos adversaires. A cette occasion, je toucherai aussi ce qu'on appelle le « problème allemand » qui, sous un certain angle, n'est autre chose que le problème des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe. Je prends l'article d'un économiste anglais bien connu, Peiche [George Paish], publié dans le numéro 4 du *Zeitschrift für Geo-Politik*. Paich pose la question de la façon suivante :

« Actuellement, *les pays débiteurs du monde entier ne sont pas en état d'écouler leurs marchandises dans la mesure qui serait nécessaire pour qu'ils puissent faire face à leurs engagements et pour qu'ils puissent eu même temps acheter avec l'argent réalisé par la vente des marchandises, tout ce qui leur est nécessaire pour satisfaire à leurs besoins vitaux. C'est pourquoi ils continuent à contracter, tout comme auparavant, des emprunts considérables à l'étranger. Mais les pays créditeurs ne peuvent pas accorder de nouveaux crédits dans une mesure aussi considérable qu'au cours des dernières années. S'il n'y a pas d'amélioration dans un avenir prochain, ce sera bientôt la débâcle du système tout entier...* »

Et plus loin :

« *Ainsi, la débâcle du système de crédit mondial devient un danger imminent.* (Souligné par l'auteur.) Cette débâcle est même inévitable si l'on ne prend pas immédiatement des mesures permettant aux pays débiteurs de faire face à leurs engagements par l'écoulement de leurs marchandises et non pas à l'aide de nouveaux crédits. Les symptômes de crises sont nombreux : *les marchés ou les marchandises sont en surabondance, l'augmentation du chômage aux Etats-Unis et l'importance énorme des opérations de crédits dans les pays industriels les plus importants et, avant tout, en Allemagne,* »

Je doute quelque peu que l'auteur ait raison en prophétisant la catastrophe sur tout le front. Il y

a, dans cet article, d'autres intérêts en jeu, et il n'est pas difficile de saisir quels sont ces intérêts. Néanmoins, il y a des raisons autorisant des affirmations de ce genre.

Mais il ne faut pas oublier que ce « problème allemand » n'est qu'un problème partiel se greffant sur la base des formes de crises de l'économie mondiale. Nous observons actuellement de nombreux antagonismes des plus aigus. Ces derniers se développent dans divers sens : Amérique-Grande-Bretagne, Allemagne-France, Italie-France, etc... Toutes ces anomalies du point de vue de la tranquillité et de l'ordre au sein du système capitaliste se manifestent parce qu'après la guerre s'était créé un état de choses tel que la puissance économique de certains Etats ne correspond plus à l'étendue de leurs possessions coloniales. Prenons comme exemple les Etats-Unis d'une part, et l'Angleterre d'autre part. Nous observons un fort développement du colonialisme anglais, tandis que les Etats-Unis n'ont pas été jusqu'à présent une grande puissance coloniale. Mais malgré son monopole colonial formidable, l'Angleterre traverse une période de déclin. La même disproportion reste vraie pour d'autres pays. Prenons l'Allemagne actuelle. Du point de vue économique et technique, c'est un pays de premier ordre, cependant elle n'a ni colonies, ni mandats, ni protectorats. On peut également comparer l'Italie à l'Espagne, etc.

Ces contradictions étant liées à l'accroissement des forces productives et, étant donné que la lutte pour les sphères d'investissement de capitaux s'aggrave de plus en plus, il ne peut en découler autre chose que la « résurrection » terrible du problème impérialiste, du problème d'un nouveau partage du monde, des colonies ou d'autres régions. Et cela, c'est la guerre ! De toute l'analyse de l'économie mondiale actuelle, des rapports spécifiques inter-impérialistes et de la crise capitaliste générale, se dégage le fait que la guerre est le problème central d'aujourd'hui. Voilà pourquoi il nous faut absolument poser cette, question tant du point de vue tactique que politique. Que messieurs les social-démocrates disent que la guerre est notre programme ! Quelle bêtise impudente ! Ce n'est même pas un mensonge, mais, de la bêtise pure et simple ! Ce problème est objectivement le problème central. Et notre tâche collective est de résoudre ce problème non pas d'une façon impérialiste, mais d'une façon prolétarienne, non pas en soutenant la guerre impérialiste, mais en la transformant en une guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie !

LES ANTAGONISMES ENTRE LES ETATS

Il est tout à fait compréhensible que la manière du développement économique détermine et cristallise les rapports respectifs entre les Etats. En analysant le complexe général des rapports politiques entre les puissances capitalistes, on remarque immédiatement les antagonismes les plus importants entre les divers groupements d'Etats : l'antagonisme entre les pays capitalistes et les colonies et surtout la Chine : l'antagonisme entre les pays capitalistes et l'U.R.S.S. et l'antagonisme entre l'Europe (surtout entre la Grande-Bretagne) et les Etats-Unis d'Amérique. En ce qui concerne les rapports spécifiquement européens, ils dépendent dans une mesure considérable du changement de la situation de l'Allemagne et de la renaissance de l'impérialisme germanique.

J'ai déjà indiqué la disproportion considérable entre la puissance économique et politique grandissante des Etats-Unis et l'étendue relativement insignifiante de leurs possessions coloniales. Cette contradiction trouve son expression dans le caractère de plus en plus agressif des Etats-Unis d'Amérique. Le mot d'ordre de la pénétration pacifique cède de plus en plus la place à celui de l'occupation politique et militaire. Les événements de Nicaragua traduisent nettement ce déplacement dans la politique des Etats-Unis d'Amérique. Contrairement à toutes les manifestations libérales la position des Etats-Unis en Chine n'est pas loin, en fait, de l'occupation militaire.

La politique agressive des Etats-Unis se heurte à la résistance de la Grande-Bretagne, son rival.

L'antagonisme anglo-américain est actuellement l'axe de tous les antagonismes qui existent entre les Etats capitalistes. C'est dans les sphères les plus diverses que les Etats-Unis sont aux prises, avec la Grande-Bretagne. Dans le conflit du caoutchouc, l'Angleterre a essuyé une défaite et a été obligée de conclure un traité favorable à l'Amérique. L'Angleterre fut également battue dans la lutte pour le pétrole. Actuellement, nous nous trouvons à la veille d'un conflit entre ces deux pays pour le coton. Je pense ici aux projets du capital nord-américain visant l'Afrique, l'Abyssinie, et l'Egypte. Les Etats-Unis d'Amérique étendent même leurs tentacules jusqu'à l'Inde.

Sur le continent sud-américain, les Etats-Unis se sont déjà emparés économiquement du nord de l'Amérique latine. Actuellement, ils commencent aussi, avec assez de succès, à concurrencer l'Angleterre dans les parties méridionales de l'Amérique latine.

Je répète et je souligne que le conflit, entre les Etats-Unis et l'Angleterre est l'axe de tous les antagonismes existant dans le secteur capitaliste de l'économie mondiale.

LA RENAISSANCE DE L'IMPERIALISME GERMANIQUE ET LA CRISE DU TRAITE DE VERSAILLES

En Allemagne, et c'est très important du point de vue des rapports européens spécifiques, se produit une « renaissance » d'un genre particulier, la renaissance de l'impérialisme allemand. Qu'est-ce que cela signifie ? L'Allemagne n'a pas encore d'armée, de marine de guerre, mais sa situation a considérablement changé. L'Allemagne a été battue. Le capital monopoliste allemand a été rudement malmené au cours du « jeu de guerre ». Au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue national, l'Allemagne était humiliée ; mais, grâce aux crédits et, en premier lieu, aux crédits américains, le capitalisme allemand a amélioré ses affaires. La technique du capital allemand, ou plutôt la dynamique du progrès technique en Allemagne, constitue un record pour l'Europe et, sur certains secteurs économiques, il bat le record à l'échelle mondiale. Quant à la réorganisation économique, le processus de trustisation a pris en Allemagne des formes classiques. Les trusts géants, la fusion de ces trusts à l'échelle internationale, les fortes positions du capital allemand sur le marché mondial, les prix relativement bon marché des marchandises et l'accroissement de la capacité de concurrence du capitalisme et de l'industrie allemande: tous ces facteurs ne font l'objet d'aucun doute.

Il est tout à fait compréhensible que la base économique de plus en plus forte trouve aussi son expression politique : effectivement, le traité de paix de Versailles est déjà annulé en partie. La position politique du capitalisme allemand est considérablement plus forte comparativement à ce qu'elle était il y a quelques années ; dans le concert des puissances européennes, l'Allemagne joue actuellement un rôle assez considérable et dans certaines questions même un rôle prépondérant. Il n'est pas difficile de comprendre que ce développement, ou plutôt l'orientation de tout le développement de l'Allemagne, est équivalent à l'accroissement des prétentions du capital monopoliste allemand dans le domaine de la politique extérieure. La course aux « mandats », aux protectorats et aux colonies est devenue une mode politique en Allemagne ; cependant, ce n'est pas seulement une « mode », mais quelque chose de plus sérieux. Cette « mode » n'est pas sans perspectives réelles, car dans le jeu des divers antagonismes et des diverses forces, dans l'ensemble des rapports entre la France et l'Italie, la France et l'Angleterre, la France et l'Allemagne, l'Allemagne et la Pologne, etc., dans cet ensemble de rapports entre les Etats européens, l'Allemagne est d'un côté le sujet et d'autre part, l'objet et, dans certaines circonstances, plusieurs Etats peuvent soutenir l'Allemagne et la soutiendront. C'est à cette orientation du développement du capitalisme allemand qu'est lié le phénomène qu'on appelle l'« orientation occidentale » du capitalisme allemand. Il y a quelques années, l'Allemagne se trouvait sous la menace du capital de l'Entente. Les

armes françaises étaient braquées sur elle. Privé de ses positions fortifiées, le capital allemand ne voyait, pendant un certain temps, qu'une seule issue, celle d'un bloc avec l'U.R.S.S. Cela s'est exprimé par le traité de Rapallo et par la politique extérieure allemande de cette période.

Actuellement, la situation a changé. A mesure que s'accroît le capital monopoliste, s'accroissent également les prétentions coloniales de l'Allemagne et se cristallise de plus en plus l'orientation occidentale du capital allemand. Dans notre analyse, il ne faut évidemment pas trop simplifier la situation existante : cette tendance fondamentale du développement du capital allemand n'exclut nullement diverses manœuvres de l'Allemagne sur l'échiquier politique en vue de profiter le plus possible de sa situation intermédiaire entre les puissances occidentales et l'U.R.S.S. Tout cela est indiscutable. Mais ces manœuvres ne détruisent pas la tendance fondamentale du développement du capitalisme allemand qui se laissera volontiers « violer » et qui se dressera, de concert avec ses collègues, contre l'U.R.S.S.

LE CHANGEMENT SUCCESSIF DES RAPPORTS ENTRE LES PUISSANCES

ET LA LUTTE CONTRE L'U.R.S.S.

La crise du capitalisme se manifeste aussi dans le *changement successif et bigarré des rapports* entre les Etats. Aucun bloc n'est solide et de longue durée ; bien au contraire, aux yeux de tous se produit un regroupement continu des forces. Mais à travers tous ces regroupements, à travers tous ces changements et toutes ces constellations des puissances capitalistes européennes, perce, tel un fil rouge, la tendance fondamentale — la concentration des forces contre l'U.R.S.S. C'est à plusieurs reprises que nous avons déjà touché ce sujet. Je ne m'arrêterai donc pas aux détails de la question des divers blocs de la Petite Entente, des accords entre les divers Etats limitrophes de l'U.R.S.S. et les grandes puissances, etc... Même les bébés connaissent actuellement tous ces faits.

Si l'analyse de la base économique que j'ai donné dans la première partie de mon rapport est exacte, il est tout à fait compréhensible que ces rapports entre les Etats constituent une expression politique de la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. Il va de soi que nous devons fixer notre tactique en tenant compte de cet état de choses.

SOUS LE SIGNE DES PREPARATIFS DE GUERRE

Les processus intérieurs se déroulent dans les pays capitalistes les plus importants sous le même signe de la préparation à la guerre. Ces processus sont en contradiction flagrante avec les bavardages de la social-démocratie sur le pacifisme, sur l'ère « super-impérialiste » etc. Personne n'ignore les faits relatifs à l'accroissement des armements, à la promulgation de nouvelles lois dans le genre de la loi Paul-Boncour en France, aux préparatifs fiévreux de la bourgeoisie en vue de maintenir « la tranquillité et l'ordre » dans la pays en cas de guerre. C'est à cette dernière catégorie de phénomènes qu'appartiennent le fameux bill dirigé contre les syndicats en Angleterre, la « Charte du Travail » promulguée par Mussolini, la terreur incroyable sévissant dans plusieurs pays, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, dans les Balkans, en Italie, etc., les vastes projets de corruption de certaines couches de la paysannerie, la « paix industrielle », le « mondisme », les méthodes américaines de corruption du prolétariat, mesures réalisées d'une part à l'aide du fascisme et, d'autre part, à l'aide des Partis social-démocrates.

En connexion avec tout cela s'opère aussi une certaine *modification dans l'organisation dit pouvoir d'Etat*. J'ai déjà parlé de la tendance du capitalisme d'Etat, de la tendance de fusion immédiate des organisations patronales avec les organes du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Cette

tendance a non seulement une importance économique mais aussi une importance politique générale : elle a une importance énorme aussi du point de vue de la préparation à la guerre. Ce serait erroné que d'affirmer que la bourgeoisie tend sciemment à la fusion des organisations du patronat avec les organes de l'Etat capitaliste parce qu'elle y voit un moyen pour préparer la guerre. Ce processus a un caractère plus spontané, mais, objectivement, il est certain que cette évolution du pouvoir d'Etat et l'accroissement des tendances du capitalisme d'Etat servent à la préparation de la guerre. Au cours de la première guerre mondiale, nous avons déjà vécu la phase du capitalisme d'Etat, teint de tons particuliers. Dans le langage des savants allemands, cela s'appelait « l'économie forcée ». La raison essentielle de cette réglementation était la baisse considérable des forces productives et la tendance de régler d'une façon rationnelle la consommation dans les conditions de la « forteresse assiégée ». Plus tard, tout cela fut aboli. Actuellement, les tendances du capitalisme d'Etat se développent sur une base nouvelle, sur la base de l'accroissement des forces productives du capitalisme, sur la base de la centralisation du capital et sans les normes spécifiques de contrainte. Il n'y a aucun doute qu'en cas de nouvelle guerre, les tendances du capitalisme d'Etat seront de nouveau utilisées tout le long de la guerre en vue de mobiliser l'ensemble de l'économie nationale pour les besoins de la guerre.

Cette évolution de la forme d'organisation du pouvoir d'Etat, cette forte centralisation des organisations politiques et économiques de la bourgeoisie a une très grande importance pour tout le développement ultérieur. Ces phénomènes sont aussi d'une très grande portée du point de vue de la lutte de classes actuelle du prolétariat. Mais tous n'ont pas encore suffisamment compris que le prolétariat a actuellement affaire non seulement à différents patrons ou même à différents trusts, mais à toute l'organisation de la bourgeoisie impérialiste, en tant que classe, et que c'est pour cette raison que la situation du prolétariat est aussi difficile et aussi compliquée dans chaque combat économique. Etant donné que le prolétariat a affaire directement aux grands trusts et cartels fusionnés avec l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, chaque grève tend à se transformer en grève politique, chaque conflit partiel a tendance à se transformer en une lutte d'envergure de la classe ouvrière. Je reviendrai encore d'ailleurs à cette question.

Je passe maintenant au problème de la *situation* des classes dans les plus importants pays européen et, en premier lieu, dans les Etats-Unis d'Amérique.

II. Les processus politiques intérieurs dans les pays bourgeois

Aggravation des contradictions intérieures

Lors de l'analyse de la situation, j'ai indiqué que sa relativité se manifeste dans les conflits entre Etats par des menaces de guerre, par l'antagonisme entre les pays impérialistes et les pays coloniaux, par l'antagonisme entre le monde impérialiste et l'U.R.S.S. Cependant, cet état de choses ne signifie nullement que les contradictions intérieures ne s'aggravent pas dans chaque pays. Les contradictions intérieures dans les pays capitalistes *s'aggravent, doivent fatalement s'aggraver*. Cependant, le caractère de ces contradictions s'est modifié. Ces contradictions, propres à chaque société capitaliste se sont aggravées maintenant, en vertu de causes *spécifiques* qui enveniment considérablement la lutte de classes. La perspective de la stabilisation partielle et temporaire implique la guerre.

Le processus de la stabilisation se répercute sur la situation des grands pays capitalistes d'une façon variée. La stabilisation partielle est un double processus. D'une part, il se produit une certaine,

consolidation technique et économique du capitalisme et, d'autre part, — ce qui ne doit pas être oublié un seul instant, — *les contradictions s'accroissent, la lutte de classes s'accroît, le chômage augmente.*

Les Etats-Unis d'Amérique peuvent servir ici d'exemple classique. Le développement du capitalisme s'y effectue à un rythme des plus rapides et les forces productives s'y accroissent tandis que le chômage est organiquement lié à l'accroissement des forces productives. Il est donc absolument évident que ceci produit une aggravation de la lutte de classe aux Etats-Unis. Quatre millions de chômeurs, ce n'est pas un chiffre insignifiant. Le chômage se répercute aussi dans les autres couches du prolétariat. C'est le fardeau du capitalisme. Mais en même temps la stabilisation permet d'améliorer la situation de certaines couches du prolétariat. En conséquence, nous devons analyser les rapports sociaux existant au sein du prolétariat. Je pose ici sous une forme générale le *problème de la social-démocratie.*

Nous disions et disons encore que la social-démocratie, l'opportunisme, ont fait faillite. Ceci est très juste. Cependant, la maudite social-démocratie existe encore. Dans certains pays elle augmente numériquement et prend de l'importance. L'IC a obtenu en Allemagne de grands succès, en particulier après les défaites passées. Cependant, la social-démocratie a obtenu 9 millions de voix aux élections. C'est un chiffre important ; Dans la période actuelle de notre développement et de notre lutte, nous devons soulever la question : quelles sont les racines de ce fait ?

LES CAUSES DE LA VITALITE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

D'habitude, nous posons le problème des racines de l'opportunisme en connexion avec la question des colonies, des surprofits tirés des colonies par les capitalistes, profits qui permettent à la bourgeoisie de corrompre les couches supérieures de la classe ouvrière. L'Allemagne ne possède pas de colonies. Quelle est donc la raison de ce renforcement de la social-démocratie allemande ou, du moins, de la solidité de ses positions ? Pourquoi cette social-démocratie perfide ne disparaît-elle pas de la scène, pourquoi possède-t-elle une telle capacité de manœuvre ? On ne peut expliquer ceci par la perfidie, le savoir. Ce n'est pas cela qui a ici une importance décisive, ce n'est pas cela qui détermine tout le reste. La vitalité de la social-démocratie se trouve en étroite liaison avec le processus de la stabilisation. Le côté économique en est très complexe. Jusqu'à présent, nous parlions des surprofits tirés directement des colonies par tel ou tel Etat. Or, les Etats-Unis ne possèdent pas beaucoup de colonies. Réalisent-ils quand même des surprofits ? Oui. Je ne puis m'arrêter en détail sur ce point. Je rappellerai que Marx a déjà fait l'analyse de différents cas où un pays à grande industrie, ayant une importance primordiale dans l'économie mondiale, réalise un profit différentiel grâce à la supériorité de sa technique. Or, ces derniers temps, ces surprofits du capitalisme jouent un rôle considérable. Par conséquent, la base économique du réformisme n'est pas seulement les surprofits tirés directement des colonies, mais aussi les surprofits provenant du commerce mondial en général, de l'exportation de capitaux, non seulement dans les « propres » colonies du pays exportateur, mais dans les colonies en général, etc.

Prenons les *Etats-Unis*. Ceux-ci réalisent d'énormes surprofits grâce à la situation monopoliste du capitalisme américain, quoiqu'ils ne possèdent pas de grandes colonies.

L'*Angleterre* présente une courbe descendante de développement, mais son monopole *colonial* n'est pas encore disparu. La base de l'impérialisme britannique se rétrécit, mais subsiste. Dans la métropole, il se produit un processus de radicalisation du prolétariat L'influence du Parti communiste s'accroît, etc. Mais la fin de la domination monopoliste de l'impérialisme britannique n'arrive pas aussi rapidement que nous l'escomptions auparavant. Le monopole colonial du royaume britannique;

offre encore une base assez vaste au réformisme anglais.

J'ai déjà parlé de *l'Allemagne*.

Pour se rendre compte de ce qui fait la force de la social-démocratie, il est nécessaire d'étudier encore d'autres facteurs très importants. Parmi ceux-ci, il faut considérer les changements de *politique intérieure* dans différents pays. Les cadres assez nombreux des anciens fonctionnaires social-démocrates ou syndicaux deviennent dorénavant des fonctionnaires d'Etat, des municipalités, des employés des organisations patronales. Des changements importants ont lieu dans ce domaine.. Ceux-ci s'observent dans de nombreux pays, et, en premier lieu, en Allemagne. Les tendances de fusion des organisations ouvrières réformistes avec les organisations patronales et les organes étatiques de la bourgeoisie impérialiste, reviennent en pratique à la transformation partielle de la bureaucratie syndicale et de celle du Parti en cadres de fonctionnaires d'Etat et d'employés des organisations patronales. C'est là une des méthodes originales de corruption de la part de la bourgeoisie.

LE FASCISME ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Dans les Etats fascistes se déroule à peu près le même processus. Prenons par exemple un Etat comme la Pologne avec l'organisation militaire des « Streletz » de Pilsudski. C'est une organisation « volontaire ». Officiellement, cela va de soi, l'organisation est composée de volontaires et, néanmoins, c'est une organisation semi-étatique. Compte-t-elle des ouvriers du P.S.P ? Oui. Voire même en grand nombre. Ils constituent une *couche* spéciale dans la structure de l'Etat. Ainsi, en général, les causes essentielles de la solidité des Partis social-démocrates consistent dans les facteurs économiques, et politiques que j'ai ébauchés. Il va de soi que, dans cette question, la capacité de manœuvre des Partis social-démocrates joue aussi un rôle, de même qu'une certaine expérience et habileté dans les intrigues politiques, etc. Tout ceci joue un rôle très important. Mais on peut expliquer la situation exclusivement par ceci. On peut dire que le processus de stabilisation crée, d'une part, un soutien économique pour la social-démocratie. D'autre part, les contradictions de la stabilisation engendrent un terrain favorable au développement des Partis communistes. Grâce à ce fait, on observe fréquemment un accroissement parallèle de l'influence des communistes et de la social-démocratie. Bien entendu, ici jouent encore d'autres causes qu'on ne peut ignorer. Prenons par exemple, les regroupements sociaux dans les couches influencées par la social-démocratie. La social-démocratie s'accroît parfois en gagnant de larges couches de la petite-bourgeoisie. Aux élections, la social-démocratie se développe au détriment des Partis bourgeois en gagnant les suffrages de la petite-bourgeoisie. Mais il ne faut pas oublier que dans différents pays, y compris l'Allemagne et la France, nous n'avons gagné jusqu'à présent que des cadres encore très insuffisants, même dans les grandes entreprises, parmi les ouvriers des trusts importants où la social-démocratie est encore forte.

ACCENTUATION DE LA LUTTE DE CLASSES

Les contradictions intérieures de la stabilisation dans chaque pays capitaliste enveniment la lutte de classes. Or, étant donné les changements survenus dans la structure organique de l'Etat et du capitalisme contemporains, ces contradictions internes transforment toute grève plus ou moins importante, en un événement politique de première importance. Ainsi en fut-il avec *la grève* anglaise, avec celle des métallurgistes en Allemagne, ainsi en sera-t-il à l'avenir. La transformation d'une grève économique *en* grève politique est déterminée par ces particularités : *par la* trustisation *du capital*, *par la* fusion des organisations patronales avec l'Etat.

Ainsi se développent les contradictions internes dans chaque pays capitaliste. Elles ont pour

résultat d'intensifier la lutte des classes, d'étendre l'influence communiste. On peut illustrer et prouver ceci par de nombreux faits. Je veux parler de la vague de grèves dans différents pays, en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne; de la radicalisation du prolétariat, de sympathie grandissante envers l'U.R.S.S., de la décomposition des Partis bourgeois que le prolétariat suivait auparavant (le Parti du centre, en Allemagne, les organisations catholiques en Italie, etc. Les résultats des élections en France, en Allemagne, sont également une expression de l'accentuation de la lutte de classes. Le processus de stabilisation est plein de contradictions, c'est pourquoi *nous nous développons également*. Si ce n'est pas toujours numériquement, nous étendons du moins notre influence politique. L'année dernière, encore, dans son rapport au Congrès de la social-démocratie allemande, Hilferding prophétisait :

« Camarades, c'est la fin des communistes. Je comprends parfaitement que des gens qui, pendant plusieurs années, ont été victimes de ce maudit chômage, je comprends que des gens poussés au désespoir, par la perte de leurs biens, dans la période d'inflation, que des gens désillusionnés en tout et qui n'ont gardé foi qu'en la violence, peuvent, en vertu d'un état d'esprit versatile, donner leur bulletin électoral aux communistes. Mais ceci n'a aucune importance pour le mouvement politique du Parti communiste. Sa fin est proche. » (*Rires.*)

En réalité, il n'en est pas ainsi. Les Partis communistes se développent sans arrêt. Les élections en Allemagne en sont un témoignage vivant. Là, le Parti a remporté 3 1/4 millions de voix. Il est regrettable que M. Hilferding se soit trompé à ce point là ! Les élections en France sont également un témoignage de ce fait, si on les considère non pas au point de vue hybride des social-démocrates qui mesurent leur influence par le nombre des mandats obtenus au Parlement. Notre influence politique s'accroît parallèlement à la croissance des contradictions de la stabilisation capitaliste. Mais parallèlement se développe parfois l'influence de la social-démocratie et aussi la social-démocratie elle-même.

Dans le courant de ces dernières années, la social-démocratie a accompli une profonde évolution. Ce serait une erreur de la considérer comme étant encore ce qu'elle était en 1914. La social-démocratie du 4 août 1914 n'était que l'embryon de la social-démocratie contemporaine. L'idéologie actuelle de la social-démocratie a perdu les restes de ses phrases quasi-marxistes. La social-démocratie se nourrit maintenant de la binteloterie de Macdonald. Ce faisant, les leaders social-démocrates s'efforcent de préparer ce plat d'une façon aussi appétissante que possible.

LE VISAGE CESARIEN DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Ces jours-ci, le camarade Riazanov a publié dans l'organe central de notre Parti, la *Pravda*, la correspondance de Lassalle avec Bismarck. A présent, on sait parfaitement ce que fut la ligne politique de Lassalle. Dans sa lettre à Bismarck, Ferdinand Lassalle dit qu'il serait bien de fonder une monarchie sociale avec la « couronne » en tête. Ceci rapprocha Lassalle de Bismarck et l'incita à entreprendre une intrigue politique. Néanmoins, la social-démocratie lance le mot d'ordre : « Retour à Lassalle ». Le sens de ce désir instinctif de revenir à Lassalle nous est parfaitement évident à présent. Ceci représente en quelque sorte, la base idéologique pour un rapprochement entre les idéologues à la Noske et ceux des fascistes italiens. Le « césarisme social » avec la dynastie en tête, est une idéologie convenant beaucoup à la social-démocratie actuelle.. En août 1914, la social-démocratie a trahi marxisme, en prenant la défense de la patrie capitaliste. De notre temps, la social-démocratie est une force active qui construit consciemment la société capitaliste. Cette politique intérieure de la social-démocratie est entièrement conforme à sa politique extérieure. A présent, elle ne défend pas seulement la patrie capitaliste, mais elle est aussi, au point de vue capitaliste,

l'expression la plus vive des aspirations agressives de sa patrie. Je vous demande est-ce qu'il n'y a pas actuellement des social-démocrates qui exigent des colonies pour leur pays ? Ils sont nombreux, et ils soulèvent cette revendication tout à fait ouvertement. L'histoire de la social-démocratie allemande nous rappelle l'affaire Hildebrand : le Congrès de Chemnitz l'exclut du Parti pour avoir exprimé de pareilles idées dans son livre. Mais aujourd'hui, les membres les plus en vue de la social-démocratie prêchent ouvertement l'idée coloniale. Ce n'est ni l'effet du hasard, ni une exception. Prenons par exemple la dernière résolution de la II^e Internationale sur la question coloniale. Il est possible que ce soit Bauer qui l'ait rédigée, lui donnant une nuance de quasi-marxisme. Nous trouvons dans cette résolution les subdivisions suivantes : certaines colonies doivent recevoir l'autonomie, d'autres doivent être laissées sous le protectorat, d'autres encore sont à un tel degré de leur développement qu'il est nécessaire d'y maintenir le statu quo. C'est donc, autant que je le sache, la même chose qui est dite dans les documents de la S.D.N. Il s'ensuit qu'il n'existe aucune différence entre ces quasi-socialistes et les aventuriers du camp de bourgeoisie impérialiste.

Ou bien, prenons par exemple la question de la guerre, de l'attitude envers la S.D.N., de l'attitude envers l'U.R.S.S. Comparez M. Kautsky de 1914 avec le Kautsky actuel : à présent c'est un tout autre homme qui manifeste des aspirations nettement contre-révolutionnaires.

L'ACTIVITE ANTI-SOVIETIQUE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Tous les communistes doivent comprendre que dans les prochaines guerres, le rôle de la social-démocratie dépassera toutes nos prévisions par son ignominie. Bien entendu, il faut distinguer entre le sommet de la social-démocratie et le prolétariat social-démocrate, dans les rangs duquel on observe de sérieuses crises, des scissions, des effervescences, des regroupements, etc. Mais la clique qui est à la tête agira de concert avec les grands criminels du camp impérialiste. Il ne subsiste aucun doute à ce sujet. D'ores et déjà, M. Hilferding se permet de développer les arguments suivants : le chômage existe en Europe ; ce chômage provient de ce que les affaires du capitalisme ne vont pas trop bien ; il vaudrait mieux que l'U.R.S.S. soit intégrée dans le système général des pays capitalistes ; l'empêchement à ceci est le monopole du commerce extérieur. La déduction qui en découle, est que le prolétariat est soi-disant intéressé à briser le monopole du commerce extérieur de l'U.R.S.S. Je vous demande : qu'est cela ? Ce n'est rien d'autre qu'une préparation idéologique à une guerre offensive directe contre l'U.R.S.S. Pour le moment, la thèse de Hilferding contient encore beaucoup d'académisme, de théorie, etc. Mais en se développant, cette thèse économique prendra une forme très actuelle et concrète de thèse politique. Ce qui est primitivement formulé en théorie, se transforme ensuite en action. L'expression pratique de cette formule de M. Hilferding ne signifie rien d'autre que la guerre contre l'U.R.S.S.

Il va de soi qu'une pareille évolution de la social-démocratie doit provoquer une réaction correspondante de notre part. Tous les camarades savent que la dernière séance plénière du C.E. de l'IC. a effectué un revirement de tactique dans la politique des Partis communistes français et britannique et, jusqu'à un certain point, à l'échelle générale. Ceci a eu lieu sur l'initiative du C.E. Certains camarades établissent une corrélation entre ce revirement et certains facteurs secondaires. C'est faux, car le changement de tactique est déterminé par les facteurs dont j'ai parlé plus haut, il est déterminé par toute l'évolution de la social-démocratie. Il serait enfantin de penser que nous nous efforçons de nous « radicaliser » après le reproche que nous a fait l'opposition. Ces arguments ne méritent même qu'on y réponde. La seule cause importante qui détermine notre tactique est le changement de la situation objective, est la modification dans le rapport des forces entre les différentes classes, les différents partis, etc... Il faut aborder cette question comme suit : les rapports

entre nous et la social-démocratie ont-ils changé ou non ? La réponse est : oui, ils ont changé. En découle-t-il des déductions pratiques quelconques ? Oui, il en découle. Pourquoi dans les syndicats et les autres organisations les social-démocrates nous attaquent-ils plus violemment qu'avant ? Non seulement dans les grandes questions politiques extérieures, mais dans n'importe quelle question, notre ligne politique est directement opposée à la leur. Prenons par exemple la situation dans les fabriques. Quelle est la politique de la social-démocratie dans les fabriques ? La paix sociale, le désir de ne pas faire de grève, la fusion du comité d'entreprise avec les organisations capitalistes, du « mondisme » sur toute la ligne, — telle est la position de la social-démocratie dans les fabriques, mais non pas seulement dans les fabriques. Telle est aussi son attitude envers les trusts, envers l'Etat, envers la S.D.N. Cette ligne n'a pas pris naissance d'emblée. Elle s'est cristallisée progressivement. Mais du fait qu'elle est ainsi, devons-nous en déduire certaines conclusions déterminées ou non ? Evidemment, nous devons faire des déductions pratiques. Autrement, l'ennemi nous battra,

III. Notre orientation tactique

UN CHANGEMENT BRUSQUE EST LA REPONSE JUSTE AUX MODIFICATIONS OBJECTIVES

Les modifications de la situation objective nous ont obligés à accomplir ce revirement tactique. Ce fut une réaction juste à un changement de situation. Le meilleur exemple en est *l'Angleterre*. Le Parti travailliste qui fut jadis une organisation diffuse, sans discipline de Parti, se transforme maintenant en véritable Parti social-démocrate de type continental. Il possède un programme, une discipline de Parti, il aspire et s'évertue à nous lier par des décisions de Parti, à nous paralyser politiquement par son influence dans les syndicats. Il nous exclut, il nous attaque. Si, dans ces conditions, nous maintenons notre mot d'ordre précédent et conservons nos rapports antérieurs, pour ne pas faire échouer le front commun du prolétariat organisé, nous sommes perdus : nous perdrons notre physionomie politique et, de ce fait, nos droits à une existence indépendante. L'ennemi nous battrait. Il serait donc absurde de ne pas tirer les déductions de cette situation. Nous devons dire : Le tournant dans le Parti britannique est déterminé par le changement de la situation objective, par les nouvelles méthodes d'organisation du Labour Party, les nouveaux rapports existant entre celui-ci et notre Parti. Ce sont là des facteurs politiques d'importance primordiale.

La même chose est vraie pour la *France*. Les représentants actuels de la social-démocratie, Paul-Boncour avec sa loi militaire, Albert Thomas qui porte aux nues Mussolini, — tout cela n'est pas le fait du hasard. On n'exclut pas les Thomas et les Boncour, au contraire, on cherche à les justifier : le « gauchiste » Fritz Adler écrit un article dans lequel il défend en fait ce même Thomas qui chantait les louanges du fascisme. Ainsi agissent les éléments les plus « gauches » de la II^e Internationale, ainsi écrit un homme qui, pendant la guerre, a brûlé la cervelle à un ministre en signe de protestation contre la tuerie !

En ce qui concerne le Parti communiste de France, il y eut encore d'autres facteurs qui nous incitèrent à changer de tactique. Chacun sait que l'on observe encore dans le Parti français certains vestiges des illusions parlementaires. Les élections récentes furent un tournant pour le Parti, lequel doit être considéré non pas sous l'angle des élections, mais sous celui de la politique ultérieure du Parti communiste de France. Pu fait que nous aurons à faire face à de grands combats de classe, pendant lesquels le parlementarisme, au pire sens de ce mot, pourra jouer un rôle très pernicieux, nous devons faire tout ce qui dépendait de nous pour rompre avec cette tradition.

Ainsi, notre changement de tactique est en liaison avec le changement objectif de la situation.

Ce fut ce changement qui a donné le signal du revirement dans nos Partis communistes les plus importants. *L'axe politique de ce tournant est le changement d'attitude envers les Partis social-démocrates.* La question de l'attitude envers les Partis social-démocrates est une question politique essentielle. L'intensification de la lutte contre la social-démocratie telle est l'orientation politique de l'Internationale communiste, et j'estime, que ce mot d'ordre, cette orientation politique, doivent être adoptés aussi par le VI^e Congrès. En même temps je dois souligner que l'acuité des méthodes de lutte contre les Partis social-démocrates ne signifie nullement un renoncement à la tactique du front *unique* connue le pensent certains camarades. Au contraire, plus nous nous dresserons violemment contre la *social-démocratie*, contre sa ligne politique, plus nous devons soulever avec force le problème de la conquête des masses, y compris les masses social-démocrates et les masses ouvrières qui les suivent, plus nous devons lutter énergiquement pour gagner ces masses. A cet effet, nous devons employer des méthodes adéquates pour nous rapprocher d'elles. Il n'y a que les sots qui peuvent penser que parce que nous menons une lutte acharnée contre la social-démocratie, il est inutile de causer avec les ouvriers social-démocrates. Tout le monde ne s'est pas encore assimilé cette double tâche. Tous n'y ont pas encore réfléchi sérieusement. Mais c'est là une de nos tâches essentielles et fondamentales dans la période actuelle.

IV. Les questions de la révolution dans les colonies et les semi-colonies

LA JUSTESSE DE LA LIGNE FONDAMENTALE ET LES ERREURS DE SA REALISATION EN CHINE

Avant d'aborder l'analyse de nos tâches fondamentales en général, je voudrais encore traiter des problèmes des *mouvements coloniaux*. J'aborderai la Chine et l'Inde, tout en me bornant à quelques remarques, car ces problèmes seront examinés lors de la discussion du programme et, en particulier, de la question coloniale.

Nous avons eu une large discussion de principe avec notre opposition sur la question de la révolution chinoise. Nous pouvons de nouveau éclairer d'une façon rétrospective certains problèmes fondamentaux de la révolution, chinoise. Comme on le sait, le Parti communiste chinois a essuyé une grave défaite. C'est un fait indéniable. On est en droit de se demander si cette défaite ne découle pas de la tactique erronée de l'I.C. dans la révolution chinoise. Peut-être bien qu'il n'était vraiment pas rationnel de constituer un bloc avec la bourgeoisie, peut-être bien que c'est là la faute essentielle qui détermina toutes les autres et qui, progressivement, aboutit à la défaite de la révolution chinoise ? Probablement nous analyserons minutieusement cette question à notre Congrès lorsque nous examinerons spécialement la question coloniale, car cette question est fondamentale et il est nécessaire de l'éclaircir d'une façon consciencieuse et critique. Mais je pense, que l'erreur ne consiste pas en ceci et l'analyse nous le montrera.

En général, l'erreur consiste non pas dans la ligne fondamentale de l'orientation tactique, mais dans les actes politiques et dans la ligne pratique effectivement réalisés en Chine, 1) Dans la période de début de la révolution chinoise, dans la période de collaboration avec le Kuomintang, l'erreur consista dans un manque d'indépendance de notre Parti, dans une critique insuffisante du Kuomintang par notre Parti ; parfois notre Parti se transformait d'allié en appendice du Kuomintang. 2) L'erreur fut que notre Parti chinois ne comprit pas le changement de la situation objective, la transition d'une étape à une autre. Ainsi, par exemple, pendant un certain temps, on pouvait marcher de concert avec la bourgeoisie, mais à une certaine étape, il fallait prévoir les prochains changements qui surviendraient. Il fallait s'y préparer. En concluant n'importe quel bloc, on doit prévoir la

possibilité de pareils changements et, par conséquent, se préparer à la lutte. Dans l'analyse critique de toutes les étapes de la révolution chinoise, nous constatons que le C.C. chinois et, en partie, notre délégué en Chine, ont commis de graves erreurs, ils n'ont pas tenu compte de ce changement de situation, ils n'ont pas remarqué la métamorphose de leur ancien allié en leur ennemi acharné. Aussi n'ont-ils, pas changé à temps leur tactique. 3) Par suite de cette erreur, notre Parti a parfois joué le rôle d'entrave au mouvement de masse, d'entrave à la révolution agraire et d'entrave au mouvement ouvrier. Ces erreurs furent fatales et, bien entendu, contribuèrent à la défaite du Parti communiste et du prolétariat chinois. Après une suite de défaites, le Parti corrigea ses erreurs opportunistes, avec assez d'énergie d'ailleurs. Mais cette fois-ci, — cela arrive assez fréquemment— certains camarades donnèrent dans l'extrémité contraire : ils ne préparèrent pas l'insurrection d'une façon assez sérieuse, firent preuve de tendances putschistes, d'aventurisme de la pire espèce. La IX^e séance plénière de l'I.C. marqua un changement dans la tactique du P.C. chinois, mais dans une autre direction que les Partis d'Europe occidentale.

En opérant avec les termes de « gauche », « droite », etc., nous pouvons dire qu'en France et en Angleterre, il s'opéra un changement vers la « gauche » et en Chine vers la « droite ». Je dois cependant faire une réserve : je ne suis pas très épris de cette terminologie. Elle convient peu et n'explique rien. L'analyse devra mettre en lumière non pas le caractère de « droite » ou de « gauche » de la tactique, mais de sa justesse ou de sa fausseté, de sa concordance à la situation objective ou non.

LE FLUX DE LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE EST INEVITABLE EN CHINE

La période en cours de la révolution chinoise est considérée par nous comme l'achèvement d'une grande période pendant laquelle les vagues de la révolution s'élevèrent très haut, et le commencement d'une période qui a pour tâche principale le groupement des masses, l'accumulation des forces et la préparation à une nouvelle et forte poussée révolutionnaire.

Tous les indices objectifs attestent que la poussée révolutionnaire est inévitable. L'expérience de la lutte passée montre que, sans mouvements gigantesques de masse, on ne peut résoudre les problèmes de la révolution chinoise et que nous sommes en présence de prémisses objectives pour son achèvement triomphal. Mais ceci nous impose la tâche essentielle, de grouper les masses afin de priver progressivement l'ennemi de la possibilité de détruire physiquement notre armée prolétarienne, détachement par détachement. La nécessité impérieuse exigea du Parti d'abandonner la position de la réalisation immédiate de l'insurrection pour adopter celle d'une préparation de masse de l'insurrection avec le maximum de chances de succès. J'estime que la résolution adoptée par la IX^e séance plénière [du CEIC] sur la question chinoise a considérablement contribué au développement ultérieur du P.C chinois. J'espère que les décisions du Congrès seront conformes à l'esprit de cette résolution.

LES NOUVEAUX PROCESSUS DANS L'INDE

La situation dans *l'Inde* est tout autre : l'état de choses et les rapports des forces sont autres qu'en Chine où, dans le courant de toute une période, dans le courant de nombreuses années, la bourgeoisie lutta contre les impérialistes, les armes à la main. C'est un fait avéré. Il en est autrement dans l'Inde. La possibilité d'une longue période pendant laquelle la bourgeoisie hindoue jouerait un pareil rôle révolutionnaire, est totalement exclue. Il va de soi, que ceci ne concerne pas les différents Partis petit-bourgeois ou les organisations terroristes qui existent aux Indes. Je veux parler des principaux cadres de la bourgeoisie, du Parti svaradjiste.

Je ne suis pas en état de donner une analyse économique de la situation aux Indes, mais je dois signaler que je ne partage pas le point de vue qui prétend que l'Inde a cessé d'être un pays colonial, qu'on y observe un processus de décolonisation. Ce serait là une assertion unilatérale. Au contraire, ces derniers temps, après la période de concessions faites par les impérialistes, l'impérialisme britannique a intensifié son joug colonial sur l'Inde en général, et sur la bourgeoisie hindoue en particulier. Ceci oblige le Parti svaradjiste à froncer de nouveau contre l'impérialisme britannique. Elle fronde donc. Mais de là à la lutte à main armée, il y a du chemin. Dès la première intervention des masses, le Parti svaradjiste se tournera vers l'impérialisme britannique et conclura un accord avec lui. Par intervention des masses j'entends une intervention où celles-ci lancent leurs mots d'ordre radicaux indépendants, tel celui de la confiscation des terres, ou des mots d'ordre radicaux pour la défense des intérêts des ouvriers. Je pense que lors d'une intervention indépendante des masses avec des mots d'ordre plus ou moins révolutionnaires, la bourgeoisie svaradjiste s'entendra vite et conclura un compromis avec l'impérialisme britannique. En ce moment, elle fronde. A certains moments, elle peut même jouer un rôle révolutionnaire objectif, mais on ne peut s'attendre à ce qu'elle joue un rôle révolutionnaire pendant toute une période. Il est incontestable — ce qui doit être souligné d'ailleurs — que la bourgeoisie passera au camp de la contre-révolution lors de la première manifestation de masse. Le Parti communiste doit dès le début mettre en lumière les tergiversations de la bourgeoisie, lancer des mots d'ordre radicaux, intervenir dès le début contre la bourgeoisie en ouvrant les yeux des ouvriers sur la conduite ultérieure de la bourgeoisie svaradjiste hindoue. Il serait des plus dangereux d'appliquer automatiquement à l'Inde la tactique employée en Chine. Il faut procéder ici à une analyse spéciale, il faut employer une tactique, particulière établie conformément à la situation particulière dans l'Inde.

Vu l'heure avancée on propose au camarade Boukharine d'interrompre son rapport et de le terminer dans la prochaine séance.

Troisième séance

(19 Juillet 1928)

Le président *Foster* ouvre la séance et donne la parole au camarade Boukharine.

V. Nos tâches essentielles et nos défauts

PLUS D'INTERNATIONALISME!

Camarades,

Je passe à la question de nos *tâches* essentielles et de nos défauts. De l'analyse de la situation mondiale que j'ai déjà faite résultent des déductions déterminées concernant notre orientation fondamentale dans le domaine des problèmes de tactique. Je m'arrêterai avant tout à la question de *l'internationalisme* de notre mouvement. Il va de soi que dans la période actuelle, lorsque ce sont les questions de la grande politique qui se trouvent au centre de l'attention des partis communistes,

lorsque *le problème de la guerre est un problème central*, la question de l'éducation internationale et des tâches des partis communistes qui s'en dégagent doit être au centre de l'activité de l'Internationale communiste. En considérant la vie de nos partis de ce point de vue, il faut noter que malgré les effectifs peu considérables des partis communistes, nous avons indubitablement obtenu des succès assez importants dans le domaine de la bolchévisation des partis communistes. Nous avons fait des conquêtes assez appréciables et pouvons constater un accroissement de notre influence ; idéologiquement, nous avons conquis de nouveaux territoires au communisme, etc. Néanmoins, le degré de l'internationalisme des partis communistes est encore insuffisant comparativement aux tâches qui se dressent devant l'Internationale communiste et ses sections. L'expérience de ces dernières années a montré ces lacunes. Je pense qu'il *est* de notre devoir de nous prononcer tout à fait ouvertement sur cette question, puisque la reconnaissance franche de ce fait est la condition nécessaire pour remédier à ce défaut.

Pendant la grève anglaise, nous avons constaté, et cela est fixe dans les résolutions des C.E. élargis de l'Internationale communiste, que plusieurs partis n'ont pas soutenu comme il le fallait, la classe ouvrière anglaise. A l'exception de quelques partis peu nombreux et, en premier lieu, du P.C. de l'U.S., tous les autres partis ont donné une aide par trop molle au prolétariat anglais.

Pendant les événements de Chine, nous avons assisté au même phénomène. L'ampleur de la campagne internationale pour la défense de la révolution chinoise n'a pas correspondu aux besoins objectifs de cette période et aux devoirs révolutionnaires des partis communistes. L'intérêt pour la révolution chinoise n'a pas trouvé une expression conforme. En ce qui concerne la presse, elle n'a pas donné une information suffisante sur la bolchévisation du parti communiste chinois, sur la bolchévisation du mouvement ouvrier et paysan en Chine. On n'a pas remarqué un travail plus ou moins approfondi et systématique dans ce domaine ; on n'a pas fait de large campagne politique à la hauteur des circonstances. Des tentatives ont été faites pour supprimer ces lacunes, mais il n'y avait pas de travail systématique obstiné. En conséquence, les partis n'ont pas toujours été à la hauteur des grandes campagnes.

Voyons la question du fascisme, non pas du fascisme italien, mais de la question fasciste en général. Ici il faut souligner que la lutte des partis communistes contre le fascisme, et l'attention accordée à cette question, furent absolument insuffisantes.

Des événements comme l'intervention des Etats-Unis au Nicaragua n'ont pas provoqué de réaction appréciable, même pas de la part du parti communiste des Etats-Unis. Si le parti frère des Etats-Unis, pour lequel cette question devait être la question *centrale*, n'était pas à même de développer la campagne d'envergure qui s'imposait, il en fut de même des autres partis. Le Nicaragua est loin de l'Europe, mais les conditions géographiques ne doivent pas jouer un rôle décisif dans l'activité des partis communistes. Il y a encore dans certains partis, surtout en Europe, dans les grands partis aussi bien que dans les petits, des vestiges de *provincialisme*, des lacunes dans la compréhension de l'importance de la grande politique internationale. Si nous voulons réellement nous préparer aux événements d'une importance historique mondiale comme la guerre future, nous devons dès maintenant concentrer notre attention sur les questions de la grande politique internationale. Autrement, nous ne pourrions pas nous préparer sérieusement à la guerre. Naturellement, pour bien mener cette campagne, pour la développer avec l'énergie nécessaire, nous devons lier les questions de la grande politique internationale aux questions de la vie journalière et au travail révolutionnaires dans les pays respectifs. Là encore apparaît la question de la guerre. Presque toutes les questions politiques intérieures, y compris les questions du mouvement ouvrier dans chaque pays, touchent à ce problème. L'offensive du capital est liée aux préparatifs de guerre de la bourgeoisie ; elle est provoquée par la nécessité pour la bourgeoisie de renforcer ses positions,

d'établir la paix civile, de se créer des garanties contre les ouvriers, etc. En général, c'est un problème très compliqué. Il est indispensable de partir des questions journalières pour en faire la base du développement ultérieur de nos tâches et de nos mots d'ordre plus généraux. Cela exige un certain art politique et tactique. Mais c'est là précisément un argument pour que soient posées les grandes questions politiques. L'art de la tactique bolchéviste consiste précisément à soulever de grandes questions en partant de choses de peu d'importance. Si nous n'apprenons pas cet art, si nous ne réagissons pas suffisamment aux grandes questions internationales, nous ne ferons pas de travail systématique pour la préparation à la lutte contre la guerre. Nous devons comprendre cela et le fixer dans notre résolution. La question de la guerre, la question de la défense de la révolution en U.R.S.S. et en Chine sont d'une importance centrale, décisive. Le travail systématique en ce sens est une tâche primordiale que tous les partis, toutes les sections de l'Internationale communiste ont à accomplir dans leurs pays.

La question de la ligne générale des partis communistes est celle de l'attitude envers la forme actuelle du capitalisme et envers l'Etat capitaliste. Aussi, dans ce domaine, les questions de peu d'importance se transforment imperceptiblement en grands problèmes politiques. En considérant, par exemple, l'orientation de la tactique des partis social-démocrates. — j'en ai déjà, parlé brièvement— nous voyons une ligne tout à fait conséquente. Elle tend à la fusion avec les organisations patronales. Cette ligne s'étend de chaque fabrique jusqu'à la S.D.N. Les social-démocrates font de la propagande pour la « paix industrielle », pour la méthode « américaine » de collaboration entre le travail et le capital. Telle est la ligne fondamentale de la social-démocratie contemporaine. Cette orientation fondamentale se répercute tant dans le domaine politique extérieur que dans les questions politiques intérieures, dans la question des rapports avec l'Etat, dans la question de coalition, de l'attitude vis-à-vis des organisations du patronat, c'est-à-dire vis-à-vis des magnats du *capital trustisé*. Le mot d'ordre social-démocrate préconise l'union avec le capital trustisé. La question de la lutte de classes n'existe plus pour eux. Dans le domaine économique, ils sont contre les grèves qu'ils veulent remplacer par paix industrielle ; au lieu de l'accentuation des grèves, ils sont pour l'arbitrage obligatoire. La question de l'indépendance ou de la subordination des organisations ouvrières est résolue par eux sous forme de collaboration des organisations ouvrières avec les associations patronales. C'est tout un système de tactique. Les organisations ouvrières, du point de vue du réformisme, doivent perdre leur indépendance de classe. Pour ces messieurs, la lutte de classes est « périmée ». La ligne de la social-démocratie tend à la fusion des organisations ouvrières réformistes avec les organisations du capital monopoliste et les organes de l'Etat- capitalisme monopoliste. Nous voyons cette ligne conséquente de la tactique social-démocrate sur tout le front.

TACTIQUE DU FRONT UNIQUE SEULEMENT PAR EN BAS

Quelle est donc *notre* orientation de tactique ? Dans toutes ces questions, de la cellule d'entreprise jusqu'à la S.D.N., l'orientation de notre tactique est complètement opposée à celle de la social-démocratie. C'est une orientation absolument antagoniste par rapport à celle de la social-démocratie. Non pas paix industrielle, mais lutte de classe ; non pas arbitrage, mais lutte contre l'arbitrage obligatoire, contre toutes les entraves que les organisations capitalistes ou l'Etat capitaliste dressent devant la classe ouvrière ; lutte contre toutes les chaînes qui paralysent le mouvement gréviste ! Telle est notre orientation tactique. Nous avons déjà discuté ces questions à plusieurs reprises, aussi la réponse à ces questions est-elle tout à fait claire. La dernière déduction de cette ligne tactique est l'orientation vers la destruction de l'Etat bourgeois, vers la révolution. Cette ligne ne signifie nullement l'abolition de la tactique du front unique. Mais vu l'intensification de

notre lutte contre la social-démocratie, nous devons y apporter la modification suivante : actuellement, dans la majeure partie des cas, il nous faut employer exclusivement la tactique du front unique par *en bas*. Nous ne devons faire aucun appel aux centres des partis social-démocrates. Les exceptions ne sont admissibles que dans des cas extrêmement rares et seulement applicables aux organisations locales des partis social-démocrates. Mais la base de notre tactique doit être l'appel aux masses social-démocrates, aux simples ouvriers social-démocrates.

La tactique du front unique est étroitement liée aux questions du travail systématique que nous avons à faire.

LE TRAVAIL DANS LES SYNDICATS EST UN PROBLEME DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE

Il ne s'agit pas seulement de telle ou telle campagne à l'occasion de tel ou tel événement. Toutes ces questions de tactique sont précisément et en premier lieu des questions du travail systématique. Tout le monde connaît la thèse exposée dans plusieurs résolutions de l'I.C. que le principal problème est celui du travail dans les syndicats. Nous avons toujours noté de nombreuses lacunes dans ce domaine. A ce congrès aussi nous, discuterons le problème du travail syndical, nous examinerons soigneusement, minutieusement l'expérience de nos partis, nous essayerons de l'analyser en toute conscience, d'établir quelles sont les causes, quelles sont les origines de nos lacunes dans ce domaine. Si nous voulons faire de l'autocritique, je pense qu'il y a peu de secteurs sur le front de notre lutte et de notre activité où elle puisse avoir autant d'importance et soit aussi nécessaire que dans le secteur de notre travail dans les syndicats. Notre influence idéologique s'accroît au sein des syndicats. Mais jusqu'à présent nos camarades jouissent encore de trop peu d'autorité en tant que militants syndicaux. L'autorité de nos militants s'accroît, mais leur autorité est celle de leaders politiques, d'initiateurs de larges campagnes politiques, de combattants de la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat, de défenseurs de ses grands intérêts historiques. Mais leur autorité spécifique de militants syndicaux, de bons dirigeants du mouvement gréviste est encore insuffisante. La disproportion entre l'autorité politique de nos camarades et leur autorité syndicale est encore très grande. Cela s'explique par les différentes déficiences qui existent dans notre travail dans les syndicats. Tenez, quelques exemples. Prenons la France. Nous y constatons de nombreuses erreurs commises par les communistes dans le domaine syndical. Les rapports entre les communistes et les syndiqués sans parti ne sont pas ce qu'ils devraient être : les communistes commandent trop, agissent trop peu par la conviction, ne travaillent pas d'une façon assez systématique. Il y a aussi d'autres sortes de défauts. Certains militants syndicaux font « bien » leur travail dans les syndicats. Mais ce travail syndical est presque du travail social-démocrate et l'on y chercherait en vain la manière spécifiquement bolchéviste de poser les problèmes syndicaux. Les problèmes spécifiquement communistes y font presque complètement défaut. Un tel militant syndical peut avoir une très bonne réputation dans les larges masses syndicales, mais il ne mérite guère d'être approuvé du point de vue communiste. En Allemagne, par exemple, certains camarades se sont tellement habitués aux méthodes social-démocrates de travail qu'ils n'ont pas suivi les directives du parti, n'ont pas publié les appels électoraux de notre parti, etc. Ils se soumettaient à la discipline syndicale générale afin de rester de « bons » militants syndicaux. C'est là une autre variété de travail non satisfaisant des communistes dans les syndicats. Pendant le mouvement gréviste, et c'est là une des questions de la plus haute importance du travail syndical, nous avons aussi observé diverses fautes assez graves de la part de nos militants syndicaux. Parfois nous nous heurtions « à la politique de la remorque », c'est-à-dire à l'absence d'initiative, à l'incapacité de jouer le rôle dirigeant dans le mouvement gréviste. Pendant la grève, nous nous trainions souvent à la remorque de la masse au lieu

de la diriger. Dans la période écoulée, il y a eu pas mal de ces exemples en France, où des grèves se déroulaient en dehors de nous.

D'autre part, nous opérons trop souvent dans le mouvement gréviste avec des phrases révolutionnaires, mais nous ne portons pas assez d'attention à la préparation sérieuse des grèves, nous ne tenons pas suffisamment compte de la conjoncture et de toutes les possibilités de grève, nous ne savons pas choisir le moment du déclenchement ou de la cessation de la grève, nous ne savons pas la diriger habilement, etc. Cependant, toutes ces qualités sont absolument nécessaires, surtout à l'heure actuelle, car dans ce domaine, dans le domaine de la direction des grèves, la situation est très difficile. Presque chaque grève a, dans une mesure plus ou moins considérable, la tendance de se transformer en un grand événement politique. Dans ces conditions, on ne peut bien mener la grève qu'en étant bien au courant de la conjoncture, qu'en calculant toutes les possibilités du mouvement dans tous les détails. Il ne faut pas seulement du tempérament révolutionnaire : celui-ci est nécessaire, mais il n'est pas suffisant. Ce qu'il faut aussi, c'est la connaissance des conditions économiques et politiques de la lutte. Les questions du mouvement syndical n'ont jamais été aussi compliquées qu'actuellement. A la base de ce problème compliqué se trouve notamment le rapport entre les forces du capital et les forces unies de la classe ouvrière. Or, camarades, nous avons actuellement une situation telle, que ces conditions spécifiques ne sont souvent pas comprises. C'est ainsi que le problème de l'unification des comités de fabriques et d'usines en une organisation correspondant à l'organisation des trusts n'est pas encore résolu, et nos partis communistes des pays capitalistes les plus avancés ne font pas assez de propagande pour une telle concentration du mouvement ouvrier. Cependant, la propagande pour cette union, pour cette centralisation de la lutte, doit former notre réponse à la concentration du capital trustisé. Dans le domaine syndical, nous luttons actuellement moins contre tels ou tels patrons isolés, que contre le capital trustisé uni. Le terme « trust » doit être souligné toujours de nouveau. C'est là la particularité spécifique à laquelle nous avons actuellement affaire.

LA QUESTION DES JEUNES EST UN DES PRINCIPAUX PROBLEMES

Camarades, il y a encore chez nous d'autres lacunes. Elles concernent nos organisations de masse et cela malgré les grands succès que nous y avons remportés. Je prends, par exemple, un autre domaine de notre activité, — notre mouvement des jeunes. Nous pouvons enregistrer certains progrès importants, surtout dans le domaine de la lutte antimilitariste au cours des différentes campagnes militaires. Prenez l'action de la Fédération des Jeunesses communistes de France pendant la guerre du Maroc, et celle de nos J.C. en général, dans la lutte contre la menace de guerre. Malheureusement, nous observons aussi de grands défauts. Tantôt le nombre des jeunes camarades fléchit, tantôt il reste stationnaire. Il est incontestable que le mouvement des jeunes se distingue par des méthodes trop sectaires, que notre Internationale des Jeunes n'est pas à même de pénétrer dans toutes les organisations de masses de la jeunesse ouvrière et d'y étendre son influence. Jusqu'à présent, notre tactique dans l'organisation des jeunes a été caractérisée par une certaine étroitesse. Je crois que ces lacunes se sont encore accentuées ces derniers temps. C'est là un des points les plus dangereux de notre travail. Certains camarades ayant constaté les grandes fautes commises voudraient animer le travail par des méthodes qui feraient perdre la physionomie politique et communiste aux J.C. Je pense que c'est faux. Nos jeunesses doivent rester une organisation communiste qui, naturellement, ne doit pas doubler le parti. Cependant, l'orientation communiste générale doit rester la base du développement futur des J.C.

POUR LE MAXIMUM DE VARIETE ET DE SOUPLESSE DANS LES METHODES DE TRAVAIL

Ce qui nous manque et ce que nous devons tâcher d'obtenir, c'est la variété dans les méthodes de travail. Nous devons tendre à ce que l'organisation des jeunes réagisse non seulement sur les questions de grande politique, sur les grandes campagnes politiques, mais aussi sur les questions politiques et culturelles, sur toutes les questions qui intéressent la jeunesse ; dans tous les domaines, à commencer par les sports jusqu'à la révolution chinoise, nos jeunes camarades doivent dire leur mot, réagir organiquement et politiquement comme l'exigent les directives sur la pénétration de notre influence dans toutes les organisations de jeunes ouvriers. Pas de sectarisme, pas de méthodes bornées qui, en fait, ne font que détruire le front unique du mouvement des jeunes.

Camarades, *le problème des jeunes est un des principaux problèmes de notre époque*. En Europe occidentale, en Amérique et en d'autres pays, ce problème est pour nous d'une importance sérieuse. Pour gagner la jeunesse, la bourgeoisie lutte avec une énergie fiévreuse et avec plus d'habileté que nous. Toutes ces grandes organisations sportives que certains considèrent comme une méthode de civilisation bourgeoise, ont une grande signification politique. Leur importance est en liaison étroite avec les questions centrales de la politique, tout particulièrement avec celle de la guerre. Par les associations sportives, la bourgeoisie impérialiste entraîne la jeunesse à la guerre, parfois sous une forme bénigne et apolitique. En considérant ces processus, d'un point de vue non pas isolé mais du développement général, on s'aperçoit qu'ils jouent à notre époque un rôle politique considérable. Le jeune ouvrier raconte avec enthousiasme comme il joue bien au football, mais il est déjà pris dans le filet de l'organisation bourgeoise. Les exercices de gymnastique sont en quelque sorte un entraînement militaire, non seulement au point de vue de la technique, mais aussi de la politique et de la guerre. Or, si nous consacrons principalement notre attention aux grands problèmes politiques, sans essayer de pénétrer en même temps dans toutes les organisations de masse, — je ne parle pas absolument d'une pénétration organique, mais de notre influence et de notre autorité politique, — nous perdrons pour notre cause les grandes masses de la jeunesse.

Pourquoi dis-je que le problème de la jeunesse est un des principaux problèmes ? Premièrement, parce que, ces derniers temps, nous causons beaucoup du problème syndical, par exemple, tandis que nous portons trop peu d'attention au mouvement de la jeunesse. Mais réfléchissez, sur quelques faits essentiels tels que celui-ci : à présent, *la jeunesse est plus mal organisée que le prolétariat adulte, chez les social-démocrates aussi bien que chez nous*.

C'est là un des grands paradoxes historiques que la génération d'après-guerre, née pendant la guerre, soit plus mal organisée que la génération précédente. Je pense que cela provient en partie de ce que de larges couches de la jeune génération ont été neutralisées, soit directement ou indirectement par la bourgeoisie, ou bien que la jeunesse est sous l'emprise d'un état d'esprit apolitique. Mais ceci s'explique aussi par l'influence de la bourgeoisie impérialiste ; l'essentiel pour elle est de neutraliser la jeunesse.

C'est pourquoi, il est absolument nécessaire que nous améliorions notre travail dans le domaine d'organisation de la jeunesse. Nous devons le dire bien haut et le congrès doit donner à l'I.C.J. les directives nécessaires dans ce sens.

PLUS D'ATTENTION A LA QUESTION PAYSANNE

Abordons à présent la question des *organisations sympathisantes*. S'il est vrai que nous approchions de catastrophes, quoique nous ne pouvons pas en déterminer la date précise, — il serait absurde d'ailleurs de chercher à prévoir les dates, — nous devons comprendre en tous cas que, sous

cette perspective, la question des organisations auxiliaires jouera un rôle considérable. Peut-être bien que spécialement dans un avenir prochain, nous devons analyser la question du mouvement paysan et de l'Internationale paysanne. Les résultats des élections en Allemagne et en France nous ont montré que notre influence n'a pas augmenté parmi les paysans, mais a plutôt fléchi. C'est un symptôme important. Naturellement, notre travail parmi les paysans de nombreux pays capitalistes n'est pas chose facile. Pourtant, ce sont précisément les légions paysannes qui sont utilisées contre nous dans la lutte et la bourgeoisie travaille avec une énergie redoublée dans ce domaine. Elle fait tout son possible pour gagner les masses paysannes, tandis que les partis communistes ont négligé quelque peu leur travail parmi la paysannerie. Dans certains pays nous avons laissé échapper le moment opportun. Rappelons le grand mouvement paysan en Roumanie. Il est vrai que notre parti communiste de Roumanie était brisé, mais personne n'a même signalé que nous étions à la veille de pareils événements aussi importants dans ce pays. L'I.C. dans son ensemble, y compris le Comité exécutif, n'ont pas prévu cela, n'ont pas pris en temps voulu les mesures nécessaires, ce qui est une grande faute, même en tenant compte que la situation était très difficile, qu'il n'y avait presque aucune liaison, etc. Ces événements se sont déroulés presque en dehors de l'influence de notre parti. C'est pourquoi nous devons en tirer des enseignements déterminés en ce qui concerne le mouvement paysan dans les pays balkaniques, en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie et en Pologne également.

Nous devons concentrer notre attention sur la question paysanne et, sous cet angle, nous devons aider l'Internationale paysanne à se transformer en une véritable organisation vivante. Je ne puis vous présenter un rapport sur l'activité de cette organisation, mais je vais dire qu'elle est plus ou moins une organisation de propagande, que son travail se borne principalement à éditer des matériaux divers. Ses liaisons organiques sont très insuffisantes. L'effectif de cette organisation est infime. Malgré tout, elle obtient certains succès. Je pense que c'est non seulement la faute de l'Internationale paysanne, mais aussi celle de l'I.C., notre faute collective. Nous n'avons pas délégué dans cette organisation des forces suffisantes, nous n'avons pas consacré assez d'attention à son travail. Les événements de Roumanie et les résultats des élections en France et en Allemagne en sont un témoignage évident. Nous devons soulever cette question dans un prochain avenir et faire tout le nécessaire pour obtenir des améliorations.

Je pense que l'appui que nous accordons à la *Ligue anti-impérialiste* n'est pas suffisant pour une organisation de ce genre. Certains camarades pensent que cette Ligue n'est pas une institution très vitale. En réalité, l'expérience montre le contraire : elle montre toute l'ampleur des forces potentielles et des possibilités de développement de cette organisation. L'aide que nous lui apportons est insuffisante. On prétend que le congrès de la Ligue fut une grande parade, une grande manifestation politique. Il en fut ainsi parce que cette parade était une nécessité objective et que les forces révolutionnaires éprouaient le besoin de s'unir. Au point de vue de notre stratégie générale, nous devons déclarer que plus nous aurons de points de ralliement dans notre ligne et dans celle des forces sympathisantes, — que ce soit en Europe, en Asie, en Afrique ou dans d'autres pays, — d'autant plus nous serons prêts au moment des catastrophes, d'autant plus nous grouperons de véritables et vivantes organisations dans le camp de la révolution. Pourquoi occuper dans cette question un point de vue liquidateur, c'est là une chose que je ne puis comprendre. Parfois les gens s'efforcent de faire retomber la responsabilité sur un état de choses objectif, sur des forces et des événements indépendants de notre volonté. C'est là une très mauvaise méthode. Nous sommes les premiers, coupables car nous avons trop peu aidé cette organisation.

LA LIAISON DU TRAVAIL LEGAL AVEC LE TRAVAIL ILLEGAL

Maintenant, j'aborderai une autre question : le problème de la liaison du travail légal avec le travail illégal. De nouveau, si notre analyse est juste en général, nous devons dès à présent commencer le travail illégal, poser la tâche de la liaison du travail légal avec le travail illégal. En ce qui concerne l'expérience du travail illégal, nous pouvons dire que dans de nombreux pays elle est assez vaste. Nous possédons cette expérience en Pologne, dans les pays balkaniques, en Italie, au Japon et en Chine. Certains partis ne sont pas encore expérimentés en ce domaine. Ceci concerne avant tout les partis du prolétariat occidental. Mais, camarades, l'offensive contre nos partis s'accroîtra. Notre parti frère français a déjà senti ce qui l'attend à l'avenir. Les attaques contre notre parti deviendront progressivement plus violentes. Il ne subsiste aucun doute qu'à la veille de la guerre, voire même quelque temps avant, nos partis tomberont sous le coup de lois d'exception. C'est une chose incontestable qu'il faut prévoir. Aussi est-il nécessaire de jeter dès à présent la base de nos organisations illégales, en particulier dans la flotte, dans l'armée, etc. Dans le cas contraire, les événements nous prendront au dépourvu et nous, perdrons beaucoup du fait de notre préparation insuffisante. La question des organisations illégales, y compris celle des organisations de liaison légales et illégales dans l'armée et la flotte, est une question de grande actualité. Vous comprendrez pourquoi je ne m'étendrai pas sur ce sujet, pourquoi je ne puis donner des détails, des conseils et des directives.

Mais, cette tâche se pose au premier plan et il faut la mettre en relief autant que possible. On ne doit pas se borner à des lieux communs; il faut élaborer des directives concrètes pour notre travail pratique et ces directives doivent être appliquées.

Si nous appliquons comme il faut la tactique du front unique dans le travail syndical, dans les organisations des jeunes et sympathisantes, nous saurons *détruire la fameuse disproportion qui existe entre l'accroissement de notre influence politique et sa consolidation organique.*

LES SYMPTOMES DE BUREAUCRATISME

En corrélation avec ceci, on voudrait encore toucher à certains autres de nos défauts. Il me semble, – et je dois le déclarer ouvertement – que ces derniers temps, non seulement dans notre parti, le P.C. de l'U.R.S.S, mais aussi dans de nombreux autres partis. Les symptômes de *bureaucratisme* se sont accrus : ceci se manifeste parfois par un ultra-centralisme de la direction, par une absence totale d'initiative dans les organisations locales, etc. Il va de soi que le centralisme est indispensable de même qu'une direction centralisée. Les comités centraux doivent être de puissants organes de direction. C'est là une vérité élémentaire. Mais il arrive fréquemment que les organisations locales ne font preuve d'aucune initiative, que la vie politique ne bat pas dans les cellules de base, que de nombreuses campagnes et les questions de l'action syndicale y jouent [il manque ici des mots ou une ligne] n'est pas difficile de voir que le pourcentage des militants du rang, mènent une action faible et que la vie intérieure du parti n'embrasse qu'un milieu restreint de fonctionnaires. C'est là une grande lacune qui est liée à d'autres défauts. Nous prêchons sans relâche : animez les cadres, gagnez de nouveaux hommes à la direction, attirez de nouveaux membres dans les cadres du parti. Mais, ces nouveaux hommes ne peuvent nous tomber du ciel comme des militants tout *préparés*. Ils *doivent s'éduquer* dans le *processus de la vie intense du parti*, de même que la masse du parti et les fonctionnaires. *Si nous ne parvenons pas à remédier à ces défauts, la sélection de nouveaux cadres du parti sera rendue très difficile. Etant donnée l'absence de vie à la base du parti, il est très difficile d'assurer avec succès la sélection de leaders ou de cadres du parti.* Si l'on jette un regard sur les

congrès des partis et de l'I.C., il n'est pas difficile de voir que le pourcentage des militants du rang qui y prennent part, n'a pas augmenté. Il se manifeste donc la tendance de n'envoyer comme délégués exclusivement que des fonctionnaires ou parti, des syndicats et des fonctionnaires rétribués du parti. Cette tendance existe. Evidemment, il ne faut pas exagérer ce danger, mais il est nécessaire de le constater. Ceci se trouve en corrélation étroite avec différents problèmes compliqués de la, vie intérieure du parti, il faut souligner l'animation insuffisante de la vie intérieure du parti, en particulier à la base, dans les cellules de fabriques, etc. Il faut constater ce fait afin de pouvoir y remédier.

LA LUTTE POUR L'AMELIORATION DES CADRES

Encore quelques mots sur le niveau culturel et politique de nos partis, sur nos cadres du parti. Il y a là aussi un écart entre les besoins objectifs de la masse des membres et la capacité et la qualification de nos cadres du parti. Il me semble que nous avons ignoré de nombreux problèmes théoriques, que nos camarades du parti étudient peu, que la littérature est insuffisante et n'est pas appropriée aux besoins objectifs actuels, que nous réservons peu de temps à l'étude; que nous n'étudions pas assez profondément et sérieusement les questions. Tout cela se répercute sur les méthodes de discussion. Au congrès et à la séance plénière précédente du C.E. de l'I.C., j'ai déjà dit que nos discussions intérieures consistent surtout à lancer de grands mots. Ces discussions superficielles sont la preuve que les problèmes examinés n'ont pas été étudiés avec tout le sérieux nécessaire par ceux qui participent aux discussions. Effectuer des opérations avec les différents genres de déviations, cela nous l'avons parfaitement appris et le réalisons brillamment. En ce qui concerne la véritable étude des problèmes, la véritable argumentation et non pas la lutte automatique contre un adversaire, cela nous ne l'avons pas encore appris dans la mesure nécessaire.

Cependant, chaque pas dans la voie du développement de notre parti exige que -nous approfondissions notre pensée politique, que nous louvoyions, manœuvrions et réagissions à chaque nouvelle situation avec toute l'attention voulue. Cet là un problème fondamental. A mon avis, nous devons porter une attention sérieuse à notre niveau théorique, à une meilleure organisation de notre presse et au relèvement de l'instruction dans nos partis.

VI. Les déviations dans l'Internationale communiste.

LA DEVIATION DA DROITE EST LE PRINCIPAL DANGER

A présent camarades, quelques mots concernant les différents genres de déviations dans l'Internationale communiste. Il y a quelques temps, l'Internationale communiste était principalement menacée du côté des « extrêmes-gauchistes » qui essayèrent de constituer une organisation internationale. Après la défaite de l'opposition du P.C. de l'U.R.S.S., ces initiatives furent brisées. Mais la défaite même de l'opposition et le point culminant de ce processus, à savoir la décomposition du « Leninbund », nous obligent à tirer quelques conclusions. Nous avons affirmé que le trotskisme est une déviation social-démocrate. Certains camarades pensaient dans le fond que c'était une forte exagération. Mais l'histoire du Leninbund montra que le centre de l'opposition passa aux social-démocrates, Fut-ce l'effet du hasard ? Non. La dialectique des rapports entre les soi-disant « extrême-gauchiste » et la droite est évidente. Maintenant, le principal danger est la déviation de droite, si l'on prend l'Internationale communiste dans son ensemble. La période de stabilisation que

je viens d'analyser, les vestiges du parlementarisme, l'influence de la social-démocratie, certains traits spécifiques du travail syndical. — tels sont les facteurs principaux qui engendrent ce danger. Ce danger revêt des formes variées dans les différents partis. Comment s'est-il manifesté ? Premièrement, par le désir de travailler légalement à tout prix, par la crainte de sortir des cadres de la légalité bourgeoise, même dans les cas où cela était indispensable, par la soumission exagérée aux lois bourgeoises. Cette déviation de droite s'est également manifestée par l'incompréhension de la nécessité d'accentuer la lutte de classe. C'est ainsi que par exemple, pendant les grèves on a négligé d'organiser des grèves là où il aurait fallu le faire. Cette déviation s'est manifestée aussi par une ligne erronée à l'égard de la social-démocratie, par une lutte insuffisamment accentuée contre ses leaders de « gauche ». Elle se manifeste également par un internationalisme insuffisant dans les partis. Nous voyons que même les partis dont l'orientation est généralement juste, oublient de remplir leur devoir international, comme: cela fut le cas à l'égard de la révolution chinoise. C'est là sans conteste une déviation de droite prononcée. La même déviation se manifeste aussi dans le travail syndical où la discipline syndicale générale est placée parfois au-dessus de la discipline de notre parti, et encore sous d'autres formes auxquelles je ne m'arrêterai pas ici.

LES DEVIATIONS DE GAUCHE

Le fait de ne pas comprendre les rapports exacts qui doivent exister entre le parti et les syndicats aboutit à ce que le parti commande parfois directement les masses en sa qualité d'avant-garde communiste, sans essayer de convaincre, sans mener un travail systématique. De plus, il y a certaines tendances à renoncer absolument à la tactique du front unique.

Des déviations de gauche furent observées en Chine après la phase des grossières déviations de droite. Elles prirent la forme d'un état d'esprit putschiste, de la tactique putschiste, etc. Mais, en général, les déviations de la ligne exacte vers la droite sont aujourd'hui plus fréquentes que vers la gauche. Prenons par exemple la France. Dans notre parti français existaient et existent encore des traditions parlementaires, au mauvais sens de ce mot. Elles se sont manifestées lors des dernières élections. On a pu constater une tendance à saboter notre changement de tactique, à s'opposer à cette tactique. Ceci provient naturellement d'une orientation par trop forte vers le parlementarisme, de certaines déviations opportunistes par rapport à la juste ligne politique. Dans le parti français, ces déviations s'expliquent par des traditions historiques profondément ancrées. Il va de soi que notre parti français frère doit continuer à l'avenir à lutter systématiquement contre ce fait, en s'efforçant avant tout de convaincre ses membres. Il est question non seulement de lutter contre telle ou telle personne, mais aussi de lutter contre les vieilles traditions fortement ancrées de la vie sociale française et de la vie antérieure du parti socialiste, dont une grande partie des membres a adhéré au P.C. Ces divergences se rencontrent dans le P.C.F. On les a observées lors de la discussion sur la répression, quand certains camarades français et tout le parti ont commis des erreurs, rectifiées par la suite. Nous retrouvons ces mêmes erreurs dans le parti frère de Tchécoslovaquie, véritable parti de masse, mais qui souffre dans une grande mesure de la « légalité ». Parfois, le parti tchèque ne peut se décider à s'adresser aux masses pour organiser une protestation contre les différentes lois dirigées contre lui. Si l'on fait constamment des concessions au gouvernement, si l'on ne déploie pas des efforts suffisants pour la mobilisation des masses contre les lois et les décrets anticomunistes du gouvernement, il est évident qu'on ne parviendra pas à établir une base quelconque pour préparer des actions de masses plus importantes, absolument contraires à la conception de la légalité bourgeoise. Certains camarades n'ont aucune idée de la façon dont se dérouleront les événements. Ils raisonnent ainsi : nous travaillerons dans les cadres de la légalité jusqu'à tel ou tel jour, par exemple, jusqu'à la

déclaration de la guerre, ensuite nous changerons notre tactique. Non, camarade, il faut se préparer d'avance. Il faut considérer l'action de masse comme un de nos meilleurs moyens de lutte. Mobiliser les masses, devenir maître de la rue, attaquer toujours de nouveau l'Etat bourgeois et le détruire, conquérir la rue par des moyens révolutionnaires, - au sens strict de ce mot, - ensuite aller plus loin, - c'est seulement sur la base de pareils événements et du développement de ces événements, c'est seulement sur la base des actions de masses, etc... que nous nous préparerons à des combats plus acharnés et plus tenaces.

En ce qui concerne les grèves et leur conduite peu satisfaisante, il y des cas où certaines organisations du parti ne savaient même pas qu'une grève se préparait dans telle ou telle fabrique importante. De pareils cas eurent lieu en France. En ce qui concerne la position erronée à l'égard de la social-démocratie, nous avons certains exemples frappants d'erreurs commises en Allemagne, en France, en Tchécoslovaquie, etc... Ces déviations politiques prirent partout la forme de mots d'ordre erronés. Ainsi et surtout en Allemagne où certains camarades lancèrent le mot d'ordre du contrôle sur la production, tandis que la situation révolutionnaire indispensable manquait absolument : objectivement, ce n'était rien moins qu'un pas vers la tactique de la « démocratie économique » de la social-démocratie, vers la « paix industrielle ». Dans l'absence d'une situation révolutionnaire, un mot d'ordre vraiment juste et révolutionnaire se transforme en son contraire. Il cesse alors d'être un mot d'ordre inexact et signale déjà une ligne politique erronée. Actuellement, ce danger de droite se présente à nous au tout premier plan, et il est parfaitement compréhensible qu'après avoir brisé l'opposition trotskiste, nous devons mener maintenant une ligne, politique déterminée contre ces déviations de droite et contre les petits groupements d'opposition de droite.

A présent, examinons d'une façon critique et à la loupe nos autres défauts. Dans certains partis, voire même dans un grand nombre d'entre eux, nous observons qu'ils ne s'assimilent pas les nouvelles situations et, en général, ne voient pas quand se produit quelque chose de nouveau. Tel a été le cas en France lorsque Poincaré est venu au pouvoir. Nous retrouvons un exemple semblable en Angleterre, lorsque le Labour Party et le Conseil général accomplirent un brusque changement de tactique. La même faute a été commise en Angleterre, lorsque survint une nouvelle phase dans le rapport des forces sociales. En Allemagne également, nous n'avons pas réagi assez rapidement lors de la constitution du « Burgerblock » (bloc bourgeois), etc.

PLUS D'ATTENTION A LA SITUATION CONCRETE

Ainsi, presque tous les partis sans exception réagissent trop tard aux changements de situation. Quand survient une nouvelle constellation, le parti n'agit pas d'emblée, ou réagit trop tard, lance trop tard des directives ou des mots d'ordre, etc. Il me semble que ceci concerne également l'IC. et sa direction. L'IC. ne réagit pas toujours en temps voulu aux nouvelles circonstances, aux nouveaux événements, aux situations nouvellement créées. Les mots d'ordre et les directives ne sont pas toujours donnés en temps opportun. Il arrive parfois qu'un seul et même parti lance jusqu'à 20 mots d'ordre différents. Or, si nous émettons simultanément 20 mots d'ordre, ils perdent toute leur raison d'être, l'attention du parti est divisée. Il arrive parfois que les organes dirigeants du parti ne savent pas grouper les mots d'ordre de façon à réunir les mots d'ordre secondaires autour des mots d'ordre principaux. C'est là une grande faiblesse de la direction. Dans la pratique, on réalise trop souvent d'une façon trop molle, insuffisante, des mots d'ordre qui, en eux-mêmes, sont parfaitement justes.

D'une part, nous lançons trop de mots d'ordre en n'ayant pas un mot d'ordre central. D'autre part, nous lançons des lieux communs révolutionnaires, oubliant et perdant de vue les mots d'ordre de la « petite » lutte quotidienne. La thèse d'une accentuation de la lutte contre la social-démocratie

est très juste. Mais ce qui est faux, c'est que nous ne causons pas avec les *ouvriers* social-démocrates eux-mêmes. Plus nous parlons des erreurs au sein du parti social-démocrate, plus nous devons convaincre les ouvriers social-démocrates de la justesse de notre tactique politique.

Jusqu'à présent, les partis n'ont pas encore appris à lier les questions du travail quotidien à nos buts et tâches principaux. Ou bien nous parlons très haut des problèmes mondiaux et ne faisons rien pour résoudre les questions quotidiennes, ou bien nous nous bornons à celles-ci et oublions qu'il faut les lier aux grandes questions politiques; en outre, nos partis sont souvent incapables d'apprécier exactement et en temps voulu la période en cours et tous ses traits caractéristiques. Le défaut de nos partis consiste en ce qu'ils ne réagissent pas immédiatement sur la nouvelle conjoncture, en ce qu'ils ne la saisissent pas assez rapidement, ne la caractérisent pas nettement, ne donnent pas toujours le mot d'ordre convenable. J'ai tant parlé de ces lacunes pour que nous puissions les soumettre à une critique pratique. Comme la période qui s'est écoulée depuis le dernier congrès est assez longue, nous devons souligner *nos défauts et côtés faibles également à l'égard* de l'I.C. Prenons la question des faiblesses d'organisation et de l'exécution insuffisante de nos décisions : nous adressons des circulaires, des lettres ouvertes et fermées et nous ne vérifions pas si tout a été exécuté, réalisé. Nous dépensons une grande quantité de papier, mais nous ne nous assurons que très peu de l'exécution effective de nos décisions. Nous avons décidé maintes fois que notre direction devait être vraiment internationale, que les partis devaient envoyer au C.E. de l'I.C. leurs meilleurs représentants pour s'y adonner à un travail permanent. En fait, cette décision est toujours sur le papier.

CONTRE LA LUTTE DE FRACTION

Je dois souligner une autre chose qui, il est vrai, est plus ou moins étrangère à la question envisagée, mais qui, néanmoins, a une importance considérable dans la vie des partis communistes. Je veux parler de la lutte fractionnelle qui est menée *sans fondement politique suffisant*. Les causes profondes en sont très compliquées : elles sont liées en partie à des traditions historiques. Dans certains partis, le danger de la lutte fractionnelle est si grand qu'il faudra, à mon avis prendre des mesures exceptionnelles pour y mettre fin.

Permettez-moi de vous citer deux exemples.

Prenons la situation au sein du parti yougoslave, où, depuis sept ans, sévit une lutte fractionnelle violente qui a fortement affaibli le parti. Dans toutes les conférences, congrès et séances plénières internationales, etc., nous avons constaté à l'unanimité que les divergences s'atténuent toujours plus. Mais malgré toutes les déclarations solennelles que, dorénavant, la lutte fractionnelle cesserait, cette lutte continua avec toujours plus d'acharnement, jusqu'à ruiner le parti, — non pas tant par la terreur de la police que par la lutte fractionnelle. La réorganisation du parti s'effectue actuellement sur la base d'un regroupement complet au sein même du parti : nouveaux hommes, nouvelle direction. Heureusement, on peut encore sauver le parti par ce moyen. Mais il me semble qu'il faut s'arrêter à cette question pour en tirer certaines leçons. La crise au sein du parti yougoslave, qui a duré si longtemps, a été surmontée plus ou moins par les moyens exceptionnels indiqués.

En ce moment, nous sommes en face d'un, nouveau danger considérable, menaçant un parti très important, à savoir le parti communiste polonais. Jusqu'à présent, je n'ai pas parlé des partis isolément, mais j'ai simplement fait la somme des faiblesses de certains de nos partis, que j'ai cités à titre d'exemple. J'estime pourtant de mon devoir de m'arrêter à la question polonaise. Dans l'état actuel des choses, notre parti polonais est à un poste très responsable. Le rôle considérable que ce parti frère *aura à jouer au cas de guerre* est évident. Ce parti sera *une des principales forces dont*

disposera, l'Internationale communiste. Lors du coup d'Etat de Pilsudski, le parti polonais a commis une grave erreur opportuniste. Les leaders de toutes les tendances, sans exception, ont commis cette erreur. On ne peut faire retomber la responsabilité de cette erreur opportuniste sur un groupe quelconque, fait que nous, I.C., avons déjà constaté. Au dernier congrès du parti communiste polonais, qui dura plus de trois mois, car à chaque occasion et sur chaque question surgissent des divergences et des discussions entre les deux fractions, — les représentants de l'I.C. ont constaté unanimement que les divergences politiques au sein du parti polonais se réduisent en fait presque à zéro. Néanmoins, après ce congrès, la scission du parti polonais n'a été évitée que grâce à la forte pression exercée par le C.E., par toute l'I.C. Si nous n'étions pas intervenus, il y aurait dès à présent deux partis dans le mouvement communiste polonais, malgré que les divergences politiques furent réduites au minimum, — je le déclare en pleine conscience de ma responsabilité. Ceci s'est passé tout dernièrement, au moment où Pilsudski et ses partisans préparent ouvertement la guerre, où chacun doit comprendre que toutes ces attaques contre la Diète, etc..., ne sont pas de grossières interventions de la part d'un homme devenu fou, mais que c'est là le système d'une ligne césarienne, dirigée en premier lieu contre l'U.R.S.S. Cette ligne césarienne est d'ailleurs très intelligente et très habile. Pilsudski et ses partisans ont réussi à briser certains partis d'opposition, à briser notre parti ukrainien, à briser l'opposition de la Hromada de Russie Blanche, etc... Enfin, dans le domaine international, Pilsudski et ses partisans ont su mener une politique très habile. (Une voix : « Ils ont su inoculer leur politique à la classe ouvrière »), ils ont su pénétrer au sein de la classe ouvrière. En effet, ce n'est pas notre parti seul qui a remporté une victoire électorale en Pologne ; un grand nombre d'ouvriers de Varsovie ont voté pour Pilsudski. Quoique notre parti ait remporté un grand succès dans l'état actuel des choses, un brillant succès vraiment, nous voyons cependant, d'après les derniers comptes rendus reçus il y a trois jours, qu'il existe déjà deux comités dans l'organisation de Varsovie. J'estime que ce n'est pas à l'honneur du parti communiste et de l'Internationale communiste. (*Applaudissements.*) Camarades, je pense également, — quoique je n'aie pas établi le projet de thèses — que le Congrès chargera spécialement le comité exécutif de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'unité. (*Vifs applaudissements.*) Il sera préférable d'avoir un parti unique dirigé par de simples ouvriers qui, lors de la guerre, combattront courageusement comme des soldats de la révolution, qu'une organisation de leaders en lutte constante entre eux qui, au moment du danger, mèneront le parti à sa perte. (*Applaudissements.*)

VII. Les perspectives sont favorables

EN AVANT VERS LA LUTTE, VERS LA VICTOIRE !

Camarades, si je parle tant de nos défauts ce n'est pas que je considère la situation et les prémisses générales comme défavorables pour notre activité. Bien au contraire. Les grandes questions politiques, telles la menace de guerre, la situation créée par les contradictions croissantes de la stabilisation du capitalisme, nous offrent un terrain plus ou moins favorable pour notre travail dans toute la classe ouvrière. Notre influence est incontestable dans les pays coloniaux, surtout en Chine; nous sommes à la veille du jour où elle sera incontestable aussi dans l'Inde ; nous obtenons une influence prépondérante et incontestable parmi la classe ouvrière d'Europe occidentale que nous mettons en présence de questions aussi importantes que celle de la menace de guerre. C'est pourquoi, parallèlement à l'aggravation des contradictions générales, à l'aggravation des contradictions inhérentes au capitalisme et de la lutte de classes, c'est-à-dire en corrélation avec les contradictions

qui existent objectivement en ce moment, il se crée un terrain propice, des perspectives favorables pour notre action, pour nos succès. Il n'existe aucune raison de dire que le progrès technique, la consolidation partielle de l'organisme capitaliste, le processus de stabilisation du capitalisme nous casseront le cou, comme le prédisent les social-démocrates. Au contraire, plus les contradictions propres à la situation présente s'accroîtront, plus s'étendra et se consolidera notre influence. Lorsque nous apprendrons, — et nous finirons bien par l'apprendre — à combiner notre travail quotidien et les grandes questions politiques, nous étendrons notre influence aux larges masses de la classe ouvrière d'Europe occidentale, nous soumettrons à notre influence le mouvement ouvrier des grands Etats capitalistes et saurons le relier au mouvement des peuples opprimés qui est d'une importance historique. Lorsque l'heure viendra et que se dresseront les drapeaux de l'impérialisme guerrier, notre Internationale communiste, tous nos partis, la multitude des travailleurs du monde entier diront leur mot. Ce mot sera le mot d'ordre de la guerre civile, le mot d'ordre de lutte à mort contre l'impérialisme, ce sera le cri de victoire de l'Internationale communiste! (*Vifs applaudissements. Ovation. Les délégués se lèvent et chantent « l'internationale »*).

3.

La situation internationale et les tâches de l'I.C.

Discours de conclusion du camarade N. I.

Boukharine

I. Les aspects positifs et les aspects négatifs de la discussion

Camarades,

Les discussions qui se sont déroulées ici sont remarquables sous beaucoup de rapports. Ce qui frappe avant tout, c'est le grand nombre de camarades qui ont pris la parole sur le rapport du CE de l'IC : près de 90 orateurs ont exprimé leur pensée. C'est un fait qui n'a été constaté à aucun de nos précédents congrès. Il faut particulièrement faire remarquer et souligner les discours de nos camarades noirs, des délégués des pays asiatiques orientaux, des pays coloniaux en général et, spécialement, de nos camarades chinois. Il est essentiel aussi de signaler la participation active aux débats des communistes de toute une série de pays de l'Amérique du Sud : depuis la fondation de l'Internationale communiste, c'est la première fois qu'on peut constater ce fait dans de telles proportions. Il faut aussi indiquer ici les nombreuses manifestations des représentants de beaucoup de petits partis auxquels on n'accorde pas toujours une attention suffisante. En résumant les discussions, je dois dire qu'elles ont eu une importance positive énorme. Je voudrais, en commençant, faire ressortir les côtés caractéristiques positifs de la discussion.

Et avant tout parlons de la critique et de l'auto-critique. La critique a porté sur nos thèses, sur mon rapport, sur la pratique de l'Internationale communiste et de divers partis.

Il faut saluer chaleureusement le courant d'auto-critique active qui s'est manifesté au cours de notre travail. C'est un côté positif ainsi que la participation aux discussions de représentants de presque tous les partis. Et je le répète, ce qui est particulièrement réjouissant, c'est la participation des partis « nouveaux » : coloniaux, sud-américains, etc.

Un grand nombre des observations qui ont été faites sont absolument justes. Il est nécessaire d'en tenir compte, tant dans les décisions du congrès que dans le travail ultérieur du Comintern. Il est vrai que c'étaient surtout des observations qui n'avaient pas un caractère de principe, des observations portant sur des questions secondaires, mais le fait est que des observations critiques assez nombreuses et tout à fait essentielles ont été présentées sur toute une série de problèmes des plus importants. Je range dans cette catégorie les observations critiques sur la question *paysanne*, les allusions à la nécessité d'accorder plus d'attention au *problème du chômage* en rapport avec l'analyse de la période actuelle du développement capitaliste, une série de questions du travail *colonial*, la question noire, un certain nombre d'observation concernant la tactique quotidienne de divers partis et du C.E. de l'I.C. et, particulièrement, les observations se rapportant aux défauts d'organisation de tout notre appareil.

Mais il y a aussi des côtés négatifs dans ces débats. Un de ces côtés est avant tout, une certaine

limitation, une certaine étroitesse du contenu de la discussion. La plupart des camarades qui ont pris la parole ici n'ont parlé ou presque que de « leur » pays et non des problèmes fondamentaux du mouvement découlant de la situation actuelle. Il va sans dire que je n'objecte point contre l'analyse et le développement par telle ou telle délégation de questions la concernant directement; au contraire, c'est une chose tout à fait désirable puisqu'elle contribue à l'échange d'expériences, à la collectivisation de notre expérience. Sans cet échange, le travail de l'I.C. et de ses congrès est inconcevable, absurde. Mais, d'autre part je considère tout de même que c'est un côté négatif de la discussion que le fait que les orateurs n'ont point touché dans leurs exposés les problèmes fondamentaux.

Je ne m'arrêterai pas sur les quelques algarades qui ont eu lieu ici et qui me rappellent certains vers d'Henri Heine :

« Ce ne sont point des chevaliers qui combattent ici pour la gloire de leur dame ; ce sont des capucins, et leurs adversaires des rabbins. »

(Rires.)

Je ne crois pas nécessaire de m'arrêter sur ce combat singulier de « capucins et de rabbins »

II. La stabilisation du capitalisme et les discussions sur la « troisième période »

LE V^e CONGRES DE L'I.C. ET LA QUESTION DE LA STABILISATION

Camarades, je toucherai ici en premier lieu le problème fondamental ; celui de la stabilisation du capitalisme et la question la plus importante de toutes nos discussions : la question dite de la troisième période.

Au dernier, au V^e Congrès, comme vous le savez, le terme de « stabilisation » n'a même pas figuré. Que s'est-passé au V^e Congrès et quel fut son appréciation de la situation économique et politique générale ? Dans les thèses sur l'économie mondiale, le V^e Congrès constata tout d'abord l'écroulement de cette économie ; dans les thèses, il est parlé textuellement de l'écroulement de l'économie mondiale, du chaos des devises, de la crise de l'économie européenne. Dans nos thèses économiques, nous faisons alors remarquer que l'économie européenne se trouvait enfermée dans un cercle vicieux et qu'elle ne pouvait sortir de l'état de crise. Nous faisons également remarquer l'existence d'une crise agraire mondiale. L'I.C. soulignait dans ses thèses l'incapacité de la bourgeoisie à surmonter le chaos des devises, etc. Le V^e Congrès adopta aussi une résolution de tactique sur le rapport du camarade Zinoviev. En quoi consistaient l'essentiel de l'analyse politique générale dans cette résolution ? On constatait comme point fondamental l'existence d'une ère dite « ère pacifiste-démocratique ».

Ainsi donc, comme résultat de l'appréciation de la situation d'alors, nous avons constaté une désagrégation de l'économie mondiale, une crise permanente de l'économie européenne et l'existence comme superstructure politique, d'une « ère de pacifisme-démocratique ». L'expression de l'ère pacifiste-démocratique, comme les camarades le savent, ce fut « le gouvernement ouvrier » en Angleterre, la victoire « du bloc des gauches » en France, le « gouvernement ouvrier » au Danemark et toutes sortes de tendances coalitionnistes dans d'autres pays. Telle était la situation générale et telle fut son appréciation par le V^e Congrès mondial. *Pas une parole* sur la stabilisation n'y fut prononcée. Le terme même de « stabilisation » retentit pour la première fois dans notre

milieu, seulement en 1925.

An V^e Congrès mondial — je le souligne trois fois, afin de signaler un certain renversement de toute la situation — *il ne fut pas encore question de stabilisation*. Quelle importance y a-t-il à souligner ce fait ? Il est indispensable de le faire ressortir afin de montrer plus clairement le sens des modifications qui se sont produites dans la situation objective depuis le V^e Congrès. C'est pour cela précisément que, dans la première partie de notre thèse, nous avons émis l'hypothèse de *la troisième période*. Nous avons discuté cette affirmation des trois périodes aussi dans la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. et nous l'avons quelque peu précisée. Il va sans dire que l'adoption de cette subdivision en trois périodes par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. ne saurait servir à elle seule de preuve logique de son indiscutabilité. Il faut la fonder pratiquement.

POURQUOI N'EST-IL PAS JUSTE DE NIER L'EXISTENCE DES TROIS PERIODES ?

Le passage respectif des thèses dit :

« I. Après la première guerre mondiale impérialiste, le mouvement international ouvrier subit toute une série de phases historiques de développement exprimant les diverses phases de la crise générale du système capitaliste.

La *Première* période, période de manifestations révolutionnaires directes du prolétariat, période dont le point culminant se trouve en 1921, s'acheva d'une part, par la victoire de l'U.R.S.S. sur les forces de l'intervention et de la contre-révolution intérieure, la consolidation de la dictature du prolétariat et l'organisation de l'IC, et de l'autre, par toute une série de lourdes défaites du prolétariat de l'Europe occidentale. Le chaînon final de cette période, ce fut la défaite du prolétariat allemand en 1923. Cette défaite sert de point de départ à la *deuxième* période, à la période de la stabilisation partielle et graduelle du système capitaliste, du processus de « restauration » de l'économie capitaliste, de l'offensive universelle du capital, des luttes défensives de l'armée prolétarienne affaiblie par de lourdes défaites ; d'autre part, cette période est une période de restauration rapide de l'U.R.S.S. et de succès très sérieux dans l'œuvre de construction socialiste. Enfin, la *troisième* période est, dans son essence, la période du relèvement de l'économie capitaliste au dessus du niveau d'avant-guerre et presque simultanément du relèvement de l'économie de l'U.R.S.S. au dessus de ce niveau (commencement de la période dite « constructive » ; de l'accroissement des formes socialistes de l'économie sur la base d'une nouvelle technique). Pour le monde capitaliste, cette période est une période de progrès extrêmement rapides de la technique, de l'accroissement renforcé des cartels, des trusts, des tendances au capitalisme d'Etat et, en même temps, de puissant développement des contradictions de l'économie mondiale se mouvant dans des formes déterminées par tout le cours précédent de la crise générale du capitalisme (marchés rétrécis, U.R.S.S., mouvements coloniaux, accroissement des contradictions internes de l'impérialisme). Cette troisième période qui a particulièrement aggravé les contradictions entre l'accroissement des forces productives et le rétrécissement des marchés, rend inévitable une nouvelle vague de guerres impérialistes entre les Etats impérialistes, une guerre contre l'U.R.S.S., des guerres nationales d'affranchissement contre l'impérialisme et l'intervention des impérialismes ; des luttes de classe gigantesques. En aggravant tous les conflits *internationaux* (conflits entre les Etats capitalistes et l'U.R.S.S., occupation militaire de la Chine du Nord, comme début du partage de la Chine et de la lutte entre impérialistes, etc.), en aggravant les conflits *intérieurs* dans les pays capitalistes (processus de radicalisation des masses de la classe ouvrière, aggravation de la lutte des classes), en déchaînant les mouvements coloniaux (Chine, Inde, Egypte), cette période évolue inévitablement à travers de nouveaux développements des contradictions de la stabilisation capitaliste vers un nouvel ébranlement de la stabilisation capitaliste et vers une aggravation violente de la crise générale du capitalisme. »

Les adversaires de la division en trois périodes affirment que la seconde ne se distingue nullement de la troisième et que, par conséquent, la subdivision en deuxième et troisième périodes ne se justifie nullement, qu'elle est superflue.

Admettons qu'il n'y ait pas de distinction. Mais alors, que dire du fait que l'économie mondiale a dépassé le niveau d'avant-guerre ? A mon avis, c'est là un fait extrêmement important. Pourquoi ? Permettez-moi de l'interpréter vulgairement. L'importance du fait cité consiste en ce qu'il fait ressortir la dynamique du développement. Tant que le niveau d'avant-guerre n'avait pas encore été dépassé, on pouvait penser que l'augmentation des forces de production dans tel ou tel pays portait un caractère accidentel, cette augmentation n'était point quelque chose de typique, n'était point une particularité organique de la période donnée. Mais lorsque l'économie mondiale ou le secteur capitaliste de cette économie mondiale commença à dépasser le niveau d'avant-guerre et à se développer sur une nouvelle base, il fallut recourir à une appréciation plus prudente, il fallut apporter des corrections assez appréciables dans notre précédente estimation. Nous ne sommes pas myopes au point de ne pas voir des faits aussi essentiels.

Ainsi donc, il y a là une distinction objective. Elle est déterminée aussi bien techniquement qu'économiquement. On ne saurait la passer sous silence.

On dit qu'il n'y a pas de différence entre la deuxième et la troisième période. Mais alors, on se demande pourquoi notre appréciation de la situation générale s'est modifiée ? Ce n'est pourtant pas que nous soyons devenus plus intelligents : le fait est que c'est la situation qui s'est modifiée. Au début du processus, il y avait des germes de stabilisation et nous étions sérieusement fondés de considérer ces phénomènes comme plus ou moins accidentels. A présent, nous n'avons plus la moindre raison de les considérer ainsi. Le tableau est devenu beaucoup plus net : à présent, les faits parlent avec plus d'éloquence et déterminent une autre appréciation de la situation.

Un certain nombre de camarades ont nié la distinction entre la seconde et la troisième période, tout en parlant d'une aggravation considérable des contradictions.

Mais alors, d'où vient cette « aggravation des contradictions » ? Elle n'est pourtant pas tombée du ciel. Ces deux points de vue sont inconciliables. On ne saurait dire : « Il n'y a pas de différence de situation et reconnaître en même temps une aggravation des contradictions, car alors, sur quoi cette aggravation serait-elle basée ? On dit : pas de différence de situation et pourtant, la guerre se poursuit en Chine. En voilà une « bagatelle », n'est-ce pas ? C'est là une *sous-estimation absolue du danger de guerre* et de la guerre existant déjà. « Il n'y a point de différence dans les situations », mais les préparatifs de guerre entre l'U.R.S.S. battent leur plein. C'est donc encore une « bagatelle » ? Or, dans notre naïveté, nous pensions que c'était là *le trait essentiel* de la situation politique mondiale. Si nous sommes tellement aveugles que nous ne voyons pas ces « bagatelles » nous ne valons rien et nous ne saurions prétendre à la direction. Quels chefs que ceux-là qui ne voient aucune différence dans la situation, pour qui c'est la même chose que l'économie européenne soit à toute extrémité ou qu'elle progresse rapidement ; que la guerre se poursuive en Chine ou non ; que l'impérialisme se prépare en vue d'une attaque contre l'U.R.S.S. ou non, etc. etc. Si nous ne sommes pas en mesure de voir tous ces faits *nouveaux*, nous sommes des gens finis. Alors on ne comprend plus notre nouvelle tactique (en Angleterre, en France, etc.) ; elle est superflue, puisque nous piétinons sur place.

J'ai donné ici les arguments les plus vifs qu'on a avancés contre la troisième période. Mais il y en a encore d'autres moins catégoriques, par exemple : la troisième période, ma foi, n'existe pas, mais il faut quand même en parler. Je voudrais bien soumettre cet « argument » aussi à une analyse consciencieuse et précise.

Je répondrai avant tout à la Camarade Kostrozeva de la délégation polonaise. Elle nous dit :

« En ce qui concerne les trois périodes dans lesquelles on divise l'époque d'après-guerre, nous considérons que la limite qui sépare la deuxième de la troisième période n'a pas pour caractéristique le progrès technique, car ce progrès, était la condition préalable de toute la période de restauration universelle du développement capitaliste d'après-guerre. Et quelle est donc la caractéristique de la troisième période ? C'est le fait que les contradictions qui s'étaient accumulées sur la base du processus de stabilisation en rapport avec le puissant développement des forces de production, que ces contradictions apparaissent maintenant avec évidence et ébranlent tout le système de la société capitaliste. »

Franchement, je ne comprends pas la logique de ce raisonnement. *Non pas* développement technique, *mais* contradictions ! Mais d'où viennent donc ces contradictions elles-mêmes ? La camarade Kostrozeva parle de contradictions en rapport « avec le puissant développement des forces productives ». Je vous le demande, camarade Kostrozeva, « le puissant développement des forces productives » est-il possible *sans* progrès technique ? Jusqu'à présent, de même que beaucoup d'autres camarades, je croyais, comme Marx, que les forces productives, c'est un ensemble d'instruments de travail et de forces ouvrières. On ne *saurait* donc séparer « l'accroissement des forces productives » du « progrès technique ». Cela est faux et nullement fondé théoriquement. Emettre l'affirmation du puissant développement des forces productives, précisément pendant la période donnée, et nier l'accroissement puissant de la technique pour la même période ; insister sur l'aggravation violente des contradictions en rapport avec les modifications dans le domaine des forces productives et en même temps rejeter ce critérium, c'est quelque chose de tout à fait peu ordinaire, même du point de vue de la plus élémentaire logique.

Le second orateur qui s'est arrêté sur cette question, ce fut le camarade Strachov (Chine) [Qu Qiu Po]. Il a dit :

« Nous ne comprenons pas cette question et c'est pourquoi nous croyons qu'il n'y a pas de troisième période. Mais nous voulons qu'elle soit inscrite dans les thèses. »

La modestie est une vertu en général ; elle s'impose aussi à certains communistes. Je suis parfaitement d'accord là-dessus. Mais, camarades, je ne puis reconnaître que tout soit bien fondé ici. Lorsque le camarade Strachov nous dit qu'il n'y a point de différence entre la deuxième et la troisième période, quelqu'un lui a crié de sa place « juste ». Je ne sais quel est le camarade qui lança cette approbation, mais elle ne prouve pas des capacités logiques spéciales. Si entre le développement de la technique, il y a une dépendance intime incontestable, ces dépendances n'existent évidemment pas toujours entre la logique et les capacités vocales.

A la fin de son discours, le camarade Strachov a dit que la troisième période doit, malgré tout, figurer dans les thèses. Cependant, si entre la deuxième et la troisième période, il n'y a *aucune* différence, cher camarade Strachov, alors pourquoi se donner tant de mal ? C'est-il donc que nous n'avons que faire de notre papier ? Ce n'est pas là non plus un comble de logique que de dire : la troisième période n'existe pas en réalité, mais elle doit rester dans les thèses. Il arrive parfois qu'on met dans les thèses des choses qui ne sont pas dans la réalité. D'accord. Mais, que de telles thèses soient l'expression de la sagesse tactique, cela, personne de nous ne le croira. Ainsi donc, si la troisième période n'existe pas, il vaut mieux la rejeter de notre thèse. Mais, si vous proposez de la laisser dans les thèses, c'est que vous n'avez pas la conscience tranquille et que vous sentez que cette malheureuse troisième période peut bien « servir » à quelque chose. Elle servira certainement, elle servira à tracer la vraie tactique.

Dans quel but faut-il poser la question de la troisième période ? Quel est le « sens de cette, philosophie » ? C'est que nous voulons par là faire ressortir le fait que la stabilisation du capitalisme ne peut disparaître du jour au lendemain. Et il est indispensable de *souligner cela*. C'est de là qu'est partie notre délégation, quand il fut question de la troisième période.

III. La question de la guerre est une question centrale

L'AXE DE LA SITUATION EST LE DANGER DE GUERRE

Je passe maintenant à la seconde question fondamentale qui a provoqué ici une discussion plus animée en comparaison de la première. D'abord, je voudrais poser la question préliminaire suivante : Qu'exige-t-on du rapporteur de l'Exécutif ? Faut-il 'qu'il parcoure toute la planète et qu'il expose ensuite : au Mexique les choses vont ainsi, en Argentine, autrement, au Nicaragua elles sont encore tout autres et dans le mouvement coopératif il se produit ceci et cela ? Est-il nécessaire que je parcoure tout le globe terrestre et que je parle décidément de tout : du mouvement coopératif et du gouvernement mexicain ? Oh, alors, naturellement, tous les camarades sans exception se considéreraient satisfaits. Le camarade Murphy, par exemple, serait complètement satisfait, parce que j'aurais parlé du mouvement coopératif. (*Rires.*) Les camarades mexicains seraient contents si j'avais dit quelques mots sur le Mexique. Peut-être serait-ce là une bonne méthode, car tous les camarades seraient satisfaits de ce que j'aurais mentionné « leur » mouvement. Mais pour le marxisme, le fond de la chose consiste à tirer d'un ensemble de faits variés les tendances fondamentales et à déterminer sur cette base la principale ligne de tactique. C'est en cela, j'estime, que consistait ma tâche. Nous avons noté de grands changements à la situation mondiale et dans de nombreuses directions. Mais où donc se trouve l'axe de toute la situation mondiale, où est la clef de notre tactique ? Dans mon rapport, j'ai répondu à cette question d'une façon claire et précise : *l'axe de route la situation est le problème de la guerre. La menace de guerre, tel est le point central de la situation.* A mon avis, la menace de guerre est *l'indice le plus caractéristique* de la période en cours dans son ensemble.

LES ECHOS IMPERIALISTES ET SOCIAL-DEMOCRATES

Camarades, je me permettrai ici d'entamer une « discussion » avec les ennemis du prolétariat, les impérialistes et les social-démocrates. Des échos à mon rapport retentissent déjà dans leur presse. Je m'arrêterai avant tout sur la presse impérialiste polonaise. Le journal officieux *Epoka* commente mon rapport dans un éditorial intitulé : « La loyauté soviétique ». Il y est dit entre autres :

« Le discours de Boukharine a prouvé que l'I.C. et le gouvernement soviétique ne font qu'un. Jusqu'à présent le gouvernement soviétique établissait une ligne de démarcation entre lui et l'I.C. et cette formule était prise en note par les Etats qui désiraient à tout prix conserver des rapports normaux avec l'U.R.S.S. La Pologne était de ce nombre. A présent, cette formule est devenue inconsistante. Le gouvernement soviétique ne peut désavouer Boukharine qui est membre du Bureau politique, c'est-à-dire de l'organe suprême du pouvoir en U.R.S.S. Le fait que Rykov siège au présidium du Congrès de l'I.C. (apparemment on a confondu ici Rykov avec un Américain ou un Hindou. — N.B.) et que le rapport de Boukharine est publié dans tous les journaux soviétiques, témoigne de ce que le gouvernement soviétique n'établit plus une ligne de démarcation entre lui et l'I.C. et qu'il enlève son masque. A, présent, nous savons que le gouvernement soviétique et l'I.C. ne font qu'un, que le gouvernement soviétique se prépare à la guerre contre la Pologne, et que dans, cette guerre, les communistes polonais doivent jouer le rôle d'espions et organiser des diversions »

Un autre journal polonais, organe du ministère de la Guerre, le *Polska Zbrojna*, écrit :
« Les déclarations de Boukharine sur le rôle des communistes polonais en cas de guerre polono-soviétique ne sont pas inattendues. Cependant le ton audacieux, *impudent*, pourrait-on dire, avec lequel

cet homme politique qui occupe différents postes supérieurs dans la mafia qui gouverne actuellement la Russie, parle de la possibilité de guerre avec la Pologne, sans juger bon de masquer ses plans et ses perspectives, attire l'attention. Ici nous remarquons seulement la démoralisation inouïe et néfaste qu'apporte dans les rapports intérieurs et extérieurs de chaque Etat le seul fait de l'existence du soi-disant régime communiste et de l'attitude tolérante des Etats-Unis vis-à-vis de lui. La déclaration de Boukharine fera taire tous ceux qui exigeaient jusqu'à présent la légalisation des communistes polonais. Car le communisme, voilà l'ennemi. L'ennemi le plus dangereux pour le régime communiste est Pilsudski, autour duquel doivent se grouper pour cette raison tous les adversaires du communisme. »

Vous comprenez parfaitement, camarades, le sens de ces raisonnements. Ce n'est pas le fait du hasard que de mon rapport on ait tiré précisément le passage concernant *la menace de guerre*.

La presse social-démocrate a également fait écho à mon rapport. L'organe central de la social-démocratie internationale, le *Vorwaerts*, écrit dans son numéro du 27 juillet :

« Cette foi politique dans les miracles a dicté les thèses bien formulées du congrès de l'I.C. à Moscou ; Boukharine en est le prophète. La foi politique dans les miracles a déjà pris des formes diverses dans l'I.C. Le miracle devait tantôt venir d'Allemagne, tantôt des Balkans, tantôt des îles du Pacifique. A présent, Boukharine jure par la Chine, par les contradictions entre l'Amérique et l'Europe, mais avant tout par la guerre. »

Ensuite viennent les « commentaires » :

« On a de nouveau réchauffé la vulgaire théorie marxiste : l'accroissement des forces productives sous le capitalisme mène à la lutte pour les marchés, la lutte pour les marchés mène à la guerre, d'une façon absolue et sans aucune possibilité d'éviter cette perspective. Aussi vrai que demain se lèvera le soleil, aussi vrai éclatera bientôt la guerre, très prochainement même, car Boukharine dit : « La guerre est la question du jour. Mais si la guerre arrive, on ne peut éviter ce qui doit la suivre : la guerre impérialiste donne, naissance « à la guerre civile, à la révolution mondiale, à la victoire du système soviétique dans le monde entier ! Vive la révolution mondiale, ou plutôt, comme ce n'est que le second acte, vive la guerre ! »

Il s'ensuit donc que notre mot d'ordre serait : Vive la guerre !

« Et ils croient au miracle que la permanence du développement et la continuité du progrès de la social-démocratie dans le domaine de la politique pratique au nom du socialisme, seront interrompus. L'histoire commencera de nouveau par 1914. La nouvelle année 1914, c'est une illusion qui est donnée aux partis communistes du monde, pour qu'ils puissent fermer les yeux sur les perspectives peu radieuses qu'ils ont en face d'eux et la situation sans issue où ils se trouvent. Et ils sont revenus avec bonheur à la thèse : la guerre est le commencement de tout. »

Permettez-moi, camarades, à mon tour de commenter ces commentaires. Avant tout, voyons la question de la *théorie marxiste*. Il suffirait de lire les dernières résolutions des congrès du parti de la social-démocratie allemande qui se sont tenus immédiatement avant la guerre, pour voir comment les social-démocrates agissent avec cette théorie marxiste qui déterminait autrefois leurs positions dans la question de la guerre. Personnellement, je me trouvai au congrès de Chemnitz de la social-démocratie. Je me souviens, c'était en 1912 ou 1913. Haase fit un rapport et toutes ces « vulgaires théories marxistes » déterminaient aussi alors la ligne de conduite de la social-démocratie allemande dans la question de la guerre. Prenons les résolutions des congrès internationaux. Elles sont toutes basées sur cette « vulgaire théorie marxiste »

MARX, ENGELS ET LENINE SUR LA GUERRE ET LA REVOLUTION

Voyons comment Marx, Engels et Lénine envisageaient ces questions. Par exemple, « un

marxiste aussi vulgaire » que Marx écrivait le 2 février 1864 dans son article : « La guerre européenne », publié dans le *New York Tribune* :

« Mais nous ne devons pas oublier qu'il existe encore en Europe une sixième puissance qui, à des moments déterminés, affirme sa domination sur toutes les cinq « Grandes Puissances » et les fait trembler. Cette puissance, c'est la révolution. Après une longue période de calme et de tranquillité, elle est de nouveau appelée sur les champs de bataille par les crises et le spectre de la mort...

« Il suffit d'un simple signal et la sixième puissance européenne, la plus grande, entrera en lice brillamment armée, l'épée à la main...

« Ce signal sera donné par la guerre européenne imminente... »

Ainsi fut appréciée la situation par ce « vulgaire » marxiste que fut Karl Marx. Et que disait le « vulgaire marxiste » Engels ? Engels écrivit en 1887 dans sa préface à la brochure de Sigismund Borgkeim :

« ...Pour la Prusse et l'Allemagne, une autre guerre, une guerre mondiale est impossible maintenant. La prochaine guerre sera une guerre mondiale d'une force inconnue jusqu'à présent. De 8 à 9 millions de soldats s'entr'égorgent et dévasteront l'Europe comme jamais les nuées de sauterelles ne l'ont fait. Les dévastations causées par la guerre de Trente Ans se reproduiront en trois à quatre années et s'étendront sur tout le continent. La famine, les épidémies, la sauvagerie générale des armées et des masses populaires, provoquées par la grande disette, par le chaos sans issue dans notre mécanisme artificiel, commercial, industriel et de crédit, tout cela se terminera par la faillite générale, la banqueroute des vieux Etats et de la routine de la sagesse des nations, par un krach tel que les couronnes par dizaines rouleront sur le pavé et qu'il ne se trouvera personne pour les ramasser. Dans l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira victorieux de la lutte, *un seul résultat est absolument incontestable c'est l'épuisement général et la création de conditions pour la victoire définitive de la classe ouvrière.*

« Telle est la perspective, si le système de la concurrence réciproque dans les armements militaires est poussé à bout. Tels seront finalement ses fruits. Voici, messieurs les rois et hommes d'Etat, où votre sagesse a acculé la vieille Europe. S'il ne vous reste rien d'autre qu'à ouvrir la dernière danse guerrière, nous ne pleurerons pas. Peu importe que la guerre nous rejette même pour un temps au second plan, peu importe qu'elle nous enlève même certaines positions conquises précédemment. Mais si vous déchaînez les forces que vous ne pourrez plus contenir ensuite, à la fin de la tragédie, vous serez une ruine, la victoire du prolétariat sera déjà remportée, ou bien elle sera imminente. »

Je cite ce long passage pour montrer ce que des marxistes, aussi « vulgaires » que Marx et Engels, pensaient de la liaison entre les guerres et les révolutions. Mais on peut objecter : Oui, c'étaient des prévisions qui se sont déjà réalisées en partie. Toute la question se pose précisément ainsi : ce que vous avez cité c'est un bon argument dans une discussion avec les social-démocrates. Mais est-ce que tout cela peut servir pour expliquer la situation *actuelle* ? Pour cela, je voudrais m'en référer au point de vue d'un autre marxiste « vulgaire », le camarade Lénine. Il estimait possible que le capitalisme se ranime après la première guerre mondiale. Il écrivait et pensait au sujet des perspectives du développement de la révolution. Que dit Lénine à ce sujet ? Il écrit :

« Nous ne voulons pas ignorer la triste possibilité que l'humanité traversera — au pis-aller — une *seconde guerre impérialiste*, si la révolution ne surgit pas de la guerre présente, malgré les nombreuses explosions de l'effervescence et du mécontentement des masses et malgré nos efforts. » (T. XIII, p. 455 du texte russe.)

A la suite de la guerre, la révolution a triomphé dans certains pays. En U.R.S.S. existe déjà la dictature du prolétariat. Mais après la victoire du prolétariat en U.R.S.S., Lénine voyait encore la perspective d'une nouvelle guerre impérialiste. Dans son dernier ouvrage, écrit peu avant sa mort, il

souligna encore une fois cette perspective. Il parla et écrivit du *Second tour de guerres impérialistes*, d'une seconde série de grandes révolutions. Je pense qu'il continue ici les traditions de Marx et d'Engels et de tous les Hommes qui furent effectivement en état de comprendre la situation mondiale.

Pourquoi les impérialistes et les social-démocrates sont-ils nerveux ?

Maintenant, camarades, pourquoi les impérialistes sont si nerveux lorsqu'ils parlent de la guerre ? D'où provient cette nervosité dans le camp social-démocrate, justement sur cette question ? Pourquoi réagissent-ils si violemment, si directement, d'une façon si inattendue, précisément sur cette question de mon rapport. Réfléchissez à cela. Pourquoi critiquent-ils en premier lieu la thèse de la prochaine guerre mondiale ? Pourquoi entreprennent-ils autre chose encore pour protester contre ma « façon d'agir impudente » et contre mon « discours audacieux » ?

Ceci, parce que, objectivement, la question de la menace de guerre *est l'axe central de toute la situation mondiale*, voilà pourquoi nos adversaires, réagissent avec tant de nervosité à notre analyse.

Et ceci est parfaitement compréhensible, parce que nous *dévoilons leurs menées criminelles*, parce que nous en arrachons tous les masques, détruisons tous les paravents, disons hautement *la vérité* sur la façon dont les impérialistes préparent la *guerre* et sur la façon dont ils la conduisent. De nombreux camarades oublient totalement que la guerre se déroule en fait dans l'Asie orientale. Peut-on supprimer ce fait ? Peut-être devons-nous dire que, du fait qu'elle est menée contre un peuple « non civilisé », contre les Chinois, elle n'existe pas pour nous autres Européens « hautement civilisés » ? Seuls les aveugles ne voient pas que la guerre existe en Chine. Seuls les aveugles ne voient pas comment le conflit japonais-américain est devenu plus aigu. D'ailleurs, il est parfaitement compréhensible que c'est l'intérêt des impérialistes, des social-démocrates, de tous les gens qui désirent soutenir le régime capitaliste mondial d'estomper cette thèse en ayant recours à toutes sortes de subtilités. L'impérialisme agit, manœuvre. Il propose certains pactes « pacifistes », tel celui de Kellogg, il procède à des manœuvres habiles, telle la dernière note du gouvernement américain au gouvernement de Nankin ; il a recours à d'autres procédés ; il organise la conférence de la S.d.N., il proclame à cor et à cri son désir de paix, en un mot, il cherche de toutes ses forces à *masquer l'essentiel* de son travail criminel. Et la social-démocratie, en quoi consiste maintenant son rôle principal ? Son principal rôle consiste aussi à voiler ce fait essentiel du développement actuel, à l'estomper idéologiquement, à le faire disparaître. Voilà pourquoi les social-démocrates crient que les puissances capitalistes ont soif de paix, que le trouble-paix est le « maudit » pays du prolétariat. Voilà pourquoi ils chantent les louanges de la S.d.N. et de toute autre invention pacifiste. N'est-ce pas compréhensible ? Il existe un seul Etat qui mène réellement une politique de paix, c'est l'U.R.S.S. Il existe un seul Etat qui proposa sérieusement le désarmement général, c'est l'U.R.S.S. Il existe un seul Etat qui n'est intéressé à aucun partage du monde, à aucune colonie, à aucun mandat, c'est l'U.R.S.S. C'est précisément pour cette raison que les impérialistes et leurs valets montrent l'inverse de la véritable situation.

IV. Les contradictions extérieures et intérieures du système capitaliste

LA SOUS-ESTIMATION DE LA MENACE DE GUERRE EST LE PLUS GRAND DANGER POUR L'I.C.

Ainsi les impérialistes déclarent : nous n'avons nul besoin de la guerre, c'est l'U.R.S.S. qui la

veut. Pilsudski aussi proclame : je ne veux pas de guerre, c'est l'U.R.S.S. qui la veut. Et tous en même temps, avec une énergie fiévreuse, folle, se préparent à la guerre offensive contre l'U.R.S.S. et à la guerre entre eux. Je ne veux nullement dire par là que cette guerre doit éclater absolument dans quelques mois. Ce n'est pas ce que je veux dire; d'ailleurs, il n'existe pas un seul homme capable de déterminer exactement le mois, voire même l'année de la guerre. La question n'est pas de savoir si la guerre éclate quelques années plus tôt ou plus tard ; non, la menace de guerre s'accroît de mois en mois. Je pense que c'est absolument évident. L'impérialisme est intéressé à *estomper* cette thèse. Les social-démocrates y sont intéressés de même, mais *nous n'avons aucune raison de cacher l'évidence, c'est pourquoi il m'est impossible d'atténuer l'importance de ce fait, même, sous la forme une insistance insuffisante sur la liaison entre les contradictions intérieures et extérieures.*

Certains camarades, - dans notre délégation il y eut quelques voix qui restèrent isolées - tiennent dans l'une de leurs poches les contradictions internes, et dans l'autre les contradictions extérieures. Est-ce juste? Non, c'est faux. C'est l'expression de la sous-estimation de la menace de guerre. Au point de vue objectif, c'est l'expression des dangers de droite au sein de l'I.C., *le danger essentiel qui nous menace c'est de sous-estimer la menace de guerre.* Or, comme cette question n'est pas du tout simple, mais qu'elle est, au contraire, très compliquée, je juge de mon devoir de l'expliquer *sous la forme la plus populaire* afin d'éviter tout malentendu de donner un tableau aussi clair que possible.

Tout d'abord, existe-t-il chez nous, au sein de l'Internationale Communiste, une sous-estimation de la menace de guerre ? Elle existe sans contredit : nombreux sont les camarades qui en ont parlé ouvertement, les camarades Thorez, Semard, Ercoli et autres. Nous avons tous dit et souligné que, par exemple, la révolution chinoise, la guerre du Japon contre la Chine, n'ont pas trouvé un écho suffisant dans la pratique des partis adhérant à l'I.C. Or, si la situation objective révèle une croissance constante de la menace de guerre, si la situation des impérialistes et des social-démocrates est absolument claire, nous devons tenir compte sérieusement de la sous-estimation de la menace de guerre. Elle découle précisément de ce que la question de la guerre est considérée comme un problème ordinaire à côté des nombreux autres problèmes. Nous n'établissons pas une corrélation telle entre la menace de guerre et les autres questions que nous subordonnions toutes les autres tâches à la lutte contre la guerre imminente. Précisément, cette façon de poser la question est entièrement conforme à la situation objective et à nos tâches. C'est pourquoi je voudrais développer cette thèse un peu plus en détail.

Dans son article au sujet de la Conférence de La Haye. Lénine écrivit que pendant la guerre, ou immédiatement à la veille, une partie de la presse communiste ferait *certainement* des sottises. Naturellement, on pourrait dire aussi à l'adresse de Lénine qu'il était un « pessimiste » avéré, mais telles sont les paroles que Lénine a écrites. C'est ainsi que Lénine, en exposant la situation, s'exprima « imprudemment » : Je ne sais si ces prévisions se réaliseront, mais je sais une chose, c'est que le danger de sous-estimation de la guerre existe réellement. Et je demande quel danger peut-on comparer à celui-ci ? Presque aucun, car c'est là la question fondamentale de la situation.

Comment faut-il poser la question des contradictions intérieures et extérieures ?

Je vous prie de vérifier si c'est là, en réalité, une question fondamentale. Si vous la considérez comme telle, il sera facile d'en tirer des déductions nécessaires. Mais en essayant de transférer le

centre de gravité de cette question de la menace de guerre sur les contradictions intérieures ou quelque autre question, on ferait preuve d'une incompréhension totale de tout le sérieux de la situation. Cette façon de poser la question est liée, en particulier, à une certaine sous estimation de l'intervention qui a déjà commencé en Chine. Avec ceci, je pense, est lié également le défaut dont nous avons parlé et qui nous indique l'insuffisance du caractère *international* de nos partis communistes.

Néanmoins, la question des contradictions *intérieures*, la question de savoir quelle liaison existe entre ces contradictions intérieures et les contradictions *extérieures* est une question assez compliquée.

J'ai déjà indiqué la manière d'agir de certains camarades : Dans une poche, ils tiennent les contradictions intérieures, dans l'autre, les contradictions extérieures. Un pareil point de vue *ne correspond pas à l'état objectif des choses et aboutit fatalement à des déductions de tactique erronées*. Essayons de nous orienter dans cette question. Je demande : une situation révolutionnaire est-elle possible *sans guerre* ? C'est une question parfaitement légitime. En voici la réponse : évidemment c'est *possible*. Il serait absurde d'affirmer que la situation directement révolutionnaire peut *seulement* naître à la suite d'une guerre. Il est vrai que l'histoire nous montre que dans la plupart des cas les grandes révolutions éclatent en liaison avec la guerre. La Commune de Paris qui surgit pendant la guerre franco-prussienne, la première révolution en Russie (1905), qui éclata immédiatement après la guerre russo-japonaise, les révolutions de février et d'octobre 1917 en Russie et différentes autres révolutions européennes et asiatiques qui éclatèrent en corrélation avec la guerre mondiale, peuvent nous servir d'exemples, car ces révolutions furent étroitement liées à des guerres. Mais peut-on affirmer que, de notre temps, une situation directement révolutionnaire ne peut surgir, même dans des pays tels que l'Allemagne ou la Tchécoslovaquie, qu'en liaison avec la guerre ? Une pareille assertion serait dans le fond une absurdité et, pratiquement, signifierait que nous devons « attendre » la guerre et tenir compte dans notre travail de cette seule perspective. Nous pouvons nous demander également, [une ligne répétée : de cette seule perspective. Nous pouvons nous demander également] devons nous préparer à tout prix à une situation révolutionnaire. Evidemment, sans aucun doute, nous le devons ! Je répète : il serait absurde de proposer une autre tactique. Mais le degré de probabilité de la révolution, du moment que nous en parlons, - n'est pas le même dans un cas comme dans l'autre. Je pourrais formuler ceci comme suit : Des situations directement révolutionnaires sont possibles, voire probables, sans guerre, également en Europe. Mais lors d'une guerre, elles sont absolument inévitables. Elles nous sont historiquement données en liaison avec la guerre. Les guerres seront *fatalement* accompagnées de révolutions. Ainsi, il serait complètement faux de nier la possibilité d'une situation directement révolutionnaire comme résultat du développement des seules contradictions intérieures.

Tout en repoussant le point de vue éclectique des camarades qui considèrent séparément les contradictions intérieures et extérieures, je dois maintenant éclairer la question de *l'action réciproque* de ces contradictions.

Quels sont les *rapports réciproques* entre ces deux catégories de faits, où se trouve le *point de contact* d'où il faut partir et quelles déductions se dégagent de l'analyse ? Sur quoi faut-il *baser* toute notre orientation tactique ? A mon avis, les contradictions économiques mondiales, les grands conflits mondiaux ont une importance primordiale. Prenons l'Angleterre. Les contradictions intérieures y prennent-elles plus d'acuité ? Evidemment. Or, l'accroissement de ces contradictions en Angleterre, lié au processus de déclin de l'Empire britannique mondial n'est-il pas dû, dans la plupart des cas, à la situation internationale ? N'est-il pas déterminé par la concurrence des Etats-Unis, par l'existence de forces centrifuges dans les dominions anglais et, en partie, dans les colonies,

ainsi que par toute une série d'autres facteurs *internationaux* ? Figurez-vous un autre milieu international pour le capitalisme anglais et les résultats seront tout autres.

Prenons maintenant les contradictions intérieures en *Allemagne*. Qui ignore que la stabilisation en Allemagne a été réalisée grâce au concours du capitalisme américain ? Peut-on complètement isoler dans ce pays les rapports intérieurs des facteurs internationaux ? Supposez un instant que l'Amérique ait refusé d'ouvrir des crédits à l'Allemagne (perspective qui fut exposée par Paish) et la faillite *intérieure* est inévitable.

Abordons une autre catégorie de faits : pourquoi nous borner au domaine de l'économie ? Voyons la politique et, en partie, la politique économique. Nous parlons de la « paix industrielle » du « mondisme », de la trahison de la social-démocratie, de la fusion avec l'appareil d'Etat, etc. — Tout ceci est absolument exact. Essayez maintenant d'expliquer ces processus *seulement* au point de vue de l'accroissement des contradictions intérieures. Vous ne serez pas en état de le faire. Qu'est-ce que la « paix dans l'industrie » ? C'est la forme la plus vive de la paix civile, le meilleur moyen de *préparation de la guerre* ; celui qui ne comprend pas cela *ignore le fond même de la question*. Qu'est-ce qui a motivé le bill antisynical en Angleterre ? Peut-on comprendre ce bill « intérieur », en ignorant les problèmes *extérieurs* et en négligeant totalement la préparation de la guerre ? Avec une telle incompréhension nous ne saurions même pas procéder à une agitation tant soit peu efficace contre ce bill. Et la nouvelle orientation de la social-démocratie en corrélation avec le problème de la paix civile, ne renforce-t-elle pas le rôle de trahison de la social-démocratie dans la politique extérieure ? N'est-ce pas compréhensible à un enfant ? Toute l'orientation de la social-démocratie s'accroît dans ce sens. Peut-on trouver un homme qui puisse nier la liaison entre la loi militaire de Boncour, la situation intérieure en France et sa situation *extérieure* ? Je pourrais citer de nombreux exemples analogues, mais ceux que j'ai relatés montrent d'une façon assez convaincante que le *problème central de la menace de guerre, le problème de la guerre, prime tous les autres*; ceci se rapporte également aux problèmes politiques et aux contradictions intérieures. Une autre façon d'accorder les questions de la politique intérieure et les problèmes de tactique qui sont liés à elles, serait insoutenable et nullement révolutionnaire

LA LUTTE CONTRE LA MENACE DE GUERRE DOIT IMPREGNER TOUT NOTRE TRAVAIL QUOTIDIEN

Nous nous basons tous sur la nécessité d'intensifier *le travail de masse quotidien*. Dans ce domaine la pratique de certains partis laisse fortement à désirer. Mais en théorie, tout le monde est d'accord sur ce point. En quoi consiste la différence entre notre travail quotidien et celui des social-démocrates ? Je présume qu'il doit y avoir une différence. En quoi consiste-t-elle ? En ce que les communistes doivent établir une liaison entre les questions d'actualité, — c'est, d'ailleurs, obligatoire pour chaque communiste, — et les problèmes de la « grande politique » : Figurez-vous un communiste anglais. Comment peut-il mener l'agitation dans les masses lorsqu'il doit prendre part à une grève, si petite soit-elle ? La lutte contre la limitation de la liberté des syndicats doit *être liée* absolument avec les revendications d'actualité, avec la lutte pour l'annulation de la loi syndicale. Cette loi syndicale doit être liée à son tour avec le « mondisme » et la *préparation de la guerre*, la lutte contre la guerre doit être liée avec la lutte pour la dictature du prolétariat. Ainsi doit-il agir, sinon, il n'est pas un communiste. Les larges couches du prolétariat qui ont participé à la dernière guerre mondiale connaissent le « prix » et l'infamie immense de ce fléau imposé par la bourgeoisie impérialiste à l'humanité. Dans notre travail de tous les jours nous devons établir une corrélation entre la menace de guerre et chaque question d'actualité, si petite soit-elle. Laisser tomber de ses mains cet atout est techniquement possible, mais est *politiquement* absurde au plus haut point. Je

voudrais poser nettement ce problème aux camarades, pour qu'ils y réfléchissent. A mon avis, deux appréciations de la situation sont possibles ; de chaque analyse différente découle aussi une orientation de tactique différente. L'une d'elles est sans coordination des problèmes généraux avec les problèmes quotidiens ; l'autre établit une corrélation absolue entre chaque revendication quotidienne et le problème de la guerre, comme problème central de nos jours. Dans leur tactique, les communistes doivent absolument lier tout problème partiel d'actualité aux grands problèmes généraux. Il va de soi que cette coordination *exige une grande habileté* : les grandes phrases, les hauts cris sont insuffisants, il faut employer des méthodes subtiles de propagande et d'agitation, ne pas isoler les problèmes, mais les coordonner, en les subordonnant au problème courant fondamental, au problème de la guerre. En critiquant les social-démocrates (ceux de droite et surtout ceux de « gauche » qui sont les trompeurs les plus rusés et les plus nuisibles de la classe ouvrière), nous devons souligner que « la démocratie économique » et l'arbitrage ont non seulement une signification économique, mais qu'ils sont aussi une préparation à la guerre. Il faut ouvrir les yeux des prolétaires, des paysans pauvres sur cette liaison; c'est ainsi qu'il faut construire toute notre propagande, c'est dans ce sens qu'il faut orienter toute notre tactique. Il ne faut pas un amoncellement chaotique de faits, mais de tous les faits, de toutes les tendances qui se développent, il faut tirer le point central, le problème central de la menace de guerre. En coordonnant nos revendications partielles avec le problème de la guerre, avec la lutte contre elle, nous devons le lier avec la propagande de la dictature du prolétariat. Evidemment, il se peut que la lutte directe pour la dictature du prolétariat surgisse à l'ordre du jour sans guerre. Mais également ici, il faut marquer que la guerre qui vient montre déjà son ombre funeste. Ainsi, j'ai donné l'analyse des *rapports* entre les problèmes intérieurs et les problèmes extérieurs. J'ai souligné qu'il était inadmissible de s'aborder cette question d'une façon *éclectique*. Cette analyse a montré la nécessité d'observer une ligne ferme et énergique, de réserver toute l'attention au problème de la guerre, de lier à celui-ci tous les autres problèmes, de procéder à une propagande et à une agitation spéciales pour préparer le prolétariat à une lutte contre la bourgeoisie, contre la social-démocratie. Telle est notre position de tactique fondamentale. C'est l'unique ligne possible pour l'Internationale communiste.

V. Problèmes partiels du travail des partis communistes

IL FAUT LUTTER POUR UNE LIGNE POLITIQUE JUSTE DANS LA QUESTION SYNDICALE

Je passe maintenant aux problèmes partiels dont chacun joue un rôle extrêmement important. Permettez-moi pour commencer, de faire quelques observations au sujet de notre *tactique syndicale*, de notre travail dans les syndicats en rapport avec les discussions qui ont eu lieu ici sur cette question. Les organes exécutifs de l'I.C. soulignent infatigablement dans leurs résolutions, circulaires; lettres et autres documents la nécessité d'un travail acharné dans les syndicats en rapport avec la tactique du front unique. Tout le monde sait cela. La situation mondiale que j'ai caractérisée et analysée ici rend plus aigüe l'importance de ce problème en faisant ressortir de plus en plus la tâche de la conquête des masses. Dans la situation actuelle, notre lutte contre les dangers de guerre, contre la guerre comme telle, pour qu'elle soit couronnée de succès, exige avant tout la conquête des masses. *Or, on ne saurait conquérir les masses sans travailler dans les syndicats.* Sous l'angle de nos rapports internationaux, nous devons répéter ce que nous avons dit auparavant, à savoir que le travail énergique dans les syndicats est profondément nécessaire.

Nous ne devons à aucun prix, perdre l'initiative dans la lutte pour l'unité syndicale. Dans la

situation crée actuellement, nous avons particulièrement besoin de points d'appui dans les masses. C'est pourquoi l'une des tâches fondamentales du travail des partis communistes, c'est, de plus en plus, le renforcement du travail syndical en général et, plus particulièrement, le renforcement du travail de l'I.S.R. Au cours des discussions, à ce congrès, sur la question syndicale, diverses tendances sont apparues. Certains camarades ont indiqué la nécessité d'organiser les inorganisés, de créer des organisations autonomes pour faire contrepoids aux syndicats réactionnaires et, dans des conditions parfaitement déterminées, de rattacher aux, syndicats de l'I.S.R. les organisations professionnelles et syndicales conquises sur les réformistes. C'est là la ligne politique que nous avons défendue et qui fut généralement adoptée au IV^e Congrès de l'I.S.R. Cependant, on nous a parlé ici de diverses tendances de résistance à ces décisions, du manque d'un travail proprement communiste dans les syndicats, de capitulation complète devant le réformisme par crainte d'être exclu des syndicats. On constate encore une autre tendance qui cherche même à se justifier théoriquement, c'est la tendance qui cherche à nier le travail dans les syndicats réactionnaires. Cette tendance provient jusqu'à présent de la base, ce qui s'explique par la difficulté du travail dans les syndicats réactionnaires : il est vrai qu'on nous exclut des syndicats réactionnaires et il faut une grande fermeté et une foi solide dans notre ligne politique pour travailler dans des circonstances aussi pénibles. La tendance qui veut la sortie des syndicats réactionnaires est entretenue aussi par l'existence parmi les ouvriers de beaucoup de pays d'un nombre considérable de travailleurs inorganisés syndicalement. C'est le cas aux Etats-Unis et même dans un pays tel que la France. Le camarade Thorez a fait observer dans son discours qu'une partie infime seulement des ouvriers est organisée en France. Il est bien compréhensible que la tâche de l'organisation des inorganisés est un des problèmes fondamentaux de la situation actuelle. Cependant, nous ne pensons nullement qu'il faille renoncer à notre mot d'ordre de travail dans les syndicats réactionnaires, même dans des pays possédant un mouvement syndical divisé. Certains camarades cherchent à prouver théoriquement que l'appareil des organisations ouvrières réformistes, les syndicats, etc., ne sauraient en général être conquis. Ils établissent une sorte d'analogie entre l'appareil syndical et l'appareil d'Etat. Or, on ne saurait concevoir au sens littéral, la conquête de l'appareil d'Etat bourgeois. En effet, Marx et Engels, et, ultérieurement Lénine, dans sa brochure *L'Etat et la Révolution* ont montré que la conquête de l'Etat, c'est la destruction de la machine étatique et son remplacement par un nouvel appareil ; c'est en cela que consiste le processus de la conquête de l'Etat.

Par analogie avec ce qui précède, les camarades émettent un jugement identique sur la situation dans les syndicats. Là aussi, disent-ils, il y a un appareil de fonctionnaires organisé solidement ; cette machine est analogue à celle de l'Etat bourgeois. Impossible de conquérir cette machine, disent certains, il faut la briser. Or, briser cette puissante machine, ce n'est possible qu'en brisant l'appareil bourgeois d'Etat. La conclusion, c'est qu'avant la conquête du pouvoir, on ne saurait s'emparer des syndicats réactionnaires. De ces prémisses, il est facile de déduire la négation du travail dans les syndicats ayant une direction réformiste. On ne saurait cependant démontrer l'impossibilité de la conquête des syndicats réactionnaires. Il est vrai, c'est là une tâche très difficile ; il est bien probable que, dans toute une série de pays, on ne saurait obtenir la victoire définitive sur tout le front dans ce domaine qu'au cours du processus de la révolution Socialiste, après la conquête du pouvoir. Il y avait des cas analogues chez nous aussi ; mais, nous n'avons jamais renoncé au travail dans les syndicats menchéviks. C'est une appréciation trop pessimiste de la situation que de parler de l'impossibilité de la conquête. L'appareil d'Etat bourgeois n'est pas constitué par des ouvriers. L'appareil syndical, au contraire, est tel que si, à son sommet, il se forme un groupe de bonzes, les couches de base sont constituées par la masse des ouvriers organisés syndicalement. On n'arrivera pas à « conquérir » toute la machine ; on conquerra la base, les comités d'usine, les divers chaînons de l'appareil ; ayant

brisé le front en un endroit, on pourra ensuite poursuivre la victoire. Avec l'aide des masses, on pourra élargir cette brèche sur certains secteurs de ce front syndical. Peut-on considérer cela comme une destruction de l'appareil ? Oui, dans un certain sens. En balayant les chefs réformistes et en les remplaçant par les nôtres, nous réorganisons l'appareil. Toute conquête de tel ou tel appareil signifie dans une certaine mesure son « épuration », sa réorganisation, Cela est clair. Mais, l'analogie théorique entre les syndicats et *l'Etat* n'est pas fondée.

Dans la célèbre brochure *La maladie infantile de gauche du communisme*, Lénine a posé assez nettement la question de la nécessité du travail dans les syndicats réactionnaires. Les arguments de Lénine sont bien connus. Il faut éviter de tomber d'un extrême dans l'autre. Il faut, d'une part, combattre l'opposition au moyen des décisions du IV^e Congrès de l'I.S.R. On a raconté ici des cas révoltants qui se sont produits au sein du parti communiste allemand. Nous devons aussi combattre les mots d'ordre tel le contrôle ouvrier de la production, lorsqu'ils sont lancés en dehors d'une situation révolutionnaire (c'est là un danger très sérieux). Contre des tendances aussi prononcées de droite, il faut lutter en premier lieu. Il ne faut cependant pas tomber dans l'extrémité opposée et nier toute possibilité d'un travail fertile dans les syndicats réactionnaires.

LE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS DE MASSES

La proposition que nous avons émise lors de la discussion de la question de la jeunesse garde toute sa force dans son application au travail syndical. Nous avons exigé de la jeunesse qu'elle aille avec sa propagande dans les organisations de masse ou il y a des travailleurs, sans se laisser arrêter par la considération que ces organisations ne sont pas communistes, ni même simplement révolutionnaires. A notre époque de lutte renforcée contre la social-démocratie (sans cette lutte acharnée, nous ne saurions faire avancer notre cause), devant les perspectives de guerre, la pénétration dans *les masses du prolétariat* est une condition indispensable de notre succès. Sans la réalisation de cette condition, nous ne concevons même pas notre existence en tant que parti communiste. Les seuls espoirs optimistes, quant à l'augmentation de notre influence, ne suffisent pas. Nous saluons chaleureusement cette augmentation d'influence, mais nous connaissons tous la disproportion qui existe entre l'influence de notre parti et la consolidation organique de cette influence. La suppression de cette disproportion exige de nous un travail énergique dans les syndicats et dans les autres organisations de masse. Le camarade Willy Munzenberg a dit avec beaucoup de justesse que nous devons accorder la plus grande attention aux organisations de masse. Les formes de ces organisations sont très variées et cependant, partout, nous devons y occuper nos positions. Soit dit en passant, le camarade Munzenberg m'a très injustement reproché de sous-estimer l'importance de la Ligue anti-impérialiste. J'ai, dans mon rapport, polémisé précisément contre les tendances de liquidation de certains camarades. A l'égard de cette Ligue, ces tendances de liquidation cherchent à se baser théoriquement. Les partisans de ces tendances disent que ce sont là des organisations non purement communistes, que ce ne sont même pas des organisations de prolétaires, qu'il y a là beaucoup d'intellectuels, de représentants des mouvements nationaux-révolutionnaires qui nous trahiront demain, etc. Les adversaires du travail dans ces organisations craignaient que ces institutions amorphes, non communistes, ne viennent à « remplacer » les partis communistes. La « Ligue anti-impérialistes », les « groupes d'unité », sont au nombre de ces organisations. Peuvent aussi être rangés dans ce nombre les délégations d'ouvriers ou autres en U.R.S.S. avec ou sans participation d'intellectuels. Certains camarades redoutent que ces organisations n'éliminent le parti communiste. Il va sans dire que si l'on concevait ces organisations comme des institutions devant remplacer le parti *communiste*, ce serait trahir le communisme. C'est une chose qui va de soi. Mais,

qui est-ce donc qui considère les choses de la sorte? Nous n'estimons pas ces organisations comme un succédané des partis communistes, mais comme des points d'appui pour notre action sur les grandes masses. Le camarade Munzenberg m'a reproché de n'avoir pas vu, par manque d'informations, disait-il gentiment, la manifestation grandiose de la Ligue au Mexique. En effet, camarades, je n'ai pas touché à cette question. Mais, est-ce que le Mexique rachète tous les péchés? Ainsi, par exemple, je ne vois pas que *la Ligue ait* effectué le travail positif indispensable dans la question *chinoise*. Dans ce domaine, elle a fait bien peu de choses. Le camarade Munzenberg sait mieux que bien d'autres les *faiblesses d'organisation* de la Ligue. Je rappelle les lacunes de la Ligue, non pas que je propose de lui enlever notre appui, mais au contraire, pour l'aider dans son travail. Ce n'est pas Willi Munzenberg qui est coupable ici. Nous le sommes tous. Nous avons très peu soutenu la Ligue, nous ne lui avons pas accordé un appui suffisant. Nos partis ne l'ont pas suffisamment aidée. Ce sont là des faits évidents et nous devons en tirer les conclusions qui s'imposent.

Le problème des organisations de masse est un des plus essentiels et le prochain Plénum devra élaborer une série de mesures pratiques pour résoudre correctement cette question. La ligne politique est claire, mais nous manquons d'expérience pratique. Plus d'une fois, nous avons adopté des résolutions sur cette question, que nous avons étudiées d'innombrables fois. Ces résolutions existent, mais la pratique ne correspond pas à ces décisions, c'est un fait.

LE CHOMAGE

On s'est arrêté avec raison sur le problème du *chômage*. Un certain nombre de camarades, notamment le camarade Hannington, en ont parlé. Il est indispensable de développer le point correspondant dans les thèses et d'accorder à cette question la plus vive attention.

Hier a eu lieu ici une discussion sur la question du chômage en rapport avec les problèmes spéciaux concernant l'Amérique. Le camarade Lominadzé a lancé un certain nombre de reproches à l'adresse du camarade Varga. Il a dit, d'une part, que le camarade Varga révisé les principes fondamentaux de Marx lorsqu'il parle de la diminution du nombre des ouvriers occupés par un travail productif. En réalité, il n'y a, il ne peut, y avoir rien de pareil. D'autre part, le camarade Lominadzé a déclaré qu'il n'était [pas] d'accord avec moi, quand je disais que pour *la première fois* dans l'histoire, quelque chose d'analogue se produisait, car un nombre considérable de faits de ce genre sont indiqués chez Marx.

Je crois qu'il faut faire un choix parmi ces deux thèses : ou bien, quelque chose d'analogue existait et existe encore, ou la chose est impossible. (Lominadzé : « Il n'y a pas de loi de développement »).

Oui, il n'y a point de loi de développement (Interruption du camarade Lominadzé : « C'est contre Varga que j'ai dit cela »). Oui, mais vous avez polémisé aussi contre moi.

En ce qui concerne la *seconde* thèse, elle exclut la *première*. Ici, le camarade Lominadzé voudrait être de plusieurs noces à la fois.

Mais, voyons ce qu'il en est au fond. Une diminution du nombre des ouvriers est-elle possible en général? Elle est possible de même que les cas isolés cités par Marx dans le tome I du « Capital ». Ce n'est pas n'importe qui, mais bien l'économiste français assez connu, Ganilh [Ganilh], dont a parlé le camarade Lominadzé, qui a développé là-dessus toute une théorie, dont la substance est que plus le capitalisme se développe, plus le nombre des ouvriers se réduit tandis que le nombre des capitalistes augmente au contraire. Ce serait donc que les ouvriers se transforment en capitalistes. Marx a déclaré que c'était là une blague, une construction ridicule et pourrie. Mais, s'agit-il de quelque chose d'analogue dans le cas « américain »? Est-ce que Varga se solidarise avec Carver (et

Ganilh) ? Est-ce que Varga a affirmé que les ouvriers deviennent des *capitalistes* ? Dieu l'en garde ! Varga a dit qu'ils devenaient des *chômeurs*. Il n'y a donc pas trace de Ganilh ici. Qu'on laisse donc Ganilh tranquille ! Ensuite, on trouve chez Marx l'indication de cas isolés d'usines isolées où le nombre des ouvriers diminue. Est-il possible que la même chose se produise à présent (*pour la première fois !*) pour tout un pays, ne serait-ce que pendant une période déterminée ? Je crois que cela est possible. Il est possible qu'un pays quelconque occupe une position *exceptionnelle* dans l'économie mondiale, qu'il se distingue par quelque particularité spécifique du développement, de la même façon *que se distinguèrent* certaines usines ou certaines régions de l'industrie anglaise du temps de Marx. Il serait imprudent et faux de notre part de tirer à présent du développement capitaliste une « nouvelle loi naturelle ». Premièrement, nous disposons de trop peu de matériel empirique pour nous permettre une telle généralisation, mais on peut toujours parler des faits existants. Un pays occupe une position exceptionnelle, dans toute l'économie mondiale. Ce sont les Etats-Unis. Il est bien compréhensible qu'un pays possédant des forces économiques aussi énormes, un pays où le progrès technique se réalise suivant un rythme si rapide, ne suive pas la ligne moyenne générale et que nous y ayons, de temps en temps, des soubresauts assez violents. C'est-ce qui se produit précisément en Amérique. Mais, qu'est-ce à dire ? Le résultat de toute l'analyse est que nous observons divers processus déterminant le chômage : *renforcement du chômage par suite de dépressions, de crises, renforcement du chômage* comme conséquence de la rationalisation ; enfin, une réduction spasmodique du nombre absolu des ouvriers sur la base d'un développement technique à grands sauts, tel qu'il a lieu aux Etats-Unis.

Je ne suis pas du tout d'accord avec la proposition émise *ici par beaucoup de camarades affirmant que les possibilités intérieures de l'impérialisme américain « sont épuisées »*. Elles ne sont pas encore épuisées et je suis contre ce point de vue : théoriquement et en principe, cela n'est pas exact, c'est la théorie de Luxemburg. (Interruption : « C'est Varga qui l'a dit ».) Oui, Varga l'a dit, mais sur cette question, je ne suis pas d'accord avec Varga. Cette théorie est la répétition de celle de Rosa Luxemburg ; elle est fautive. Ce qui est vrai, c'est que dans les conditions actuelles du marché, dans un pays comme les Etats-Unis, tout placement de capital supplémentaire n'est pas aussi lucratif, rentable que dans l'Amérique du Sud par exemple ? Et ce problème n'est pas aussi simple que le pensent certains camarades. Il est au contraire très compliqué. Voici donc quelles sont nos conclusions générales : il y a actuellement des causes *diverses* au chômage, et ces causes doivent être analysées. Chômage se développant en période de dépression, chômage déterminé par le processus de rationalisation, même en période de courbe ascendante de développement, courbe rapidement ascendante dans les conditions de progrès technique extrême: Prenons par exemple le chômage anglais et américain. Ce sont là deux types très différents de chômage. Naturellement, comme communistes, nous considérons tous ces aspects du chômage comme des produits du développement des contradictions du capitalisme. L'augmentation de ces contradictions, nous les utilisons dans un but d'aggravation de la lutte des classes.

LA QUESTION PAYSANNE

Et maintenant, quelques mots sur la question paysanne. Les observations critiques faites sur cette question par le *camarade* Kolarov, par les camarades italiens, balkaniques, sud-américains, persans et quelques autres sont, à mon avis, parfaitement fondées. Mais, de mon côté, je puis reprocher à tous ces camarades de n'avoir pas dit un mot sur la question du prolétariat agricole. Or, ce problème est particulièrement sérieux dans les Etats européens capitalistes développés, Comment la question paysanne se pose-t-elle à présent dans son ensemble ? Je pense que la façon dont nous

avons posé cette question en 1925 dans les résolutions respectives, reste juste pour la période actuelle. Avec le début de la stabilisation partielle du capitalisme, je pense que dans les pays de l'Europe occidentale hautement développés, le travail parmi les paysans est devenu pour nous objectivement beaucoup plus difficile.

Les grandes masses de la paysannerie, — non de la paysannerie paupérisée de Chine, de Russie ou de Roumanie, mais la paysannerie du type « moyen » et « sous-moyen » de l'Europe occidentale (Allemagne, France, Tchécoslovaquie, etc.) — se trouvent à l'état de grande fermentation au moment d'un ébranlement considérable de tout l'organisme capitaliste. On ne saurait établir une analogie entre les paysans chinois et les paysans allemands, entre notre paysan moyen et le paysan moyen allemand. Ce sont là des catégories sociales absolument hétérogènes ; ce sont d'autres paysans. Lénine en a déjà parlé au second congrès en soulignant énergiquement cette différence. Sous l'influence de la guerre, des grandes secousses en Europe occidentale, ces couches ont aussi été ébranlées. Mais, dans les conditions actuelles, de stabilisation, le travail parmi cette paysannerie dans les grands pays capitalistes sera, il me semble, très difficile.

C'est pourquoi nous devons souligner plus énergiquement l'importance du travail parmi les travailleurs ruraux. Dans divers pays, une offensive est actuellement en cours sur toute la ligne contre le prolétariat agricole. En même temps, dans un certain nombre de pays d'un autre type, la question agraire s'est vivement aggravée : les événements dans les Etats balkaniques, et particulièrement en Roumanie, nous ont montré que cette question acquiert une importance spécifique et que pour cette raison, nous devons la poser pour ces pays comme la question principale de notre politique. Nous devons faire de même par rapport aux pays coloniaux où nous pouvons compter sur une situation directement révolutionnaire dans un avenir plus ou moins rapproché ; ainsi, par exemple, la question paysanne est actuellement le problème central de la révolution en Chine. Nous devons consacrer une attention spéciale à la question paysanne aussi dans les pays *sud-américains*. Presque dans tous les pays de l'Amérique du Sud, il y a une structure spécifique du pouvoir d'Etat (ce sont les gros propriétaires fonciers, les possesseurs des latifundia qui sont au pouvoir dans ces pays). Dans une partie de ces pays, il y a des latifundia qui se trouvent sous un régime mixte d'exploitation capitaliste et de méthodes féodales-esclavagistes. Des conditions analogues se rencontrent aussi dans certaines colonies exotiques avec leur système de plantations régies par des lois exceptionnelles *spéciales*, par exemple les lois contre les nègres, etc. La question paysanne joue un rôle énorme, parfois même décisif, en Indonésie aux Indes, en Afrique du Sud (expropriation des noirs). Pour certains de nos partis dans ces pays, la question paysanne est fondamentale, essentielle. En Pologne, pour prendre un pays européen, ce problème a également la plus haute importance.

Cependant, les camarades qui ont parlé sur cette question n'ont presque pas apporté de propositions concrètes. Je rappelle parmi ces propositions, une seule dont le sens se résume en ce que nous devons réviser le point de vue adopté par nous en 1925 à l'égard des *partis paysans*. L'auteur de cette proposition préconise que, dans les conditions objectives indiquées (conditions de l'importance extraordinaire de la question paysanne dans divers pays), *nous* devons organiser des *partis paysans*.

Je ne suis pas d'accord avec cette proposition et je pense qu'il n'y a pas la moindre raison de l'adopter. Les arguments apportés en faveur de cette proposition ne sont pas très convaincants. On nous dit que puisque nous devons accorder une plus grande attention à la question paysanne, surtout dans les divers pays coloniaux et semi-coloniaux, dans les pays de l'Amérique du Sud, il s'ensuit la nécessité d'organiser des partis paysans. Mais, pourquoi donc ? Nous avons déjà étudié cette question et nous l'avons résolue dans ce sens qu'il fallait organiser des syndicats paysans, conquérir

l'influence dans ces syndicats et les contrôler par l'intermédiaire de nos fractions. Il me semble que cette orientation était absolument juste et qu'elle le reste à présent. Pourquoi avons-nous besoin de partis paysans spéciaux ? Que signifie la création de partis nouveaux si l'on envisage cette question dans la perspective du développement de révolutions bourgeoises nationales dans les colonies et leur transformation en révolutions socialistes ? Cela signifierait une concurrence pour le parti communiste. Pour le parti du prolétariat. Vous ne pouvez pourtant pas poser la question ainsi : pour le moment, nous « autorisons » ce parti et ensuite, nous « l'écartons », nous le liquidons sans discussion. Non, camarades, un tel parti se développerait et se transformerait en fin de compte, en parti faisant concurrence au parti communiste. Naturellement, dans les cas où le parti paysan existe déjà, nous devons chercher à le conquérir, à le soumettre à notre influence. Mais, là où la question de l'organisation de la paysannerie se pose pour la première fois, il me semble qu'il vaudrait bien mieux que nous organisions des syndicats paysans puisque, par cette voie, nous pourrions organiser des masses bien plus vastes de paysans et nous serions en mesure d'entraîner derrière nous, par une voie bien plus sûre, les couches laborieuses de la paysannerie. Une telle forme d'organisation paysanne peut amener plus de membres et les soumettre bien plus facilement à l'influence du parti communiste *prolétarien*. Voilà les raisons politiques qui s'opposent à l'adoption de la proposition considérée. C'est ainsi que déjà, autrefois, nous avons résolu cette question et c'est ainsi que nous avons motivé notre ligne politique. Il n'y a pas la moindre raison actuellement de nous en écarter.

IMPORTANCE DU TRAVAIL DANS L'AMERIQUE DU SUD

Permettez-moi de m'arrêter encore sur quelques questions.

Avant tout, je tiens à faire ressortir le problème des pays de l'Amérique du Sud. Nous avons dit que pour la première fois au congrès actuel, les partis de l'Amérique du Sud, étaient aussi largement représentés. Cela prouve naturellement l'extension de notre mouvement dans les pays de l'Amérique du Sud. Ces pays sont actuellement d'une particulière importance pour nous puisqu'ils jouent un rôle très grand, quoique extrêmement spécifique, dans la politique mondiale. Nous avons déjà indiqué l'agressivité croissante du capitalisme de l'Amérique du Nord en Amérique du Sud, Nous avons également fait allusion à la guerre d'affranchissement du Nicaragua contre l'invasion impérialiste des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Nous savons tous parfaitement l'importance énorme de la résistance du Mexique, nous savons aussi que cette résistance et ce puissant mouvement populaire contre l'impérialisme de l'Amérique du Nord augmentent à présent dans toute une série de pays de l'Amérique du Sud. Nous savons parfaitement que ce problème se complique de certains problèmes intérieurs dans les pays en question, surtout du problème agraire et de la lutte contre le féodalisme. Il y a diverses tendances dans nos milieux sur la question de la ligne tactique dans les pays américains. Je ne saurais donner, en ce moment une réponse à ces questions discutées. Je voudrais seulement faire ressortir que, du point de vue de la lutte contre la guerre et contre l'impérialisme, plus généralement du point de vue du développement de puissantes révolutions populaires et agraires, dans lesquelles, sans doute, se manifestent aussi des tendances de transformation de ces révolutions en révolutions socialistes, tout le : complexe des problèmes sud-américains acquiert chaque jour une importance toujours plus grande.

LA QUESTION NOIRE

Il faut encore faire ressortir l'importance du problème noir. Sur cette question, l'I.C. a adopté toute une série de résolutions. Il n'en reste pas moins que les partis respectifs n'ont pas accordé, jusqu'à présent une attention suffisante à cette question. Presque tous nos camarades noirs déclarent

en outre que les préjugés du chauvinisme de races ne sont pas encore tout à fait déracinés à leur égard. Je ne conteste pas ce fait. Si, sur des questions nationales de moindre importance, par exemple en Europe occidentale, nous avons au sein des partis communistes aujourd'hui encore des tendances diverses, comment pouvons-nous croire que des distinctions de race et de culture aussi puissantes puissent ne laisser aucune trace au sein des partis communistes ? On peut observer le ton incorrect pris au cours des discussions de telle ou telle question concernant les problèmes noirs, même dans les commissions de l'I.C. ; j'ai été témoin de ce fait lors de la discussion de la question de l'Afrique du Sud. Il faut absolument et tout de suite modifier énergiquement cette situation. Au nom du congrès, nous devons dans nos thèses, imposer à tous nos camarades l'obligation de mener sur ce terrain la ligne politique juste, de combattre implacablement la moindre manifestation « de chauvinisme de race ».

La question noire doit être étudiée non seulement sous l'angle de la situation dans l'Amérique du Nord, mais aussi, par exemple, du point de vue de la situation dans l'Afrique du Sud, etc.

LA QUESTION DE LA SITUATION AUX INDES

Quelques mots au sujet des Indes. Certains camarades hindous ont polémique avec moi, je dois donc leur répondre. Ainsi, par exemple, le camarade Raza a objecté contre la caractéristique que j'ai donnée de la situation économique actuelle aux Indes. Il a déclaré que j'ai eu tort de ne pas dire un mot de l'industrialisation des Indes. Je dois cependant faire remarquer au camarade que, dans la création de la théorie « de la décolonisation des Indes », les camarades hindous ont cherché à s'appuyer sur un seul de mes discours où je ne disais rien, il est vrai, de la décolonisation des Indes, tout en faisant cependant remarquer que, dans ces pays, nous constatons de puissants investissements de capitaux étrangers.

Et maintenant, parlons de mon rapport. Est-ce que je n'y ai vraiment rien dit de l'industrialisation des Indes ? Je n'ai pas employé le mot « d'industrialisation », mais, puisque j'ai parlé de grands investissements de capitaux pendant la période de guerre et d'après-guerre, c'est donc que j'ai parlé de la question même de l'industrialisation. D'ailleurs, ce n'est pas là le moment décisif dans l'étude de la situation actuelle aux Indes. Le moment décisif, c'est la question suivante : y a-t-il à présent volte-face dans la politique de impérialisme anglais ou non ? Y a-t-il une certaine transformation dans la politique économique de l'impérialisme britannique ? Je crois que, précisément, au cours de ces temps derniers, l'afflux du capital anglais a considérablement diminué. Nous ne constatons plus, en ce moment, le rythme fiévreux d'autrefois dans l'investissement du capital, la courbe ascendante des grands investissements. C'est pourquoi il n'y a plus, aux Indes ce *processus* de développement économique forcé, constaté autrefois. Un changement certain s'est produit ces temps derniers sous ce rapport. C'est pour cela précisément que se poursuit le processus d'appauvrissement, de paupérisation qui fait que les paysans se transforment en ouvriers de la ville et en mendiants dans les campagnes, mendiants dépouillés et enchaînés de tous côtés ; c'est pourquoi dans ces conditions, le marché intérieur n'augmente pas et que le développement industriel est également freiné, écrasé qu'il est en outre par la concurrence anglaise dans laquelle les privilèges de la métropole britannique se manifestent par toute une série « de droits et d'avantages ». Tels sont les traits spécifiques de la situation aux Indes. Le camarade Raza a dit que l'Angleterre cherche à corrompre les couches supérieures de la paysannerie. Cela est vrai. Mais il me semble que le camarade Raza exagère ce processus. En réalité, un processus de paupérisation continue se produit et c'est là le fondement des explosions révolutionnaires à venir. C'est également là la raison des « frondes » bourgeoises contre l'impérialisme britannique. J'ai parlé précédemment de la tactique

aux Indes.

LE SOULEVEMENT DE VIENNE ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE « DE GAUCHE »

En ce qui concerne les plus petits partis, je crois de mon devoir de dire quelques mots particulièrement sur la question autrichienne. Certains camarades m'ont demandé si le silence que j'ai gardé au sujet du soulèvement viennois du mois de juillet ne signifiait pas que nous avons modifié notre point de vue sur cette question. Ainsi que tous les camarades le savent, nous avons étudié en son temps la question autrichienne et nous avons pris énergiquement position contre le parti communiste frère autrichien. Dans la résolution que nous avons adoptée, nous indiquions que le soulèvement de Vienne était effectivement un mouvement révolutionnaire de masse très puissant et que notre parti aurait dû obligatoirement lancer le mot d'ordre des soviets, diriger le soulèvement avec ce mot d'ordre, etc. Tous les camarades connaissent sans doute cette résolution. Il me semble que nous n'avons aucune raison de réviser notre point de vue d'alors. C'est une autre question que de savoir si ce mouvement n'était pas quelque peu isolé dans la phase qu'il avait atteinte. Les masses du prolétariat allemand ou tchécoslovaque ne pouvaient être invitées à faire la grève générale et on ne pouvait déclencher parmi elles une manifestation décisive de masse. De ce point de vue, le soulèvement de Vienne fut, dans une certaine mesure, isolé. Cependant, avec le développement ultérieur des événements, nous aurions pu avoir aussi une autre situation. C'était là une chose parfaitement possible. Qui peut assurer que si les événements s'étaient développés, nous n'aurions pas eu de grandes fermentations en Allemagne, en Tchécoslovaquie ? Une telle éventualité ne pouvait être exclue à priori. La thèse de l'isolement, quoique relatif, ne pouvait nullement être donnée comme un argument contre notre tactique révolutionnaire en Autriche. Avions-nous à ce moment-là, du point de vue de notre parti autrichien, la possibilité de développer davantage ce mouvement ? Je le crois. Le parti a commis une erreur en ne favorisant pas la création d'organisations de masse sous forme de soviets. Il avait la possibilité de le faire et il a commis la grosse erreur de laisser passer le moment opportun. La résolution du Plénum du C.E. de l'I.C. est à mon avis absolument juste. C'est une autre, question que de savoir-dans quelle mesure des événements analogues sont probables dans la situation actuelle. Je considère qu'une telle perspective n'est pas particulièrement vraisemblable. Mais, c'est là une toute autre question.

Les événements d'Autriche ont souligné avec une force particulière la justesse de la thèse sur le rôle des social-démocrates « de gauche », qui constituent les ennemis les plus dangereux du prolétariat révolutionnaire.

VI. Certains problèmes de tactique et de la vie intérieure des partis

LE CHANGEMENT DE-TACTIQUE ET LE DANGER DE DROITE

A présent, quelques mots sur les affaires intérieures des partis. Camarades, il est absolument évident maintenant, après la défaite de l'opposition trotskiste qui représentait le bloc de la droite et de l'extrême-gauche, que le principal danger nous vient actuellement de la droite. Ce danger est assez grand, tant au point de vue des tâches actuelles qu'au point de vue des tâches futures. On a déjà parlé maintes fois ici de ce danger, au point de vue de la période en cours, on en a parlé en ce qui concerne le Parti allemand à propos du travail syndical, on en a parlé en ce qui concerne le Parti tchèque à propos de la « Journée Rouge », on en a parlé à propos de l'opposition à laquelle se heurte notre

« nouvelle tactique » en France, etc. Le danger de droite est un fait dangereux, non seulement au point de vue des intérêts du moment actuel, mais au point de vue de demain. Nous ne devons pas perdre ceci de vue.

*Prenons la question tchèque. Le Parti s'efforça de mobiliser les masses, mais il ne fut pas en état de le faire. Ce fut en quelque sorte une mauvaise répétition des événements à venir. Le diagnostic de la maladie intérieure a été posé ; cette maladie fut assez sérieuse. A présent nous devons établir nos calculs de sang froid. Je ne suis pas partisan de pousser des cris au sujet du danger de droite et des déviations de gauche. J'estime que durant l'année qui vient de s'écouler, l'Internationale communiste a procédé à un *grand changement*, — un grand, et non pas un petit. — en premier lieu en ce qui concerne les partis anglais et français. Le camarade Lominadzé a tort de dire que seul fut effectué un petit changement vers la gauche. Il me semble que c'est un grand changement à gauche qui a été effectué, en particulier dans le Parti anglais. Ceux qui connaissent la vie intérieure du Parti britannique comprennent que nous avons rompu avec toutes les vieilles traditions qui existaient dans le mouvement ouvrier anglais et avaient aussi une grande influence sur le Parti. (Une voix : « En France aussi ! ») Oui, en France aussi. Mais je ne puis en même temps parler de deux pays à la fois. Je continue. La plus forte tradition qui existait dans la classe ouvrière anglaise était celle du « travail unique organisé ». Cette « unité » fut un grand atout entre les mains des réformistes. Mais utilisant ce mot d'ordre d'une façon trompeuse, ils purent lutter contre les idées révolutionnaires, contre le Parti révolutionnaire, etc. Cette « unité » (des ouvriers révolutionnaires avec les loups réformistes) fut le plus grand obstacle à l'affranchissement du prolétariat de l'influence des réformistes, qui menèrent ouvertement une politique éhontée d'exclusion et de scission, se couvrant, d'une part, de la police, d'autre part, de grandes phrases sur l'unité. Cette tradition était si profondément enracinée au sein du prolétariat anglais, que certains de nos meilleurs camarades considéraient comme absolument impossible la pensée même d'une lutte simultanée contre le *gouvernement Baldwin* et contre le *Labour Party*. Le plus grand danger, disaient-ils, est le *gouvernement Baldwin*, et l'on ne peut lutter contre lui qu'en établissant le front unique de toute la classe ouvrière: mais cette dernière est sous l'influence du *Labour Party*, par conséquent ce n'est qu'avec l'aide de ce dernier que nous pouvons renverser le *gouvernement Baldwin*. Telle était l'orientation première. De là découle le mot d'ordre adopté par le Congrès du Parti, mot d'ordre du « *gouvernement ouvrier contrôlé par le Comité Exécutif du Labour Party* ». Ensuite, les camarades anglais procédèrent à un brusque changement, non pas sans l'influence du C.E. de l'I.C. Ainsi, lorsqu'on est parvenu à obtenir ce changement, comment ne peut-on pas voir ce que cela signifie pour toute la vie du Parti ? Nous avons réalisé ce changement sans cris inutiles, sans stigmatiser des camarades, nous l'avons réalisé par la persuasion et une longue discussion fraternelle et honnête avec les camarades. Il en sera d'autant plus solide, malgré les frottements *inévitables*. *Ce changement de tactique est un gros événement dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais.**

Nous savons tous parfaitement qu'il existait aussi dans le parti *français* des *traditions parlementaires*, profondément ancrées. N'est-il pas vrai qu'il y a quelques mois à peine, les traditions parlementaires se sont manifestées, par exemple, dans la question de la loyauté envers l'Etat (sur la question des arrestations) ? Etait-ce l'effet du hasard ? Etait-ce un fait superficiel ? Non, ces tendances ont de profondes racines dans les cadres du Parti. Et lorsque deux mois plus tard, nous procédions à un changement radical et lancions le mot d'ordre « classe contre classe », le mot d'ordre « ne pas voter pour le Parti socialiste », c'est là, camarades, non pas un petit, *mais un grand changement* dans la tactique du Parti français. Ici aussi, ce changement fut effectué *sans paroles vaines*, mais avec l'appui de la base du Parti, par la persuasion des camarades hésitants et par la lutte contre ceux qui persistaient dans leur erreur. Cette tactique ne fut pas réalisée sans frottements, sans

conflits intérieurs, sans difficultés. Mais le tournant accompli par le Parti communiste français est un *tournant de principe*. Il est *le plus grand tournant de principe dans l'histoire du Parti français* depuis sa fondation. Je ne veux pas dire, naturellement, que le P.C.F., que le Parti communiste britannique et l'I. C. ont accompli un « haut fait » quelconque. Mais si l'on examine cette question d'une façon absolument objective, n'est-ce pas un grand tournant qui a été effectué dans la tactique des deux grands Partis ? Je pense que oui. Et ce tournant n'est-il pas un *coup décisif contre le danger de droite* ? *Naturellement, il en est ainsi. Ce changement de tactique n'est-il pas un morceau de papier de tournesol* grâce auquel on peut tirer au jour le danger de droite dissimulé ? *Naturellement, il en est ainsi.* Ceci explique l'opposition de droite, les différents doutes sur la justesse de cette tactique. Ceci explique la lutte contre cette tactique. Le meilleur moyen de lutte contre les courants de droite dans les Partis français et anglais est l'emploi rationnel de ce que l'on appelle la « nouvelle tactique »

Comme je l'ai déjà dit, le danger de droite peut encore s'accroître à l'avenir. Pourquoi ? Il n'est pas impossible que se produise le fait dont Lénine a parlé dans l'article que j'ai cité, à savoir qu'une partie de notre presse ne sera pas à la hauteur de la situation. Cette chose n'est nullement impossible. Jusqu'à quel point ira cette position erronée, c'est là une autre question. Mais il ne s'agit pas seulement de la presse : on peut dire la même chose au sujet de certaines organisations du Parti également. Où est la garantie que dans la période d'un danger direct de guerre, lorsque nous aurons à résoudre différents changements de tactique d'un tout autre genre, certaines « déviations » ne se manifesteront pas ? Il faudra alors procéder à une série de changements dans notre tactique, dans les questions d'organisation, dans notre attitude envers la question du travail légal et illégal et autres. Où est la garantie que dans certains partis il ne se produira, pas de scission, des faits et événements rappelant une crise ? Il est probable que de pareilles déviations auront lieu. En premier lieu, elles proviendront, naturellement, des milieux d'extrême-droite dans les différents partis. C'est pourquoi, si nous analysons la situation existant actuellement et nos perspectives, nous aboutirons dans la question de l'orientation à l'intérieur du Parti, à la déduction qu'il faut battre la droite sur tout le front, sur toute la ligne.

LES QUESTIONS INTERIEURES DES PARTIS

Les différents cas d'infraction à la discipline, derrière lesquels se dissimule le danger de droite, sont inadmissibles. Nous devons mener contre eux une lutte énergique. Mais en même temps, je dois déclarer : le problème de la lutte la plus énergique contre la guerre, de la lutte la plus acharnée à l'intérieur du Parti contre le danger de droite, ne supprime nullement le problème de l'unité du Parti, le problème de la réalisation sensée de cette lutte, d'un genre de tact à l'intérieur du Parti. En Allemagne, nous avons aussi un danger de droite. Dans nos thèses, nous proposons de lutter énergiquement contre lui. Dans nos thèses, nous proposons de liquider systématiquement l'attitude conciliante envers les dangers de droite. Mais, en même temps, nous devons par tous les moyens grouper les camarades qui se trouvent sur la plate-forme du Congrès d'Essen, des décisions de l'I.C. et des promesses de mener une lutte implacable contre le danger de droite. (Une voix : « Mais cela se fait ».)

La délégation du P.C. de l'U.R.S.S. m'a chargé de déclarer, — en ce qui concerne le Parti allemand, — que nous nous prononcions contre les tentatives d'évincer le camarade Ewert de la Direction du Parti, Je dois dire cependant que les camarades allemands de la Direction n'ont pas cette intention. Nous voulons créer ici, au Congrès, des conditions excluant toute possibilité de fissure *AU* sein des organes de Direction actuels. Tous les camarades doivent agir sur la base d'une discipline

stricte, de la subordination stricte de la minorité à la majorité. Sans cette condition, il est impossible de mener une lutte politique. De nouvelles divergences et fissures dans la Direction, des scissions à l'intérieur de nos Partis, auraient des suites fatales. C'est pourquoi je présume que la condition fondamentale et nécessaire pour le succès de notre travail, doit être la discipline. Nous avons vu en toute évidence comment cette question est particulièrement aiguë en Pologne. La consolidation, l'unité, la discipline, sont absolument indispensables au développement victorieux des événements révolutionnaires. Ces derniers temps, nous avons eu au sein de l'I.C. différentes périodes de crise. Ces périodes que certains partis ont traversées, ont une très mauvaise influence sur les masses ouvrières. Ces crises ne peuvent être liquidées que grâce à une ligne politique déterminée et fermement réalisée. C'est là la condition préliminaire et indispensable à tout le développement ultérieur. Il existe, par exemple, au sein de la minorité du Parti allemand certaines tendances à vouloir modifier la Direction. J'estime que ces tendances sont *fausses*. Nous ne pouvons pas faire cela : ceci aboutirait à une lutte intestine dans le Parti allemand. Le C.E. de l'I.C. appuie entièrement et complètement le noyau du Bureau politique du C.C. qui s'est constitué historiquement avec Thaelmann en tête. Je présume que des questions comme celle de la démocratie à l'intérieur du Parti, celle des nouveaux cadres du Parti, celle du relèvement du niveau théorique du Parti, celle de l'animation des cellules de base, celle de leur travail de masse, etc. doivent être posées comme de grandes questions du Parti. Les partis doivent apprendre beaucoup plus à vivre d'une véritable vie politique et à éloigner tous les politiciens sans principe.

Prenons par exemple un parti comme le Parti *polonais*. Il s'y produit une lutte fractionnelle féroce dans l'absence de grandes divergences politiques. Prenons le Parti *américain* actuel. Ces derniers temps, tout au moins, il nous semblait que le Parti américain commençait à liquider ses frottements intérieurs. Mais nous constatons que la lutte reprend de nouveau. Cette lutte a pris une telle « animation » que l'on veut utiliser la conjoncture actuelle pour continuer la lutte sous une forme plus intense. Existe-t-il de grandes divergences politiques ? Il me semble que dans le Parti américain ces divergences sont peu importantes. Leur ampleur justifie-t-elle la constitution de fractions ? Je pense que non. Prenons un exemple, la fameuse question sur l'attitude envers l'impérialisme américain. Certains disent que l'impérialisme américain s'est fortement consolidé ; d'autres affirment que leurs adversaires, c'est-à-dire les camarades qui sont du premier avis, font de la « réclame à l'impérialisme américain ». Pourquoi ces accusations ? Elles ne mènent **pas** [?] à rien et n'expliquent pas la question. Pour son malheur, je ne pense pas qu'on puisse compter aux États-Unis sur une prochaine situation *révolutionnaire*. Je déclare cela ouvertement. Dans aucun pays du monde, le capitalisme n'est aussi puissant qu'aux États-Unis d'Amérique où il atteint son apogée. Lorsqu'un camarade quelconque déclare qu'une situation directement révolutionnaire est peu probable, qu'y a-t-il de terrible là-dedans ? Mais lorsque l'on dit qu'il n'existe décidément aucune *base* pour le travail au sein des masses ouvrières américaines, c'est mal, naturellement. Mais autant que je le sache, personne n'affirme pareille chose. Le chômage est un fait avéré ; les changements qui sont survenus dans l'industrie américaine, c'est aussi un fait ; l'effervescence parmi les ouvriers non-qualifiés, est également un fait. Existe-t-il une base pour le développement du Parti communiste ? Oui, elle existe. Mais peut-on justifier la lutte aiguë des fractions ? Non. Il faut prendre toutes les mesures indispensables pour prévenir cette lutte.

La question la plus difficile paraît-être celle du Parti *tchécoslovaque*. Il est possible que nous ne possédions pas toutes les données pour procéder à une analyse exacte de la situation et élaborer les mesures adéquates ; cependant, le cas de la « Journée Rouge » est très symptomatique. Dans le Parti tchécoslovaque les choses ne vont pas bien non seulement au sein de la Direction, mais aussi dans la base du Parti, dans tout le Parti ; l'état de choses est défavorable au point de vue *de la ligne*

politique, de l'orientation fondamentale du Parti, et des sérieux vestiges social-démocrates. C'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'après ou pendant le Congrès, l'Exécutif s'occupe spécialement de la question tchèque pour prendre des mesures nécessaires non seulement à l'égard des organes de Direction, mais aussi à l'égard de l'orientation du Parti. Ces derniers temps, nous avons observé certaines erreurs dans le Parti tchèque.

Ces erreurs se sont manifestées, par exemple, dans le projet de loi sur les comités d'usines; dans le projet de vote en faveur de Masarik aux élections présidentielles ; dans d'autres questions où nous avons constaté une *passivité* de la part du Parti. Mais à présent, on observe quelque chose de plus grave qu'une simple passivité. Ceci nous impose la tâche de procéder à une analyse très minutieuse et de prendre des mesures sérieuses pour l'assainissement *du* Parti.

Actuellement, où il nous faut consolider nos rangs par tous les moyens, il me semble que nous avons à résoudre une tâche importante, celle *DE l'éducation idéologique du Parti*. Nous procédons avec insuffisamment d'énergie au travail d'éducation idéologique de nos Partis. A mon avis, une de leurs tâches est *d'intensifier le travail intellectuel*, la lutte idéologique, les discussions idéologiques, etc... Ceci est conforme à la ligne générale de notre développement. Si, par exemple, nous devons nous préparer à la guerre, cela veut dire que nous devons procéder à une grande action de propagande tant parmi les ouvriers social-démocrates, que parmi les nôtres. Cependant, nous possédons très peu de littérature d'agitation et de propagande. *Il* est impossible par de grandes phrases seulement d'étendre notre influence aux ouvriers social-démocrates. C'est pourquoi, dans la période où la guerre devient plus menaçante, il est absolument nécessaire d'animer la vie intérieure de nos Partis, d'intensifier l'activité des membres du rang du Parti, de créer les conditions qui leur permettent de se développer, qui permettent de produire de nouveaux cadres de militants actifs. La discipline est notre loi. Cependant, camarades, je voudrais encore parler d'une lettre de Lénine non encore publiée, et adressée à moi et à Zinoviev. Dans cette lettre, Lénine nous écrivait : Si vous chassez tous ceux qui ne sont pas très obéissants, mais qui sont intelligents et que vous ne conserviez que les sots obéissants, vous mènerez *certainement* le Parti à sa perte.

Je pense que cette opinion de Lénine est très juste. Il nous faut une main ferme dans les organes de Direction de nos Partis, une main qui ne s'arrête pas devant l'exclusion de tout dissident. Mais en même temps, il nous faut dans les organes de Direction des Partis des hommes qui, nous l'espérons, y existent et sauront lutter, avec tact, contre tout membre intelligent du Parti pour le faire revenir dans la droite ligne du Parti.

VII. Conclusions

Camarades, je vais terminer. Il ne subsiste aucun doute sur ce que la situation internationale va s'aggravant. Nous allons vers une seconde guerre impérialiste mondiale. Cela ne veut pas dire que demain, par exemple, commencera la guerre contre l'U.R.S.S. Mais s'il faut parler du temps qui nous reste pour nous préparer, je dois déclarer qu'il nous en reste *très peu*. C'est un fait immuable. Le temps qui nous reste, le répit qui nous est donné, doit être mis à profit avec toute l'énergie, avec toute la tension voulue des forces révolutionnaires pour renforcer notre Parti, pour gagner à notre cause les larges masses du prolétariat, pour attirer les larges couches de la paysannerie.

Ce sont là des tâches considérables et de toute importance. Nous ne pourrons pas les résoudre sans un travail tenace, sans une action de tous les jours, de toutes les minutes, de tous les instants. Tous les camarades savent que dans ses instructions aux camarades qui se rendaient à la Conférence de La Haye, Lénine écrivit : « Ce qui importe, ce n'est pas de grandes phrases sur la grève générale,

etc., c'est de se préparer *systématiquement* à l'éventualité de la guerre, de lutter *systématiquement* contre la menace de guerre, de lutter *systématiquement* contre la social-démocratie, de démasquer *systématiquement* ses sophismes, de préparer *systématiquement* l'organisation, etc. » Nous ne pouvons y procéder sans une tension extrême des forces de nos Partis. Nous devons exiger de nos Partis et du C.E. de l'I.C. un renforcement du travail idéologique, une plus grande énergie dans le recrutement des membres, une amélioration de l'appareil de nos Partis, une amélioration du travail dans le domaine des questions quotidiennes, une nouvelle consolidation des Partis, un redoublement d'énergie de la part de nos organisations de jeunes dans le recrutement de nouveaux membres, une action plus énergique dans les colonies, dans l'armée, une préparation pour passer à une situation illégale. Penser que nous continuerons à vivre d'une façon relativement « tranquille » comme maintenant, c'est se plonger dans des illusions. En outre, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il n'arrive pas à nos Partis le même malheur qui est arrivé au Parti tchécoslovaque lors de la « Journée Rouge ».

Camarade, l'Internationale Communiste est née de la guerre. L'Internationale Communiste a remporté plus d'une grande victoire. Le plus grand succès du prolétariat mondial est la formation de l'Union Soviétique. Si la bourgeoisie déchaîne la guerre, le prolétariat conquerra finalement le monde. Ce n'est nullement un point de vue pessimiste. Au contraire, avec Frédéric Engels, nous autres, communistes, déclarons à toute la classe dirigeante : Essayer, messieurs, de déchaîner les forces et les horreurs de votre guerre ! En réponse, l'Internationale Communiste serrera ses rangs pour la révolution, pour la guerre civile, pour le triomphe de la dictature du prolétariat ! (*Vifs applaudissements. Tous les délégués se lèvent et font une ovation à l'orateur.*)

4.

VI^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste

Vingt-quatrième séance

9 Août 1928 (matin)

Président : THAELMANN (*Allemagne*) : A l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui figure le rapport sur le programme de l'I. C. Je donne parole au camarade, Boukharine sur ce point de l'ordre du jour.

Rapport sur le programme de l'I. C.

BOUKHARINE (*accueilli par des applaudissements enthousiastes !*) : Camarades, j'ai déjà eu deux fois à parler au Congrès de l'I. C. sur la question du programme, de sorte que c'est la troisième fois que j'en parle aujourd'hui. Je marque cette circonstance parce que, dans mon rapport, je me baserai sur l'hypothèse que tous les camarades ici présents connaissent les précédents rapports, co-rapports et discussions sur cette question du programme ; je ne répéterai donc pas ce que j'ai dit autrefois. C'est intentionnellement que je ne toucherai plus, une série de questions essentielles que nous avons déjà étudiées et sur lesquelles il n'y a plus, dans nos milieux, aucune divergence sérieuse de principe.

I. LES TRAITS CARACTERISTIQUES DU PROJET DE PROGRAMME

LE PROGRAMME DE L'I.C. C'EST LE PROGRAMME DE LA DICTATURE MONDIALE DU PROLETARIAT.

Je parlerai tout d'abord de quelques particularités *spécifiques* du projet de programme.

Notre programme n'est pas un programme minimum du parti prolétarien. Le point de voûte du projet de programme soumis au congrès. L'idée fondamentale qui l'anime, c'est celle de la *dictature du prolétariat*.

Notre programme c'est le programme de la dictature du prolétariat.

Mais ce n'est pas seulement le programme de la dictature du prolétariat, c'est celui de la *dictature mondiale du prolétariat*. C'est pour la première fois dans l'histoire qu'une organisation du prolétariat révolutionnaire aussi grande et puissante que la nôtre essaie d'exposer son programme. Il y eut, il est vrai, autrefois aussi, des tentatives de baser sous forme de programme la dictature du prolétariat. Mais à présent, nous faisons la première tentative de formuler *concrètement* les tâches de l'établissement de la dictature du prolétariat à *l'échelle internationale*. Notre programme n'est pas celui d'une *seule section*, d'une partie du prolétariat révolutionnaire, c'est le programme de

l'Internationale Communiste, c'est-à-dire du prolétariat mondial. Ce programme est composé et élaboré à une époque absolument spéciale, où les problèmes de la dictature du prolétariat, de la révolution, de la conquête du pouvoir, etc. portent un caractère *actuel* et *non plus académique*, où ces problèmes se posent devant nous avec force et acuité comme des tâches des jours présents, de notre époque, de notre temps. Né à une époque de guerres et de révolutions, né à une époque où la dictature du prolétariat existe déjà sur un sixième du globe, notre programme est un document actuel de lutte, traçant la voie à suivre directement par la lutte révolutionnaire du prolétariat pour sa dictature mondiale.

LE LIEU HISTORIQUE, LA SPECIFICITE ET LA FORME DU PROGRAMME DE L'I. C.

Ces traits donnent à notre programme un caractère absolument spécial. En opposant ce programme à ceux des partis de la II^e Internationale, on voit qu'un énorme abîme les sépare. Les programmes des partis de la II^e Internationale ne sont que des programmes *nationaux* des partis adhérant à la II^e Internationale. Il est tout à fait douteux que celle-ci soit en état d'élaborer son programme *international*. Cette possibilité n'est pas exclue, mais il est très difficile aux partis de la II^e Internationale d'accomplir une telle tâche, car les différences entre ces divers partis sont extrêmement grandes. La ligne politique et particulièrement celle de politique extérieure des partis social-démocrates est tellement conforme à la ligne politique de leur bourgeoisie « compatriote » que les divergences entre ces partis reflètent au fond les divergences entre les bourgeoisies respectives ; et cela apparaît bien clairement dans les moments critiques de la vie sociale bourgeoise : il suffit de rappeler l'occupation de la Ruhr et la position des partis social-démocrates dans cette question.

En analysant le programme d'un parti de la II^e Internationale, par exemple le projet de programme du parti ouvrier anglais, le programme du parti social-démocrate autrichien, celui de la social-démocratie allemande adopté à Heidelberg, on se persuade que non seulement ce ne sont pas là des programmes de dictature du prolétariat (personne parmi nous n'y cherche cela), mais que ce sont vraiment des programmes *de construction de la société capitaliste, de l'Etat capitaliste*.

Nous n'avons, nous ne pouvons avoir rien de commun avec de tels partis.

C'est à de tout autres conclusions que nous arrivons lorsque nous juxtaposons notre programme aux documents antérieurs du marxisme révolutionnaire. Toutefois, en comparant notre projet avec ces documents les plus éclatants du mouvement ouvrier, avec les productions les plus éminentes du marxisme révolutionnaire, nous voyons que notre programme s'en distingue aussi par toute une série de particularités spécifiques.

Ces traits spécifiques sont conditionnés par les exigences de notre temps, exigences qui n'existaient pas autrefois. Les documents de programme les plus considérables du marxisme révolutionnaire, ceux appartenant à la plume de Marx lui-même, tels que l'« Adresse inaugurale » de la I^{re} Internationale et surtout le « Manifeste Communiste », sont comme le fil conducteur de toute une époque de l'histoire de l'humanité. Les principes fondamentaux du « Manifeste Communiste » conservent de nos jours toute leur force. Le « Manifeste Communiste », c'est le véritable programme révolutionnaire du prolétariat international. C'est précisément par ces particularités du « Manifeste Communiste » que s'explique le fait que la social-démocratie dégénérée d'aujourd'hui combat si énergiquement les principes de ce Manifeste, tantôt ouvertement, tantôt sous une forme masquée, qu'elle mène cette lutte sur tous les fronts. En analysant de façon plus détaillée ces documents et en premier lieu le « Manifeste Communiste », cette sorte « d'évangile » du « IV^e Etat », on voit que les principes de programme y sont exposés sous une forme algébrique. Nous ne trouvons pas et nous ne saurions trouver dans le « Manifeste Communiste » d'explication concrète, de concrétisation de ces

principes telle que l'exige notre temps. Le mouvement communiste portait à l'époque surtout un caractère de *propagande*. Le communisme avait déjà levé ses étendards, mais il n'avait pas encore derrière soi l'armée du prolétariat mondial.

Une très longue période historique nous sépare de ce moment. Après la ruine de La I^{re} Internationale, une nouvelle phase commença dans le développement du mouvement ouvrier.

Au cours de cet intervalle naquit la II^e Internationale, se constituèrent de grands partis social-démocrates. Dans le processus de développement du capitalisme européen et américain, ces partis « s'embourgeoisèrent » et dégénérent idéologiquement. Dans l'incendie de la guerre mondiale se produisit l'écroulement de la II^e Internationale ; les partis communistes prirent naissance et se constituèrent, se formèrent organiquement dans l'Internationale communiste. Un retour au marxisme révolutionnaire s'ensuivit, mais un retour sur une *base nouvelle*, sur la base des nouvelles expériences, des *nouvelles exigences* de l'époque. A présent, nous ne sommes plus seulement des propagandistes du communisme. L'Internationale communiste propage incontestablement le marxisme révolutionnaire, mais elle est en même temps une organisation extrêmement puissante, *une organisation agissant énergiquement*. Cette organisation s'appuie sur la dictature du prolétariat dans l'ancienne Russie tsariste, sur de nombreuses cohortes combattantes du prolétariat dans d'autres pays ; elle a déjà pénétré dans toutes les parties du monde, elle est à la tête de la lutte grandiose pour le continent asiatique, en Chine ; elle représente une force telle que la bourgeoisie mondiale organisée est obligée de se défendre avec acharnement contre le péril communiste. Nous ne sommes plus seulement une société de propagande, nous sommes aussi un facteur de premier ordre dans la lutte du prolétariat mondial, un facteur primordial de la politique mondiale en général. Il est donc parfaitement compréhensible que les divers problèmes se posent devant nous, non plus sous une forme générale, mais bien sous une forme concrète et que les réponses aux questions de notre parti doivent aussi être concrètes.

C'est encore par ses particularités caractéristiques de l'époque que s'expliquent les traits spécifiques, la *forme* particulière de notre projet de programme. Dans les discussions qui se sont poursuivies dans la presse, certains camarades se sont plaints que le programme était trop long, qu'il était, ma foi, trop sec, qu'il ne répondait pas aux « conceptions » ordinaires d'un programme, qu'il n'atteignait donc pas complètement son but. Certains camarades ont essayé de fonder ces plaintes sur des références à Engels, en insistant sur la nécessité d'une formule brève et précise pour un programme. Ils disaient que notre projet représentait plutôt un *commentaire* de programme, du *matériel* sur la question du programme, *qu'un programme même*. Cependant, au cours de la discussion dans la presse et ici au congrès, presque toutes les propositions concrètes aboutirent à ceci que, en résultat de leur adoption, le programme, non seulement n'a pas été raccourci, mais s'est au contraire trouvé allongé.

Je pense que l'argumentation ci-dessus pêche par des défauts méthodologiques. Les camarades qui critiquent notre programme, ne s'inspirent pas des questions et des exigences de notre époque, mais plutôt des meilleurs modèles de programme du passé. Cette façon de poser la question souffre d'une certaine étroitesse, elle est unilatérale. Naturellement, on peut composer un programme beaucoup plus court, contenant sous une forme algébrique une analyse abstraite du capitalisme, de la dictature du prolétariat, de la période de transition, du communisme, etc. Mais *ce n'est pas cela* qu'il faut à notre époque, pour nos partis.

Nous avons des partis dans l'Afrique du Sud, en Chine, dans l'Amérique du Sud, dans tous les coins du monde ; il n'y a pas un pays où il n'y ait au moins des groupes communistes. Les problèmes les plus importants de notre époque, problèmes ayant un caractère de programme, exigent de nous une analyse des rapports entre ces pays, le tracé de bases pour la tactique et la stratégie de

l'Internationale Communiste, la cohésion réciproque des tactiques des partis communistes des divers pays. Marx n'eut pas à envisager de telles tâches. Lorsqu'il écrivit son célèbre Manifeste, des tâches pareilles, des tâches d'envergure mondiale n'étaient pas encore immédiatement à l'ordre du jour. Dans la phase suivante de la II^e Internationale ce ne sont pas les grandes phrases et les grands mots qui faisaient défaut : on parlait beaucoup dans la II^e Internationale de « la fraternité des peuples », de la nécessité d'unir tous les prolétaires, de l'Internationale, etc. On continue à parler, de tout cela *aussi* dans la II^e Internationale de nos jours. Mais voyez ce qui se passe à présent, au congrès: de la II^e Internationale. Des informations relatives à ce congrès, il résulte que les bancs des représentants des pays coloniaux sont *complètement vides*. Et ce n'est pas là un simple hasard. A nos, séances assistent des véritables représentants des peuples et des pays coloniaux les plus divers. Les représentants des partis de l'Internationale Communiste, coloniaux, européens, américains, ne se bornent pas à des discussions platoniques sur « la fraternité des peuples », ils collaborent dans un esprit d'amitié et ils sont liés organiquement les uns aux autres. Notre travail international a bien des défauts encore, mais sans exagérer, on peut dire que c'est pour *la première fois* dans l'histoire qu'une telle collaboration s'est établie, que *pour la première fois dans l'histoire de l'humanité* nous élaborons une stratégie, une tactique internationales du prolétariat et que nous tâchons de coordonner, de relier la tactique suivie par nous dans les divers pays. Nous nous appliquons à trouver l'expression idéologique de ce qui se produit dans la réalité ; nous ne jonglons pas avec des phrases, nous nous basons sur des faits. On peut dire hardiment que l'Internationale Communiste est la seule force organisant les masses du prolétariat à l'échelle internationale et déterminant sa stratégie et sa tactique communes. C'est pour la première fois que l'on voit cela, et il est bien compréhensible que notre programme doit avoir certains traits spécifiques faisant défaut même aux meilleurs documents des époques écoulées. Les camarades qui, opposant notre projet aux courts programmes des sections nationales ou du « Manifeste Communiste » exigent que le programme de l'I.C. « ne soit pas plus long », se servent d'un faux critérium : à la base de ces exigences, il y a un faux principe à savoir que notre temps ne se distingue en rien des temps passés et n'a pas de traits spécifiques, des exigences et des besoins spécifiques.

QU'EST-CE QUI DETERMINE LES CHANGEMENTS APPORTES AU PRECEDENT PROJET DE PROGRAMME ?

Un projet de programme a été discuté et adopté au dernier congrès de l'I.C. Une commission spéciale fut chargée d'y apporter quelques corrections de rédaction pour être étudié ultérieurement au VI^e Congrès. La commission du programme du C. E. de l'I. C. ne s'est pas bornée aux seules modifications rédactionnelles. Le projet de programme proposé par nous ou nom du C. E. de l'I. C. a été *très considérablement modifié* par rapport au précédent projet. Quatre années se sont écoulées depuis le V^e Congrès. Les conditions objectives du développement historique ont considérablement changé. Et ces changements sont, en partie, tout à fait essentiels. Ils nous imposent non seulement certaines modifications dans la tactique, mais aussi une formule quelque peu différente de nos principes de programme. Naturellement, cela ne signifie nullement un changement fondamental des principes du précédent projet de programme.

Les principes fondamentaux de notre programme, ce sont les principes du marxisme léniniste révolutionnaire. Mais il a fallu apporter toute une série de modifications dans la formule concrète de ces principes fondamentaux, dans l'analyse de la société capitaliste, de la situation dans l'U.R.S.S., dans la définition des exigences émises par nous et dans la ligne tactique que nous avons tracée. Je le répète, tout cela est conditionné par *les modifications objectives du processus réel du développement*.

La forme de la crise générale du capitalisme s'est modifiée ; j'en ai parlé dans mon premier rapport à ce congrès, je ne m'arrêterai donc pas de nouveau sur cette question. Un déplacement des forces fondamentales de l'impérialisme s'est produit. Le continent asiatique a subi un certain nombre d'ébranlements formidables. La grandiose révolution chinoise a eu et — espérons-le — aura encore une importance plus gigantesque. Dans le pays de la dictature prolétarienne, dans l'U.R. S.S., des succès énormes ont été obtenus, il y a eu une grande accumulation d'expérience, les voies futures ont été tracées avec beaucoup plus de netteté qu'il y a quatre ans. Les traits spécifiques du développement de l'U. R. S. S. et tous les phénomènes de caractère international se sont précisés avec plus de netteté qu'à l'époque du précédent, congrès.

De nouveaux problèmes sociaux accompagnent les modifications de la structure, économique du capitalisme contemporain, les divers déplacements de toutes sortes dans la superstructure politique capitaliste. A l'époque du V^e Congrès mondial, le fascisme n'en était qu'au stade, initial de son développement. A présent, nous avons non seulement la forme classique du fascisme, mais aussi une série de stades de transition vers ce système politique. Le fascisme cherche à prendre solidement racine sous forme de système social, de « conception universelle » si j'ose m'exprimer ainsi, de nouvel « idéal culturel ».

Notre principal ennemi dans, le mouvement ouvrier, j'entends les partis *social-démocrates*, les partis de la II^e Internationale, est entré dans une nouvelle étape de son développement. En conséquence, se modifient aussi la *structure interne* et le *rôle fonctionnel* des syndicats réformistes, leur attitude à l'égard des diverses questions de programme ou de tactique. C'est pourquoi par exemple, le problème de notre tactique du front unique se pose à présent d'une *façon* quelque peu différente qu'il y a quatre ans. En rapport avec les nouveaux phénomènes du mouvement ouvrier, le C.E. de l'I.C. a tracé et exécuté un demi-tour tactique à gauche par rapport aux partis anglais, français, etc.

Les profondes modifications de forme de la crise générale que subit le capitalisme, les changements dans toute une série d'autres domaines dont j'ai parlé, nous ont obligé, nous, je veux dire la commission du programme du C. E. de l'I. C., à étendre quelque peu notre tâche et à ne pas nous contenter d'apporter simplement des corrections techniques, rédactionnelles au premier projet. Il va sans dire que ce n'était pas dans la compétence de la commission du programme du point de vue formel et qu'elle a quelque peu dépassé ses pouvoirs. Mais nous espérons que le VI^e Congrès mondial ne nous blâmera pas, la commission du programme ayant eu, à mon avis, des motifs assez puissants pour procéder comme elle l'a fait. Ma première tâche consiste précisément à montrer que les modifications, tout au moins les modifications fondamentales, apportées au programme par la commission sont parfaitement justifiées et conditionnées par toute la situation mondiale.

II. NOTRE CONCEPTION GENERALE EST CELLE DU MATERIALISME DIALECTIQUE

Camarades, l'un des traits fondamentaux caractéristiques de notre projet consiste en ce qu'il déclare ouvertement que l'Internationale Communiste applique, défend et répand la méthode révolutionnaire du matérialisme dialectique de Marx et Engels. A la base de tout le projet de programme, nous mettons l'analyse concrète faite selon le *matérialisme dialectique, comme méthode et comme conception* générale déterminée établies par Marx et Engels. Dans le projet en question, nous avons précisé plus énergiquement que jamais notre marxisme révolutionnaire ; à l'époque

actuelle, il est indispensable de souligner clairement cette base idéologique de notre programme. J'ai déjà dit plus haut que, sous le rapport idéologique, les partis social-démocrates subissent aussi un processus de dégénérescence profonde et « d'embourgeoisement ». Il n'y a pas le moindre doute à ce sujet. La social-démocratie allemande — ce modèle classique de parti social-démocrate qui se pare aujourd'hui encore d'une phraséologie marxiste, quoiqu'une partie considérable de cette social-démocratie l'ait rejetée depuis longtemps — la social-démocratie allemande qui était avant la guerre le héraut du socialisme scientifique et déclarait avec énergie que le socialisme découlait « avec une nécessité de fer » du régime capitaliste, que nos idéals et nos buts sont profondément enracinés dans la société capitaliste, ce parti social-démocrate a maintenant rompu complètement, et même formellement avec la tradition *scientifique* du socialisme. A présent, il n'admet plus cette conclusion que le socialisme surgit du cours objectif du développement capitaliste. Dans la social-démocratie allemande, l'hégémonie idéologique est détenue désormais par de tout autres courants idéologiques, par toutes sortes de ramifications de l'éclectisme pseudo-socialiste anglais qui, dans leurs constructions philosophiques, mettent au premier plan les considérations soi-disant éthiques. Les plus grands théoriciens de la social-démocratie s'appliquent à concilier Marx avec le vieil hégélianisme, avec Kant, avec Bergson et avec d'autres philosophes idéalistes, voire même avec la religion. Au fur et à mesure de ces capitulations devant la bourgeoisie, la social-démocratie, attaque de plus en plus directement et ouvertement le prétendu « fatalisme » du socialisme scientifique, autrement dit du marxisme orthodoxe, en mettant à la base de leurs théories des considérations éthiques et parfois même religieuses. A notre époque, nous devons particulièrement insister sur le fait que nous nous tenons fermement sur le terrain du marxisme-léninisme orthodoxe. Nous devons déclarer ouvertement — et c'est ce que nous faisons dans le projet de programme — que nous fondons la nécessité du socialisme sur des données scientifiques et que notre tactique est conforme à ce pronostic objectif scientifique : Dans notre pronostic nous établissons la nécessité historique de la transition du capitalisme au socialisme, et nous appliquons notre pronostic dans la pratique, dans la réalité vivante. En même temps et, en rapport étroit avec ce qui précède, nous prêchons ouvertement notre théorie marxiste de l'écroulement du capitalisme, notre théorie de la *révolution*.

Remarquons ici en passant que la social-démocratie n'a pas seulement rejeté de son vocabulaire le terme de « dictature du prolétariat » ; elle ne parle même plus de la révolution, ou si parfois elle mentionne ce mot de « révolution » comme par exemple dans le programme du Parti Ouvrier, ce n'est que quand elle parle de sa *lutte* contre la révolution. Le programme du parti social-démocrate allemand parle bien de la « conquête des pouvoirs », mais le mot « révolution » y est supprimé. Le célèbre renégat du communisme, Paul Lévi, a fait remarquer discrètement et timidement au Congrès d'Heidelberg : « Mais, messieurs, vous avez supprimé la révolution en général et vous l'avez remplacée vulgairement par l'évolution ». A quoi Rudolph Hilferding répondit à peu près ce qui suit dans sa conclusion : « Qu'entendons-nous par révolution ? Le plus grand révolutionnaire, c'est le capitalisme. Or, le capitalisme existe, par conséquent, *eo ipso*, la révolution existe aussi ! »

Ainsi donc, la méthode du matérialisme dialectique, le fondement historique révolutionnaire du socialisme, la doctrine de la révolution, de la dictature du prolétariat — toutes, ces données étroitement reliées entre elles constituent la base idéologique de notre projet de programme.

III. LA NOTE MONDIALE DU PROGRAMME DE L'IC.

ON NE PEUT ACTUELLEMENT SE CONTENTER D'UNE ANALYSE ABSTRAITE

Le projet de programme soumis au VI^e Congrès a, rapport au précédent projet, une autre particularité spécifique. Dans le projet actuel, nous avons souligné avec une clarté particulière *le caractère mondial déterminant toute l'architecture du programme, la note, le leit-motiv mondial pour ainsi dire qui revient dans tous ses chapitres*. Ce leit-motiv mondial met son cachet aussi bien sur l'analyse de la crise générale du capitalisme que sur l'élaboration de notre stratégie et de notre tactique, ainsi que sur nos revendications de programme. Nous avons fait cela, camarades, parce que nos mouvements et les exigences de nos partis se sont accrus à présent. Nous ne pouvons plus nous contenter maintenant des vieilles méthodes d'élaboration du programme. Autrefois — et c'était caractéristique que pour tout projet de programme de n'importe quel parti et aussi chez nous dans l'U.R.S.S. — le programme commençait par une analyse du capitalisme abstrait, par la caractéristique des lois du mouvement de la société capitaliste abstraite. Nous sommes d'avis que les exigences de notre époque imposent un certain changement de ce type de programme. Les problèmes les plus graves de notre époque, ainsi que chacun les comprend, se rattachent au problème de l'impérialisme. Rien que ce problème de l'impérialisme ne nous permet pas de nous limiter à la seule caractéristique du capitalisme abstrait. Le capitalisme abstrait est une entité fermée, une société sans rapports, sans commerce extérieur, sans exportation de capitaux, etc. Tous ceux qui sont au courant des discussions théoriques dans nos milieux marxistes savent, par exemple, que si nous analysons le problème des crises, de la reproduction, etc., nous devons — et cela se fait ainsi depuis Marx — faire abstraction du commerce extérieur et de toute une série d'autres conditions. C'est ainsi, comme tout le monde le sait, que se développe l'analyse du « Capital » de Marx. Cependant, en analysant le problème de *l'impérialisme*, nous ne pouvons plus opérer avec la seule conception du capitalisme abstrait. L'analyse de l'impérialisme suppose l'analyse *des rapports entre les diverses parties intégrantes du système capitaliste*. L'analyse de l'impérialisme est *impossible* sans l'analyse du commerce extérieur, de l'exportation des capitaux, des rapports à l'intérieur de l'économie capitaliste *mondiale*. De la sorte, nous avons affaire ici à quelque chose d'autre qu'au simple « capitalisme en général », abstrait. Le problème de l'impérialisme a pour condition l'analyse directe de l'économie *mondiale* et des rapports économiques *mondiaux*. C'est pourquoi on peut prendre comme *point de départ* de l'analyse ultérieure, les lois du mouvement du capitalisme abstrait. Et c'est ce que *nous devons* faire. Mais se contenter de l'analyse de la société capitaliste abstraite est chose impossible à présent. Et, dans la mesure où les exigences de notre époque, du mouvement ouvrier mondial et des divers partis communistes nous obligent à poser la question toujours plus concrètement, le besoin d'analyse concrète s'accroît en proportion ; cela ne veut pas dire que nous devons surcharger notre programme de *détails* concrets. Mais, dans ce programme, nous devons faire ressortir les *particularités typiques* dans les rapports entre les diverses parties intégrantes.

POURQUOI AVONS-NOUS SOULIGNE L'ANALYSE DE L'ECONOMIE MONDIALE ?

Je vais essayer d'éclaircir la question d'une manière quelque peu différente. L'une des théories sociale-démocrates dirigées contre nous, est la théorie dite du « super impérialisme ». Faut-il donner dans notre programme une contre-argumentation de cette théorie ? Je pense qu'il le faut. Est-ce que la question du « super impérialisme » n'est pas une des divergences théoriques les plus

considérables, aboutissant à des conclusions politiques des plus importantes ? Certes. Mais essayez donc de traiter le problème du « super impérialisme » du point de vue du capitalisme abstrait ? Cela est absolument impossible. De n'importe quel point de vue nous sommes obligés — et ce n'est pas là un fait négatif, c'est plutôt à mon avis un fait positif, un pas en avant dans le développement de l'idéologie du communisme — de souligner dans notre programme ce leit-motiv *mondial*. Vous voyez à quel point notre mouvement s'est élargi. Au V^e Congrès mondial, nous ne le voyions pas ou du moins, nous ne le sentions pas comme à présent. Considérez cette seule circonstance qu'à ce congrès nous avons pour la première fois une si forte représentation des pays sud-américains, des pays coloniaux, etc. C'est là une preuve de notre grand accroissement et cet accroissement doit trouver son expression dans le programme. Tous ces arguments nous ont amenés en partant de l'analyse du capitalisme abstrait à souligner l'analyse de *l'économie mondiale*. Nous parlons donc concrètement du système économique mondial existant, du système des rapports économiques universels, du système impérialiste mondial ; nous donnons l'analyse de ses contradictions internes, nous étudions la question de la crise générale du capitalisme, non seulement dans les formules abstraites de « la *théorie générale des catastrophes* », mais en déchiffrant cette théorie ; nous décomposons ce processus, nous le représentons plus concrètement comme processus de la révolution mondiale *se composant de diverses pièces*. Supposons que nous ayons pris le processus de la crise du capitalisme sous une forme complètement abstraite. Nous n'aurions eu alors aucune réponse à des questions telles que celles du rôle des soulèvements nationaux, des guerres coloniales, des révolutions agraires dans les pays arriérés, etc. Est-il indispensable de répondre à ces questions dans le projet de programme ? Je pense que cela est absolument indispensable. Je rappellerai par exemple la brillante critique que le camarade Lénine avait faite de [la] brochure [signée] Junius de Rosa Luxembourg ou encore l'article de Lénine contre le camarade P. Kievski. En quoi consistait l'un des traits géniaux de Lénine ? En ceci, entre autres, que déjà pendant la période de la guerre mondiale et même tout au début de cette période, il avait admirablement compris l'hétérogénéité, la diversité d'aspect du processus de la révolution mondiale, ce que beaucoup d'entre nous ne comprenaient pas encore à ce moment-là. Il comprenait, lui, que ce processus ne se poursuivrait pas sous les formes « pures » de « purs » soulèvements prolétariens, mais qu'à ce processus de révolution prolétarienne se joindraient aussi des guerres nationales contre les maîtres impérialistes et des soulèvements coloniaux. Déjà à cette époque-là, pendant la guerre, Lénine avait indiqué que la révolution mondiale ne s'accomplirait pas par un acte unique, qu'il ne fallait pas la considérer comme une entité absolument homogène, mais qu'elle se composerait de diverses parties, qu'elle serait d'un caractère social très varié et qu'elle se poursuivrait comme un processus de longue durée avec des développements inégaux. L'hégémonie du prolétariat dans la révolution consiste précisément en ce qu'il, — le prolétariat, — entraîne derrière lui toute une chaîne de processus révolutionnaires. Devant le prolétariat mondial se pose la tâche non seulement d'accomplir des révolutions prolétariennes « pures », mais encore d'entraîner derrière lui la paysannerie et les peuples coloniaux ; il doit par exemple soutenir des soulèvements nationaux ou même nationalistes ou plus encore des soulèvements directement dirigés par des révolutionnaires bourgeois, tels que par exemple le soulèvement irlandais contre l'impérialisme britannique pendant la guerre, nous ne comprenions pas cela à ce moment. Beaucoup parmi les meilleurs esprits révolutionnaires du mouvement ouvrier tels par exemple Rosa Luxembourg, ne comprirent pas non plus cette nécessité. Mais si ce thème, c'est-à-dire l'explication du processus révolutionnaire mondial, est d'une importance aussi exceptionnelle pour notre pratique immédiate, ne devons-nous pas lui accorder une attention toute spéciale ? Cela est bien évident. Ce thème ne peut pas ne pas figurer dans notre programme. Nous ne pouvons pas parler seulement de la révolution abstraite dans la société

capitaliste abstraite ; nous devons parler de la révolution mondiale et pas d'une façon générale de la révolution mondiale, mais de la révolution mondiale du point de vue de sa multiplicité d'aspects intérieurs, du point de vue de ses formes si diverses, qui ne constituent le processus général de la révolution mondiale que dans *tout leur ensemble*. Oui, nous devons parler beaucoup plus concrètement du processus de la révolution mondiale en faisant ressortir sa *diversité intérieure*. Ainsi donc l'analyse doit porter un caractère plus *concret* et, en même temps, elle doit porter le caractère mondial. C'est pourquoi il fallait aussi remanier le *chapitre sur le communisme*, c'est-à-dire le chapitre relatif à notre but final. Aussi, dans le nouveau projet, parlons-nous du *système mondial du communisme*. Avec toute l'audace nécessaire, nous posons ici la question de *notre, plan mondial pour l'avenir*. Déclarons-le bien franchement : maintenant il ne s'agit plus du communisme comme d'une chose abstraite ; à notre époque, nous tendons effectivement à soumettre à notre influence *le monde entier* et à le guider, à le mener vers notre but final et ce but final nous apparaît désormais sous une forme plus concrète. Nous proclamons qu'en réponse aux projets utopiques de l'impérialisme cherchant à construire par le fer et par le sang un trust mondial monstrueux, nous nous donnons pour tâche, au moyen des révolutions prolétariennes, de la révolution mondiale, de nous emparer du monde entier et de répartir ses forces productives de telle façon quelles puissent se développer suivant un rythme plus puissant. C'est pourquoi dans le chapitre sur le communisme mondial nous faisons ressortir de manière plus concrète les particularités de notre but final, ce qui, encore une fois, nous oblige à souligner le leit-motiv mondial. Nous procédons de la même façon, lorsque nous caractérisons la période transitoire, lorsque nous parlons des *diverses* « périodes transitoires » dans les types respectifs des pays.

QU'EST-CE QUI CONSTITUE LE PIVOT DE NOTRE ANALYSE DE LA STRATEGIE ET DE LA TACTIQUE ?

Nous procédons de la même façon dans le chapitre sur la *stratégie et la tactique* de nos partis. La question de *la stratégie et de la tactique* est extrêmement importante et elle est en rapport organique avec nos tâches tactiques courantes. En étudiant nos thèses sur le premier point de l'ordre du jour, nous avons fait remarquer que presque tous nos partis ont manifesté une série de défauts dans la réalisation des campagnes internationales et, notamment, de la campagne en faveur de la révolution chinoise, etc. Or, formuler ainsi la question, c'est reconnaître que nous avons déjà posé *comme une tâche pratique* la question de *la coordination de notre lutte dans les diverses parties du monde*. Que signifient les manifestations de Berlin en faveur des ouvriers chinois ? Ce n'est rien moins que la question de la coordination de la lutte des ouvriers chinois avec celle du prolétariat berlinois. Et plus nous grandirons, plus vaste sera l'ampleur avec laquelle ces tâches se poseront devant nous. Que signifie *le mot d'ordre de défense de l'U.R.S.S.* ? Cela signifie l'élaboration de la stratégie et de la tactique *internationale* des divers partis adhérant à l'Internationale Communiste. Ici aussi, naturellement, de grandes difficultés surgissent devant nous. Comment peut-on relier entre elles des tâches de caractères aussi divers ? Comment leur donner une formule de programme ? Comment trouver la ligne fondamentale qui nous permettrait d'envisager ces diverses formes de la tactique et de la stratégie sous l'angle de notre stratégie commune ? Je pense que tous les camarades ont remarqué par quelle voie nous avons tâché de résoudre ces problèmes : nous avons placé en premier la lutte *pour la dictature mondiale du prolétariat* en considérant la lutte d'une classe ouvrière dans les pays respectifs comme un degré du développement de la lutte internationale pour la dictature mondiale du prolétariat. Nous distinguons, dans notre projet, trois types de pays : les pays à *capitalisme très développé*, ceux à développement capitaliste *moyen* — il faut bien convenir que c'est là une *expression imprécise*, très relative — et ensuite les *pays coloniaux et semi-coloniaux*.

Nous avons essayé de décrire les traits spécifiques de ces pays et, en conséquence, les tâches spécifiques dans la lutte pour le prolétariat, dans la lutte pour la dictature du prolétariat et de la *paysannerie* constituent en quelque sorte une étape sur la voie vers la dictature du prolétariat. Ensuite, le développement et la transformation de cette lutte pour la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie en lutte directe pour la dictature du prolétariat. C'est là le *pivot* de toute l'analyse notre stratégie et de notre tactique. Le but général — la lutte pour la dictature du prolétariat mondial — est au premier plan. C'est aux pays capitalistes développés qu'incombe le premier rôle dans la lutte directe pour la dictature du prolétariat. D'autres pays réalisent la lutte pour la dictature du prolétariat et de la paysannerie qui ne constitue qu'une étape préalable dans la lutte pour la dictature du prolétariat. Il en est de même par rapport aux pays coloniaux, ainsi donc, le but général comprenant tous les autres, c'est la lutte pour la dictature mondiale du prolétariat C'est dans cette direction que nous envisageons toutes nos revendications de programme. Quelles sont les exigences d'un parti communiste dans les pays capitalistes impérialistes les plus développés ? Ce sont les revendications de la période de transition, de lutte directe pour la dictature du prolétariat et pour sa consolidation. Quel est le caractère des exigences que nous émettons comme spécifiques pour les pays coloniaux ? Ce sont — pour ne parler que des cas typiques — des exigences correspondant à l'étape préalable de la lutte pour la dictature-du prolétariat, c'est-à-dire de la lutte pour la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Ainsi, nous réunissons en un tout toute cette diversité toutes les parties hétérogènes du processus et, avec toute cette variété, nous obtenons un tableau général du développement de la lutte pour la dictature du prolétariat.

De la sorte, dans toutes les parties du projet de programme, le plus caractéristique, c'est le leit-motiv mondial, le motif de la lutte internationale, l'élément général reliant tous nos partis et cela non pas sous une forme plate, vulgaire, simplifiée et vague, mais sur la base de la diversité, de la variété de caractère, confondue sous l'angle de la lutte pour la dictature prolétarienne mondiale.

IV. MULTIPLICITE D'ASPECTS DU PROCESSUS DE LA REVOLUTION MONDIALE

L'EXPERIENCE DE L'U.R.S.S.

Ainsi donc nous avons souligné avec beaucoup d'insistance dans notre projet le problème de la multiplicité d'aspects du processus de la révolution mondiale, mais nous avons en même temps tâché de prouver, de baser ce caractère. Nous avons émis dans notre projet la thèse que la cause du caractère *mondial* de la révolution c'est *l'unité* relative de l'économie mondiale, tandis que le *développement inégal du capitalisme* est la cause du *développement inégal du processus révolutionnaire mondial*. Sur la base de cette thèse, nous avons ensuite tracé les divers types de pays. En rapport avec cela, il nous fallut, d'une part, souligner le *rôle de l'U.R.S.S.* et, de l'autre, celui des *colonies*. Notre projet se distingue du précédent par l'existence d'un *sous-titre spécial sur l'U.R.S.S.* et aussi par le fait qu'il souligne plus particulièrement le *problème colonial*. Déjà rien que ces questions, même du point de vue de la simple architecture du programme, créent un abîme infranchissable entre notre programme et les programmes de la social-démocratie, car dans les projets des partis social-démocrate.» il n'est, naturellement, pas question même de l'U.R.S.S., tandis que la question coloniale est exposée par eux de telle façon qu'il est bien difficile de la distinguer de la conception impérialiste. Certains de nos camarades trouvent qu'il n'est pas bien nécessaire de

parler séparément de l'U.R.S.S. dans le programme, et certains de nos camarades russes ont même affirmé dans notre presse que cela donne au projet un caractère trop spécifiquement russe. Je ne suis pas de cet avis, je pense que nous sommes obligés de parler spécialement de l'U.R.S.S. Que signifie parler *spécialement* de l'U.R. S. S. ? Cela ne veut pas du tout dire que nous isolons la question de l'U.R.S.S. du lien général des événements politiques mondiaux, des événements du développement mondial. Au contraire, nous considérons ce problème du point de vue des rapports réciproques dans toute l'économie mondiale, du point de vue du mouvement ouvrier international. En parlant de la position « séparée » de la question de l'U.R.S.S., j'entends par là que nous consacrons à ce problème *beaucoup de place* dans l'ensemble du projet de programme. C'est parfaitement juste, ainsi surtout dans la situation actuelle. On ne saurait entendre cette situation comme une notion de « conjoncture » dans le sens étroit de ce mot. La question du danger de guerre par exemple n'est pas quelque chose qui se rattache à la « conjoncture ». elle n'est pas du tout analogue à la question de la dépression ou de l'élan de prospérité dans tel ou tel pays. La question est tout autre. Le danger de guerre remplira une période assez grande dans le développement de la *crise générale du système capitaliste*. Et cette question, ainsi que je l'ai déjà dit dans mon premier rapport, constitue pour ainsi dire l'axe de la prochaine période. D'autre part, l'expérience assez considérable du travail constructif, accumulée par notre parti de l'U.R.S.S., doit être utilisée par les autres partis. On nous dit : Votre expérience a une valeur internationale, utilisez-la dans le chapitre sur « le communisme de guerre » et sur « la nouvelle politique économique ». Certes, nous le ferons et c'est en partie sur la base de notre expérience soviétique que nous éclairons avec quelques détails, mais aussi avec une grande prudence, toute une série de problèmes tels que celui de la nouvelle politique économique, du « communisme de guerre », etc. — Je ne conteste pas la justesse de cette indication.

Mais il y a divers, problèmes spécifiques, une expérience spécifique que nous ne devons absolument pas transporter directe aient dans d'autres pays. Il est absolument indispensable de transmettre à la classe ouvrière, révolutionnaire du monde entier l'expérience dans son ensemble de notre pays, lui faire connaître cette expérience sous une forme générale, condensée: et non du point de vue de l'application directe de cette expérience à tel ou tel pays. Il est absolument indispensable de faire la clarté dans la question du rôle de l'U.R.S.S. dans la situation générale actuelle dans la question des obligations de l'U.R.S.S. à l'égard du prolétariat des autres pays et du mouvement colonial et, d'autre part, dans la question des obligations du prolétariat des autres pays à l'égard de l'U.R.S.S. Comment pouvons-nous voiler cette question, y porter des considérations, d'ordre diplomatique, si elle exige la plus grande *clarté*, de la *clarté avant tout*?

Toutes ces considérations nous déterminent à consacrer un sous-titre spécial au problème de l'U.R.S.S.

LE ROLE DES COLONIES

Un accent particulièrement énergique sur le problème colonial – bien plus énergique que dans les précédents projets de programme — s'impose également avec rigueur. En rapport avec cela, je dirai ce qui suit. Nous nous appliquons non seulement à présenter dans le projet de programme le rôle des mouvements coloniaux du point de vue du processus révolutionnaire mondial, mais encore à étudier ce rôle à la lueur de notre avenir constructif. Dans notre projet, il y a quelques principes généraux ; par exemple, nous juxtaposons les colonies comme « campagne mondiale » aux pays industriels comme « *ville mondiale* ». Et, en effet, que voyons-nous en considérant le tableau général de l'économie mondiale du point de vue de notre avenir ? Des pays industriels puissants qui, sous le rapport des classes, représentent des centres du prolétariat industriel. Ce sont pour ainsi dire les

grandes villes dans l'économie mondiale, tandis que la périphérie coloniale ou d'anciennes colonies représente en quelque sorte un village gigantesque, la périphérie rurale, par rapport à ces centres industriels. Le camarade de Frise a dit, dans la commission de programme, qu'il y avait certaines craintes dans les diverses parties du prolétariat : ainsi par exemple les ouvriers anglais sont préoccupés par la question de savoir comment, en cas d'un déchaînement profond et vaste du processus révolutionnaire dans les colonies anglaises ou bien en Angleterre même, le prolétariat anglais sera en mesure de s'alimenter *sans* ces anciennes colonies, etc. Tous ces problèmes, ces craintes, exigent que la clarté la plus complète soit faite dans la question des rapports futurs entre les centres industriels et les anciennes colonies. Du point de vue *économique* aussi, nos rapports fraternels avec les peuples coloniaux sont déterminés par la nécessité « de fer » de la liaison économique entre les centres industriels puissants, d'une part, et le grand village de l'autre. Mais c'est du point de vue *de classe* que se pose ici à l'échelle mondiale le problème des rapports *réci-proques* entre le prolétariat industriel mondial et, si l'on peut ainsi s'exprimer, *entre* [sic] la paysannerie mondiale coloniale.

De la sorte, tous les problèmes léninistes spécifiques sur lesquels nous avons tant discuté, surgissent maintenant devant nous avec une ampleur mondiale. Si donc nous avons « l'audace » de parler de *communisme mondial*, de *dictature* mondiale du prolétariat, du plan mondial de notre activité, il va sans dire que ce problème des rapports économiques entre l'industrie et le prolétariat, d'une part, et la paysannerie de l'autre, est le problème le plus important aussi bien du point de vue économique que du point de vue de classe.

Ici, nous devons poser et résoudre dans le programme la question de la possibilité *du développement non capitaliste c'est-à-dire directement socialiste des pays coloniaux*, question qui fut posée en son temps par Lénine au II^e. Congrès. Je crois que nous devons distinguer ici *deux* problèmes : d'une part, nous avons des colonies où le capitalisme est déjà assez développé, où nous posons la question de l'hégémonie du prolétariat, mais où les forces intérieures du prolétariat ne sont cependant pas encore assez développées pour engager le développement ultérieur de la société sur la voie socialiste sans aucune aide extérieure. Nous avons eu, chez nous, la fameuse discussion avec le trotskisme sur la possibilité de l'édification socialiste dans un seul pays ; mais il ne s'ensuit pas du tout qu'il faut simplifier les choses comme s'il y avait dans chaque pays tout le nécessaire pour l'édification du socialisme. Ce serait là une interprétation maladroite et absurde de notre point de vue. Certes, non, il n'y a pas dans chaque pays possibilité d'édification socialiste par ses propres forces ; il faut un certain degré de développement des forces productrices, concentration de l'industrie, etc. Sans ces conditions, on ne saurait même penser à la possibilité du développement du socialisme dans tel ou tel pays. Considérons par exemple la révolution chinoise. Nous parlons du processus futur inévitable de transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution prolétarienne. C'est parfait. Mais, cela veut-il dire que le prolétariat chinois sera en mesure, par ses propres forces, séparément, pour ainsi dire; de construire le socialisme ? Je ne le pense pas. En Chine, la question se pose autrement qu'en Russie. La structure économique y est quelque peu différente. Cela veut dire que nous devons considérer la révolution chinoise dans le *complex* [sic] de la révolution mondiale, aussi du point de vue de la possibilité même de la construction du socialisme. Le fait est qu'en Chine, le capitalisme existe déjà en partie, il y a là-bas une classe ouvrière qui est en état de prendre l'hégémonie dans la révolution, mais elle est loin d'être en mesure, sans aide extérieure, de créer avec succès le régime socialiste. C'est ici que nous faisons intervenir la question de l'aide des dictatures prolétariennes au prolétariat de tel ou tel pays dans l'œuvre de construction du socialisme. C'est ainsi que se pose la question par rapport aux pays économiques arriérés où le capitalisme existe déjà, où il existe un prolétariat, mais où il n'y a pas encore de conditions

suffisantes pour l'édification du socialisme.

V. LA POSSIBILITE DU DEVELOPPEMENT NON CAPITALISTE

Mais, la question se pose autrement par exemple là où le capitalisme se trouve réellement encore à l'état embryonnaire, où il y a encore des formes précapitalistes, où le capitalisme ne s'est pas encore particulièrement enraciné dans la vie économique sociale. Ici, la question de la possibilité du « saut » par-dessus la phase du capitalisme, la question de la possibilité de se développer en « brûlant » cette phase, se pose avec plus d'intensité. Quel est ici le sens de la thèse de l'aide extérieure ? Il est bien différent ici de ce qu'il est ailleurs. Ici, et n'est pas l'aide d'une classe ouvrière à une autre classe ouvrière, développée à un certain degré, qu'il faut. Ici la question se réduit presque immédiatement au problème des rapports réciproques entre la classe ouvrière des centres industriels et la paysannerie. Considérons du point de vue de classe, le problème des rapports des dictatures prolétariennes des pays industriels avec les ouvriers chinois. Le prolétariat des centres industriels où la dictature prolétarienne existe déjà, se trouve dans certains rapports avec le prolétariat chinois, qui mène la paysannerie. Ici, nous avons un chaînon intermédiaire : le prolétariat chinois, qui joue un *rôle indépendant, un rôle d'hégémonie*. Mais dans en pays où le prolétariat n'est qu'une partie insignifiante de la population ou bien n'existe pas du tout, le tableau change. Les dictatures prolétariennes des pays industriels ne disposent pas ici de ce chaînon intermédiaire, le prolétariat, et c'est pourquoi le processus du développement dans les pays coloniaux correspondants sera différent. En Chine, la situation est la suivante : du point de vue chinois intérieur, nous parlons de la transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste. Il n'en est pas de même chez des peuples nomades ou dans des pays avec une population purement paysanne. Du point de vue historique mondial, nous pouvons ici aussi poser la question de la transformation de la révolution. Mais, dans les conditions données ici, cette question se pose autrement. Pourquoi ? Parce que du point de vue des conditions intérieures de ce pays, il n'est pas possible d'opérer cette transformation, car il n'y a pas ici de prolétariat ; les conditions nécessaires pour la transformation de la révolution paysanne démocratique en révolution socialiste n'existent pas. Dans ce pays, il n'y a pas de « sujet » qui aiguille l'histoire dans cette direction. Et cependant, nous pouvons parler ici aussi de la transformation de la révolution en socialisme, mais conditionnellement et dans un tout autre sens, à savoir seulement dans ce sens qu'en fin de compte, les centres industriels des autres pays absorberont la périphérie paysanne dans la sphère de leur influence. Je donnerai un exemple de la vie de l'U.R.S.S. Dans notre Union soviétique, il y a des exploitations rurales géantes. Il y a aussi des centres industriels. Prenons par exemple, des soviets ruraux quelconques où il n'y a pas d'ouvriers. S'il y avait chez nous une situation telle que ces soviets ruraux soient isolés des soviets urbains, ce serait une démocratie soviétique paysanne et rien de plus. Mais, comme il existe une certaine liaison entre ces noyaux soviétiques dans les campagnes et les soviets de prolétaires dans les villes, comme tout le système de l'édifice soviétique est construit de façon que les noyaux de base représentent des cellules de l'organisme de l'Etat soviétique, où le rôle dirigeant incombe aux soviets ouvriers de la ville, où tout le système est tel que l'influence prolétarienne est plus forte à mesure qu'on s'élève dans l'édifice et qu'en cas de divergence, c'est le prolétariat et seul le prolétariat qui est l'arbitre — en vertu de tous ces motifs, les noyaux paysans se transforment en parties intégrantes de la dictature du prolétariat. Seule cette liaison nous donne la possibilité d'entraîner la paysannerie dans la construction socialiste, dirigée par le prolétariat. Prenons de nouveau un tableau mondial. Je pense que par analogie avec ce qui précède, on peut parler de ville industrielle mondiale ou de dictature

prolétarienne industrielle et de campagne coloniale paysanne. Les régions purement paysannes, les anciennes colonies joueront dans le système mondial de la dictature du prolétariat à peu près le même rôle que, mettons, notre soviét rural dans tout le système soviétique de notre pays, — dans la mesure où nous réunirons sous forme de fédération ou sous une autre forme, toutes ces régions, après la révolution, dans les conditions du développement de la dictature du prolétariat. Lorsque ces parties rurales, seront de plus en plus amplement entraînées dans le processus général du développement, nous, pourrions dire, de ce point de vue et en ce sens, qu'ici aussi, le processus du développement se poursuit dans le sens de la révolution socialiste. Ce n'est pas parce que dans cette même périphérie paysanne, il y a des groupes agissants du prolétariat, mais parce que le prolétariat des autres pays entraînera toute cette périphérie paysanne dans l'orbite de son influence et saura créer les conditions nécessaires pour son passage direct au socialisme en « brûlant » la phase capitaliste du développement. On peut dire que c'est là de la « musique d'avenir » ; pour le moment, nous n'avons pas encore cette situation, mais je pense, que nous devons bien méditer cet avenir.

LA VILLE ET LA CAMPAGNE MONDIALES.

J'ai essayé de déchiffrer quelque peu le cours du développement après la victoire mondiale du prolétariat et de développer la thèse dont a parlé Lénine à savoir que l'Internationale Communiste doit justifier et prouver la possibilité d'un, développement non capitaliste, c'est-à-dire socialiste, des peuples soi-disant « non civilisés ». Cette expression de peuples « non civilisés » n'est pas nôtre. Notre tâche consiste à développer les peuples arriérés des colonies et à les entraîner dans le mouvement général. Ici, il nous faut donner un tableau beaucoup plus clair qu'autrefois. Si nous parlons dans le programme de la dictature mondiale du prolétariat, nous devons aussi toucher la question des rapports réciproques entre la ville et la campagne mondiales, les rapports entre le prolétariat et la paysannerie mondiaux. Je ne toucherai pas ici aux problèmes de la différenciation de la paysannerie, non pas que je ne les considère pas assez importants, mais parce que c'est là un thème tout à fait spécial qui a été discuté bien des fois, qui a été et qui est exposé tant dans les résolutions respectives que dans notre projet de programme. Cependant, la thèse que j'ai essayé de développer tout à l'heure n'a pas encore été élaborée avec assez de minutie ; nous avons donc dû la préciser plus énergiquement dans notre projet de programme.

L'analyse de la thèse sur la possibilité du développement non capitaliste des colonies est en rapports étroits avec le fait que nous posons à présent le problème colonial d'une façon beaucoup plus intense qu'auparavant ; en [ce ?] fait, de son côté, est étroitement lié avec ce que Lénine a écrit à savoir que l'issue victorieuse de la lutte mondiale du prolétariat contre le capital international est conditionnée par le processus d'entraînement de centaines de millions d'individus de la population coloniale dans cette lutte. Cette puissance gigantesque de masse, ces réserves colossales du prolétariat et, en partie, de la paysannerie, représentent une force décisive du point de vue historique mondial. Si nous parlons du prolétariat et de son rôle dirigeant dans la révolution mondiale, c'est que l'une des tâches fondamentales, essentielles, est la solution du problème de la direction de la paysannerie mondiale par le prolétariat mondial. Voilà pourquoi le problème colonial se pose avec une telle acuité et pourquoi nous devons le faire ressortir-avec une énergie particulière. Nous devons puissamment accentuer le fait que, dans le processus de la révolution mondiale, c'est précisément la conjonction du prolétariat mondial avec les révolutions agraires de la paysannerie coloniale qui représente le facteur le plus important et le gage le plus certain de notre victoire.

VI. CERTAINS PROBLEMES ECONOMIQUES

NOS BASES DE LA THEORIE DES CATASTROPHES

Quelques mots sur les lois qui régissent le mouvement du capitalisme et sur *la crise générale du système capitaliste*. Je serai bref. J'ai déjà souligné que nous considérons le socialisme comme, un phénomène inévitable et naturel, en entière conformité avec les vues fondamentales de Marx, d'Engels et de Lénine. La caractéristique des lois qui régissent le mouvement du capitalisme est un point important dans la partie de principe de notre projet de programme. Nous établissons « la théorie des catastrophes » sur l'analyse du processus, de la reproduction des contradictions du système capitaliste. Dans notre projet nous avons exposé les choses ainsi : le capitalisme s'affaiblit progressivement et le prolétariat devient toujours plus fort. Quoique la dernière phase du capitalisme, la phase impérialiste, présente des symptômes croissants de décomposition intérieure, quoique les tendances parasitaires ressortent toujours plus fort dans les cadres du système capitaliste, néanmoins, de puissantes forces productives se développent, la technique s'accroît dans différents pays capitalistes, ces derniers temps en particulier. Nous sommes convaincus que la catastrophe du capitalisme se produira sur tout le front, non pas parce que le capitalisme s'affaiblira dans toutes ses parties, mais parce que de formidables contradictions intérieures et extérieures, enchaînées entre elles et causées par le capitalisme dans tout le cours de son développement, entraîneront des collisions et des conflits toujours plus aigus. C'est pendant ces collisions des forces antagonistes que la forme capitaliste de la société sautera et périra.

LA DISCUSSION SUR LE CAPITAL FINANCIER

L'analyse de la situation actuelle et l'analyse de la crise du système capitaliste sont en corrélation avec cet exposé général de la théorie des catastrophes, comme résultat d'une reproduction constante des contradictions du système capitaliste. Il n'est nul besoin que je m'arrête sur cette question, car ce thème a été entièrement épuisé dans le premier point de l'ordre du jour. Je voudrais cependant traiter de certains points litigieux liés à la caractéristique des lois qui régissent le mouvement du système capitaliste. Dans la littérature de discussion sur le programme, il y eut avant tout une attaque contre la conception du « capital financier ». Certains camarades nous accusèrent d'emprunter cette théorie à Hilferding, ce qui, prétendent-ils, donnerait à notre projet une teinte social-démocratique, « à la Hilferding ». Je pense que ces arguments sont inexacts. Au point de vue formel, lorsque Hilferding parle du capital financier, cela ne veut pas dire qu'il n'a rien dit d'exact sur cette question ; les écrivains socialistes, en particulier les anciens écrivains d'avant la guerre, disaient aussi parfois des choses assez justes. Chacun sait comment Lénine appréciait la brochure, non pas sans lacunes, de Kautsky intitulée *La route du pouvoir*. L'opinion de Lénine sur le *Capital financier* de Hilferding est connue également. Si dans les milieux allemands on dit en plaisantant que Hilferding vit sur le compte du capital financier, à présent cette expression est employée dans un tout autre sens, c'est-à-dire que l'auteur du *Capital financier* vit à la charge des magnats du capital financier (en minuscules), il ne faut pas oublier qu'à la fin de son livre, le *Capital financier*, Hilferding parle de la *dictature du prolétariat*. Quant à l'argumentation de certains camarades, elle se réduit à prétendre que la conception du capital financier ne signifie rien d'autre que la domination des banques sur l'industrie. Ainsi, par « capital financier » il faut entendre d'après eux, non pas l'union du capital bancaire avec le capital industriel, mais la domination du capital bancaire sur le

capital industriel. C'est là une conception inexacte du capital financier. Ce dernier est une forme du capital, lorsque le capital bancaire *fusionne* avec le capital industriel. Précisément, *cette* conception du capital financier, et non pas une autre, est le point de départ de notre analyse.

Le deuxième argument, lié en corrélation avec le premier, stipule : Marx a dit nettement, en particulier, dans le deuxième tome *du Capital*, que la base de tout le processus de circulation du capital est la production, que la forme fondamentale du capital est, par conséquent, le capital industriel. Parler de l'hégémonie des banques équivaut, donc à nier que la production est la base essentielle de tout le processus de la circulation.

Toute cette argumentation est fautive, ayant tout parce qu'elle se base sur une conception erronée du capital financier : on retire de la définition du capital financier ce qu'il y a de plus essentiel ; *la fusion* du capital bancaire avec le capital industriel. Mais si l'on admet même la définition erronée du capital financier, les objections ne deviennent pas plus convaincantes. En effet, j'ai déjà indiqué ce qui suit dans la Commission du programme : Prenez l'Etat de la dictature du prolétariat ou un système de capitalisme d'Etat en société bourgeoise. L'Etat est une *superstructure*, mais l'Etat règle aussi le processus de la production. Dire : Comment, l'Etat peut-il régler la production s'il est lui-même une superstructure, — revient à poser la question d'une façon non marxiste. En raisonnant ainsi, on obtient précisément que l'Etat est une superstructure, tandis que la production est la base, alors on ne peut pas parler en général de capitalisme d'Etat. Cet argument est nettement absurde. La production est la base, mais il existe une forme, spécifique où la superstructure étatique fusionne avec les organisations économiques. Une pareille forme originale existe et peut exister. Ainsi en est-il sous la dictature du prolétariat. Quels sont les indices caractéristiques de la dictature du prolétariat ? Son trait caractéristique est que l'organisation de l'Etat est directement liée avec la base de la société, avec la production ; d'autre part, les organisations économiques constituent la partie intégrante de l'appareil d'Etat. Ainsi, ce qui est « secondaire » (la superstructure) règle ce qui est « primordial » (la base), — et il n'y a rien de terrible à voir ici. Par conséquent, tout l'argument de « l'impossibilité » du rôle régulateur des banques s'effondre ainsi.

Maintenant, au sujet du troisième argument. On dit : la situation est telle, à présent, que les trusts ou les entreprises industrielles en général se financent fréquemment l'un l'autre, possèdent leurs propres banques, etc. Mais cet argument n'avance rien contre nous, mais au contraire il est en notre faveur. Que signifient le financement réciproque des trusts et l'existence de leur propre banque ? Cela témoigne précisément de la fusion du capital bancaire avec le capital industriel. Que signifie le financement de certains trusts par d'autres ? Cela signifie qu'ils remplissent partiellement les fonctions de banques et ceci ne fait que souligner objectivement la nécessité de la « fusion », et non pas l'inverse. Il est vraiment risible d'affirmer que le capital financier ne joue « aucun » rôle : nous avons sous les yeux un pays tel que l'Allemagne qui vit sur le compte du capital américain et prospère considérablement. Tous les *faits* servent à confirmer nos principes. Ceci a trait à la question du capital financier.

LA THEORIE DES CRISES

Maintenant quelques mots sur la théorie des *crises*. Dans notre [littérature de discussion](#) et dans différents amendements, par exemple dans les remarques du camarade Thalheimer, on propose de remplacer la caractéristique de la crise générale du capitalisme, donnée dans le programme, par une autre. Le fond de ces propositions consiste à affaiblir ou à détruire la disproportionnalité, en avançant « la surproduction générale ». Quelques mots à ce sujet. Le camarade Thalheimer proposa d'indiquer

la surproduction comme expression fondamentale des crises capitalistes. Pas un mot n'aurait été dit à ce sujet dans le programme, paraît-il. J'estime que cette assertion ne correspond nullement à la réalité. Dans notre formule, cette contradiction du capitalisme exprimée par la surproduction, est mise en relief là où nous parlions de la contradiction entre *la capacité de consommation et l'accroissement des forces productives*.

Il est absolument impossible d'interpréter *autrement* la contradiction qui existe entre la capacité de consommation et la croissance des forces productives. Lorsque nous parlons de contradictions entre l'accroissement des forces productives et la capacité du marché, par cela même nous parlons d'une surproduction générale. Il est possible que ce mot soit absent, mais cette pensée existe, je n'ai rien à objecter contre l'introduction des mots en question, mais je repousse énergiquement le reproche que cette pensée soit absente. A proprement parler, les camarades qui critiquent notre formule ont tendance à éluder la question de la disproportion, entre les branches de la production et celle du rapport entre la capacité d'achat et l'accroissement des forces productives, ces deux points étant considérés en liaison réciproque.

Je n'ai pas la possibilité de m'arrêter en détail sur cette question, mais à la Commission du programme je l'ai examinée minutieusement et je prierais les camarades de prendre connaissance du procès-verbal de la commission. Seulement quelques mots encore sur cette question: En ce qui concerne la liaison qui existe entre les contradictions de l'une et de l'autre catégories (contradictions entre les différentes branches de la production, d'une part, et entre la puissance de production et la capacité de consommation, d'autre part), à mon avis, on peut et on doit *réunir ces deux points*. Le fait est que la disproportion entre la capacité d'achat et l'accroissement des forces productives, et la disproportion entre les différentes branches de l'industrie, servent seulement à exprimer l'absence d'un *plan* dans l'économie capitaliste. Si, par exemple, on prend le capitalisme d'Etat dans le sens que ce mot possède en Europe Occidentale, sous un pareil système, les crises *sont impossibles*, quoique la « part » des ouvriers puisse tomber constamment. Cette part décroissante est prise en ligne de compte par *le plan*. Dans la société capitaliste anarchique, on a l'achat et la vente, l'argent, le marché. *C'est pourquoi* la contradiction entre l'accroissement des forces productives et la capacité d'achat aboutit à des crises. La disproportion de la société capitaliste sous sa forme moderne consiste précisément en une disproportion entre la capacité de consommation des masses et l'accroissement des forces productives ; en connexion avec ceci doit être considérée la disproportion existant entre les différentes branches de la production. Car il faut se rappeler que la conception de la disproportion entre *les différentes branches de la production est absurde en général*, si l'on considère cette question d'une façon isolée. Il suffit de rejeter le problème du rapport entre la capacité d'achat de la population et les forces productives, pour que la conception de proportion ou de disproportion entre *les différentes branches de la production devienne une absurdité*. Prenons, par exemple, le charbon, le fer, le textile. Qu'est-ce qui règle la quantité de ces marchandises ? Comment peut-on parler de proportion ou de disproportion entre l'industrie textile et la métallurgie, *ne connaissant pas* la quantité de produits du textile (car ils sont *liés* avec la capacité d'achat du consommateur) ? On aboutit à une absurdité. Tous ces arguments confirment l'idée que l'on ne peut parler de disproportion entre des branches de la production qu'en *liaison étroite* avec le rapport existant entre la capacité d'achat et l'accroissement des forces productives. Cette dernière disproportion sert seulement d'expression partielle à *l'absence générale d'un plan* dans la société capitaliste. C'est ainsi qu'il faut poser la question. Déjà vers 1890. Lénine posa ce problème, brièvement, mais très exactement, et indiqua que la disproportion entre la capacité d'achat et les forces productives n'est qu'une expression partielle de la disproportion générale du régime capitaliste.

« La capacité de consommation de la société » et la « proportion entre les différentes branches de la

production », — ce ne sont nullement des conditions quelconques, isolées, non rattachées l'une à l'autre. Au contraire, un certain état de la consommation est un des facteurs de la proportionnalité. En effet, l'analyse du processus de la réalisation a démontré que la formation d'un marché intérieur pour le capitalisme ne s'effectue pas tant par les articles de consommation que par les articles de production. Il en résulte que la première subdivision de la production sociale (fabrication de moyens de production) peut et doit se développer plus rapidement que la seconde (fabrication de produits de consommation). Mais il ne découle nullement de ceci que la fabrication des moyens de production ait pu « *développer d'une façon absolument indépendante* de la préparation des articles de consommation et *sans aucune liaison avec elle.* » (Lénine, tome XI, article sur *la question de la théorie des marchés*, page 474, 1^{re} édition russe. — L'italique est de Lénine.)

J'ajouterai à ceci qu'un des facteurs du processus de la reproduction est la production de la force de travail. La production de la force de travail est un processus de consommation, plus exactement, le processus de consommation est un processus de production de la force de travail. Par conséquent, la contradiction entre la production et la consommation est une contradiction entre la production des marchandises et la production d'une marchandise *spéciale* : la force de travail.

Je passe à d'autres questions ayant trait à la discussion qui se déroula dans nos rangs.

VII. LE PROBLEME DE LA NEP ET « LE COMMUNISME DE GUERRE »

LE FOND DE NOS DIVERGENCES

Dans notre projet, en parlant des phases ultérieures du développement, et en particulier de la période de transition, nous devons mettre minutieusement en lumière le *problème de la NEP et du « communisme de guerre »*. Le terme NEP ne figure pas dans ce projet de programme. Nous n'avons pas jugé rationnel de l'employer, car quel sens y a-t-il à parler de *nouvelle* politique économique, par exemple pour l'Australie ? C'est un terme spécifique russe, privé de sens pour les autres pays. Mais nous devons soulever le problème même. Dans ce domaine, il existait, chez nous des divergences, avant le congrès, tant dans la littérature que dans sa discussion orale. Ces divergences avaient trait à différents problèmes partiels :

1. Nécessité universelle de la NEP, d'une politique qui admet les rapports du marché, etc.
2. La question de la nature de la NEP
3. La question des rapports entre ce que l'on appelle la NEP et « le communisme de guerre ».
4. Et enfin la question de la nature du « communisme de guerre », comme tel.

Permettez-moi de m'arrêter brièvement sur toutes ces questions.

Tout d'abord, la question de la possibilité de la NEP pour les autres pays. Certains camarades présument qu'il n'y a pas lieu de penser à la nécessité d'une pareille politique dans les pays hautement développés. Les arguments de ces camarades sont les suivants : dans les pays à industrie hautement développée, le pouvoir du prolétariat possédera de puissantes positions économiques. Les forces du prolétariat seront gigantesques, et il disposera d'une vaste possibilité d'organiser la périphérie économique. Un obtient par cela même la possibilité d'établir une politique tout autre en principe. Nous ne savons pas encore exactement laquelle, espérons que ce ne sera pas la politique du communisme de guerre.

LE FACTEUR DETERMINANT DE LA NEP, CE SONT LES RAPPORTS DU MARCHÉ

Avant de répondre à cette question, il faut cependant répondre préalablement à la question de la *nature de la NEP*. Donc, en quoi consiste la « *nature* » de la *NEP* ? Quelle est la *base* de la *NEP* ? Au plénum du C.C. de notre parti, cette question fut l'objet de chaudes discussions. A mon avis, le facteur déterminant de la *NEP* est l'existence, dans une mesure quelconque, *des rapports du marché*. C'est un critérium des plus importants qui détermine la nature de la *NEP*. Dans cette question sur le critérium de la *NEP*, on dressa contre nous des arguments, rappelant ceux qui furent cités dans la discussion sur le capital financier. On nous dit : dans la doctrine de Marx, les rapports du marché ne sont pas la cause primordiale, mais la résultante. Comment peut-on considérer dans ce cas les rapports du marché, comme étant l'essentiel, comme étant seulement l'expression extérieure du processus de la production ? La base est donc la production, la production directe et non pas le marché ni l'échange. J'estime que cette façon de poser la question est *erronée*. Au point de vue abstrait, la production n'existe pas. Il existe ou bien une production marchande, ou bien une production d'un autre type. La production abstraite, ni naturelle, ni marchande, une production « en général » *n'existe pas*. Les rapports du marché sont un autre côté d'un genre déterminé de *production*, de la production marchande. Représentez-vous, s'il vous plaît, la production marchande, sans marchandises, la production marchande sans marché. C'est impossible. S'il s'agit ici de la production marchande, il est parfaitement compréhensible que l'essentiel, ce sont les rapports marchands. Qu'est-ce que les rapports marchands ? Ce n'est rien d'autre que l'expression de rapports spécifiques de production, dont le trait caractéristique est *le travail disséminé de petits producteurs individuels, indépendants pour la forme*. Ainsi, là où nous n'avons pas de petits producteurs, là vous pouvez vous prononcer en toute tranquillité contre la « *NEP* », contre les rapports marchands et autres choses du même genre. On indiqua que nous considérons comme trait caractéristique de la *NEP* le fait que l'ouvrier reçoit son « revenu » sous forme de salaire. En constatant ceci, on se demandait : que vient faire ici le marché ? Examinons cette question. Le salaire est, au sens strict de ce terme, une catégorie de l'économie capitaliste (cette catégorie n'est rien d'autre que le pôle opposé du profit capitaliste). L'Etat soviétique rétribue l'ouvrier *sous forme* de salaire. Cependant, le salaire de l'ouvrier dans notre Etat soviétique *n'est pas* un salaire, à strictement parler, c'est une forme de salaire rationnelle, fictive, possédant un tout autre contenu de classe. D'où provient cette *forme* de salaire ? L'origine en est parfaitement compréhensible. Elle est liée à l'existence chez nous d'une économie monétaire. Mais pourquoi y a-t-il chez nous une économie monétaire ? Parce qu'il y a encore chez nous des rapports marchands. Pourquoi y a-t-il encore chez nous des rapports, marchands. Parce que notre économie est disséminée, parce que nous avons un nombre considérable de petits producteurs que nous ne sommes pas en état d'organiser sous la forme d'un trust quelconque. L'existence de petits producteurs, que l'on ne peut organiser d'un coup de baguette, et qui, sans conteste, existeront encore .durant toute une période historique, trouve son expression dans les rapports marchands, ceux-ci trouvent leur expression dans les rapports monétaires, ces .derniers trouvent la leur dans des formes telles que celle du salaire. Sous cet angle, n'importe quel phénomène peut être tiré du fait fondamental de l'existence des rapports marchands, qui, dans le fond, ne sont rien d'autre que l'expression extérieure de l'existence de petits producteurs. *Tel est* le fond du problème. Sous l'angle de classe, c'est un problème des rapports entre le prolétariat et la paysannerie, de la méthode à employer pour entraîner les petits producteurs dans l'orbite de l'économie socialiste, c'est un problème historique donné qui existera encore longtemps et dont la solution non seulement dans notre pays, mais *dans d'autres aussi* prendra toute une période. Indiquez-moi, s'il vous plaît, un pays où il n'existe pas de petits producteurs ou bien où leur

importance est absolument insignifiante ? Il n'existe pas de pareil pays. Lénine disait que peut-être l'Angleterre est dans ce cas, et encore est-ce douteux. D'ailleurs, on comprend pourquoi : premièrement, l'Angleterre a aussi ses fermiers ; deuxièmement, elle n'est pas une île isolée ; si elle était isolée, elle ne pourrait exister. Considérée à l'échelle mondiale, la question se pose de la façon suivante : est-il possible que l'ambiance paysanne autour du prolétariat révolutionnaire mondial soit moindre qu'autour du prolétariat soviétique ? Il existe dans le monde entier une armée énorme de petits producteurs et le problème des rapports avec eux doit être posé et résolu sur une large échelle. Ensuite, prenez, même isolément, un pays aussi « avancé » que les Etats-Unis d'Amérique, où existe une armée considérable de farmers. Il est difficile d'admettre que ces farmers, que ces petits producteurs puissent être organisés d'emblée. Donc, ici, se posera la question du maintien des rapports marchands de l'économie monétaire, ou, plus exactement, des formes marchandes de la liaison de l'industrie avec la petite économie.

Mais cela signifie-t-il que *l'ampleur et l'échelle* des rapports marchands resteront les mêmes qu'en U.R.S.S. ? Il faut répondre négativement à cette question. Le trait spécifique de l'U.R.S.S. n'est pas la NEP proprement dite, mais les *proportions* de la NEP, *l'ampleur* des rapports marchands. Si l'on prend un autre pays, où la densité des petits producteurs n'est pas aussi considérable, l'ampleur des rapports marchands y sera tout autre qu'en U.R.S.S. Plus le pays est industriellement développé, plus il est industrialisé, moins les rapports marchands y joueront un rôle après la prise du pouvoir par le prolétariat, et sous l'angle de la dynamique, plus nous saurons rapidement venir au bout de la NEP, c'est-à-dire liquider les rapports marchands sur la base de ces mêmes rapports marchands. Sur la base des rapports marchands, le développement sera accompagné d'un accroissement de tout le mécanisme économique ; l'ampleur des rapports marchands sera moindre. Le rythme de leur disparition sera plus rapide, de même que le rythme du développement socialiste de la forme embryonnaire à la forme intégrale de l'économie socialiste, sous l'aspect d'un organisme unique et uniforme. Ainsi se résout, à mon avis, la question de la nature de la NEP et de son caractère « universel ».

DU COMMUNISME DE GUERRE

Il reste encore la question des *rapports entre le « communisme de guerre » et la NEP*. Ici, différents courants se sont fait jour. Certains camarades estimaient qu'il est nécessaire de parler en premier lieu du « communisme de guerre », car c'est la phase *première et indispensable* du développement dans la période de la guerre civile. D'autres camarades pensaient que dans de nombreux pays, surtout en Europe, le prolétariat aura à soutenir des combats importants et décisifs *avant* qu'il parvienne à s'emparer du pouvoir, et, du moment qu'il en est ainsi, du moment que les principaux combats précéderont la prise du pouvoir, il n'y aura donc nul besoin d'établir un « communisme de guerre » après l'instauration de la dictature du prolétariat. L'un et l'autre point de vue ne sont pas fondés. Nous ne pouvons pas nous lier les mains par une formule unilatérale, car nous ne savons pas encore d'une façon bien déterminée quels seront en réalité les circonstances. Sera-t-il nécessaire *au début* du développement ou bien au milieu, ou plus tard ? Sous ce rapport, il existe des possibilités diverses. Pourquoi ? Parce que cela dépend *non seulement* des conditions *intérieures*, variées, mais aussi des conditions *extérieures*. Le rôle décisif sera joué ici par l'intervention. La combinaison de ces deux facteurs — l'intérieur et l'extérieur — peut être variée. En Russie, nous n'avons pas commencé par le « communisme de guerre », mais pour ainsi dire par la NEP. Ensuite, survint l'intervention, une aggravation considérable de la lutte de classe, qui prit la forme d'une guerre civile. — alors, apparut le « communisme de guerre », Ensuite, ce fut le retour à

la NEP. Lénine écrivit sur ces thèmes et je pense que ces problèmes sont évidents pour tous les camarades.

Mais l'intervention peut se déclencher d'un coup. Alors il faudra avoir recours d'un coup aux méthodes caractérisées comme « communisme de guerre ». Cela ne signifie pas que toutes les mesures qui furent employées en U.R.S.S., le seront aussi en Europe occidentale et en Amérique, dans cette période de communisme de guerre. Nous avons donc commis de véritables sottises qui n'étaient nullement justifiées par la guerre civile. Mais des mesures pareilles au « communisme de guerre » peuvent devenir indispensables dès le début. Les facteurs, les conditions peuvent se combiner de façon différente et on ne peut les prévoir d'avance. Nous ne pouvons développer la révolution en nous guidant sur un plan strictement établi : de si grands événements ne peuvent se maintenir dans les limites d'un « plan » rigoureux.

C'est pourquoi il faut formuler la question du « communisme de guerre » de la façon suivante dans notre projet : dans des conditions telles et telles, il peut être nécessaire de passer au « communisme de guerre » et rien de plus. On peut indiquer que ce système est *probable* dans telle et telle condition. Mais obliger les autres partis à appliquer *d'abord* « le communisme de guerre » ou inversement, est une chose absolument impossible. Voilà pourquoi j'estime que nous devons laisser la formule donnée dans le projet de programme, tout en soulignant encore plus la *probabilité* de cette forme dans certaines conditions. Il ne faut pas se lier les mains sans savoir parfaitement ce qui nous attend.

VIII. LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE FASCISME

Nous avons toute une série de divergences (je dois faire remarquer que dans mon rapport je n'aborde pas le travail de la Commission du programme, il serait rationnel de lui consacrer un rapport spécial, mais je parle des stades préalables de notre discussion et seulement, je le reconnais, de certains points soulevés à la Commission du programme du Congrès), en rapport avec la question de *la social-démocratie et du fascisme*.

Une chose qui distingue le projet en question du dernier est que le rôle des *partis social-démocrates* y est mieux éclairé. Il doit être évident pour vous pourquoi nous avons abordé avec détail le rôle de la social-démocratie. Celle-ci a également évolué, en politique comme en théorie. Un grand changement s'est effectué dans ses rangs. Après avoir commencé par trahir le socialisme en 1914, la social-démocratie est tombée si bas dans ses trahisons que nous avons jugé nécessaire *d'exposer* ce processus avec plus ou moins de détails. La social-démocratie a également dégénéré en théorie. Elle a perdu toutes traces de marxisme. Des gens comme Mac Donald y jouent un rôle dirigeant. La social-démocratie reçoit actuellement sa nourriture spirituelle d'économistes purement bourgeois. Cette nourriture subit une certaine transformation, elle est assaisonnée de phraséologie marxiste dans les sections allemandes de la II^e Internationale et, sous cette forme, elle est offerte aux masses. En ce qui concerne les pays anglo-saxons, ils absorbent cette nourriture à l'état brut sans la transformer en un produit fabriqué. (*Rires.*) Toutes ces circonstances doivent être signalées dans notre projet, en portant particulièrement l'attention sur le rôle de la social-démocratie de « gauche ». Nous devons résumer l'expérience acquise ici, pendant la révolution de 1923 en Allemagne, pendant l'insurrection de Vienne, pendant la période de la grève générale anglaise. Dans tous ces événements le mouvement ouvrier a puisé une expérience grandiose, dans tous ces événements, le rôle de la soi-disant aile « gauche » du réformisme s'est nettement manifesté. Tout ceci devait être groupé, généralisé, analysé, mis à sa place. En conséquence le projet donne l'explication de ce genre de

phénomène.

Ensuite, sur le *fascisme*. Je me permettrai d'analyser en détail le problème spécifique du fascisme et de la social-démocratie de même que dans leurs rapports réciproques soit dans *la conclusion* soit dans un rapport au nom de la commission. Dans la Commission du programme, il y eut à mon avis, des débats très intéressants sur cette question que je m'efforcerai encore d'éclairer. Je noterai seulement ici *qu'en* comparaison avec le projet précédent, nous nous sommes efforcés de poser ce problème d'une façon plus ample et de la résoudre plus à fond.

Le chapitre de conclusion du projet de programme sur la stratégie et la tactique a été considérablement modifié. On y a ajouté une partie spéciale consacrée à différents courants idéologiques au sein du mouvement ouvrier. Nous avons donné la caractéristique des courants qui nous sont hostiles au sein du prolétariat des colonies, c'est le syndicalisme soi-disant « révolutionnaire » et certaines formes spécifiques de réformisme britanniques qui ont une influence assez forte sur le réformisme européen et sur le réformisme en général (par exemple le « socialisme des guildes »). On dit que celui-ci est une futilité, une grandeur infime que l'on peut négliger. Mais je dois noter que cette « grandeur infime » renaît dans les œuvres des social-démocrates allemands. On peut dire la même chose des absurdités sur le « socialisme constructiviste » dont Mac Donald est « l'auteur ». Nous devons également mentionner le : *gandhisme* et le sun yat senisme. Il serait peut-être rationnel de s'arrêter avec plus de détails sur ce sujet à la fin de nos débats.

Ainsi, la tentative d'esquisser les différents courants dans le mouvement réformiste est pour ainsi dire quelque chose de nouveau « en principe ». Je présume que cette tentative doit être adoptée en principe, quoiqu'elle ne soit pas particulièrement brillante. Peut-être y aura-t-il quelque chose à rectifier à ce sujet. Mais c'est là une autre question.

Telles sont les remarques essentielles au sujet du programme. Je le répète, je n'ai pas abordé plusieurs questions essentielles, cardinales, parce qu'elles ont été éclairées dans les rapports précédents.

IX. L'ADOPTION DU PROGRAMME EST LA PRINCIPALE TACHE DU CONGRES

Pour conclure, je voudrais dire quelques mots sur l'esprit général notre programme. Après avoir discuté le programme à trois reprises différentes, nous devons, à mon avis, tendre tous nos efforts pour l'adopter définitivement à ce congrès.

Evidemment, nous ne pouvons dire que notre programme est absolument un idéal. Il va de soi que si, pendant deux ans encore, nous nous mettions à corriger notre projet de programme, nous aurions quelque chose de meilleur. Mais nous ne vivons pas à une époque où les militants qualifiés de l'Internationale Communiste peuvent pendant des années polir ce projet de programme en se confinant dans leur cabinet de travail. En outre, y eut-il de nombreuses discussions sur le programme dans nos partis après le V^e Congrès ? Après l'élaboration du premier projet, il y en eut très peu. Tout le monde est trop occupé. Le rythme de développement est trop rapide. Les nouvelles tâches naissent avec une rapidité vertigineuse, l'histoire se meut à une allure si fébrile que nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'étudier tranquillement chaque terme et chaque mot. Retarder de nouveau cette chose, cela revient à la faire traîner en longueur. A d'autres congrès, à d'autres plénums, le tableau sera le même. Il vaut mieux rester un peu plus longtemps ici et adopter le texte du programme avec les différents amendements de style, de rédaction, et les amendements pratiques. Nous ne pouvons

plus aller de l'avant sans nous tracer un programme.

Tous les partis sentent que notre rendement est insuffisant dans le domaine idéologique. Il est très difficile d'élaborer un document où tous les problèmes fondamentaux du mouvement international seraient éclairés dans une juste proportion. Mais après une triple discussion de la question (au IV^e, au V^e et au VI^e Congrès l'I.C.), il est temps d'adopter définitivement le programme. Dans notre lutte grandiose, dans la lutte de nombreux millions de travailleurs, dans la lutte du prolétariat industriel d'Europe et d'Amérique, dans la lutte du prolétariat de l'U.R.S.S., dans la lutte des ouvriers coloniaux et de la paysannerie coloniale qui suit la classe ouvrière, le programme sera l'insigne, le drapeau communiste, le cri de guerre, l'étoile qui guide. La situation s'aggrave sans cesse. Le danger de guerre n'est pas une parole vaine, mais un fait réel, menaçant. A présent, des millions d'hommes nous suivent, effectivement. Les événements exigent de nous une grande cohésion. Le programme sera pour nous un phare, ce sera le meilleur appui pour toutes nos sections. En rangs serrés, nous marcherons sous le drapeau du communisme avec notre ancien cri de combat et notre programme jouera un rôle grandiose dans la révolution mondiale, dans la lutte pour la victoire du prolétariat mondial, de la dictature prolétarienne mondiale, du communisme mondial.

Vive le communisme mondial !

(Vifs applaudissements et ovations.)

5.

LOZOVSKI donne ensuite la parole au camarade Boukharine pour sa conclusion sur la question du programme de l'I.C.

Discours de Boukharine

I. Les enfants de chœur de l'impérialisme et le programme de l'I.C.

QUI DEFEND L'UNITE ET QUI DIVISE LE MOUVEMENT OUVRIER ?

Camarades, permettez-moi tout d'abord de vous exposer un peu comment les adversaires impérialistes et social-démocrates du communisme ont réagi devant la publication du projet de programme de l'I.C. Le menchévik Abramovitch a publié dans le *Sozialisticheski Viestnik* (Le Messenger Socialiste) qui paraît à Berlin, deux grands articles intitulés : « Un programme de guerre et de division contre la classe ouvrière », articles contenant nombre d'insinuations répugnantes à l'adresse du communisme. Ces articles sont suffisamment caractérisés par le vocabulaire de policiers et d'assassins auquel recourt Abramovitch en affirmant notamment que le communisme ne recule pas du tout devant l'emploi « du poison et du poignard » etc. Je reviendrai plus loin sur ces articles. Otto Bauer a aussi exprimé son opinion sur notre programme : dans son article intitulé « Bruxelles-Moscou » publié dans le journal de Bruxelles *Le Peuple*, il dit entre autres :

« Si le congrès de Moscou tend plus que jamais tous ses efforts dans le sens de la division de la classe ouvrière internationale, le congrès de Bruxelles doit se *donner* pour tâche au contraire, d'inviter tous les exploités du monde à s'unir dans la lutte contre l'impérialisme, la guerre et la domination étrangère ».

Ainsi donc, Otto Bauer affirme que le Congrès de Bruxelles des social-démocrates fait des vœux pour l'unité de la classe ouvrière avec les peuples coloniaux, tandis que notre congrès communiste est un congrès de « division des rangs ouvriers ». Il n'est pas bien difficile, à mon avis, de réfuter ces affirmations cyniques. Il suffit de considérer ne serait-ce que les tous derniers événements du mouvement ouvrier pour voir *qui*, au moment actuel, défend l'idée de l'unité du prolétariat mondial et qui divise les rangs de la classe ouvrière au profit des capitalistes. Qui est-ce qui exclut les communistes des syndicats d'Angleterre, d'Allemagne et des autres pays, qui est-ce qui, d'accord avec les employeurs, entreprend une croisade contre les ouvriers communistes, si ce ne sont les réformistes ? Est-ce que le changement entrepris par le Comité Exécutif de l'I.C. et approuvé actuellement par le congrès n'a pas été déterminé en premier lieu par le fait que les dirigeants des organisations des partis et des syndicats réformistes s'intègrent de plus en plus dans les organisations capitalistes et divisent de plus en plus profondément le *mouvement* ouvrier. La tendance à diviser les rangs ouvriers et, en premier lieu, les syndicats *est* particulièrement caractéristique à présent pour la politique des réformistes de presque tous les pays. Les chefs réformistes, ceux de la social-démocratie et des syndicats, les leaders d'Amsterdam et de la II^e Internationale combattent l'idée même de l'unité internationale des syndicats. Il est parfaitement clair que les chefs réformistes

mènent cette politique de division des syndicats dans l'intérêt de la classe capitaliste. Dans un des derniers numéros du journal, *L'Employeur*, publié par l'Union des patrons allemands, vient de paraître un grand article consacré à notre programme. L'article s'intitule : « Le Programme de l'Internationale communiste » et il donne l'appréciation caractéristique suivante de notre projet :

« Pour le monde non communiste ce programme est un document intéressant de l'époque et, en même temps, une clef précieuse pour la compréhension des forces politiques, économiques et sociales avec lesquelles nous aurons à nous mesurer prochainement. L'Internationale communiste est l'instance suprême de toutes les sections nationales communistes et, par conséquent aussi, du parti communiste d'Allemagne. C'est pourquoi le programme de l'Internationale communiste est celui dans le cadre duquel doit se tenir aussi le programme du parti communiste d'Allemagne. L'IC donne des directives aussi dans le domaine de la politique syndicale ; l'I.S.R. élabore ensuite concrètement cette directive. Les ouvriers communistes qui appartiennent aux organisations adhérant non à l'I.S.R., mais à la II^e Internationale syndicale (Amsterdam), doivent aussi adopter les principes établis dans le programme de l'Internationale communiste. Ainsi donc, ce programme devient le bréviaire obligatoire pour les groupements dirigeants de l'opposition dans les syndicats libres et sa signification pour le monde économique intérieur dans les pays bourgeois, d'économie privée, ne saurait être assez hautement appréciée. C'est pourquoi il est non seulement intéressant, mais même indispensable pour chaque entrepreneur et pour chaque chef d'entreprise de connaître les principes essentiels du programme de l'Internationale communiste. »

Comme vous le voyez, notre programme jouit de la plus grande attention dans les milieux patronaux. Mais ce n'est pas la raison pour laquelle j'ai donné ici cette citation. Ce qui est caractéristique, c'est de voir *en quoi* les patrons allemands voient le principal danger pour eux. Le principal danger, ils le voient dans *le travail des communistes dans les syndicats*, et la citation ci-dessus signifie au fond *un ordre donné aux chefs réformistes d'exclure nos camarades de parti et, en général, l'opposition des syndicats libres*. C'est cela même le sens de l'appréciation donnée par les patrons au sujet de notre programme. Et toute la pratique de ces dernières années montre que les chefs réformistes des syndicats et les chefs social-démocrates vont la main dans la main, travaillent d'accord avec les patrons à l'extirpation de la « canaille » communiste des entreprises et des syndicats. Il faut pousser à l'extrême le cynisme pour oser reprocher aux communistes de diviser les rangs de la classe ouvrière.

Nous posons maintenant la deuxième question, à savoir la question de l'union entre le prolétariat industriel des pays monopolistes et les classes opprimées du monde colonial ; nous pouvons constater sans peine qu'ici encore les social-démocrates sont les fauteurs de division.

En analysant la résolution du congrès de Bruxelles de la II^e internationale sur la question coloniale, nous voyons que cette résolution aurait pu être signée par n'importe quel gouvernement impérialiste. Entre la politique coloniale des réformistes et celle des impérialistes, *il n'y a presque aucune différence de principe*. Cela n'est-il pas prouvé par les protestations des hôtes coloniaux au congrès de la II^e Internationale ? N'est-ce point l'attitude impérialiste des réformistes dans la question coloniale qui a provoqué de nombreuses protestations provenant de la Ligue anti-impérialiste contre la position de la II^e Internationale dans la question coloniale ? C'est juste au moment où la bourgeoisie chinoise est devenue le bourreau sanguinaire de la classe ouvrière de Chine, c'est maintenant précisément et non naguère pendant la période de « l'expédition contre le Nord », que la II^e Internationale a invité le Kuomintang, ce parti d'étrangleurs et de pendeurs, à son congrès de Bruxelles ; plus que tout autre chose, cela prouve avec éclat que la II^e Internationale est la force qui, dans l'intérêt des impérialistes, sème la division entre le prolétariat industriel de la métropole et les classes opprimées des pays coloniaux. Oui, vraiment, la II^e Internationale

personnifie l'idée de « l'unité », mais d'une unité *spéciale*, de l'unité de certaines couches de la classe ouvrière et de l'aristocratie ouvrière avec l'impérialisme contre les ouvriers révolutionnaires en général, les ouvriers et les paysans des colonies, en particulier. Contre une telle unité, l'Internationale communiste a combattu et mènera un combat à mort.

LE SOT BAVARDAGE D'ABRAMOVITCH ET LE TEMOIGNAGE DE BUCHANAN

Si nous voulons analyser le troisième grand problème, le *problème de la guerre*, si nous voulons répondre aux accusations provocantes selon lesquelles l'Etat prolétarien serait le « provocateur » de la guerre mondiale, l'IC. une force « allumant la guerre », et le programme de l'IC. « une provocation de guerre » — ces gens sont assez impudents pour oser affirmer de telles choses, — le mieux serait de juxtaposer ce qu'écrivent de nouveau les social-démocrates avec certains documents du passé. Dans le numéro en question du *Sozialisticheski Viesnik*, Monsieur Abramovitch écrit ce qui suit :

« Au risque d'attirer sur nous le courroux communiste, nous devons déclarer que la bourgeoisie d'Europe tremble cent fois plus devant la nécessité réelle de remettre une partie du pouvoir de l'Etat à la social-démocratie qui fait coalition avec elle que devant les poudres en carton « de la révolution communiste ». Car la première de ces deux perspectives est une réalité immédiate se manifestant directement par toute une série de concessions politiques et économiques qu'il faut tout de suite, aujourd'hui même, faire aux grandes masses ouvrières, tandis que toute l'Internationale communiste, avec sa propagande et ses perspectives révolutionnaires, est quelque chose qui arrivera peut-être, mais peut-être aussi que non, « la semaine des quatre jeudis » ; en tout cas, pour le moment, elle laisse dans les mains de la bourgeoisie toute la plénitude du pouvoir. »

Ainsi donc la coalition des social-démocrates avec la bourgeoisie, c'est « la remise d'une partie du pouvoir à la classe ouvrière » (!) et c'est en cela que consiste « le mérite » des partis social-démocrates, tandis que l'IC. est tellement « opportuniste » quelle laisse « le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie ». Monsieur Abramovitch n'a pas honte de développer une argumentation aussi niaise et ridicule et il la met en rapport avec le problème de la guerre !

Camarades, en feuilletant les mémoires de Georges Buchanan, cet homme politique anglais si expérimenté, cet ancien ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, j'y ai trouvé une illustration assez intéressante de l'article « spirituel » d'Abramovitch. Buchanan, ancien ambassadeur anglais en Russie en 1917, caractérisant le rôle des chefs de la social-démocratie, du parti ouvrier pendant la dernière guerre impérialiste, décrit le mécanisme de cette même « remise d'une partie du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière » ; on ne peut que recommander la publication de livres, documents, mémoires de ce genre, aux éditions de l'IC. Permettez-moi de vous lire quelques extraits de ces mémoires. Buchanan parle d'abord du *menchevisme russe* :

« Le nom de Tseretelli (chef des menchéviks en 1917, actuellement l'allié de Kautsky. NB.), était joint au mien, — ce qui était assez étrange si l'on considère sa biographie — et on nous représentait comme les principaux acteurs du mouvement en question. Cette accusation surgit sans doute en conséquence du fait que nous avons mené ensemble la propagande active ententiste en faveur de la guerre dans le but de démasquer le mensonge allemand. »

La disposition des forces en 1919 était, comme vous voyez, très claire : le chef des menchéviks ensemble avec Lord Buchanan, représentant de l'impérialisme anglais, mènent la propagande ententiste active au profit de la guerre et, ensemble, ils démasquent « le mensonge allemand »

Il n'est pas moins intéressant de voir comment surgit la *mission Henderson à Pétersbourg*. Buchanan écrit dans ses mémoires :

« Le 24 mai, j'ai reçu un télégramme de Lord Robert Cecil faisant alors fonction de ministre des Affaires étrangères et m'informant que le cabinet de guerre estime nécessaire de créer une attitude plus favorable des socialistes russes et des ouvriers à l'égard de la guerre et de dissiper la fausse impression établie en Russie quant à nos buts de guerre. *Reconnaissant que ceci pourrait être obtenu avec le plus grand espoir de succès par les chefs du parti ouvrier plus que par aucun autre, le cabinet décida d'envoyer Monsieur Henderson en mission spéciale.* » (Rires).

Voyez-vous, à présent, en quoi consiste cette « remise du pouvoir ». Les bouchers impérialistes remettent une partie de leur pouvoir aux Henderson qui ont pour charge de recruter des socialistes russes et des ouvriers pour la continuation de la guerre impérialiste.

Vous savez bien que Henderson eut beaucoup de succès parmi les menchéviks russes et accomplit sa mission d'agitateur impérialiste de l'Empire du roi britannique. Seulement, *il n'eut pas de chance avec les ouvriers russes (rires)*. A la page suivante des mémoires, ce n'est plus seulement Tseretelli et Henderson qui figurent, mais bien tout le bouquet des représentants de la II^e Internationale, c'est toute la fleur des sommets de la II^e Internationale. On pourrait intituler ce chapitre : « Les chefs de la II^e Internationale à l'œuvre pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat », pour « l'organisation de la lutte contre la guerre impérialiste ».

« Le jour suivant Henderson déjeuna chez nous avec le prince Lvov et Térétkchenko. Parmi les autres hôtes il y avait aussi le ministre socialiste belge Vandervelde et le ministre français des munitions, Albert Thomas, qui avait pris la charge d'ambassadeur après le départ de Paléologue. Pendant les deux mois passés par lui en Russie, Thomas chercha non seulement à convaincre le ministre (Kérenski. N.B.) *de la nécessité d'une attitude ferme dans la situation intérieure ; il se dépensa, à l'aide de son éloquence pathétique, à soulever l'enthousiasme du peuple pour la guerre.* » (Rires).

Le « socialiste » Thomas persuadait le « socialiste » Kérenski qu'il fallait avoir une attitude « ferme » à l'intérieur du pays. Thomas conseillait à Kérenski de réprimer énergiquement toute résistance des masses ouvrières contre la continuation de la boucherie impérialiste. Thomas était le père spirituel des tentatives de répressions contre les ouvriers de Pétersbourg.

Tout cela est bien intéressant aussi du point de vue de la vie privée de ces messieurs. Plus loin nous lisons :

« A Pétrograd et à Moscou, ainsi qu'au front, il (Thomas, N.B.) parla dans de nombreux meetings de soldats et d'ouvriers et ce n'est pas de sa faute, si le grain qu'il semait tombait sur un sol ingrat. *Nous étions heureux de le voir rien que parce que tout son être respirait la joie de vivre et ne nous laissait pas tomber dans le désespoir.* (Grands rires).

En conversant avec moi après le déjeuner, il me demanda : « Qu'aurait-on dit, si l'on avait entendu, il y a quelques années, que moi et deux autres socialistes serions jamais les hôtes de votre table ? » — « La seule pensée d'une telle chose m'eût effrayé », répondis-je. — « Mais la guerre a changé tout cela et, maintenant, nous sommes tous « camarades ». *(Rires prolongés dans la salle)*.

Camarades quel est le sens réel de ces « curieux » passages ? Ils prouvent évidemment que ces messieurs « luttent » contre la guerre. Nous, voyez-vous, les vauriens, nous sommes évidemment « pour la guerre », mais la II^e Internationale avec Vandervelde, Henderson et Thomas à sa tête, ils mènent bien mieux que nous la lutte contre la guerre. Les chefs de la II^e Internationale « respirent la joie de vivre », ce n'est pas eux qui tombent dans le « pessimisme » ! Ces ministres-là furent et sont les véritables porteurs du pouvoir gouvernemental qui se trouve « entre les mains du prolétariat » ! Il faut vraiment être un imbécile borné pour ne pas comprendre le rôle de ces messieurs. Buchanan représente admirablement leurs « luttes contre la guerre », lorsqu'il écrit qu'aucun individu, aucun pouvoir et aucun groupe ne serait en état de remplir si excellemment le rôle de propagandistes de la guerre impérialiste que les chefs de la II^e Internationale. On peut prouver la même chose à l'égard,

de la social-démocratie allemande. Il y a toutes sortes de documents et de mémoires racontant ce qu'ont fait Ebert et les autres chefs, ce qu'ont fait Muller, Parvus et tout le Comité Central de la social-démocratie-allemande, comment ils « luttèrent » contre la guerre. C'est ainsi que se posait, la question au cours de la première guerre impérialiste.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE AU SERVICE DE LA GUERRE IMPERIALISTE

Et à présent ? Est-ce que la position-des social-démocrates s'est améliorée. ? Est-ce que leur théorie s'est modifiée ? Est-ce que la thèse de la « défense de la patrie » a été annulée ? Au contraire, à présent, cette théorie se développe en profondeur et prend dans la question de la guerre une forme encore plus repoussante. Est-ce que Kautsky, qui prêche maintenant des soulèvements contre-révolutionnaires contre l'U.R.S.S., eût jamais osé autrefois agir de la sorte ? Est-ce que les manifestations d'Hilferding dans les questions de politique extérieure, dans lesquelles il justifie théoriquement la nécessité de l'écrasement de l'U.R.S.S. par les forces réunies des impérialistes, est-ce qu'il aurait pu parler ainsi autrefois ? Henderson et toutes sortes d'autres alliés intimes de Buchanan sont devenus à présent plus infâmes encore qu'autrefois. Nous n'avons jamais assisté à tant de malpropreté de la part de la social- démocratie. Et se sont ces gens-là qui osent dire qu'ils mènent la lutte; contre la guerre ; ce sont là pourtant des affirmations qui n'ont absolument rien de commun avec la vérité. Et, après cela, ces gens parlent de « provocation de guerre » de notre part et voient cette provocation dans le fait que nous avons prévenu le prolétariat mondial du danger croissant de la guerre, dans le fait que nous disons la vérité à la classe ouvrière en lui montrant que la guerre est inévitable, que la bourgeoisie prépare une nouvelle guerre impérialiste. De même Abramovitch adopte par exemple, dans son premier article, une position bien déterminée dans la question des dangers de guerre contre l'U.R.S.S. Ecoutez ce qu'il écrit :

« Nous aurons encore à nous arrêter sur cette « mégalomanie » spéciale des bolchéviks cherchant (est-ce sérieux ?) à se persuader et à persuader les autres que « tout le monde capitaliste tremble devant le fantôme terrible du prolétariat, le regardant à travers les expériences historiques de l'U.R.S.S. » ; que tous les Etats capitalistes ne font que réfléchir même en dormant comment ils peuvent attaquer le pays de la dictature prolétarienne.

Hélas, ces temps héroïques sont passés depuis longtemps. Le monde capitaliste « dort bien tranquille » malgré les succès mirobolants de l'U.R.S.S. et malgré toute la « propagande communiste ».

Ces mots expriment une grande partie des différences qu'il y a entre nous et la social-démocratie dans la question des dangers de guerre. Nous disons que la bourgeoisie *se prépare énergiquement, fiévreusement à la guerre*. Les social-démocrates disent par la bouche de leurs théoriciens que *le monde capitaliste « est plongé dans le sommeil »*. Si nous disons : Le monde capitaliste est loin de dormir, non seulement il veille, mais encore de toutes ses forces, de toute son énergie, aussi bien sous le rapport technique que sous les rapports militaires, diplomatiques et économiques, il se prépare à la guerre, ces messieurs proclament « que nous provoquons la guerre » ! Eh bien, que pouvons-nous avoir de commun avec de telles gens, avec des gens qui considèrent que la cause de la guerre n'est pas dans la lutte sociale et économique entre les Etats impérialistes, qui font tout leur possible pour masquer cette lutte, pour détourner l'attention des ouvriers des faits évidents de l'armement enragé de la bourgeoisie, de sa préparation diplomatique et de l'inévitabilité historique, dans ces conditions, d'une nouvelle guerre !

Il me semble qu'en analysant ces deux questions : celle *de la division de la classe ouvrière* et, en particulier, des syndicats, et la question de la *lutte contre la guerre*, nous pouvons dire en toute conscience que *notre programme est le programme de la lutte contre la guerre impérialiste, le*

programme de l'unité de classe du prolétariat. C'est pourquoi nous sommes contre l'unité avec la bourgeoisie et contre la social-démocratie, c'est pourquoi nous sommes pour la dictature du prolétariat. Je pense que lorsque nous aurons terminé nos travaux, nous devons dans chaque pays nous appliquer au maximum à démasquer le mensonge inouï de la social-démocratie ; nous devons accomplir cette tâche des plus importantes, concrètement, d'une façon vivante, sous une forme qui soit accessible aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière. Par tous les moyens, nous devons démasquer, ce mensonge de la social-démocratie, mener contre lui une lutte systématique. Voilà, camarades, les observations que j'ai cru devoir faire au sujet des échos provoqués par notre programme dans les milieux bourgeois et social-démocrate.

II. L'introduction. La théorie de Marx et le programme de l'IC

Nous avons déjà terminé la moitié du travail dans notre commission du programme, c'est-à-dire que nous avons achevé *la discussion générale*. Je dois dire que c'est pour *la première fois* au congrès de l'I.C. et, en général, pour la première fois pendant la discussion du programme que *les discussions furent aussi animées*. Jamais encore, on a apporté chez nous autant d'amendements, de propositions d'amendements, jamais encore tant de critiques ne furent exprimées que cette fois. Nous avons étudié toute une série de problèmes. En faisant abstraction de diverses corrections partielles pour ne rappeler que les problèmes soumis à la discussion, il faut constater que nous avons traité à la commission du programme plus de cent questions. Naturellement, on ne saurait rendre compte au congrès de toutes ces questions. Malgré l'importance exceptionnelle des travaux de la commission du programme, je ne puis cependant parler que des problèmes les plus importants.

Avant tout quelques mots sur la question de l'introduction. Certains camarades ont manifesté une tendance à supprimer l'introduction. Au cours de la discussion sur le programme au Plénum du congrès, d'autres camarades ont exprimé l'avis qu'il fallait maintenir l'introduction. Je crois qu'il vaut en effet mieux conserver l'introduction, nous établissons la succession historique de nos traditions révolutionnaires, nous montrons comment est né historiquement l'I.C. Nos adversaires l'ont très intelligemment remarqué. La Revue *L'Employeur* par exemple, écrit ce qui suit de notre programme :

« Le programme de l'Internationale Communiste s'applique avec une extrême habileté à utiliser tous les facteurs émotionnels qui peuvent jouer un rôle dans la propagande parmi les masses. Et cela apparaît particulièrement dans le renvoi aux autorités social-démocrates reconnues. La II^e. Internationale n'est pas représentée comme une organisation mauvaise et hérétique en soi, mais seulement comme une institution dégénérée et banqueroutière dans la période de la guerre de 1914 à 1918 par la faute de ses chefs opportunistes ».

Naturellement, je n'insisterai pas sur la justesse de chacun de ces mots, mais à mon avis, notre adversaire bourgeois fait preuve de beaucoup d'intelligence en appréciant comme il le fait, notre introduction au programme. En effet, nous ne voulons pas du tout rompre avec les bonnes vieilles traditions révolutionnaires ; l'héritage de Marx et Engels, c'est notre héritage et non celui des partis social-démocrates.

Je voudrais bien réparer ici un lapsus involontaire commis, je crois, par le camarade Dengel dans son discours d'hier. En étudiant la question de l'introduction, il disait dans son discours ce qui suit :

« ... Le léninisme représentant un développement et un *complément* du marxisme, nous met en mains le fil conducteur concret, dirigeant notre action ».

Naturellement, il n'était pas dans l'intention du camarade Dengel d'opposer le léninisme au marxisme ; pourtant, le mot « complément » peut déterminer une fausse interprétation de la pensée du camarade Dengel. *Compléter* quelque chose, c'est y apporter *quelque chose de principiellement nouveau*. Lorsque nous avons combattu contre toutes sortes de tentatives de compléter le marxisme, nous estimions qu'on ajoutait quelque chose de non marxiste au complexe d'idées marxistes. Naturellement, Lénine n'a pas donné un tel complément et il vaudrait mieux s'exprimer comme le fait le camarade Dengel dans la même phrase, en parlant du « *développement ultérieur* » du marxisme.

Cette question a une importance assez considérable du point de vue théorique comme du point de vue pratique. On nous accuse, nous autres communistes, d'« innovations » antimarxistes. Nous rejetons énergiquement cette sorte d'accusation. Dans toute notre théorie, dans toute la doctrine de Lénine, il n'y a pas un atome qui contredise le marxisme. J'essaierai de le montrer. Qu'entendons-nous sous le terme « marxisme » ? On peut entendre sous ce mot bien des choses. On peut comprendre sous ce terme la somme d'idées, toutes les idées concrètes exprimées par Marx, c'est-à-dire tout ce qui a été écrit par Marx et ce qui se trouve organiquement relié dans sa doctrine. De ce point de vue, on peut dire que toute nouvelle proposition, par exemple l'analyse marxiste de phénomènes aussi nouveaux que le capital trustifié, ce n'est pas du marxisme. Cependant, une telle conception du marxisme n'est pas correcte. Le marxisme ne se limite pas à un certain nombre, déterminé, de thèses rigides. Le marxisme est une conception révolutionnaire du monde et, en même temps, une méthode de recherche. Avec l'aide de cette méthode, nous pouvons analyser divers phénomènes. Si nous donnons une analyse marxiste de problèmes tels que le problème de l'impérialisme, si nous appliquons correctement la méthode marxiste, nous élaborons de nouvelles idées, de nouvelles pensées parmi lesquelles, aussi des idées d'un caractère théorique. Mais une telle production spirituelle n'est pas du tout un supplément au marxisme, c'est une nouvelle proposition marxiste, qui devient immédiatement une partie inséparable du marxisme. C'est pourquoi j'ose affirmer que nous n'avons pas ajouté au système marxiste un seul atome non marxiste : nous avons travaillé les nouveaux phénomènes, nous les avons coordonnés du point de vue du marxisme et avons de la sorte enrichi le trésor marxiste, nous avons développé sa théorie, etc., etc. Dans cette question de notre attitude à l'égard du marxisme, on ne saurait faire aucune concession aux théoriciens social-démocrates affirmant que, dans le marxisme bolchevik, il y a des éléments « étrangers », « non marxistes », des éléments « bakouninistes » ou « marxistes asiatiques », mais non authentiquement marxistes. C'est précisément le contraire qui est vrai ; c'est justement parce que le léninisme a enrichi le marxisme qu'il est le marxisme le plus orthodoxe au monde. C'est ainsi qu'il faut poser la question. Je ne doute pas que le camarade Dengel, en exprimant son point de vue, a pensé comme je viens de l'exposer et non autrement.

Nous analysons tous les phénomènes du point de vue marxiste : il y a un grand nombre de phénomènes nouveaux que Marx n'a pu analyser pour la simple raison qu'ils n'existaient pas encore. Le problème de l'impérialisme, celui de la période transitoire sous la forme concrète sous laquelle il se pose à présent, le problème du nouveau type d'Etat : de l'Etat soviétique, etc., enfin beaucoup de problèmes que nous analysons en ce moment, ne se posaient pas encore aussi concrètement à l'époque de Marx.

III. La question du capital financier

DEFENSE INVOLONTAIRE DU HILFERDING D'AVANT-GUERRE

Les premières discussions à la Commission du programme surgirent à l'occasion de l'analyse du capitalisme industriel et du capitalisme en général. La discussion portait sur le problème des crises. J'ai clarifié ce problème dans mon rapport, c'est pourquoi je ne m'y arrêterai plus. La deuxième question qui a déterminé une discussion, c'est le problème du capital financier. Je n'ai pas encore exposé à fond ce problème, mais l'intervention du camarade Sultan Zadé à l'Assemblée plénière du congrès m'oblige à prendre la défense du « pauvre » Hilferding ; même nos rapports amicaux avec Sultan Zadé ne peuvent m'empêcher de prendre cette défense (*rire*). Et avant tout, quelques mots sur la conception « du capital financier ». Le camarade Sultan Zadé a donné ici une citation d'une des plus récentes résolutions social-démocrates où il est parlé de l'union du capital industriel, commercial et bancaire *et il a* déclaré que ce n'est plus là du tout ce qui était autrefois chez Hilferding. Auparavant, il y avait domination du capital bancaire sur le capital industriel, tandis que maintenant il y a l'union des trois (et non plus de deux) formes du capital. Est-ce exact ? Référons-nous à ce qu'écrivait Hilferding dans son livre. Au V^e alinéa, tout au commencement, nous lisons ce qui suit :

« Le capital financier signifie l'unification du capital. Les sphères autrefois séparées du capital industriel, commercial et bancaire se trouvent à présent sous la direction d'une aristocratie financière qui relie en une unité personnelle, étroite, la domination de l'industrie et des banques. » (Rudolph Hilferding, *Capital financier*, Pétersbourg, 1918, page 438).

Voilà la formule de la trinité du capital commercial, bancaire et industriel.

Dans le livre que j'ai écrit au début de la guerre et qui s'intitule *L'Economie mondiale et l'impérialisme*, je touche à ces processus et je parle aussi de la fusion du capital industriel et bancaire. Le camarade Sultan Zadé polémique au fond dans ce cas non pas avec Hilferding, mais avec moi. Quel est le point de vue de Lénine dans cette question ? Dans le livre de Lénine sur l'impérialisme, il y a un chapitre spécial intitulé « Les banques et leur nouveau rôle ». Dans ce chapitre, le camarade Lénine dit précisément la même chose que ce que nous affirmons ici :

« Ainsi donc, d'une part, il y a une fusion plus intime ou comme le dit excellemment N. I. Boukharine, une sorte d'intégration des capitaux bancaire et industriel et, d'autre part, une transformation des banques en institutions d'un type vraiment "universel" ».

Mais le camarade Sultan Zadé, en polémiquant contre l'intégration, ne touche pas à Lénine. Toutefois Lénine s'exprime à ce sujet très nettement. Il donne une appréciation du livre d'Hilferding. Dans le troisième chapitre intitulé « Capital financier et oligarchie financière », Lénine commence par donner la citation suivante de Hilferding :

« La partie constamment croissante du capital industriel — écrit Hilferding — n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. La disposition du capital ne leur appartient que par l'intermédiaire des banques, qui représentent, par rapport à eux, les propriétaires de ce capital. D'autre part, les banques aussi sont obligées d'investir leurs capitaux dans l'industrie. Grâce à ce fait, elles deviennent, dans une mesure constamment croissante des capitalistes industriels. C'est le capital bancaire — par conséquent le capital sous forme d'argent qui se transforme de cette manière en véritable capital industriel que j'appelle capital financier. Le capital financier est à la disposition des banques et il est utilisé par les industriels ».

Et puis Lénine ajoute :

« Cette définition n'est pas complète du fait qu'elle ne parle pas d'un des aspects les plus importants, à savoir la croissance de la concentration de la production et du capital, dans une mesure si puissante que la concentration a abouti et aboutit encore au monopole. Mais dans l'exposé d'Hilferding, en général et, plus particulièrement dans les deux chapitres qui précèdent celui où est donnée cette définition, le rôle du monopole capitaliste est souligné.

La concentration de la production, les monopoles qui en découlent, la fusion, ou l'intégration des banques avec l'industrie — voilà l'histoire des origines du capital financier et le contenu de ces conceptions ».

Comme vous voyez, Lénine donne précisément la définition qui sert d'objet aux attaques du camarade Sultan Zade. Et cette définition est essentiellement juste. En objectant contre cette définition et en indiquant que de tels rapports entre le capital financier sont en général impossibles, le camarade Sultan Zade polémise aussi contre Lénine. On peut évidemment considérer ceci comme un argument insuffisamment persuasif. Il peut théoriquement y avoir des points erronés chez Lénine. Mais il faut le prouver ; ce que le camarade Sultan Zade ne pouvait faire.

Le fait que je défends dans *cette question* le Hilferding « d'avant-guerre », ne signifie pas du tout que tout est juste dans son livre. Il y a chez Hilferding toute une série de propositions et des théories absolument erronées, entre autres, aussi dans le *Capital financier* ; ainsi par exemple, à mon avis, toute sa théorie de l'argent est erronée. Il y a, en conséquence de cette erreur, toute une série de passages faux aussi dans la théorie de la valeur. Et cela détermine à son tour un certain nombre de conclusions fausses. Dans la théorie de la circulation de l'argent, de l'argent-papier, etc., il y a des conclusions absolument fausses. Mais lorsque Hilferding ne se trompe pas, il a évidemment raison et il n'y a rien à faire. Le camarade Sultan Zade a complètement perdu de vue l'intégration des divers aspects du capital s'exprimant ainsi dans l'unité personnelle. Hilferding, par contre, a fait ressortir cette particularité de l'unité personnelle. Mais vous, camarade Sultan Zade, voulez-vous m'indiquer où vous avez donné l'analyse de ce problème ? Nulle part, car vous ne l'avez pas analysé du tout.

Le camarade Sultan Zade a essayé d'appuyer son point de vue sur l'autorité de Stinnes. Mais cet exemple est tout à fait malheureux, car l'entreprise de Stinnes était une forme économique particulière dans la partie spécifique de la période d'inflation.

(*Sultan Zade* criant de sa place : Et Ford, et Ford !)

Bien, mais il y a aussi Morgan et Rockefeller : est-ce qu'ils représentent le capital bancaire ou le capital industriel ?

(*Sultan Zade* : Le capital industriel.).

Je pense cependant que vous savez bien que ces deux personnages sont en même temps les représentants du plus grand groupe de capitalistes de banque au monde. Les deux groupes bancaires les plus puissants et les plus célèbres sont dirigés par Rockefeller et Morgan. Ils sont à la fois les représentants du capital bancaire et du capital industriel. Vous vous référez à Stinnes pour confirmer votre théorie, mais vous oubliez les deux exemples les plus typiques, les plus éclatants : Rockefeller et Morgan.

AUTRES ARGUMENTS DU CAMARADE SULTAN ZADE

Le camarade Sultan Zade a encore donné un autre « argument ». J'ai oublié d'y répondre dans mon rapport. Le camarade Sultan Zade a dit que Hilferding avait été ministre des finances, mais n'avait pas essayé de conquérir les banques et, s'il les avait conquises, cela aurait eu des résultats tout à fait originaux. Le fait que Hilferding n'a pas tâché de réaliser la socialisation n'a pas absolument rien à voir avec ces questions théoriques. Si même il s'était tenu sur le terrain de votre théorie et s'il

avait rejeté toute sa théorie du capital financier, il n'aurait quand même pas appliqué la socialisation des banques ni de l'industrie. Pourquoi ? Mais parce qu'il est social-démocrate. Cependant, personne ne défend la théorie de la possibilité immédiate de se soumettre toute l'industrie au moyen « de la conquête des banques », car cette théorie est fautive. Quoique cela puisse vous paraître immodeste, je dois dire que le premier j'ai analysé ce problème. Vous pouvez vous en convaincre en consultant la littérature sur ce sujet. Sur la base de toute une série d'arguments théoriques, j'ai montré que s'emparer des banques, cela ne veut pas dire conquérir l'industrie, même s'il n'y eût dans tout le pays que six ou douze banques — cela est égal parce que les fils économiques réunissant l'industrie et les banques, ce sont les fils du crédit, les rapports spécifiques de financement, etc., Mais au moment où vous conquérez les banques — n'oubliez pas que nous sommes dans la période de la révolution prolétarienne — ces fils sont immédiatement cassés. En vous emparant des banques, vous détenez des maisons, des livres de comptabilité et toute sorte d'autres papiers, actions, etc., mais comme les fils du crédit sont rompus — par votre action révolutionnaire déjà vous les avez désorganisés — la « conquête » des banques ne-vous donnera pas la possibilité de vous emparer de l'industrie. Mais c'est là un problème d'une tout autre nature.

Le camarade Sultan Zadé a encore donné l'argument suivant : vu que le capital bancaire en général ne peut jouer de rôle dirigeant puisqu'il concerne la sphère de la circulation, il est un facteur dérivé tandis que le facteur primordial, c'est la production. Dans la commission du programme j'ai fait une concession théorique conditionnelle au camarade Sultan Zadé. En manœuvrant contre lui, j'ai dit : admettons théoriquement que vous avez raison en ce qui concerne la conception du « capital financier », admettons que le capital financier n'est pas un produit d'intégration, de synthèse du capital bancaire et du capital industriel, mais qu'il est simplement le capital bancaire et rien d'autre. Même dans ce cas, disais-je, votre argumentation est erronée parce que trop simpliste. Vous dites : L'affirmation selon laquelle la production est un facteur primordial, tandis que la circulation est un facteur dérivé et que, par conséquent, le dérivé ne saurait prévaloir sur le primordial, est juste. j'ai répliqué : Considérez le régime capitaliste d'Etat : l'Etat est quelque chose de dérivé, mais en réalité il règle sous le régime du capitalisme d'Etat tout le processus de la production.

A cela le camarade Sultan Zadé répondait dans son discours d'hier ce qui suit : « Ce sont là deux choses tout à fait distinctes : l'Etat est une entité absolument différente, c'est une superstructure, tandis que le capital bancaire est de toute façon une partie du capital, or une partie ne saurait dominer une autre partie ».

Fort bien, mais c'est là une autre argumentation, en la formulant, camarade Sultan Zadé, vous vous contredisez vous-même. Est-ce que le capital industriel n'est pas une partie du capital dans son ensemble ? C'en est une partie. Ainsi vous donnez deux arguments. Vous en donnez d'abord un, je le réfute par une référence au capitalisme d'Etat ; alors vous en donnez un autre indiquant qu'une partie ne peut dominer une autre. Mais selon votre propre théorie une partie : le capital industriel, peut bien dominer une autre partie : le capital bancaire. Ainsi donc cet argument des « parties » n'est pas bien consistant.

Vous pouvez encore apporter un troisième argument : vous pouvez déclarer que la conjonction des deux arguments concernant les parties et la superstructure, que leur synthèse peut donner un résultat positif. Mais je ne suis pas obligé de vous fournir des arguments (*rires*) ; je vous en laisse le soin.

J'ai donné encore l'exemple des rapports économiques de l'Amérique et de l'Allemagne. Le camarade Sultan Zadé répond que ce sont là des rapports de crédit. Mais le capital bancaire américain pénètre bien dans la sphère de production de l'économie allemande. C'est en cela que consiste tout le problème. Pouvez-vous nier qu'une partie des capitaux américains se transforment en

Allemagne même en capital fondamental ? Non. C'est un fait incontestable : une partie des capitaux se transforment en capital fondamental de l'industrie allemande. C'est ce qu'il fallait démontrer et cela me suffit parfaitement.

A mon avis, toute la construction théorique du camarade Sultan Zadé souffre des défauts suivants : Le camarade Sultan Zadé n'a pas vu la forme spécifique de la structure hiérarchique de tous ces trusts, sociétés filiales, syndicats, cartels, banques, banques filiales, etc. qui peuvent être contrôlés. Le terme « contrôle » est d'origine purement américaine. Dans l'interprétation américaine, cela veut dire domination. On peut contrôler lorsqu'on concentre bien moins que la moitié de tout le capital, mettons même 30% des actions de la Société anonyme. La théorie du camarade Sultan Zadé ne donne pas une orientation bien juste non plus dans la question des rapports de classe. Si, en contrepoids de notre conception du capital financier, vous opposez la votre, vous soulignez par cela l'abîme assez grand que vous mettez entre les magnats de banque et ceux d'industrie. Je ne nie pas du tout qu'il y ait des divergences assez fortes et parfois même, très grandes entre les industriels et les banquiers. Ces divergences prennent parfois des formes assez aigües, mais la ligne essentielle est celle de l'union avec le capital commercial et même avec les grands propriétaires fonciers. J'insiste une fois de plus sur le fait que cela n'exclut pas du tout la possibilité de sérieuses divergences au sein de la bourgeoisie. La tendance générale de ce grand organisme capitaliste, dans le processus d'accroissement des forces productives se poursuit dans la direction de la fusion, de la transformation des bourgeois de toute catégorie en gens touchant des dividendes malgré toutes sortes d'antagonismes, de divergences, etc. :

IV. Les forces du capitalisme impérialiste

CONTRADICTIONS DE L'IMPERIALISME.

POURQUOI LE SUPER-IMPERIALISME EST-IL IMPOSSIBLE ?

Je passe maintenant à une autre question en rapport étroit avec le problème ci-dessus. J'ai parlé plus haut des antagonismes au sein de la bourgeoisie dans son ensemble ; je parlerai maintenant des antagonismes au sein de l'impérialisme en général. A mon avis, certains camarades ont fait des observations assez précieuses au sujet des rapports entre les formations monopolistes et les branches non cartellisées de la production d'une part, et les couches correspondantes de la bourgeoisie. Certains camarades ont cité divers passages du livre de Lénine sur l'impérialisme où il est particulièrement indiqué que le trait essentiel de l'impérialisme, ce ne sont pas seulement les formations de caractère monopoliste, mais encore les divergences entre les branches monopolistes, cartellisées et trustifiées de la production et les autres branches non unifiées. Au cours des discussions, les camarades ont encore fait-ressortir que suivant Lénine, Kautsky ne voyait pas cela et c'est pourquoi, chez ce dernier, les contradictions internes du système financier capitaliste sont atténuées par rapport à la réalité. D'autres camarades nous ont proposé d'éclairer davantage, de mieux préciser la loi du développement inégal du capitalisme et de faire ressortir avec plus de relief la proposition du développement inégal à l'époque de l'impérialisme et les contradictions du système impérialiste. A mon avis, il faudrait pour cela relier spécialement cette question à l'analyse du super-impérialisme. Le problème du super-impérialisme n'est pas bien difficile. La difficulté relative du problème se résume *grosso modo*, comme suit : Peut-il y avoir sur la base du capitalisme un régime mondial dans lequel toute l'économie capitaliste mondiale serait réunie en un seul trust gigantesque ?

Si l'on réfute théoriquement cette possibilité, une autre question surgit immédiatement à savoir : ainsi donc, vous voulez nier par là même la loi fondamentale du développement capitaliste, la loi de la concentration et de la centralisation du capital ? Mais si vous vous en tenez quand même au point de vue de la loi de la concentration et de la centralisation du capital, vous devez dire que les capitalistes s'entredévorent entre eux, les plus puissants englobent les autres, les capitalistes très puissants englobent les moins puissants, des trusts gigantesques se constituent, ils entrent en lutte les uns contre les autres, un trust en englobent un autre. Et quelle limite logique et historique peut-on donner à ce processus ? La limite historique et logique, c'est la constitution d'un trust géant mondial concentrant en ses mains toutes les colonies capitalistes mondiales. Nous avons envisagé ce problème dans la littérature russe encore au début de la guerre.

D'une façon tout à fait abstraite, on ne saurait nier une telle possibilité. Seulement la voie du développement vers un tel « trust mondial » est liée à de telles dépenses, « frais généraux » nécessaires dans un processus aussi monstrueux, quelle détermine un caractère catastrophique de la lutte des classes et que, dans cet incendie, le capitalisme périrait. Ce processus entraîne des guerres et des révolutions colossales et c'est pourquoi, empiriquement, dans la réalité, dans la vie, un tel trust est impossible. Jadis, Hilferding comprenait bien cela. Dans son *Capital financier*, il se place au point de vue de l'impossibilité du « super-impérialisme » :

« Economiquement, écrivait Hilferding, un cartel universel qui dirigerait toute la production et en écarterait ainsi les crises, serait parfaitement concevable ; il serait concevable économiquement, quoique socialement et politiquement un tel état soit absolument impossible vu que l'antagonisme des intérêts poussé ainsi à l'extrême, aboutirait à l'écroulement de cet Etat. »

C'est ainsi que pensait Hilferding autrefois. Le- camarade Sultan Zadé se trompe en affirmant que la social-démocratie parle le même langage à présent : La citation que je viens de donner dit tout le contraire de ce que Hilferding prêchait à présent. Maintenant les social-démocrates parlent « d'un capitalisme pacifiquement organisé », leur idéologie est celle du « mondisme » et l'idéologie du « mondisme » n'a pas du tout comme prémisse, la plus formidable aggravation des antagonismes capitalistes. La social-démocratie affirme maintenant, que plus le capitalisme sera organisé, que plus et plus intimement nous collaborerons avec les capitalistes et mieux le prolétariat vivra, plus grandes seront les concessions de la bourgeoisie. Or, dans le *Capital financier*, Hilferding dit que les rapports de classe s'aggraveront tellement que le capitalisme doit nécessairement périr. Cette proposition émise autrefois par Hilferding est absolument juste. Hilferding a trahi non seulement le marxisme, il s'est trahi lui-même. A présent, les social-démocrates discutent du « superimpérialisme ». La social-démocratie estime que le régime bourgeois se développe sur une phase ascendante et elle attend l'arrivée d'une époque idyllique de superimpérialisme. Une telle affirmation nous oblige de donner une formule plus précise des problèmes correspondant dans notre projet.

LA PUTREFACTION PARASITAIRE ET LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTRICES DU CAPITALISME CONTEMPORAIN.

Je dois dire encore quelques mots des forces du capitalisme dans la phase impérialiste. Dans notre projet, il est dit que l'impérialisme est la dernière phase du capitalisme et que son trait caractéristique, c'est la putréfaction parasitaire ; Dans le projet de programme, nous avons, dès le début, fait ressortir le processus de la mort du capitalisme, son aspect parasitaire. C'est en cela que se résume l'appréciation historique de la phase contemporaine du capitalisme mondial.

En rapport avec ce qui précède et sans la moindre intention de polémique, je dois encore présenter quelques observations relatives à la possibilité d'une interprétation erronée de cette thèse. Il

Il y a dans nos rangs une certaine tendance à surestimer l'aspect dit parasitaire du capitalisme et son influence sur la destruction de forces productrices. A mon avis on ne saurait cependant affirmer que la tendance parasitaire de la dégénérescence du capitalisme l'emporte partout et détermine tout. Cela voudrait dire que les forces productrices du capitalisme ne se développent plus du tout dans la phase actuelle. En réalité, elles se développent et même assez rapidement: et la possibilité n'est même pas exclue que dans *certain*s pays — je souligne le mot « certains, ». — les forces productrices du capitalisme peuvent se développer extrêmement vite. Nous subissons une phase spéciale où la science est plus étroitement que jamais liée à la technique, où les inventions techniques prennent une ampleur grandiose, où la science subit une période de remarquable élan. Beaucoup de problèmes qui font, comme on dit, époque, sont déjà résolus théoriquement et n'attendent plus que la solution pratique. A la différence de ce que pensent les social-démocrates, tout cela ne signifie pas, cela va sans dire, que nous entrons dans une phase de prospérité du capitalisme ; au contraire, c'est une époque d'énormes, de gigantesques aggravations des antagonismes mondiaux qui commence, une époque de guerres et de complications monstrueuses, inouïes, de *tous* les antagonismes du système capitaliste. Le capitalisme est destiné à périr non parce qu'il dégénère rapidement en organisme parasitaire, il est destiné à périr non par impuissance — ce n'est pas en cela que consiste la putréfaction du capitalisme — mais parce que la dernière étape du capitalisme mourant aggrave à l'extrême les antagonismes internes du régime capitaliste et provoque des conflits qui portent en eux sa perte. L'aspect parasitaire du capitalisme augmente sans cesse, mais ce n'est pas cette dégénérescence comme telle, c'est sa dégradation comme produit de l'aggravation des contradictions du capitalisme, c'est justement ce trait spécifique du capitalisme qui lui creuse sa tombe. Je suis d'accord sur la nécessité de souligner plus concrètement dans notre projet de programme cet aspect du développement capitaliste : les divers antagonismes en rapport avec la loi du développement inégal du capitalisme, les contradictions, les antagonismes entre les sphères cartellisées et les sphères non cartellisées de la production, l'antagonisme découlant de rétablissement de quotes-parts, la lutte entre les diverses puissances impérialistes — de souligner, dis-je, cet aspect du développement capitaliste, afin de dissiper l'état d'hypnose dans lequel la social-démocratie maintient une partie des ouvriers, afin de détruire la légende du développement d'un capitalisme « organisé ». Il conviendrait d'élaborer d'une façon plus détaillée toutes ces particularités dans notre projet et de les faire ressortir avec plus de relief.

V. Les racines sociales du réformisme

LES RACINES DU REFORMISME DANS LA PHASE CAPITALISTE PRE-IMPERIALISTE

Nous avons eu dans la commission du programme des discussions extrêmement animées sur la question de la base sociale du réformisme, sur l'analyse du fascisme et sur les rapports entre la social-démocratie et le fascisme. Je crois devoir donner au plenum du Congrès une courte analyse de la base sociale du réformisme. Je n'étudierai pas ici ce problème avec l'ampleur que nous lui avons donné à la commission du programme ; je m'arrêterai seulement sur certains aspects, et aussi sur des particularités qui n'ont pas été étudiées par moi dans la commission du programme. Le cours du développement et la force relative des partis social-démocrates et du réformisme dans le mouvement syndical exigent de nous une analyse complète de ce problème. Pendant et après la guerre impérialiste, nous rattachions le réformisme en premier lieu au superbénéfice. C'est la considération essentielle dans toute l'analyse des racines sociales du *réformisme*. Je tâcherai d'éclairer plus

complètement cette question. Il faut distinguer deux sphères et deux sortes de racines sociales du réformisme. Les unes parmi ces racines rattachent le réformisme à la société capitaliste du passé, les autres se rapportent aux traits spécifiques du développement impérialiste des grands pays capitalistes. Jadis, bien avant la guerre, en analysant les racines du révisionnisme allemand, nous y distinguions toutes sortes de traits petits bourgeois dans le sens le plus exact de ce mot. En analysant la position des révisionnistes dans des questions telles que la question agraire, nous affirmions, nous autres marxistes orthodoxes, que les révisionnistes, mettons de l'aile bavaroise de la social-démocratie allemande, étaient étroitement reliés aux couches petite-bourgeoises du parti social-démocrate. Nous disions très justement que la classe ouvrière n'apparaît pas sur l'arène de l'histoire comme une classe complètement formée, mais qu'elle se cristallise dans le réservoir de la paysannerie prolétarisée, de la petite bourgeoisie urbaine prolétarisée. Ces diverses couches de la classe ouvrière nées au cours du développement capitaliste, dans le processus de ruine économique de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie, ces couches du prolétariat apportent des vestiges de leur idéologie petite-bourgeoise.

En analysant les processus qui se sont produits au cours des époques précédentes, par exemple le développement des rapports capitalistes nés à la suite du régime corporatif, nous voyons comment les rapports dit patriarcaux, entre les employeurs, d'une part, et les travailleurs, de l'autre, ne cèdent complètement la place à d'autres rapports que le long d'un processus historique très prolongé. Il y eut des temps, lorsque entre les employeurs et le prolétariat, à cette époque encore à l'état embryonnaire, régnaient des rapports assez patriarcaux. En ces temps-là, les antagonismes de classe entre les esclaves salariés d'une part et les employeurs capitalistes de l'autre, n'étaient pas assez puissants et ne s'étaient pas encore suffisamment formés historiquement pour déterminer aussi une séparation idéologique entre eux. Ce ne fut qu'au cours du processus d'aggravation de la lutte de classe, que cette idéologie patriarcale commune, qui régna dans les milieux du prolétariat, disparut. Le processus de dislocation des couches petite-bourgeoises et même des couches moyennes parmi le prolétariat, entraîne la reproduction de cette idéologie. Ces traits idéologiques petit-bourgeois furent la particularité caractéristique des réformistes. C'était là des réformistes ayant une idéologie petite-bourgeoise et leur réformisme avait ses racines sociales dans les rapports patriarcaux entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'était l'expression idéologique de la division insuffisamment prononcée entre les diverses couches sociales. L'afflux de la petite paysannerie, des couches prolétarisées, de la petite bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière, reproduisait sans cesse l'idéologie du réformisme dans le prolétariat. Telle était la base sociale du réformisme. La base sociale du réformisme, je souligne ce fait, était dans le passé du développement capitaliste absolument spécifique. Tout autre est la base du réformisme de notre époque. A cette époque, le réformisme se rattache en premier lieu au développement impérialiste.

LES RACINES DU REFORMISME SOUS L'IMPERIALISME

Dans la commission du programme, nous avons discuté le problème suivant : on parle souvent de superbénéfices réalisés par la bourgeoisie de tel ou tel pays, au cours de l'exploitation de ses colonies. Mais, quelles colonies possède la Suisse, l'Autriche, ou, comme dit Otto Bauer, en se moquant de nous dans un de ses articles, où sont les colonies des pays scandinaves dont certaines couches du prolétariat gagnent des salaires très élevés en comparaison avec les salaires dans les autres pays capitalistes ? Où sont les colonies suédoises, norvégiennes, etc. ? Nous avons analysé de la manière la plus détaillée ce problème dans la commission du programme et nous l'avons, à mon avis, résolu dans son ensemble. Il ne s'agit pas ici des diverses sortes de superbénéfice recueillies

dans les colonies de tel ou tel pays et allant dans les poches de la bourgeoisie capitaliste de ce pays. J'ai donné à la commission du programme l'exemple suivant : si l'on analyse la société capitaliste en se basant sur les doctrines économiques de Karl Marx, il faut reconnaître que les capitalistes qui possèdent des entreprises mieux outillées techniquement et par conséquent donnant un rendement supérieur à la moyenne, perçoivent un bénéfice dit différentiel. La valeur de la marchandise et son prix de marché sont déterminés par le rendement moyen du travail social. Mais dans la mesure où il y a dans telle ou telle entreprise des conditions relevant le rendement du travail, l'usiner, le capitaliste touche, des superbénéfices, des bénéfices différentiels. La même chose se produit non seulement dans le cadre de l'économie nationale, mais aussi dans les cadres de l'économie mondiale. Si nous avons un pays plus développé que tous les autres, dans le processus de l'échange des produits entre les divers pays, ce pays touche un superbénéfice. Dans ces *Théories de la plus-value*, Marx dit quelque part que le pays le plus riche, le pays le plus développé touche un superbénéfice qui est pour ainsi dire le bénéfice différentiel dans les cadres de l'économie mondiale. Le pays le plus riche exploite le plus pauvre, même au cas où il ne s'occupe pas de pillage colonial ; il se contente de faire le commerce au moyen de l'échange suivant toutes les « règles » de la loi de la valeur. C'est sur cette base économique que s'établissent des rapports spécifiques entre les divers pays. La bourgeoisie du pays développé peut toucher un superbénéfice en premier lieu dans les colonies, appartenant à ce pays. Elle peut tirer son superbénéfice aussi de l'exportation du capital, non pas dans ses propres colonies, mais à l'étranger et même pas du tout dans des colonies, mais dans d'autres pays capitalistes où le taux du bénéfice est plus élevé. Un pays peut toucher un superbénéfice sur la base du simple échange de marchandises, à la condition que l'industrie de ce pays soit mieux outillée techniquement, que sa production soit à un niveau plus élevée, ce qui lui permet de réaliser un bénéfice différentiel, dans les cadres de l'économie mondiale. Ainsi, par exemple, lorsque l'Autriche vendait des faux à la Russie tsariste, quoique la Russie ne fût point la colonie de la bourgeoisie autrichienne, celle-ci tirait cependant des superbénéfices, grâce à l'échange. Par le canal de l'échange, la bourgeoisie autrichienne avait la possibilité de gagner davantage. Il est donc clair que, mettons, même les fabriques de chocolat de Suisse peuvent malgré l'inexistence de colonies de ce pays, recevoir des superbénéfices. En analysant le tableau dans son ensemble, nous voyons que conformément à la loi du développement inégal tel ou tel pays occupe dans les cadres de l'économie mondiale une situation différente, dans ses rapports avec les autres pays. Plus la situation de tel ou tel pays est favorable, qu'il ait ou non des possessions coloniales, et plus grande est pour lui la possibilité de réaliser des superbénéfices ; le développement des divers pays industriels se forme différemment, en rapport avec ce qui précède. Plus la situation d'un pays est favorable et plus grande sera pour sa bourgeoisie la possibilité d'une accumulation rapide, de l'utilisation des progrès techniques, de la possibilité d'entretenir les esclaves du travail salarié et d'augmenter la qualification de la main-d'œuvre. J'ai dit dans la commission du programme que sous le rapport social, la corruption des couches aristocratiques de la classe ouvrière est un fait évident.

LES DIVERSES SOURCES DU SUPERBENEFICE ET LA STRUCTURE DA PROLETARIAT MONDIAL

Mais, ce n'est pas là je ne sais quelle force extérieure en contradiction avec toutes les lois du développement capitaliste. Loin de là, c'est au contraire l'expression même des lois fondamentales de ce développement capitaliste. Si telle ou telle bourgeoisie de tel ou tel pays peut assurer au prolétariat un salaire plus élevé, la bourgeoisie crée ainsi la possibilité d'un certain développement de la force de travail en tant que catégorie économique. L'ouvrier gagnant davantage acquiert une

qualification plus haute. Je dois toutefois ajouter que, sous cette qualification, j'entends non seulement une qualification dans le vieux sens du mot, que l'on n'obtient qu'en passant par une certaine école : il existe à présent une nouvelle sorte de qualification ou plus exactement de nouvelles formes de qualification, donnant à l'ouvrier la capacité de déployer une plus grande énergie pendant l'unité de temps ; en d'autres termes, la force de travail acquiert une structure physiologique sociale interne, moyennant laquelle elle est en mesure de développer une quantité d'énergie plus grande pendant l'unité de temps. C'est là une caractéristique d'un certain niveau de développement du régime capitaliste. D'autre part, en rapport avec ce qui précède, il se constitue diverses couches de qualifiés du prolétariat qui sont plus près des ingénieurs. C'est dans ce double sens que se poursuit la qualification de la force de travail. De la sorte, sur la base du superbénéfice, la possibilité se trouve donnée de corrompre socialement certaines couches, ou prolétariat, lesquelles sont précisément les couches les plus qualifiées du prolétariat mondial. En parlant du prolétariat, nous avons en vue particulièrement les cadres européens et américains de ce prolétariat, c'est-à-dire le prolétariat allemand, anglais, ou américain. Mais, en analysant le processus grandiose de l'évolution interne, des regroupements internes; du prolétariat mondial, nous devons avoir en vue non seulement le prolétariat européen ou nord-américain, mais aussi les coolies chinois (car ce sont aussi des ouvriers), les ouvriers des diverses colonies et les ouvriers des plantations, et, enfin, l'immense armée prolétarienne, chez laquelle les particularités prolétariennes se trouvent encore à l'état latent ; ces couches comptent des millions d'individus dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. En analysant non pas le capitalisme abstrait, mais le régime capitaliste mondial, dans son aspect concret, nous sommes obligés — c'est notre devoir, théorique — de considérer le prolétariat dans son ensemble, d'avoir, en vue tout le prolétariat avec toutes ses parties intégrantes : depuis les membres de la Fédération américaine du travail jusqu'aux coolies chinois et aux travailleurs indonésiens. Les tendances fondamentales du développement capitaliste doivent être envisagées non point sous l'angle des couches prolétariennes les mieux rémunérées, mais sous un angle mondial, sous l'angle de l'économie mondiale entière. En vérifiant les propositions théoriques exposées plus haut, sous ce point de vue, il n'est pas difficile de se rendre compte de la justesse absolue de nos déductions. Prenons par exemple les ouvriers anglais. Pourquoi étaient-ils si conservateurs dans le passé ? Pas une bourgeoisie au monde n'a reçu des superbénéfices aussi énormes que la bourgeoisie anglaise. Ce superbénéfice avait une structure spécifique, il provenait surtout des colonies exploitées par l'Angleterre. Mais à présent, la structure économique et sociale de l'Angleterre s'est modifiée, sa situation dans les cadres de l'économie mondiale s'est colossalement transformée. L'Angleterre commence déjà à être remplacée par d'autres puissances et c'est ce qui détermine la modification fondamentale du réformisme, les tendances radicales dans le prolétariat anglais, la disparition de plus en plus complète des éléments conservateurs dans l'idéologie du prolétariat organisé. C'est de là que vient l'augmentation considérable du communisme en Angleterre, de là, la grève générale, la grève des mineurs, etc. Le développement historique se poursuit lentement, mais immuablement dans cette direction.

Prenons maintenant les Etats-Unis d'Amérique du Nord. Ils occupent une situation exceptionnelle, une sorte de situation de monopole dans l'économie mondiale. Mais, cette situation de monopole des Etats-Unis de l'Amérique du Nord se distingue de l'ancienne situation monopoliste de l'empire britannique, en ce que, tout en occupant les positions essentielles dans l'économie mondiale, la bourgeoisie américaine, à la différence de l'empire mondial britannique à l'époque de sa plus grande prospérité, ne possède pas d'énormes territoires coloniaux. Au moyen de l'exportation des capitaux, grâce à sa haute technique, aux conditions absolument spécifiques de sa production, grâce à rechange des produits, aux emprunts, etc., sans disposer de grandes possessions

coloniales, la bourgeoisie américaine n'en retire pas moins le maximum de superbénéfices. Et quoique ces superbénéfices soient d'un caractère social économique quelque peu différent, quoique la source n'en soit pas le pillage direct des colonies, l'exploitation de ses propres colonies, ce n'en sont pas moins des superbénéfices. Mais comme l'immense majorité de ces superbénéfices, sur une échelle mondiale, tombent dans les mains de la bourgeoisie des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, on se rend parfaitement compte pourquoi le prolétariat américain de nos jours est le prolétariat le plus conservateur du monde.

De ce point de vue, il est bien compréhensible aussi pourquoi la social-démocratie d'Allemagne est encore très puissante. L'Allemagne n'a pas de colonies, mais sous le rapport technique, elle a battu le record mondial dans certaines sphères de la production. Il va sans dire que ce développement de l'Allemagne dans la période d'après-guerre eut été inconcevable sans les crédits américains. Nous avons parlé de cela plus d'une fois. Mais l'Allemagne aussi reçoit à présent des superbénéfices. La perspective d'un développement ultérieur victorieux de l'industrie allemande sur le marché mondial, peut séduire une partie du prolétariat allemand ; c'est avec ce mirage qu'opère la social-démocratie allemande ; c'est là le dessous social d'une partie de sa force, c'est par cela que s'explique dans une certaine mesure, la solidité de sa situation. Considérons et analysons le tableau dans son ensemble. Nous voyons un certain nombre de pays « aristocratiques » pour ainsi dire, possédant, pour nous exprimer d'une façon relative, une aristocratie ouvrière, c'est-à-dire un prolétariat ayant un niveau d'existence au-dessus de la moyenne du prolétariat mondial, Mais la différenciation des couches du prolétariat se produit aussi à l'intérieur de chaque pays ; ainsi, par exemple, quoique le prolétariat américain représente dans son ensemble et en comparaison avec le coolie chinois, une aristocratie ouvrière, cette aristocratie a encore sa propre aristocratie ouvrière au carré, représentant le véritable sommet conservateur dans le prolétariat mondial.

Les rapports patriarcaux, une certaine communauté d'intérêts entre le capital et le travail du vieux type, sont depuis longtemps détruits par la concurrence entre les divers employeurs et se sont aggravés sur cette base par la lutte des classes. Les racines petite-bourgeoises du réformisme, dont j'ai parlé plus haut, se meurent au cours du processus d'aggravation de la lutte des classes ; mais il se peut que les racines impérialistes, c'est-à-dire social-chauvines ou social-impérialistes du réformisme dans le prolétariat, soient plus résistantes. Je considère que l'aggravation des antagonismes du capitalisme finira par arracher aussi ces racines ; la victoire complète sur le conservatisme du prolétariat américain n'est guère concevable sans l'intervention de grandes catastrophes sociales historiques. Mais c'est précisément en cela que consiste l'essence même de l'impérialisme que, d'une part, il crée dans le prolétariat les conditions nécessaires pour le développement des diverses idéologies social-impérialistes et, d'autre part, en aggravant les antagonismes entre les diverses puissances impérialistes, il impose des guerres gigantesques au prolétariat, guerres entraînant des destructions monstrueuses de force ouvrière, anéantissant les forces productrices, etc., et détruit de la sorte complètement les idéologies social-impérialistes. C'est cela même le processus grandiose de transformation du prolétariat en classe qui se suffit à elle-même. Nous ne nous imaginions pas autrefois combien ce processus de développement historique est long, quel calvaire le prolétariat aura à traverser en tant que classe, avant de cristalliser sa force absolument différenciée idéologiquement de la bourgeoisie. Ce développement historique est conditionné par le fait que nous avons affaire non pas à un capitalisme abstrait, mais à un capitalisme qui recèle des possibilités de corruption pour ainsi dire de certaines couches du prolétariat et aussi des grandes masses du prolétariat national, ainsi que nous l'avons vu jadis en Angleterre et, à présent, aux Etats-Unis. Comme nous vivons dans les cadres concrets et non abstraits de l'économie capitaliste mondiale, le processus de révolutionnarisation du prolétariat est très douloureux, terriblement long et, à certains moments,

horriblement tragique. Les antagonismes, l'aggravation de la lutte entre les diverses puissances impérialistes et, en conséquence de la lutte des classes, — tout cela finira par déraciner en fin de compte l'idéologie social-impérialiste et dispersera au vent son expression d'organisation politique, les partis social-démocrates.

Il va sans dire qu'il ne doit pas y avoir de fatalisme dans notre point de vue. Ce serait là un signe d'étroitesse extrême. La période de la première guerre mondiale est dépassée. Mais nous devons faire ressortir ses conséquences, fixer l'attention des masses sur la guerre qui vient mettre en relief les contradictions de la société capitaliste et intervenir consciemment dans le processus de maturation du prolétariat, forcer ce processus et éliminer les influences social-démocrates. A mon avis, tout cela se rattache étroitement aux problèmes des racines sociales du réformisme.

VI. Le caractère du fascisme

Nous avons eu des discussions très longues et sérieuses à la commission du programme sur la question du caractère du fascisme. Deux tendances se sont manifestées parmi nous, si l'on peut ainsi s'exprimer dans le cas en question. Certains camarades pensent que le fascisme existe dans tous les pays capitalistes très développés. Toutes les tendances réactionnaires, les tendances de transition du système parlementaire à la dictature ouvertement violente de la bourgeoisie, toutes les tendances à l'application de la terreur dans la lutte contre le prolétariat, toutes les tendances à la constitution d'une armée volontaire de classe de la bourgeoisie, etc., etc., tout cela est considéré par eux comme du fascisme. D'autres camarades, et c'est un autre extrême, supposent que le fascisme est quelque chose de spécifique, qu'on ne saurait parler de fascisme dans les pays de capitalisme très développé. On a proposé diverses formules. Ainsi, par exemple, certains camarades ont considéré que le meilleur critérium dans ce cas, c'est l'existence de possessions coloniales pour les pays considérés, en affirmant que le fascisme n'est possible que dans des pays qui n'ont pas de colonies, et qui ne sont donc pas en mesure de corrompre les couches correspondantes du prolétariat. Dans ces cas, à la place de la coalition avec la social-démocratie, apparaît le fascisme. D'autres camarades ont donné à peu près la formule suivante : le fascisme est, un phénomène spécifique propre aux pays arriérés, et il n'y a pas la moindre raison de parler de fascisme dans les pays capitalistes très développés. Au cours de l'analyse ultérieure et des discussions, nous avons établi ce qui suit : Ce que l'on appelle la réaction est rattachée au fait que le système parlementaire a déjà terminé son rôle historique, c'est la tendance de gouverner autrement, tendance conditionnée par, le développement du capitalisme contemporain, du capitalisme monopoliste ; cette tendance est déterminée par l'aggravation de la lutte des classes, par la perspective de guerres, et, en comparaison avec les autres époques du développement capitaliste, par l'instabilité générale du régime capitaliste. D'où la tendance à la création d'un pouvoir central fort, à la concentration de toutes les forces de la bourgeoisie en un seul poing, à l'élimination du système inutile des partis petit-bourgeois. J'ai parlé de tout cela à la commission du programme. Tout cela, ce sont des tendances à la modification des méthodes d'administration politique. A cela s'ajoutent des facteurs tels que la constitution d'armées de classe, la formation de classe de la bourgeoisie d'un caractère policier, etc. Personnellement, je pense que la forme fasciste de la réaction, c'est-à-dire l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière est une forme vraiment spécifique. Sa particularité spécifique se trouve dans le mécanisme fasciste et c'est là une chose extrêmement importante. La particularité dans le mécanisme du fascisme consiste en ce que le fascisme, en tant que forme spécifique de la réaction, cherche à s'appuyer sur les grandes masses, sur la petite bourgeoisie dans les villes et la petite paysannerie et aussi sur certaines couches du

prolétariat. En Italie et en Pologne, le fascisme dans sa phase initiale, fut un mouvement de masse. En Italie, ce furent les masses petite-bourgeoises, en Pologne, les masses petite-bourgeoises, en plus de masses prolétariennes assez vastes. Elles suivirent Pilsudski et l'aidèrent à faire son coup d'Etat. Le mécanisme interne du coup d'Etat était tout à fait original. Les masses exaspérées jouèrent leur rôle dans le coup d'Etat fasciste. Naturellement, chose semblable n'est possible que dans des conditions historiques absolument spécifiques, lorsque toute la situation dans le pays est instable, lorsque des fermentations profondes se produisent dans la société, lorsque des masses assez importantes de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et, en partie, du prolétariat, sont poussées au désespoir. Certains camarades n'attribuent ces symptômes spécifiques qu'aux pays arriérés, mais ce n'est pas exact. Ce n'est pas le degré rétrograde de tel ou tel pays qui joue un rôle décisif, ni la possession ou la non-possession de colonies ; les conditions du fascisme, ce sont les conditions d'ébranlement du capitalisme respectif. C'est cela le symptôme décisif, la condition déterminante. C'est pourquoi, lorsque les fondements mêmes du capitalisme de l'Amérique du Nord seront ébranlés, il y aura là aussi du fascisme. C'est cela encore qui conditionne les germes de fascisme en Angleterre, laquelle ne peut cependant pas être rangée dans la catégorie des pays arriérés. J'insiste là dessus : ces petits germes de fascisme en Angleterre sont produits par le fait que les fondements du capitalisme anglais sont ébranlés. En parlant des tendances du développement nous pouvons affirmer que, dans la mesure où la crise générale s'accroît, ébranlant l'organisme capitaliste, nous constatons un accroissement du fascisme aussi dans les autres pays. Si l'on considère les choses d'un point de vue statique, nous pouvons dire que dès à présent, il y a diverses formes de fascisme : sa forme classique et des formes et tendances transitoires du développement vers le fascisme. Ces formes et tendances transitoires ne sauraient être qualifiées naturellement de fascisme dans le vrai sens de ce mot, ce sont des embryons de fascisme, ce n'est pas encore du véritable fascisme, mais dans certaines conditions historiques, ils se cristalliseront et prendront la forme du véritable fascisme. Le tableau général est loin d'être uniforme. Le développement est complexe et varié, la diversité d'aspect de la réaction est déterminée par la diversité des conditions sociales, dans tel ou tel pays capitaliste, mais la ligne générale du développement est parfaitement claire. C'est ainsi qu'on peut résumer les discussions sur la question du fascisme.

En ce qui concerne les rapports entre la social-démocratie et le fascisme, notre analyse nous a amenés à peu près aux conclusions suivantes : 1. Il n'y a pas le moindre doute que des tendances social-fascistes sont propres à la social-démocratie. 2. Ce sont là des tendances et non un processus achevé ; il serait déraisonnable de mettre la social-démocratie dans le même sac que le fascisme. On ne saurait faire cela tant dans l'analyse de la situation que dans le tracé de la tactique communiste. Dans notre tactique, la possibilité n'est pas exclue de nous adresser aux ouvriers social-démocrates et même à certains organes social-démocrates de base ; quant aux organisations fascistes, nous ne saurions nous y adresser.

VII. Quelques observations en rapport avec la question du but final

Je passe maintenant à la question de notre but final. Je serai bref. A mon avis, nous avons ici trois problèmes fondamentaux. L'un de ces problèmes porte un caractère assez académique, mais je crois de mon devoir de l'éclairer dans mon rapport à ce congrès. Quelqu'un nous a accusés d'attitude non marxiste parce que nous avons parlé de travail dans la société communiste. Ces camarades ont affirmé que la conception « du travail » est une conception historique, que dans la société communiste, le travail comme tel disparaîtra et ils ont cherché confirmation de cette thèse dans

diverses œuvres de Marx, où il est parlé non pas du travail, mais du processus de l'auto-activité, etc. J'ai objecté à ces camarades : il est vrai, dans les premières œuvres de Marx, on trouve des passages semblables. Dans les productions de jeunesse de Marx, il y a encore d'autres conceptions non différenciées. Ainsi, par exemple, dans la *Misère de la philosophie*, on ne distingue pas encore entre le travail et la force de travail, alors que cette distinction a une importance décisive pour toute l'économie, politique marxiste. Dans *le Capital*, Marx parle dans bien des endroits du travail dans la société communiste : dans le célèbre chapitre sur le travail, dans le tome I du *Capital*, Marx parle du travail comme d'un processus « d'assimilation et de désassimilation » entre la nature et la société, comme d'une base générale pour n'importe quelle forme de la société. Le travail salarié est une conception historique, tout comme la valeur, le bénéfice, le salaire, etc., mais le « travail » est une tout autre catégorie. Et d'un.

Deuxièmement, certains camarades proposent de supprimer dans ce chapitre les passages où il est question de l'anéantissement de la propriété privée sur les produits de consommation. Ils proposent de dire que, dans la société communiste, le droit de propriété privée sur les produits de consommation subsiste. J'estime que cette proposition n'est pas correcte. Il faut distinguer entre le fait comme tel et l'enveloppe juridique de ce fait. Marx dit que les produits seront répartis selon les besoins. Cela ne veut pas dire que si je prends une pomme, le camarade Manouilski pourra prétendre avoir la même pomme. Mais il lui est loisible de prendre une autre pomme, une pomme de même sorte, mais pas la même et de la manger.

D'une façon générale, en parlant du dépérissement de tous les vestiges d'organes d'Etat, nous avons en vue la disparition, la mort des conceptions juridiques publiques d'Etat. La conception juridique est une forme absolument spécifique et elle disparaît avec la disparition des derniers vestiges des formes d'Etat.

Il en est de même pour la conception de la contrainte. On a parlé ici des fous, etc. Quoiqu'il ne convienne pas de parler de fous au congrès de l'Internationale communiste, permettez-moi cependant d'en dire quelques mots en rapport avec la question de la contrainte. Le problème de la contrainte à l'égard des fous n'est pas un problème juridique : la cause, la source de cette contrainte, se trouve dans les prescriptions médicales auxquelles se soumettent d'autres personnes aussi comme les parents du fou. Mais cette « soumission » n'est pas du tout une soumission juridique.

Il n'y a aucun rapport juridique entre le médecin qui me prescrit un médicament et moi-même. Lorsque le médecin soigne, mettons, un enfant, lorsqu'il opère avec toutes sortes de médicaments, il est obligé de recourir parfois aussi à la contrainte. Mais ce n'est pas là une contrainte de caractère juridique. Ces formes de contrainte médicale sont absolument distinctes de la contrainte juridique et il ne faut pas confondre ces notions diverses. C'est pourquoi je suis d'avis que la formule correspondante de notre projet doit être maintenue.

VIII. La question de la nationalisation de la terre

L'OPINION DE KARL MARX SU LES RAPPORTS DE

LA DICTATURE PROLETARIENNE AVEC LA PAYSANNERIE

Je passe maintenant à la question actuelle et pratique de la nationalisation de la terre. Ainsi que vous l'avez vu, cette question a provoqué des discussions ardentes même au congrès. Bien des arguments ont été apportés contre les formules respectives de notre programme. Dans cette

argumentation c'est le camarade Renaud Jean de France, qui a donné le ton et beaucoup de membres de la commission du programme se sont trouvés d'accord avec lui. Cette question est, en effet, une des plus essentielles, des plus graves parmi tous les problèmes politiques. Le principal argument du camarade Renaud Jean était dirigé contre le passage du projet où il y a, d'une part, des indications sur l'impossibilité de la nationalisation immédiate de la terre et où il est parlé, d'autre part, de l'interdiction immédiate des opérations de vente et d'achat de la terre. J'ai objecté au camarade Renaud Jean à la commission du programme, et je répète ici ces objections. La contradiction que les camarades trouvent entre les deux aspects ci-dessus indiquée est une contradiction formelle. Ce qui nous importe, ce ne sont pas les discussions sur la nationalisation ; l'importance essentielle, décisive, est dans le fait de l'interdiction des opérations de vente et d'achat de la terre, ce qui équivaut à la réalisation, dans la proportion de 90 à 95 %, de la nationalisation. Voilà ce qui présente pour nous une importance décisive. Mais alors, nous demandera-t-on, à quoi bon recourir à une forme de compromis de cette mesure ? Pourquoi parler d'interdiction des opérations de vente et d'achat et ne pas dire directement qu'il s'agit de la nationalisation immédiate de la terre ? Et bien c'est par prudence quoique nous ne soyons pas des froussards. Nous craignons que le mot d'ordre de nationalisation immédiate de la terre, par conséquent aussi de la terre paysanne, n'écarte de nous des couches assez importantes de paysans. Faut-il y voir de l'opportunisme ? Je ne le crois pas. Pour confirmer ma pensée, je veux citer ici un marxiste aussi orthodoxe que Marx lui-même. Dans un travail de Marx publié pour la première fois dans une de nos revues scientifiques, se trouvent exprimées toute une série de pensées de la question paysanne avec lesquelles le point de vue de Lénine coïncide parfaitement. C'est d'autant plus frappant que, lorsque Lénine élaborait la question de nos rapports avec la paysannerie, il ignorait même l'existence de cet article de Marx. Nous accordons la plus grande attention à la brochure d'Enderlé sur la question paysanne, mais, la façon dont Marx pose la question, façon que je vous ai exposée, est certainement nouvelle pour vous. Presque chaque mot coïncide, avec ce que Lénine a dit dans la suite. Marx a donné un exposé très détaillé du livre de Bakounine *Etatisme et anarchisme* : Dans cet exposé, il fait une série d'observations et répond à un certain nombre de questions que Bakounine avait posées à Marx. Entre autres, Bakounine pose la question suivante : Dans quelle situation se trouvera, après la prise du pouvoir par le prolétariat, la « canaille paysanne » ? Marx répond à ce sujet :

« Là où le paysan est dans sa masse propriétaire privé de la terre, où il constitue même plus ou moins une majorité considérable, comme dans tous les Etats continentaux de l'Europe occidentale, où il n'a pas encore disparu, n'a pas encore été remplacé dans l'agriculture par les travailleurs ruraux comme en Angleterre par exemple, il se produira ce qui suit : ou bien il mettra obstacle à toute révolution ouvrière et provoquera son écroulement comme ce fut le cas jusqu'à présent en France, ou bien le prolétariat (car le paysan propriétaire n'appartient pas au prolétariat ; et même lorsqu'il en fait partie de par sa situation, il ne croit pas appartenir à cette catégorie) devra, en sa qualité de gouvernement, prendre des mesures améliorant immédiatement la situation du paysan et qui le feront passer du côté de la révolution ; des mesures contenant le germe de la transition de la propriété privée sur la terre à la propriété collective et facilitant cette transition de telle façon que le paysan y vienne lui-même par la voie économique ». (C'est nous qui soulignons N. B.)

Voilà qui est admirablement dit : « par la voie économique » Cela évoque tout de suite devant nous l'idée de la coopération, etc.

« ...Cependant, il ne faut pas mettre le paysan dans une impasse en proclamant par exemple, la suppression du droit de succession ou de propriété ; cette dernière suppression n'est possible que lorsque le capitaliste bailleur élimine le paysan et que le véritable possesseur devient aussi prolétaire,

travaillant pour un salaire tout comme l'ouvrier de la ville... » (C'est nous qui soulignons, N. B.)

A un autre endroit. Marx écrit :

« C'est pourquoi elle (la révolution sociale radicale, N. B.) n'est possible que lorsque, dans le régime de la production capitaliste, le prolétariat industriel occupe tout au moins une place considérable dans les masses populaires ; *pour qu'il ait tout au moins quelques chances de triompher, il doit être au moins en état de faire pour le paysan immédiatement au moins autant que la bourgeoisie française a fait au cours de sa révolution pour le paysan français.* » (C'est nous qui soulignons, N. B.)

Voilà ces deux citations. Il s'agit précisément de ce que la révolution prolétarienne doit donner immédiatement quelque chose au paysan. Ce problème est éclairé par Marx de façon aussi détaillée que le fit à la suite Lénine. Souligner cette aide immédiate au paysan en indiquant que sans cela la dictature s'écroulera, — voilà une tâche décisive.

LE PROLETARIAT POURRA-T-IL IMMEDIATEMENT APRES LA PRISE DU POUVOIR AIDER LA PAYSANNERIE ?

J'ai donné la citation ci-dessus pour montrer que cette déduction avait été faite par Marx lui-même et pour, en partant de ce point de vue, étudier ensuite le problème. Le camarade Dengel a lancé le mot d'ordre suivant : « Ce n'est pas des apparences dans la question de la nationalisation qu'il faut, mais une aide agronomique, etc. » Eh bien, camarade Dengel, c'est cela précisément qu'il est impossible de faire d'un coup et c'est précisément pour cela que, pendant la première phase du développement de la révolution, vous aurez à faire à une chute des forces productrices, à la guerre civile, à une situation où nous, pauvre U.R.S.S., nous serons obligés de vous aider économiquement les premiers temps et non pas inversement. J'en suis bien sûr. Pendant une certaine période, vous aurez à lutter avec acharnement, vous ne serez pas en état de mettre en mouvement votre culture industrielle, vous ne serez pas en mesure d'accomplir des travaux amélioratifs. C'est là une chose presque inévitable dans la première phase du développement révolutionnaire. Il serait excellent qu'il n'y eût pas de sabotage, etc. Mais on n'a pas toujours ce que l'on veut *Nous sommes obligés de souligner que nous donnons immédiatement quelque chose au paysan, nous lui donnons la terre et nous ne l'effrayons pas par la perspective que nous la lui enlèverons.* Nous disons aux paysans : La révolution t'a donné quelque chose pour que tu en uses. En outre, nous te garantissons que tu pourras conserver aussi bien ta terre que les suppléments que nous y avons ajoutés. Ils ne passeront plus en d'autres mains ; nous te le garantissons par la loi sur l'interdiction d'acheter la terre au moyen de la spéculation ; ainsi, tu es vraiment sûr d'avoir reçu quelque chose de la révolution. Certains camarades ont parlé de « l'aliénation » de toute la terre, c'est-à-dire qu'ils ont proposé une formule mettant dans le même tas la terre du grand propriétaire foncier et du paysan ; mais, d'autre part, ils proposent d'atténuer la question de la confiscation (ou pour parler plus simplement, de l'aliénation). Politiquement, cela n'est pas très intelligent. Si l'on parle de confiscation de toute la terre (comme le font les camarades chinois), alors c'est doublement ridicule : en réalité, la révolution donne la terre à la paysannerie, tandis que le mot d'ordre parle de la lui enlever. Formuler ainsi des revendications, c'est mettre tout sens dessus-dessous.

De la sorte, du point de vue du projet de programme, nous suivons une ligne déterminée : nous donnons au paysan plus de terre, nous lui garantissons ses conquêtes, nous distinguons entre la grosse propriété foncière qui est expropriée et la petite propriété à laquelle nous ne touchons pas. Le fait que nous avons eu à procéder de la sorte en U.R.S.S. ne fut, certes pas, un hasard ! On nous dira que nous étions liés par le bloc avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Mais si nous comparons cette situation avec la situation des pays d'Europe occidentale, nous voyons qu'il y aura

plus de difficultés et non moins dans ces derniers pays, qu'il n'y en eut chez nous. Dans le problème de la nationalisation nous nous heurterons dans les pays d'Europe occidentale à de plus grosses difficultés que chez nous.

Au commencement, certains camarades déclarèrent avec feu, que la question n'avait jamais été posée ainsi que nous la posons à présent. Mais cela n'est pas exact. Nous avons posé cette question aux IV^e et V^e Congrès et c'est de la même façon que la posèrent aussi Marx et Lénine.

(Cris : Au II^e Congrès mondial !)

Oui, aussi au II^e Congrès mondial, la question fut posée par Lénine. Il n'y a donc rien de nouveau. On comprendrait encore le point de vue de nos adversaires dans cette question — et aussi à grande peine — dans le cas où l'hypothèse du camarade Dengel existerait dans la réalité, c'est-à-dire, au cas où dans la première phase de la révolution, nous serions en état d'aider immédiatement la paysannerie par la voie économique. Mais, nous ne devons pas nous faire de telles illusions.

IX. L'essence de la révolution bourgeoise et les trois types de pays

Dans la suite, nous avons étudié à la commission du programme, la question de la révolution bourgeoise-démocratique et trois types de pays. Sur cette question aussi, nous avons eu des discussions très vives. Ici, j'exposerai très brièvement mes arguments, je serai d'ailleurs, d'une façon générale, aussi concis que possible.

Voyons d'abord la question de la révolution bourgeoise-démocratique. Il est absolument inadmissible de confondre deux choses, deux critères ; d'une part, le critérium des forces motrices de classe de la révolution et, de l'autre, le critérium du contenu objectif de la révolution. Dans la Commission du programme, je me suis référé à l'exemple de la grande révolution française qui représente le type classique de révolution bourgeoise, mais qui, à l'époque, était dirigée et réalisée contre la bourgeoisie libérale, c'est-à-dire contre la représentante la plus nette de l'ordre bourgeois. La dictature de la Montagne fut, au premier chef, la dictature de la petite bourgeoisie, le moyen plébéien de détruire la domination et les survivances féodales. Cette préparation de la voie du développement capitaliste ultérieur a été appliquée radicalement par la petite bourgeoisie contre la bourgeoisie libérale. Je répète qu'il faut se garder de confondre la question des forces motrices de la révolution avec la question de son contenu objectif. En Chine, par exemple, à cette phase du développement, le bloc des ouvriers et des paysans signifie la lutte contre la bourgeoisie et non seulement contre la domination féodale. Mais en même temps, nous n'avons pas encore en Chine une révolution prolétarienne, mais seulement une révolution bourgeoise-démocratique et nous allons vers un système de pouvoir qui incarnera la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Mais une telle forme de pouvoir ne peut se réaliser que dans la lutte contre la bourgeoisie. (Comment peut-on penser que la dictature de la paysannerie sous l'hégémonie du prolétariat est possible sans lutte contre la bourgeoisie ? Cette révolution suppose le renversement politique de la bourgeoisie, la destruction de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat). En même temps, la dictature du prolétariat et de la paysannerie ce n'est pas encore la dictature du prolétariat en tant que seul porteur du pouvoir. C'est une autre question que de savoir combien de temps peut exister la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Il me semble que dès le début, le processus de transition se trouve déterminé ; mais cela ne veut pas dire que nous ne distinguons pas entre la dictature ouvrière et paysanne et la dictature prolétarienne, entre le contenu objectif de la révolution menant à la victoire de la dictature du prolétariat et de la paysannerie et la révolution menant directement à la dictature du prolétariat. Du point de vue historique universel et du point de vue du

pays considéré — la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie est un degré préalable de la dictature prolétarienne, mais seulement un degré préalable. C'est une étape dans le développement du processus révolutionnaire. Il n'est pas du tout dans la tradition léniniste, c'est bien plutôt de la plus pure interprétation trotskiste que de mettre tout cela dans le même tas,

En conséquence de ce qui précède, nous avons aussi la possibilité de distinguer les trois types de pays que nous avons indiqués. Peut-être qu'il faudrait souligner plus énergiquement cette distinction dans notre programme ; je n'ai rien contre cela. Une telle délimitation — comme toute délimitation plus ou moins abstraite — porte, à un degré plus ou moins important, un caractère schématique ; mais ce n'est pas un argument, loin de là, contre la délimitation comme telle, contre l'établissement d'une distinction entre pays de dictature prolétarienne et pays de dictature du prolétariat et de la paysannerie, entre révolutions directement prolétariennes et révolutions bourgeoises démocratiques du prolétariat et de la paysannerie. Au cours de notre discussion, nous sommes arrivés sur cette question à peu près aux conclusions suivantes :

En caractérisant les pays à développement capitaliste moyen, il vaudrait mieux citer en exemple les pays balkaniques : Yougoslavie, Roumanie, peut-être la Bulgarie et quelques pays sud-américains ; d'autre part, il faudrait donner ici une formule plus élastique, car il existe aussi des pays — de telles éventualités ne sont pas exclues en général — où la révolution prolétarienne dans son « essence » socialiste, aura à accomplir d'énormes tâches de caractère démocratique bourgeois. La proportion entre ces éléments peut certes être tout à fait variée. Peut-être les camarades polonais ont-ils raison en disant que la Pologne entre dans la catégorie des pays où la révolution prolétarienne porte un caractère spécifique où ce n'est qu'en « passant » qu'elle résoudra toute une série de tâches bourgeoises démocratiques et où le taux — s'il est permis de servir ici de notions arithmétiques — des éléments démocratiques bourgeois dans le processus général de la révolution prolétarienne est très grand. Peut-être faut-il exprimer-cette nuance dans notre formule pour lui donner un caractère plus élastique.

En rapport avec ce qui précède, je voudrais faire ici encore une observation relative au discours, fait ici hier par le camarade Alfonso.

Le camarade Alfonso polémise contre deux passages du programme. Mais ces passages du projet de programme, ce sont des citations de Lénine. Celui qui est contre ces passages, doit reconnaître qu'il n'est pas d'accord avec Lénine. Dire que ces passages, qui ont été écrits par Lénine, personnifient le menchevisme, ce serait vraiment un peu excessif. J'en viens maintenant au fond de la question. J'en ai parlé dernièrement et il faut en reparler ici lors de la discussion sur la question coloniale. Dans certaines conditions, il se pourrait que nous marchions avec la bourgeoisie révolutionnaire nationale, si elle est vraiment révolutionnaire et si elle nous permet d'organiser les masses. Il y eut une telle période, elle n'est plus. Aux Indes, la question se pose autrement.

X. Le problème du « communisme de guerre »

Le problème suivant est celui du « communisme de guerre ». A la commission du programme, le camarade Varga a énergiquement polémisé avec moi. J'y ai expliqué pourquoi le camarade Varga est un partisan si ardent « du communisme de guerre ». J'ai dit que le camarade Varga n'a pas encore compris toute la profondeur des erreurs commises par son parti pendant la dictature hongroise. Quelles erreurs furent commises à l'égard du paysan ? Premièrement, on avait commis l'« erreur » consistant en ce que le paysan ne reçut pas du tout de terre. Deuxièmement, une expropriation assez considérable (réquisition, etc.) fut effectuée en même temps. Troisièmement, les anciens

propriétaires des latifundia furent maintenus dans les exploitations soviétiques à titre de spécialistes. Telles furent les erreurs, pour employer une expression modérée, commises à l'égard de la paysannerie. En ce qui concerne la petite bourgeoisie des villes, un décret fut édicté pendant la première période de la dictature prolétarienne prescrivant la peine de mort contre tous les commerçants rouvrant leurs magasins. J'ai dit que, dans ces conditions, il faut considérer comme un miracle le fait que la dictature prolétarienne eût pu exister même un court laps de temps. J'ai montré qu'on n'a pas fait de distinction entre notre attitude de principe à l'égard des paysans et de la petite bourgeoisie d'une part, et à l'égard des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie, d'autre part. Dans la commission du programme et en partie aussi au plénum du congrès, le camarade Varga a dit en plaisantant qu'il était contre la nationalisation des coiffeurs, mais ils lui ont lavé la tête (*rires*). Je ne développerai pas ce thème ; mais ai-je raison d'affirmer que le camarade Varga n'a pas compris les erreurs de la dictature hongroise ? J'affirme que j'avais raison. J'ai là l'original d'un article du camarade Varga pour « la grande encyclopédie » sur la Hongrie, original dans sa première rédaction. Comment le camarade Varga appréciait-il, dans cette phase — avant sa discussion avec moi — les principales leçons de la révolution hongroise ? Il caractérise dans son article les divers moments de la dictature du prolétariat et il écrit :

« Ces deux circonstances (l'isolement de la révolution et la faiblesse du parti communiste, N. B.) ensemble avec le fait historique fatal en vertu duquel précisément pendant cet été de 1919, le pouvoir soviétique en Russie était de plus en plus serré de près par les gardes blancs qui le repoussaient vers le nord ce qui rendit impossible l'union des armées rouges hongroise et russe — toutes ces circonstances devaient nécessairement amener l'écroulement de la dictature hongroise, *même si ses dirigeants n'avaient commis aucune faute.* »

Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que le camarade Varga dit là. J'affirme qu'il y a là une sous-estimation des erreurs commises. L'écroulement complet de la dictature eut été, dit le camarade Varga, inévitable, même si on avait fait une politique excellente, irréprochable. J'ai dit à la commission du programme et je le répète ici, que la dictature prolétarienne hongroise a été renversée par des armées étrangères, par des insurrections paysannes et, en partie, par la petite bourgeoisie des villes. Les dirigeants de la dictature hongroise n'étaient pas en mesure et ils ne pouvaient l'être avec la politique qu'ils ont menée à l'égard de la paysannerie, de décomposer les armées ennemies composées de paysans roumains, tchèques et hongrois. Pendant la guerre, la dictature hongroise eut la majorité de la population contre elle. Elle ne sut pas mener une propagande de décomposition dans les armées ennemies. Comment la dictature pouvait-elle se maintenir dans de telles circonstances ? C'était absolument impossible. Du moment que vous terrorisiez la petite bourgeoisie dans les villes, il était bien naturel que les masses énormes de la petite bourgeoisie fussent contre vous. Comment pouviez-vous vous maintenir avec une moitié social-démocrate dans votre parti, au sein du gouvernement, dans une telle situation, alors que la petite bourgeoisie et la paysannerie étaient entièrement contre la dictature et que celle-ci était combattue par des armées ennemies ? Comment pouvait-on se maintenir dans une telle situation ? Je l'ai déjà demandé et je le demande de nouveau ? Si la paysannerie avait été avec vous ; n'y eût-il pas eu une seule possibilité de décomposer les armées de l'ennemi ? Qui peut prouver que les paysans roumains venant en Hongrie en contact avec leurs compatriotes paysans, si ceux-ci avaient reçu directement quelque chose de la dictature du prolétariat, et avaient été favorables à cette dictature, ne se fussent pas dissous, ne s'en seraient pas allés ? Qui peut le prouver ? Nous, avons décomposé les armées anglaises à Arkhangel, et les Anglais se sont enfuis ; les armées d'intervention à Odessa se sont également décomposées de la sorte. Demandez donc au camarade Piatnitski quelle était la situation lorsque les cosaques marchaient sur Moscou ? Nous les avons décomposés. Nos victoires furent dans une mesure

colossale le résultat de la décomposition des armées ennemies. C'est un des moyens les plus sûrs dans notre lutte, et il le sera toujours dans les guerres à venir. Or, ce moyen fut négligé dès le début en Hongrie et une situation tout à fait opposée fut même créée. Si les leçons de la dictature hongroise sont représentées comme dans cet article, j'ai le droit politique absolu d'affirmer que nous, avons là une sous-estimation des erreurs en premier lieu dans la question paysanne, et aussi dans la question de la petite bourgeoisie en général. J'affirme que le discours enflammé du camarade Varga pour la défense du communisme de guerre avait bien des choses communes avec cette sous-estimation des erreurs. Car si l'on ne comprend pas toute la profondeur de ces erreurs, si l'on ne voit pas la différence entre les grands propriétaires fonciers et les paysans, entre grande et petite bourgeoisies, l'application du « communisme de guerre » mènera nécessairement à la ruine de la dictature. Si je parle avec quelque retenue du « communisme de guerre », c'est précisément pour ces raisons. Notre discussion relative aux conclusions a été réduite au minimum. Le camarade Varga propose de parler de la vraisemblance et non de l'inévitabilité « du communisme de guerre ». Je suis d'accord là-dessus. Le communisme de guerre est probable dans une série de pays, dans certaines conditions déterminées. Là-dessus nous sommes d'accord avec Varga. J'objecte seulement contre son argumentation. Naturellement, en partant de la vraisemblance du communisme de guerre, dans certaines conditions, nous devons dire :

Premièrement, dans d'autres pays, nous n'aurons pas une simple reproduction du « communisme de guerre » de l'U.R.S.S., de même que la Nep ne prendra pas, dans l'autres pays, les mêmes formes qu'en Russie ; nous aurons affaire à diverses variantes. Le camarade Lénine n'a pas dit seulement qu'à un certain stade, le communisme de guerre doit être justifié, qu'il était inévitable ; il a dit aussi qu'à l'époque du « communisme de guerre », nous avons fait des bêtises et qu'il serait bien mauvais de recommander ces bêtises à d'autres.

Deuxièmement, nous ne devons pas nous lier les mains par l'affirmation que le communisme de guerre sera nécessaire dès le début ou après une période déterminée du développement de la dictature. S'il est nécessaire, nous le réaliserons dans le pays où il s'imposera. Les conditions sont telles ou telles. Si ces conditions sont données, nous devons en tirer les conclusions qui s'imposent. Là-dessus, la discussion est épuisée.

XI. La signification universelle de la Nep

Sur la question de la nouvelle politique économique, nous avons également eu des discussions animées. Quelques camarades — s'appuyant sur des citations réelles et exactement transcrites des œuvres du camarade Lénine — pensaient que, dans une série de pays, dans des circonstances déterminées, nous n'appliquerons pas la méthode de la Nep, que la transition directe à l'échange socialiste des produits sans le rapport complexe du marché y sera possible. Il est exact que ces citations ont bien le sens que ces camarades leur donnent. Mais je dois dire maintenant que, déjà au III^e Congrès, Lénine a déclaré que l'expérience de la nouvelle politique économique en Russie doit être soigneusement analysée et utilisée sur une échelle internationale. Il a dit aussi que l'Angleterre fera peut-être exception sous ce rapport. Au IV^e Congrès, le camarade Zinoviev étudiant avec détail dans son discours la question de la nouvelle politique économique et sous une forme encore plus nette que Lénine au III^e Congrès, a dit que la Nep sera nécessaire dans d'autres pays aussi ; c'est au nom de la délégation russe et, après avoir étudié la question avec le camarade Lénine, qu'il s'exprima ainsi. L'importance internationale de la nouvelle politique économique en tant que méthode joignant l'industrie d'Etat socialiste aux petits producteurs, était alors bien plus claire

qu'au moment du III^e Congrès. Il y a encore une circonstance que j'ai rappelée à la commission du programme : Le camarade Lénine, au IV^e Congrès mondial, a approuvé au fond le premier projet de notre programme dans lequel la Nep est traitée de même que dans le nouveau projet. On peut objecter qu'il n'y a aucun document, aucune note prouvant cela directement. Mais il est absurde d'imaginer, que Lénine s'exprimant sur une question relativement secondaire du projet de programme, sur la question des exigences partielles « eût oublié » de le faire sur la question fondamentale de la nouvelle politique économique. En réalité, il a étudié cette question quoique celle-là soit en contradiction logique formelle avec ses précédentes paroles. Pourquoi ? Parce que la situation, était devenue bien plus claire.

A mon avis, il ne faut pas confondre les deux choses. D'une part, nous aurons affaire à diverses variantes du socialisme. Sous le régime capitaliste nous avons diverses variantes du capitalisme. J'en ai parlé au IV^e Congrès et peut-être aussi au V^e. Nous avons diverses formes, diverses variantes du capitalisme dans l'économie française, de l'Amérique du Nord et dans l'économie allemande. Naturellement, cela déterminera aussi des variantes du socialisme. Dans les pays arriérés, nous aurons affaire à de nouvelles variantes. Après la révolution prolétarienne, le socialisme en Allemagne sera par sa forme à un niveau bien plus élevé que le socialisme existant depuis plus d'une dizaine d'années en U.R.S.S. Les conditions nécessaires pour la construction du socialisme y sont bien meilleures que dans notre pays arriéré. Lénine a dit et écrit bien des fois qu'après la révolution prolétarienne dans l'Europe occidentale, nous redeviendrons un pays arriéré quoique nous soyons à présent le pays le plus avancé. Le plan coopératif élaboré par Lénine aurait pour un pays comme l'Allemagne une toute autre- importance. La coopération rurale ne jouera certainement pas, en Allemagne, un rôle aussi grand que chez nous. La structure sociale y est autre. Vu la différence de structure, des types « nationaux » divers de socialisme se développeront et ces variantes de socialisme existeront pendant une période de temps assez longue. Le processus d'intégration des diverses parties de la dictature du prolétariat mondiale, des unions de républiques soviétiques, qui se transformeront en une économie socialiste mondiale unique, sera assez long. Ces diverses sortes, ces variantes du socialisme en construction ne sont pas quelque chose de secondaire. Cela ne veut pas dire que, dans d'autres pays, nous aurons une méthode absolument différente de la notre pour la construction du socialisme. Les camarades qui ont polémisé avec moi n'ont pas nié qu'une certaine conservation des rapports de marché sera nécessaire dans tous les autres pays. Mais les rapports de marché, c'est justement la question la plus essentielle dans la politique de la Nep. Si les rapports de marché existent, sont maintenus, c'est donc que vous avez « une nouvelle politique économique ». C'est une autre question que de savoir combien de temps cette période se prolongera, combien de temps il faudra pour surmonter ces rapports de marché. Les étapes de cette voie et la durée de la période correspondante dans les divers pays seront différentes. Mais du point de vue de notre discussion sur la nécessité, sur l'universalité de la Nep, ce n'est pas là une distinction de principe. C'est ainsi à mon avis que se pose la question de la Nep.

A la commission du programme, nous sommes tous tombés l'accord avec l'observation qui avait été faite par un certain nombre de camarades, relative à la question paysanne et à la question nationale, comme problème spécial et distinct, qu'il ne faut pas confondre avec la position générale de la question coloniale. Nous n'en parlerons plus. Voilà quelles furent les questions essentielles que nous discutâmes à la commission du programme.

Naturellement, je ne vous ai pas apporté ici toute la discussion qui eut lieu à la commission du programme. Je n'ai touché qu'aux questions les plus importantes et les plus complexes théoriquement, et je ne me suis pas du tout arrêté sur un certain nombre de questions tactiques et stratégiques qui, du point de vue de notre pratique, ont une importance considérable, mais ne sont

pas particulièrement compliquées sous le rapport théorique. Je pense que tout cela pourra encore être retravaillé à la commission spéciale. Le plénum de notre commission du programme a décidé de ne constituer aucune sous-commission, mais de créer seulement une petite commission pour l'élaboration pratique des amendements au programme. A la fin de ses travaux, la petite commission de rédaction fera un rapport au Plénum du Congrès, rapport élaboré par la commission et donnant le texte définitif. Je propose maintenant que le Congrès adopte notre projet de programme comme base.

XII. Conclusion

Nous n'avons pas encore terminé nos travaux de programme, nous avons seulement achevé la discussion générale. Une tâche bien difficile est encore devant nous, à savoir d'insérer dans le projet toute une série d'amendements concrets. Ce sera un travail considérable et difficile. Mais la discussion générale a montré que le projet de programme ne rencontre aucune objection fondamentale sérieuse ; c'est pourquoi je vous demande d'accepter notre projet de programme comme base.

Dans la période actuelle où la social-démocratie affirme que notre programme n'est « qu'un programme de guerre et de division du prolétariat », où elle cherche à tromper sans cesse les masses ouvrières en se donnant comme une force luttant soi-disant contre la guerre, nous devons apporter notre programme aux masses prolétariennes qui verront une fois de plus que notre programme est un programme d'union de toutes les forces prolétariennes, d'union du prolétariat industriel de la métropole avec les peuples opprimés des colonies et des semi-colonies. Le prolétariat mondial verra que notre programme est le meilleur guide dans la lutte pleine d'abnégation des communistes contre la guerre impérialiste, que notre programme est vraiment un programme de révolution mondiale, le programme de la dictature mondiale du prolétariat. (*Applaudissements prolongés se transformant en ovation.*)

LOZOVSKI : Le Présidium propose la résolution suivante au nom de la Commission du Programme :

« Le congrès approuve le projet de programme et charge la Commission du Programme de contrôler toutes les propositions d'amendements et d'amélioration apportées et, dans la rédaction définitive, de prendre en considération celles qui ne s'écartent pas de la position de principe du projet de programme. La rédaction définitive doit être présentée à l'une des prochaines séances du Congrès. »

Au vote, cette résolution est adoptée à l'unanimité sans abstention.

6.

Quarante-sixième séance

1^{er} septembre 1928

REMMELE (*président*) : La 46^e séance du VI^e congrès est ouverte. Nous avons à l'ordre du jour tout d'abord le rapport de la commission du programme. La parole est au camarade Boukharine.

Rapport de la Commission du programme

BOUKHARINE : Camarades, dans la grande commission du programme, nous avons eu une discussion menée à fond. Il y a eu onze réunions plénières de la commission du programme. Dans mon discours de clôture, en séance plénière du congrès, j'ai déjà parlé du travail de la commission du programme et des discussions qui y ont eu lieu sur les questions les plus litigieuses. Outre cette grande commission, a fonctionné pendant toute une semaine une commission restreinte. Le fait est qu'on avait apporté au projet une foule d'amendements, de remarques critiques et de propositions concrètes. Il y en avait en tout plus de 600, de sorte que la petite commission avait une tâche assez difficile : peser à nouveau chacun de ces amendements pour adopter les uns, rejeter les autres et remanier beaucoup d'entre eux avant de les inclure dans le texte du programme. Après une semaine de travail de la petite commission, j'ai fait un rapport en réunion plénière de la grande commission. La discussion a été de nouveau reprise. Le travail de la petite commission fut éprouvé [approuvé ?], mais en même temps de nouveaux amendements furent apportés. C'est pourquoi, après cette réunion de la grande commission, la petite commission dut se remettre au travail. Au cours de ce travail, nous avons constaté qu'en plus de l'examen des propositions concrètes qui nous parvenaient de tous côtés, nous avons encore une tâche à remplir. La lecture du projet tout entier nous a révélé certains défauts, surtout des défauts de style, qu'il nous fallait corriger. Il est absolument impossible de vous énumérer toutes les corrections, les transpositions de toutes sortes, les petites rectifications de style apportées au projet. Le nouveau texte de projet a été distribué à tous les camarades et je suppose que tous nos camarades non seulement l'ont lu, mais aussi médité avec esprit critique. Je ne m'arrêterai que sur quelques changements plus importants au projet de programme.

Avant tout, nous avons adopté un alinéa tout à fait nouveau qui a été adjoint au chapitre sur la marche du développement capitaliste. Il caractérise les différents changements dans les mœurs, dans les rapports sociaux qui se produisent sur la base du régime capitaliste, changements dans des domaines tels que les *rappports familiaux*, *la culture*, etc. La principale proposition à ce sujet a été présentée surtout par Clara Zetkin et quelques autres. C'est pourquoi, conformément aux vœux exprimés par Zetkin et par notre organisation féminine internationale, nous avons amendé en ce sens le projet de notre programme. Dans la discussion dans la grande commission et en séance plénière du programme, on a relevé encore une lacune dans la partie concernant l'évolution du *pouvoir bourgeois*. C'était, en effet, une lacune et, à propos de l'analyse du mouvement fasciste et du régime fasciste, nous avons été obligés d'inclure dans le projet un alinéa assez considérable consacré à l'évolution du pouvoir l'Etat dans les conditions du capital monopoliste et de crise du régime

capitaliste. Un assez grand travail a aussi été fait pour l'alinéa consacré au processus de développement de la *révolution mondiale* et pour celui traitant de la *social-démocratie*.

De nombreux camarades ont modifié ici leur premier point de vue. Lorsque nous avons discuté ces questions à la commission étroite, la plupart d'entre eux se prononçaient pour la suppression des passages contenant la caractéristique *historique* des différentes phases de la révolution mondiale et des trahisons commises par la social-démocratie afin de pouvoir, surtout dans la seconde question, les remplacer par une autre rédaction ne donnant pas une description *historique*, mais une *caractéristique systématique*. Vu que la majorité insistait sur ce point de vue, nous avons pris à la petite commission une décision en ce sens. (Je me suis ainsi trouvé dans la minorité.) Mais après mon rapport et les débats à la grande commission où tous les camarades ont eu la possibilité de formuler librement leur point de vue sur cette question, c'est de nouveau l'ancien point de vue qui a triomphé et la grande commission a décidé de *remettre dans le texte* les passages consacrés à la caractéristique du processus de la révolution mondiale et de la trahison de la social-démocratie.

Mais, selon toutes les règles de la dialectique, ce n'était plus une simple répétition, mais, pour ainsi dire, une répétition « enrichie », car la grande commission décida de ne pas supprimer le nouveau texte « systématique », mais de le placer à un autre endroit, au début du VI^e chapitre, où il est question des différents courants dans le mouvement ouvrier et où il est donné la caractéristique des différentes variétés du social-réformisme, mais non l'exposé systématique de la théorie réformiste. C'est ainsi que nous avons résolu le problème. Dans l'ensemble, nous avons l'ancien texte avec la caractéristique des trahisons social-démocrates à l'ancienne place et un exposé plus systématique au début du VI^e chapitre. C'est la troisième série des modifications essentielles à notre projet.

La quatrième question fut celle du fascisme. Tous les camarades se souviennent combien la discussion sur cette question a été animée dans les réunions plénières de la grande commission. Une foule de propositions avaient été faites. Au début, les divergences étaient assez nombreuses. Mais nous avons réussi à arriver à une conclusion unique que nous avons exposée dans le projet de programme, dans l'alinéa consacré au fascisme.

Je ne parlerai pas sur le fond des questions, vu que j'en ai déjà parlé à l'assemblée plénière du congrès.

La cinquième série de questions où il y a eu d'assez importants amendements, est constituée par les questions des formes les plus modernes du régime capitaliste, des formes de l'organisation capitaliste, des trusts contemporains, de la rationalisation et de ses conséquences, etc. Notre projet péchait en ce sens que ces questions si graves n'y avaient pas assez de place. Nous avons comblé cette lacune : nous avons formulé les alinéas s'y rapportant et nous les avons inclus à la place qui leur revient.

Des changements assez importants, je dirais même *très importants*, ont été apportés dans le IV^e chapitre, où il est question de la période transitoire. On sait que ce chapitre donne la caractéristique des traits généraux de la période transitoire et, d'autre part, contient de nombreuses subdivisions exposant brièvement les *revendications de la dictature du prolétariat* ou *ses tâches*. Dans cette partie du programme, nous n'avons pas seulement complété ou modifié, nous avons aussi introduit de nouvelles subdivisions : sur la protection du travail et les questions qui s'y rapportent, sur la question nationale et coloniale ainsi que d'autres amendements du même caractère. Dans les débats dans la grande commission, nous n'avons entendu nulle objection à ce sujet.

La septième série d'amendements se rapporte à la *question coloniale*. A cet égard, notre projet boitait vraiment: nous ne parlions pas concrètement des différentes espèces de colonies. Nous avons en vue presque exclusivement les colonies où le régime capitaliste existe d'une façon plus ou moins

développée. Le problème de l'hégémonie du prolétariat, le problème de la transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution prolétarienne, le problème des rapports entre le prolétariat et les paysans: tous ces graves problèmes étaient traités dans notre projet. Mais on n'y disait presque rien des colonies où le développement économique se poursuit encore en grande partie sur une base capitaliste, où la population indigène vit encore sa vie économique et sociale dans les cadres de la tribu. Il fallait combler cette lacune et c'est ce que nous avons fait. En parlant du fond de la question, nous devons déclarer que nous avons lancé entre autres le mot d'ordre des : « Conseils populaires ou des conseils paysans » et que nous avons coordonné toutes les autres questions avec cette thèse.

Nous avons aussi eu d'assez importants changements dans le VI^e chapitre. Sans parler du style, je dois faire remarquer que nous y avons apporté de nouvelles idées. Il y a là des chapitres consacrés aux *courants confessionnels* dans la classe ouvrière : courant catholique, protestant, etc. Au début du chapitre, nous avons donné une analyse qui différencie la *nature sociale* des divers courants qui nous sont opposés dans les rangs du prolétariat : d'une part, l'influence de la grande bourgeoisie sur le prolétariat ; d'autre part, l'influence idéologique exercée sur lui par la petite bourgeoisie et les différentes autres couches dans le genre du lumpenprolétariat, de la bohème intellectuelle déclassée, etc.

En analysant les différentes variétés du réformisme, nous avons fait une place au *socialisme coopératif*, qui manquait d'abord dans ce projet. Ce changement fut fait sur l'initiative de militants du mouvement coopératif et de représentants de différentes délégations.

Dans le nouveau texte, un point spécial est consacré à *l'austro-marxisme* et à la caractéristique de ce courant idéologique du réformisme social-démocrate. D'ailleurs, dans ce chapitre on a opéré une transposition des différents alinéas et, dans la conclusion, comme au début du projet, on a mis au premier plan l'idée de *l'unité du prolétariat*. Nous avons apporté ces changements dès la première phase de notre travail, c'est-à-dire avant leur discussion dans la grande commission. Dans la seconde phase du travail de la commission étroite, en partie grâce aux résultats de la discussion dans la grande commission, il s'est avéré qu'après tout l'effort fait par nous, il y a encore de nombreuses lacunes dans le projet. C'est ainsi qu'après de nombreux changements apportés dans le IV^e chapitre où nous avons mieux uni la partie systématique avec la question de nos revendications, il est apparu que les passages sur les universités, sur les spécialistes issus des rangs du prolétariat, les différentes tâches culturelles du prolétariat, surgissent dans l'architecture du programme comme des *deus ex machina*. Il n'est pas difficile de comprendre comment cela est arrivé. L'exposé primitif portait plutôt un caractère historique. Au cours de sa systématisation, il s'est avéré que, du point de vue architectonique, la rédaction manquait d'équilibre. Cela nous a obligé à rédiger à nouveau de grands passages et à les mettre à la place qui leur convient. Nous avons maintenant une subdivision spéciale sur la révolution culturelle et ses bases, sur les tâches du prolétariat dans cette période de *transformation révolutionnaire culturelle*. Nous avons exposé les tâches du prolétariat quant au travail dans les masses du peuple, c'est-à-dire, selon l'expression de Marx, le problème du « remaniement des hommes par les hommes ». C'est une subdivision toute nouvelle dans le projet

Auparavant, dans la première phase du travail, certains camarades ont signalé, dans la commission étroite, que, malgré la présence dans notre programme de passages spéciaux sur le *sunyat-senisme* et le *gandhisme*, il est orienté de façon trop européenne. Quelques camarades ont particulièrement insisté sur le garveisme qui jouit d'une certaine influence sur les nègres des Etats-Unis. Nous avons, posé cette question dans la grande commission du programme et la majorité des camarades ont voté pour *l'insertion* d'un passage y ayant trait. A la suite de cette décision, nous avons rédigé un nouvel alinéa.

Le dernier chapitre, sur la stratégie et la tactique, était un peu incohérent dans sa seconde partie où il est question de la stratégie et de la tactique de l'Internationale au sens propre du terme. En partie à cause de la fatigue générale des camarades, la partie finale du programme était, en effet, la moins systématique. C'est pourquoi il nous fallut revoir tout le texte du VI^e chapitre, biffer ça et là, systématiser certains endroits, mettre en relief certains problèmes, mettre de l'ordre dans l'ensemble. Que le congrès juge lui-même dans quelle mesure nous y avons réussi.

Tels sont, dans l'ensemble, les plus importants changements que nous proposons au congrès. Il n'y a pas de doute qu'après le travail assez difficile que nous avons fait, le projet de programme soit *considérablement amélioré*. On peut s'en convaincre par une comparaison attentive des deux textes. Plus de la moitié du texte est, soit refaite, soit tellement remaniée, qu'il ne reste peut-être pas plus de 40 % du vieux texte qui soit inchangé. A ce qu'il me semble, cela tient à ce qu'au congrès et à la commission du programme nous avons vraiment fait une *œuvre collective*. Nous avons discuté *collectivement* non seulement toutes les questions cardinales, mais aussi celles qui ne sont que secondaires, d'abord dans la grande commission, puis dans la petite.

7.

VI^e Congrès de l'IC

46^e séance

1^{er} septembre 1928

Discours de clôture du Congrès

BOUKHARINE : Camarades, nous sommes à la fin des travaux du VI^e Congrès de l'Internationale Communiste. On peut dire, naturellement, que ce fut le « long parlement » du communisme révolutionnaire. Mais notre travail fut utile au plus haut point pour le développement ultérieur du communisme révolutionnaire. A ce congrès, peut-être plus qu'à n'importe quel autre congrès précédent de l'I.C., nous avons passé une grande revue des forces du mouvement communiste international. Si, à l'époque de la II^e Internationale, les débats des congrès se bornaient d'habitude à des discours des leaders les plus en vue des pays « avancés », c'est-à-dire des pays impérialistes, par contre, à notre congrès, ce sont les leaders, les représentants, les champions du prolétariat révolutionnaire de tous les pays qui se sont présentés aux yeux des travailleurs du monde entier. Les représentants de la classe ouvrière révolutionnaire et des masses travailleuses sont venus à notre congrès, des pays impérialistes les plus « civilisés », les plus importants, les plus puissants, les plus rapaces, comme des colonies les plus éloignées, les plus opprimées, dont les peuples commencent seulement à entrer dans l'arène historique ; des plus puissantes citadelles du capitalisme aux coins les plus reculés de notre planète. Tous ont pris la part la plus active, la plus vivante aux travaux de notre congrès. Des questions qui se trouvaient chez nous à l'ordre du jour étaient d'une ampleur, d'une importance exceptionnelle. A elle seule, la question du Programme de l'Internationale communiste, dont l'adoption représente toute une époque historique du mouvement international de la classe ouvrière, est si exceptionnelle et en même temps si vaste et si difficile, quelle seule aurait justifié la convocation du congrès de l'I.C. Cette question, si vaste par son contenu, aurait pu fournir la matière des travaux de tout un congrès.

L'adoption de ce programme qui est une loi pour nos nombreuses sections et les millions de prolétaires groupés sous notre drapeau révolutionnaire, l'adoption de ce document représente toute une époque dans l'histoire de notre mouvement, considérée non pas à son point de vue spécifique en tant qu'histoire de l'I.C., mais bien comme histoire du mouvement révolutionnaire international de la classe ouvrière en général.

Le fait que l'Internationale Communiste fut capable d'adopter enfin son Programme international — après une longue période préparatoire, il est vrai, après plusieurs tentatives qui ne furent pas toujours réussies, il est vrai — ce fait seul exprime l'énorme développement intérieur et extérieur de notre mouvement. Développement extérieur, dans la mesure où ce congrès a élaboré

notre projet dans un long travail collectif avec la participation des représentants des détachements les plus divers de la grande armée révolutionnaire internationale ; développement intérieur dans la mesure où notre discussion et nos travaux ont manifesté à ce congrès l'énorme et incontestable accroissement idéologique de notre mouvement

En comparant les travaux que nous avons accompli sur cette question aux congrès précédents, au IV^e et au V^e congrès, avec le travail énorme que nous avons accompli au VI^e Congrès qui se termine, nous pouvons constater une différence considérable, non seulement au point de vue de la quantité du travail effectué, mais aussi au point de vue de la qualité. Nous constatons comment les idées du marxisme, les idées du léninisme pénètrent au plus profond de la classe ouvrière, s'emparent de certains milieux de la paysannerie révolutionnaire, constituent l'axe idéologique du mouvement communiste en voie de croissance, partout, dans les coins les plus reculés du globe terrestre, au sein des partis communistes récemment constitués ou qui viennent à peine de se former dans la périphérie coloniale lointaine de notre mouvement, à des dizaines de milliers de kilomètres de ces centres industriels.

Nous avons établi à ce congrès le bilan de toute une grande phase historique dans le développement de notre mouvement, car, dans les années écoulées depuis le V^e Congrès, le monde entier, les pays de l'impérialisme et le secteur colonial de l'économie mondiale, de même que le puissant pays de la classe ouvrière, le pays récent de la dictature du prolétariat ont traversé bien des événements durant cette période.

C'est après bien des discussions, après bien des débats qui sont l'indice de la croissance et de la vie active de notre grand organisme communiste que nous sommes arrivés finalement à donner une appréciation unanime de la phase historique que nous traversons. Nous dûmes soumettre à une analyse marxiste minutieuse ce que la résolution adoptée qualifie de « troisième période » dans le développement de la crise capitaliste mondiale. Nous avons essayé, et nous pensons que nous sommes parvenus par nos efforts collectifs à fixer sur la base d'une analyse marxiste précise les particularités qui distinguent la période historique en cours. Nous avons pesé et jugé le nouvel essor technique qui élève les forces productrices du capitalisme. Nous avons pesé et jugé les nouvelles formes d'organisation du capitalisme ; nous avons apprécié à sa juste valeur la phase particulière de la stabilisation capitaliste que nous traversons actuellement ; nous avons apprécié rigoureusement ce que l'on appelle dans le langage habituel les « côtés négatifs » de cette stabilisation et que dans notre langage nous appelons le développement inéluctable des contradictions de cette stabilisation. Nous avons déduit de nombreux faits les tendances fondamentales de ce développement, nous avons constaté partout l'aggravation de la lutte de classes et une série de faits qui nous montrent, qui nous garantissent que de nouveaux renforts d'hommes entreront sur l'arène et mettront finalement un terme non seulement au développement de la société capitaliste, mais aussi à la société capitaliste elle-même. Nous avons donné notre jugement sur les contradictions nombreuses, enchevêtrées, croissantes, bizarres et pleines d'acuité du développement social actuel. Nos résolutions, nos motions posent la ferme base à notre tactique, celle de la lutte révolutionnaire implacable contre le régime capitaliste.

Sous l'angle de ces tendances fondamentales, nous avons pour devoir de poser une question centrale dans la période actuelle, celle de la guerre. L'Internationale Communiste a maintes fois envisagé le problème de la guerre. L'Internationale Communiste est née elle-même de la guerre, dans l'orage et la tourmente de la première grande guerre impérialiste et du commencement de la crise révolutionnaire du capitalisme. Elle n'est pas le produit de la vieille époque en décomposition, du développement préimpérialiste. Elle est le produit d'une époque saturée d'orages. A l'avenir, elle devra poser aussi ce problème, peut-être bien plus concrètement encore qu'à ce congrès. Mais,

camarades, nous avons dû poser maintenant la question de la menace de guerre, non pas à un point de vue général, mais au point de vue de la situation particulière actuelle. Les préparatifs de guerre dans tous les pays, la guerre en cours en Chine, la mobilisation des forces armées de l'impérialisme pour la lutte qui se prépare entre les Etats impérialistes, pour l'agression contre la République des Soviets, s'effectuent actuellement sous le couvert d'une duperie idéologique d'une ampleur sans précédent. Jamais encore on n'avait vu tant de projets, tant de déclarations officielles, tant d'assurances « pacifiques », Jamais encore la phraséologie pacifiste ne s'était promenée par les villes et les campagnes aussi insolemment fardée que maintenant. Jamais encore l'idéologie pacifiste complètement pourrie, hypocrite, fausse et mensongère ne fut proclamée avec autant d'énergie que maintenant par les hérauts officiels de l'impérialisme, alors que cet impérialisme fait tout le possible et l'impossible pour déchaîner une nouvelle guerre impérialiste. Jamais encore ce mensonge pacifiste qui, tel un rideau de fumée, sert à masquer les préparatifs militaires de l'impérialisme, ne fut dissimulé avec une telle insistance, une telle énergie et, peut-on dire, un tel cynisme par les partis social-démocrates, agence de l'impérialisme au sein de la classe ouvrière.

Voilà pourquoi nous devons envisager le problème de la guerre dans des conditions particulières, le résoudre au point de vue de la phase historique particulière dans laquelle nous venons d'entrer. De même que, pour d'autres questions, nous avons dû mettre celle-ci en relief, tant au point de vue de la lutte directe contre l'impérialisme qu'à celui de la lutte contre son agent encore puissant, la social-démocratie que nous devons renverser, que nous devons terrasser parce que la classe ouvrière ne parviendra à la révolution communiste victorieuse qu'en passant sur son cadavre politique.

Camarades, nous avons aussi à examiner la question coloniale. Mais il existe une différence énorme entre l'époque où nous discutons ce problème aux congrès précédents, voire même au II^e Congrès sous la direction immédiate de Lénine, et la situation actuelle. De nombreuses questions de notre action dans les colonies ont un autre aspect qu'alors. Pendant ce temps, notre mouvement révolutionnaire international a traversé dans son secteur colonial des événements si considérables, si gigantesques, notre horizon s'est tellement agrandi, les partis qui se trouvent ou qui bientôt se trouveront dans le feu même de féroces luttes de classes dans les colonies et en collision directe avec l'impérialisme étranger, ont recueilli des expériences si formidables, que nous avons dû poser et résoudre de nombreuses tâches nouvelles.

La révolution chinoise et le soulèvement en Indonésie ont fait naître à nos yeux, à eux seuls, de nouveaux problèmes. Auparavant, nous nous posions les problèmes coloniaux à un point de vue général, sans les étudier en détail ; auparavant, nous ébauchions le tracé approximatif, général, de notre stratégie et de notre tactique dans les colonies. Maintenant, les événements de la révolution chinoise ont soulevé un grand nombre de questions concrètes, une série de questions de stratégie et de tactique. Une des tâches de notre congrès fut de tenir compte de cette expérience, énorme en vérité.

Enfin, camarades, nous avons dû à ce congrès tirer le dernier trait — Je l'espère — sous la page de notre histoire intérieure, que l'on pourrait appeler la crise trotskiste au sein de l'Internationale Communiste.

Au congrès précédent, au V^e Congrès, nous avons dû poser cette question. Mais depuis elle s'est accrue au point de devenir un problème des plus considérables pour la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et pour l'Internationale Communiste. Il y a longtemps, très longtemps, dans un fragment de ses écrits, le génial prophète du communisme scientifique et son fondateur, Marx, écrivit que, finalement, le véritable essor du communisme révolutionnaire n'aurait lieu que lorsque la classe ouvrière s'emparerait du pouvoir politique dans un pays quelconque et qu'alors le mouvement

international recevrait ainsi une base solide et puissante. Le mouvement communiste international a reçu cette base : c'est la dictature prolétarienne dans le pays de l'ancien despotisme tsariste.

Mais camarades si, d'une part, le mouvement ouvrier international et les révolutions dans les pays coloniaux trouvent ici leur puissant soutien, il est clair que des fissures et des vacillements dans la charpente du parti, dans les fondements du mouvement ouvrier international ébranlent tout le système de notre mouvement, ébranlent et désagrègent fatalement toute l'armée communiste internationale. Ce n'est pas sans convulsions internes, sans frictions, que le parti a traversé cette crise. Le bon sens de la classe ouvrière, le bon sens de son avant-garde communiste qui est aujourd'hui en face de la perspective de combats importants et décisifs, cet instinct de l'unité de classe, de la nécessité de l'unité des rangs communistes en premier lieu, fit que l'opposition trotskiste fut complètement battue chez nous et que ses quelques débris se sont dispersés presque d'emblée dans tous les autres partis qui ont chassé de leurs rangs les émissaires de la social-démocratie.

Le congrès a tiré un trait définitif, Nous avons écarté de nombreux anciens militants et la liste que Kolarov vient de vous lire dans son discours, de même que le vote qui fut fait ici à ce sujet, signifient la mort politique de ces personnes.

Nous ne savons pas si elles ressusciteront jamais. S'il en était ainsi, nous ne le regretterions pas un seul instant. Au contraire. Mais nous sommes heureux de constater en même temps qu'en perdant plusieurs personnes, nous avons acquis de nouveaux partis, nous avons acquis de nouvelles collectivités, en Corée et en Nouvelle-Zélande, en Irlande, en Uruguay, au Paraguay, en Equateur et en Colombie. Nous avons acquis des détachements importants de nouveaux militants et nous entrons dans la période qui vient avec de nouvelles forces, avec une nouvelle certitude de notre victoire définitive.

Camarades, en établissant le bilan des travaux de notre congrès, nous pouvons déclarer ici : Votre jour viendra, il ne peut pas ne pas venir. Le temps est passé où les prophètes social-démocrates de la stabilisation capitaliste annonçaient la ruine de notre parti. Nos partis se sont trempés sous les coups du marteau de l'histoire, nos partis deviennent toujours plus cohésifs, nos partis deviennent toujours de plus puissants facteurs de la vie politique. Et si maintenant la bourgeoisie internationale tente de lancer contre nous ses valets — et elle le tentera selon toute probabilité, toute son attitude l'indique dans ce sens — si elle prend les armes, si elle plonge l'humanité dans une nouvelle guerre, si elle met en jeu l'existence de notre Union, elle mettra en même temps en jeu sa propre existence historique — c'est notre certitude la plus profonde et notre espoir le plus ferme.

De nombreuses années se sont écoulées depuis la première guerre impérialiste et notre République soviétique entre déjà dans sa douzième année. L'Internationale communiste, fondée en 1919, célébrera bientôt aussi son dixième anniversaire. Si nous comparons les forces que nous possédions lors de la première guerre impérialiste, les petites poignées et parfois même les quelques personnes qui suivaient l'emblème révolutionnaire, si nous les comparons aux puissants détachements du mouvement révolutionnaire international qui suivent l'Internationale Communiste, nous pouvons déclarer en toute assurance : Notre force est invincible. Jamais, pas un seul instant, nous n'avons lieu de craindre aucune attaque contre nous car nous savons que nous nous sommes considérablement renforcé pendant cette période, notre cause est une cause historiquement progressive, notre classe a la charge de la plus grande mission historique, notre classe est celle qui est destinée à conquérir le pouvoir dans le monde entier. Elle n'a rien à perdre hormis ses chaînes, elle gagnera le monde entier ! (*Vifs applaudissements. Les délégués se lèvent et chantent l' « Internationale ».*)

Camarades, au nom du Présidium du présent congrès, je propose d'adopter à la séance plénière du congrès le manifeste suivant au nom du VI^e Congrès de l'Internationale Communiste. Il est

adressé « A tous les ouvriers du monde entier, à tous les paysans travailleurs, à tous les peuples opprimés des colonies, aux soldats et aux marins des armées capitalistes. » (Il donne lecture du Manifeste.) (*Applaudissements, tous les délégués se lèvent et chantent l'« Internationale ».*)

Camarades, je vous prie de voter le texte du manifeste que je viens de vous lire. Qui est pour le texte du manifeste du VI^e Congrès de l'Internationale communiste proposé au nom du Présidium ? (*Applaudissements.*) Qui vote contre ? Qui s'est abstenu ?

Le Manifeste du VI^e Congrès de l'I.C. aux ouvriers du monde entier, à tous les paysans travailleurs, aux peuples opprimés des colonies, aux soldats et aux marins des armées capitalistes est adopté à l'unanimité. (*Applaudissements. Ovation.*)

Camarades, en terminant le congrès et en remerciant tous nos collaborateurs qui ont beaucoup travaillé ici, je remercie sincèrement tout notre appareil au nom du Présidium, au nom du Congrès. Permettez-moi de souhaiter à tous les militants de notre parti de mener leur lutte avec succès en Europe, en Amérique et dans toutes les autres parties du monde où notre drapeau est hautement dressé et où il devra flotter encore plus haut. Notre but est de briser la résistance de la bourgeoisie, notre tâche est de réaliser la victoire définitive, universelle de la classe ouvrière.

Je déclare la clôture de la session du VI^e Congrès. (*Applaudissements effrénés, longues ovations. Les délégués chantent l'« Internationale » et d'autres chants révolutionnaires.*)

8.

Quelques questions du projet de programme de l'I.C.

(Extraits d'un discours à la commission du programme en réponse à Sultan-Zadé)

Je ne suis malheureusement pas en état de répondre à toutes les questions qui ont été soulevées au cours de la discussion. Je vais donc essayer de résoudre les questions les plus importantes.

1. La nature du système capitaliste actuel, c'est-à-dire le problème du capital financier.
2. Le rapport existant entre l'impérialisme et l'époque pré-impérialiste.
3. Les théories sur les crises.
4. Les dividendes.
5. L'introduction au programme.

Le camarade Sultan-Zadé a contesté, ici, le fait que l'époque de l'impérialisme était l'époque de la domination du capital financier.

Je voudrais examiner l'argumentation de Sultan-Zadé d'une façon tout à fait objective, parce que la question est assez importante. A part quelques articles, je ne connais dans la littérature russe qu'un seul livre, celui de Finn Enotaïevsky, ex-bolchévik, qui critique la théorie du capital financier à peu près du même point de vue que Sultan-Zadé. Ce serait, je pense, une mauvaise méthode d'affirmer : puisque Hilferding a dit telle ou telle chose à tel moment, cette chose est *eo ipso* fautive. Hilferding a écrit son livre avant la guerre, comme Kautsky, de son côté, écrivait la brochure *Le chemin du pouvoir*. Comme on le sait, on trouve à la fin du *Capital financier* la phrase suivante : « Dans le choc formidable des éléments antagonistes la dictature du capital financier s'écroule et se transforme en dictature du prolétariat. »

Si, maintenant, quelqu'un venait et disait : « Vous prenez à votre compte la théorie d'Hilferding du renversement de la dictature du capital financier et de son remplacement par la dictature du prolétariat ; et ainsi vous prouvez que vous vous tenez sur le terrain de l'actuelle social-démocratie allemande », ce serait la marque d'une grande légèreté d'esprit. Lénine est d'accord avec cette partie de la théorie d'Hilferding. A cela Sultan-Zadé répond : Oui, mais il y a apporté d'abord quelques modifications. Naturellement, mais un certain nombre de ces modifications dérivent de sources diverses, même non-marxistes. Par exemple, le livre de Hobson n'a-t-il pas eu une grosse influence sur Lénine ? Cela ne diminue pourtant, en aucune façon, la théorie léniniste.

Prenons maintenant le deuxième argument de Sultan-Zadé : au temps de Lénine, la chose n'aurait pas été tout à fait claire, ce n'est que maintenant qu'elle apparaît avec netteté. Mais c'est précisément ce que dit Sultan-Zadé qui nous montre qu'il ne la voit pas aussi clairement que ne la voyait Lénine.

Comme nous voulons argumenter objectivement, nous allons d'abord expliquer ce que nous entendons par « capital financier ». Sultan-Zadé a, tout d'abord, complètement altéré la théorie du capital financier, et jusqu'à la notion même de ce capital. Le capital financier, ou la domination du capital financier, n'est pas la domination du capital bancaire. Le caractère fondamental du capital

financier consiste précisément dans l'union, *la fusion intime*, du capital bancaire avec le capital industriel, et l'expression « capital financier » a cette signification. On a parlé de « haute finance », mais la « haute finance » est quelque chose de différent du capital financier. On n'a pas le droit de confondre ainsi les choses. Ce sont des choses toutes différentes. Nous entendons par capital financier une forme unifiée, une certaine pénétration des deux formes du capital, une infiltration du capital bancaire dans le capital industriel. Voilà le caractère fondamental du capital financier. Nous pouvons repousser ou accepter cette notion, nous pouvons ou non y souscrire, c'est une autre question. Mais dans le cas où nous cherchons à réfuter une théorie, nous devons accepter les notions dans le sens où les emploient les auteurs. Une argumentation comme celle de Sultan-Zadé est risible et n'est pas une discussion théorique sérieuse. Même Hilferding en parle dans une note. Il y a déjà longtemps que je l'ai lue, mais je l'ai très nettement retenue. Il pose la question de savoir si les banques dominent l'industrie et y répond par la négative. Et il traite, en effet, assez convenablement ce problème. Cet aspect de la question — l'interpénétration, l'unification des deux formes du capital — est donné comme le caractère fondamental du capital financier dans la littérature russe, dans les travaux de Lénine et dans les miens également. C'est ainsi seulement qu'on peut poser la question.

Sultan-Zadé a aussi découvert une nouvelle phrase théorique et en a tiré également les conclusions tactiques. Il déclare qu'il est parlé de la forme la plus abstraite du capital — le capital financier — mais que la classe ouvrière n'a point à se battre contre des abstractions mais contre la réalité. C'est un raisonnement enfantin. Dans quel sens emploie-t-on ces mots « forme abstraite » ? Veut-on entendre par là que la « forme abstraite » est une abstraction *logique* qui n'a *aucune réalité* ? Pas du tout. Je voudrais vous remettre en mémoire une tournure de langage analogue chez Marx. Lorsque Marx dit que le pouvoir de l'argent est un pouvoir abstrait, ou que le capital fictif représente la forme la plus abstraite du capital, ou que le capital argent est une forme plus abstraite que le capital industriel, croyez-vous que Marx conçoive alors l'argent comme une abstraction logique ? Il veut seulement insister sur le *caractère impersonnel*, général, de l'argent. Lorsque nous disons « pouvoir impersonnel de l'argent », nions-nous, par là, le pouvoir de l'argent en tant que force sociale effective et réelle ? Evidemment non. Comment peut-on faire usage de tels arguments ?

Sultan-Zadé a continué sur le même sujet, en disant, par exemple, que différents trusts avaient leurs propres banques. Dans un livre assez connu de Liefmann : *Sociétés de financement à participation*¹ dont j'ai lu, en son temps, la première édition, de plus de 600 pages — toutes ces formes de financement des filiales de sociétés, de soutiens au moyen de crédits sont traitées ; par exemple, en examinant le cas de trusts industriels quelconques possédant leurs propres banques, ou en étudiant les sortes de banques utilisées pour les sociétés filiales. Est-ce un argument *contre* la notion de capital financier ? Je crois le contraire. Personne ne prend ceci au sérieux. Des barbouilleurs de papier seuls pourront écrire une telle chose, mais on ne peut pas l'utiliser comme argument contre la théorie même. Que signifie le fait qu'une partie des entreprises industrielles a ses banques ou fonctionne comme institution de crédit ? Cela signifie, précisément, l'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Ce n'est donc pas un argument contre notre théorie, mais contre Sultan-Zadé lui-même.

Autre argument : Le capital de l'industrie et des trusts est colossal et une infime partie seule est financée par les crédits bancaires. Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours de même dans la société capitaliste. Mais ce fait infirme-t-il le processus d'interpénétration ? Comment peut-on avancer cela comme preuve contre ce processus d'interpénétration et d'unification ? Il est

1 R. Liefmann, *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Effektenwesen*, 1^{re} éd., Iena 1909.

particulièrement comique de nier ce fait à l'époque actuelle. Tout le monde sait que la régénération du capitalisme de l'Europe centrale est liée aux banques américaines, que de grands investissements de l'économie allemande ne sont pas dus à autre chose qu'au soi-disant secours de ces mêmes banques. Des pays capitalistes tout entiers se développent sur cette base. Et Sultan-Zadé vient dire qu'un tel fait n'existe pas !

Mais ensuite Sultan-Zadé a utilisé l'argument suivant. Il a dit : Du point de vue du matérialisme historique, c'est la production qui est primaire et la circulation qui est secondaire ; comment le secondaire peut-il dominer le primaire ? Il développe maintenant cet argument capital de la manière suivante. Il dit : le capital-argent est économiquement quelque chose de dérivé et la théorie de sa domination contredit complètement la thèse de Marx sur les rapports entre la production et la circulation, entre le primaire et le secondaire, de telle sorte que cette théorie fautive ne peut, a priori, être juste.

Je fais à Sultan-Zadé une concession momentanée et je dis : simplifions la chose et ne parlons pas de l'interpénétration du capital, mais parlons seulement de la domination du capital bancaire. Je veux analyser son argumentation dans sa forme la plus pure. Supposons que nous soyons en présence d'un système de capitalisme d'Etat. D'après l'hypothèse même, — et c'est un caractère fondamental du capitalisme d'Etat, — l'Etat « domine » la production et la régularise. Sultan-Zadé dira : « C'est un phénomène irrationnel. La production est le primaire et l'Etat n'est même pas quelque chose comme la circulation. Il est, au contraire, encore plus éloigné de la base de la production, c'est une *superstructure* encore plus élevée. Par conséquent, la forme de capitalisme d'Etat ne peut pas exister ; son existence contredirait le marxisme ». Maintenant, les conclusions tactiques de cette théorie sont tout à fait évidentes. Par rapport à notre Union soviétique, par exemple, cela signifie la *négarion de la possibilité de l'existence de la dictature du prolétariat*. Précisément, ici, nous devrions dire que la superstructure régularise tout ; mais comme on ne le peut pas, la dictature du prolétariat n'est pas possible. Il est superflu d'expliquer, au même point de vue, comment la domination du capital marchand était possible à l'époque où le capitalisme, au sens propre du mot, n'existait pas encore.

Ce n'était pas le capitalisme au sens propre du mot, mais le capital marchand qui avait pourtant, d'une façon indirecte, la haute main sur la production. Marx a parlé de cette époque du capital marchand.

(Sultan-Zadé interrompt.)

Que vous soyez d'accord ou non, les choses sont ainsi. De toute façon, Marx en a parlé. Donc, j'ai fait une concession et j'ai raisonné comme si l'époque du capital financier était celle de la domination du capital bancaire sur l'industrie ! Je reprends à présent ma concession. Mais si je la reprends, la position de Sultan-Zadé va se trouver encore plus mauvaise. J'apprécie cette position d'une façon tout à fait « pessimiste ». Tout ceci à propos de la question du *capital financier*.

Venons-en maintenant aux rapports entre l'analyse de l'impérialisme et l'analyse du capitalisme en général. Quelques camarades prétendirent que, dans le projet de programme, l'époque de l'impérialisme était trop nettement délimitée de l'époque antérieure du capitalisme, comme s'il n'existait actuellement que des monopoles, etc. Ici je dois dire qu'un certain nombre de remarques critiques découlent du fait que dans les langues étrangères (je parle en tant que russe) les phrases correspondantes du projet de programme sont plus mal exprimées qu'en russe. Cela tient aux différences de langue. Là où un verbe exprime chez nous un processus d'une certaine durée, la traduction ne la rend pas. C'est ainsi que, par exemple, dans la traduction allemande, un processus se trouve défini comme terminé, alors que, dans le texte russe, ce processus se trouve indiqué comme progressant, mais non arrivé à son terme. De ces choses insignifiantes peuvent surgir des conclusions

très importantes. Je crois qu'il est juste que des remarques critiques soient formulées ici par différents camarades. Elles sont pleinement justifiées. Mais le texte exact disparaît dans la traduction. Ce ne sont pas du tout des « concessions » de ma part. Je crois que de nombreuses rectifications de cette nature sont à leur place ici. Il conviendrait de souligner le caractère varié de la situation actuelle, et qu'il existe plus d'un monopole aujourd'hui, ce sur quoi ont déjà parlé les camarades Lenz, Brand, etc. Mais il faut bien se pénétrer de l'idée fondamentale que nous sommes dans une époque nouvelle, bien délimitée, qui contient en elle bien plus de conflits, qui est catastrophique, etc. On ne peut pas affaiblir cette notion fondamentale, mais il serait très bon, au cas où on les trouverait, d'avoir quelques moyens d'expression un peu plus élastiques.

Passons maintenant à la question de la *théorie des crises*. C'est une des questions les plus compliquées, également, du point de vue de la recherche rapide de la formule précise, auquel nous nous tenons. Il convient, à ce stade de développement de notre conception théorique de traiter deux questions séparément, ou au moins de les poser séparément. L'une de ces questions est celle de la *périodicité des crises*, l'autre est celle de l'*origine des crises*, en général. Naturellement, ces deux questions sont en liaison étroite, en relation intime. La périodicité des crises est la question la plus difficile. Peut-être parce que les causes de la périodicité des crises ne sont pas les mêmes dans les différentes époques du processus de production capitaliste et dans les différents pays.

Je ne suis pas en état d'aborder maintenant ce problème, mais la question de l'origine des crises en général est assez claire, et je crois que nous devons avoir dans le programme l'énoncé de l'origine des crises. Je prie les camarades de ne pas considérer mes paroles comme une saillie polémique, lorsque je dis que, chez certains camarades, à la façon dont ils parlent contre notre conception, apparaissent des restes de la théorie de Luxemburg. Je ne dis pas cela dans le but d'aggraver notre discussion d'une façon quelconque, mais parce que j'en suis intimement persuadé. En quoi consiste la difficulté dans l'explication des causes générales des crises ? Deux séries de causes sont invoquées. D'une part, *la contradiction entre le pouvoir de consommation et le développement des forces productives*, d'autre part, *la disproportion entre les différentes branches d'industrie*. De nombreux économistes marxistes sont tout à fait clairs à ce sujet et reconnaissent un grand rôle à ces deux facteurs. Chez Marx on peut trouver ces facteurs dans des combinaisons diverses. Marx examine ce problème de différents points de vue. Une fois il a souligné telle chose, telle autre, une autre fois. C'est pourquoi de nombreux théoriciens marxistes s'en tenaient, soit au point de vue de la théorie de la disproportion, soit à l'autre point de vue, ou encore recherchaient à coordonner les deux systèmes. Mais cette tentative était vaine. Ici réside d'après moi la difficulté du problème. Pour l'expliquer, je donne l'exemple suivant : Prenons la société où règne le capitalisme d'Etat. Nous pouvons prendre ici tout tranquillement, c'est bien permis théoriquement, la forme pure de capitalisme d'Etat. Nous avons là une société antagoniste, nous avons le monopole de la classe dominante sur les moyens de production, nous avons deux classes : opprimée et opprimante, exploitée et exploiteuse. Nous n'avons de commerce avec les autres nations que dans les rapports économiques mondiaux. Alors, nous posons la question de savoir si, dans une telle forme de capitalisme — qui, en fait, représente déjà une certaine négation du capitalisme, à cause de la disparition du marché intérieur et de la circulation de l'argent dans l'intérieur du pays — si une crise peut survenir. Aurons-nous là des crises ? *Je ne le crois pas !* Dans une telle société, peut-il exister une contradiction entre la consommation limitée des masses (consommation au *sens physiologique*) et les forces productives croissantes ? Oui, cela peut être. La consommation des classes dominantes croît sans cesse, l'accumulation des moyens de production, mesurée en unités de travail, peut croître d'une façon gigantesque, mais la consommation des masses reste, elle, en arrière. La disproportion entre la croissance des forces productives et la croissance de la consommation des masses est, peut-

être, encore plus aiguë ici. Mais nous n'aurons pourtant pas de crises.

Il y a ici un plan d'économie, une défense organisée, qui ne vise pas seulement les rapports et les échanges de différentes branches d'industrie, mais vise aussi la consommation. Dans cette société, l'esclave reçoit une ration de nourriture, qui aura été produite par le travail collectif. Il pourra recevoir très peu, mais la crise n'aura pas lieu.

Lorsque nous parlons de la contradiction entre la croissance des forces productives et la croissance de la capacité de consommation, quel est, là, l'élément décisif ? Chacune des contradictions n'est pas déterminante. Il faut préciser ce que nous entendons, en fait, par cette contradiction. Par exemple, dans mon Etat fantastique, y a-t-il une contradiction ? Oui, il y en a, à savoir : forces productives croissantes, accumulation croissante et en même temps chute de la part échue aux travailleurs, aux esclaves. Mais la contradiction entre la consommation d'une part et la production de l'autre, n'amène à des crises que lorsqu'il y a un intermédiaire — circulation d'argent, relations d'argent, relations de marché. Que signifie tout cela ? Que signifie relations de marché ou relations d'argent ? C'est l'expression de l'absence de plan de la société capitaliste. Cette absence de plan consiste-t-elle seulement dans les mauvais rapports entre les différentes branches d'industrie ? Elle ne consiste pas seulement en cela, mais aussi dans les mauvais rapports entre la production et la consommation. Exprimé en argent : entre la demande dite effective (qui ne se confond pas avec la notion physiologique du besoin) et les valeurs produites. Mais qu'entend-on, en général, par disproportion entre les branches industrielles ? En posant cette question, il ne faut pas faire abstraction, au point de vue des proportions, entre la production et la consommation. Quel sens peut avoir la notion de la disproportion ou de la proportion entre différentes branches d'industrie, si on l'examine sans rapport avec la consommation ? Nous avons les textiles, le fer, le charbon. Au cas où nous faisons abstraction des consommateurs, du besoin individuel, que signifie la proportion entre le charbon et les textiles ? Comment peut-on le définir ? En quoi consiste la proportion entre les textiles et le fer ? Cette question n'est pas séparable de celle de la proportion entre les forces de consommation et les valeurs produites. Ma conviction personnelle a été, jusqu'à présent, que, lorsque nous parlons toujours d'absence de plan, de disproportions, etc., nous comprenons toujours aussi peu que ces notions sont *stupides*, absurdes, si nous ne posons pas en même temps la question de la disproportion entre les forces productives et le pouvoir de consommation.

Ici, il faut encore prendre autre chose en considération. J'en ai déjà parlé une fois. J'ai aussi écrit déjà beaucoup à ce sujet. Il existe encore un côté de la question. Lorsque nous considérons le procès de la production, dans son ensemble, et les facteurs qui sont englobés dans cet ensemble, alors on voit que l'un des facteurs de cette production est la *force de travail*. Il ne faut pas présenter la chose comme si la force de travail n'avait rien à voir là-dedans. D'après Marx la force de travail est une marchandise. Cette marchandise a ses propres lois d'évolution et de développement. La valeur d'usage et la valeur de cette marchandise spécifique « force de travail » se modifient suivant la marche des choses. Des modifications dans la capacité de consommation de la force de travail apparaissent sous l'influence d'une autre qualification, c'est-à-dire d'une autre valeur d'usage de la force de travail, d'une autre qualité, d'autres possibilités de développer telles ou telles énergies dans le procès de la production. Doit-on considérer en bloc l'ensemble de la marche de la production, de façon à éliminer le processus de production et de reproduction de la force de travail ? Si c'est une partie du processus d'ensemble de la production, il est tout à fait facile d'admettre que cette branche particulière, spécifique de la production, qui n'évolue pas dans les fabriques, a des tendances plus spécifiques. Malgré tout nous avons pleinement le droit de poser également la question de la proportion entre d'autres branches de la production et celle-ci où se reproduit la force de travail. De ce point de vue, il est encore plus clair qu'il faut analyser dans le même cadre la consommation, les

contradictions de la production et la force de travail.

De ce point de vue, si tout cela est vrai, la question des origines et des causes des crises s'éclaire tout à fait. Si l'absence de plan et l'anarchie englobent tout cela, si la consommation n'est pas autre chose que la reproduction de la force de travail, alors nous ne devrions pas parler de la disproportion des différentes branches de travail, sans parler aussi de la disproportion entre la production de la force de travail et la production de toutes sortes d'autres marchandises. Si nous ne le faisons pas, nous n'y comprendrons presque rien. Mais si nous l'entendons ainsi, alors les notions d'anarchie dans la société capitaliste et d'absence de plan dans tous les domaines de cette société, vont clairement apparaître à nos yeux.

Dès ce moment, nous aurons une image nette de ce qui est à coordonner, et de la façon dont il faut présenter les rapports de production, les rapports dans les différentes branches d'industrie et dans la consommation. Lénine, un peu rapidement, mais avec justesse, je pense, a écrit à ce sujet. Il a dit :

« La force de consommation de la société et la proportionnalité des différentes branches de production ne représentent pas des conditions séparées d'une façon quelconque, indépendantes ou n'allant pas ensemble. Au contraire, un niveau déterminé de la consommation est un des éléments de la proportionnalité. »

[Lénine, *Œuvres*, t. 4, p. 58 (la traduction dans cette édition est légèrement différente : « La capacité de consommation de la société » et « les proportions respectives des différentes branches de production » ne sont nullement des conditions isolées, indépendantes, sans liaison réciproque. Au contraire, un état déterminé de la consommation constitue l'un des éléments de la proportionnalité.).]

Ainsi Lénine ne considérerait pas cette contradiction entre la production et la consommation de telle sorte qu'on eût, *d'une part*, cette contradiction, *d'autre part*, cette disproportionnalité ; mais il considérerait les rapports entre la production et la consommation comme une partie constitutive de la proportionnalité d'ensemble, respectivement, *la disproportionnalité d'ensemble, l'absence de plan dans l'ensemble de la société capitaliste*. Et c'est absolument juste. Qu'est-ce qui n'est pas clair ici ? Je crois que c'est tout à fait clair. Si l'on veut quelque chose d'autre, alors on tombe nécessairement dans la théorie de Luxemburg. Car on part dès lors de l'hypothèse du fameux épuisement du marché intérieur, cette impossibilité du procès de réalisation. Cette question est aussi assez claire. Dans le même petit livre contre Rosa Luxemburg, je définis trois courants principaux :

« I. Harmonistes (Say et C^o) et apologistes. Il n'y a *jamais* de surproduction générale.

II. Sismondistes, *Narodniki* (populistes), Rosa Luxemburg. Il doit toujours y avoir une surproduction générale.

III. Marxistes orthodoxes. La surproduction générale est parfois inévitable (crises périodiques). »²

Ainsi on ne doit pas dire que la surproduction générale existe à tout instant. Pas du tout. Mais elle s'exprime régulièrement dans des périodes particulières. C'est la question du mécanisme interne de ces crises.

« Ou sous un autre rapport :

Tougan-Baranovsky, Hilferding, etc. Les crises surgissent à la suite de la disproportion entre les différentes branches de production. Mais le moment de la consommation ne joue ici aucun rôle.

Marx, Lénine, et les marxistes orthodoxes. Les crises surgissent de la disproportionnalité de la production sociale. Mais le moment de la consommation constitue une partie intégrante de cette disproportion. »³

2 N. Boukharine, *l'impérialisme et l'accumulation du capital*, EDI, 1977, p. 90.

3 Idem, p. 91.

Et je crois que cet énoncé est aussi clair que possible ; je n'ai entendu aucune objection contre une telle façon de poser la question et je pense qu'on ne peut pas la réfuter. Pouvons-nous trouver dans Marx un exposé semblable ? Je pense que oui, quoiqu'il ne soit pas aussi net. Par exemple, dans un passage des *Théories sur la plus-value*, au tome II, Marx attaque un pamphlétaire anglais. On trouve là une phrase célèbre de Marx. Il dit que tous ces messieurs font toutes sortes de suppositions ; et il écrit :

« On suppose ici : 1. La production capitaliste, où la production de chaque branche particulière de la production et son accroissement n'est pas directement déterminée par les besoins de la société, mais seulement par les forces productives sur lesquelles règne chaque capitaliste isolé, sans aucune liaison avec les besoins de la société. 2. Il est supposé que, toutefois, on produit d'après un rythme proportionné, comme si le capital était directement employé par la société dans les différentes sphères de la production, d'une façon correspondant à ses besoins. »

Cet énoncé est très intéressant. Ce sont des finesses, mais elles sont décisives dans cette querelle générale. Quelle est la situation examinée ici par Marx ? Le pamphlétaire agit comme si le capital était « *employé par la société dans différentes sphères de production, d'une façon correspondant à ses besoins* ». L'erreur de ce pamphlétaire consiste donc en ce qu'il remplace une société sans plan par une société ayant un plan de production. Et quelles sous-notions contient, d'après Marx, la notion de la production ? Il dit : Le capital employé dans différentes sphères de la production, correspond ou non aux forces de consommation, aux besoins. C'est donc précisément la même chose que ce que j'avance ici. Ici aussi, chez Marx, tout est coordonné. *Le plan ne consiste pas seulement dans la juste proportion entre les branches de production ; c'est un non-sens, une notion absurde, qui ne veut rien dire. Le plan, la méthode, est une chose qui a trait à la question des rapports entre la consommation et la production et, sur cette base entre les différentes branches de la production.*

D'autre part, quel est le primaire dans toute cette affaire ? Naturellement, il est bien clair qu'il existe une certaine proportion entre l'ensemble de la production et l'ensemble des besoins. C'est la base même de la division du travail à l'intérieur des différentes branches de production.

Ma conviction est qu'il ne reste plus de problème difficile : il est résolu. La question est ici seulement de choisir tel ou tel énoncé. Je ne dirais pas que l'énoncé écouté est parfait. Mais je pense qu'il n'y a plus aucune raison maintenant, après toutes ces discussions, de nous quereller sur les causes générales des crises. Ce problème est pour moi complètement résolu.

Mais je souligne une autre particularité. Comment explique-t-on la périodicité des crises, le rôle du capital fixe, son renouvellement et d'autres choses ? Tout n'est pas clair ici. Je suis persuadé que la complexité de la question tient à ce fait que différents facteurs, la longueur du cycle, etc., sont des quantités variables. Mais c'est une autre question. Cette question, je propose de ne pas la rédiger ici, car tout n'y est pas clair. Mais je proposerais qu'on rédige la question des causes générales des crises, d'une façon ou d'une autre, parce qu'elle est résolue.

En liaison avec les crises, le camarade Haidar (de Palestine) a proposé qu'on énonce la chose de telle façon que nous mettions dans le *même sac* les crises et les guerres. Je crois que c'est impossible. Lénine s'est élevé vivement contre un tel procédé. Prenez son article de 1917 contre le camarade Sokolnikoff, où il attaque violemment le fait que nous avons des phrases identiques pour la guerre et les crises périodiques. Y a-t-il ici quelque chose de commun ? Evidemment. Le caractère commun réside, ici, en ce que la croissance des forces productives de quelque production que ce soit, ou sous tout autre rapport, amène des contradictions qui doivent éclater, soit en guerres, soit en crises. Voilà le caractère commun : l'explosion des rapports de production et une ruine partielle des forces productives. Mais il y a des choses qui ne nous permettent pas du tout de mettre ces

phénomènes dans le même sac. Haidar dit, par exemple, que nous ne sommes pas encore en état d'établir la périodicité des guerres. Nous n'avons pas été en mesure de le faire, en effet, mais je crois que nous ne pourrions jamais l'être, parce qu'en fait, une telle périodicité n'existe pas. Il y a maintenant différentes tendances à fixer les grands cycles, les grands cycles séculaires. Mais cela me rappelle un peu l'astronomie babylonienne et les événements correspondants sur la terre. Il n'y a aucun matériel scientifique, mais on essaie cependant, avec beaucoup de peine, de déterminer artistiquement les cycles périodiques « séculaires ». A mon avis, c'est bien puéril.

Les guerres dépendent de tant de faits concrets qu'une « détermination » de leur périodicité est tout à fait impossible. Ce phénomène n'existe d'ailleurs pas. Les crises, les cycles du procès de reproduction capitaliste sont des choses absolument spécifiques,

Les guerres et les crises sont inéluctables dans le cadre historique du capitalisme. C'est vrai. Mais la marche propre de ces phénomènes, les lois internes qui les régissent, leurs formes, sont si variées, qu'il est tout à fait faux, théoriquement, de mettre ces phénomènes dans le même sac.

Sur la question des dividendes, une seule remarque. Je veux bien que nous parlions d'une *tendance* à la baisse des dividendes, au lieu de parler d'une baisse des dividendes. Marx parle aussi de cette tendance. Mais l'argumentation de quelques camarades n'est pas juste. Au fond, c'est l'expression de la croissance de la composition organique du capital. Cette tendance est la tendance fondamentale du développement actuel. Les cartels entravent en partie cette tendance, mais celle-ci n'est pas du tout arrêtée par là. Pour un certain temps, pour certaines branches, c'est possible. Mais quand nous considérons l'ensemble, alors je suis « pour » la baisse des dividendes. La loi de l'émigration du capital, de l'exportation du capital y est liée. Si vous n'êtes pas d'accord avec la thèse de la diminution des dividendes, vous vous placez alors au point de vue de Rosa Luxemburg. Je suis personnellement de cet avis, et vais le défendre : à savoir que l'impossibilité absolue du procès de reproduction capitaliste due à la diminution des forces de consommation est une chose inexistante. L'émigration des capitaux n'est pas causée par le fait qu'il serait absolument impossible d'employer davantage de capitaux supplémentaires, mais par le fait que, dans d'autres endroits, un quantum de capitaux peut être utilisé d'une façon plus rémunératrice. Dans le tome II du *Capital* se trouvent différents raisonnements, orientés dans le même sens. Il ne convient pas de les citer ici.

Dunker : — Et la question des douanes et de l'exportation des capitaux ?

En ce qui concerne la question douanière, voilà ce que j'en pense : Si vous avez des tarifs douaniers élevés, vous avez des difficultés gigantesques pour l'échange des marchandises. Supposez que je sois capitaliste dans un pays exportateur ; j'exportais auparavant mes marchandises dans un autre pays ; dans ce pays, les tarifs douaniers ont été augmentés ; cela me rend plus difficile l'exportation de mes marchandises vers ce pays. Mais si j'exporte mes capitaux dans ce même pays, alors je suis moi-même protégé par ces tarifs douaniers et je retire ainsi un surprofit grâce aux tarifs protecteurs d'un autre pays. C'est pourquoi différentes modifications de cette nature dans les rapports commerciaux internationaux aboutissent au fait que l'exploitation des capitaux, en comparaison avec l'échange international des marchandises, croît beaucoup plus rapidement que celui-ci. L'extension du rôle de l'exportation des capitaux paralyse ces différentes tendances à l'économie protectionniste. Si vous désirez ici une formule précise, on peut la rédiger.

Quelques mots sur l'introduction au programme. Je crois que nous devons la conserver. Pourquoi ? Parce que, finalement, nous voulons conquérir « un peu » les ouvriers sociaux-démocrates. Si nous ne considérons pas que notre mouvement est la continuation de ce qu'il y avait de meilleur auparavant, si nous ne disons pas que nous avons derrière nous l'héritage de Marx, d'Engels, et de tous les mouvements révolutionnaires, alors on luttera contre nous en tant que mouvement neuf, venant « de l'Asie » et qui menace de tout détruire. Pourquoi rompre ces fils qui

nous rattachent au passé ? Au contraire ; nous devons démontrer que nous sommes les *seuls continuateurs du marxisme*. Je ne vais pas si loin que notre ami, le camarade Skrypnik qui veut introduire dans le programme toutes sortes de choses moyenâgeuses. Pourquoi ne pas parler alors de l'ancienne Babylone et des soulèvements d'esclaves de l'antique Egypte, qui, d'après un égyptologue connu, Ermann, lequel vient de trouver toutes sortes de papyrus, ont réellement eu lieu, ont été victorieux et auraient même exercé leur dictature ? Ou alors pourquoi ne pas parler des grands mouvements de paysans chinois ? Pourquoi serions-nous orientés d'une façon si *européenne* ? Peut-être pourrions-nous même accepter dans le programme le premier soulèvement contre Dieu ? Je crois que ce serait une trop longue histoire. Il serait meilleur, bien sûr, de tout avoir, mais nous devons être un peu plus modestes, et nous limiter à ce que contient le projet de programme.

Cette augmentation a également trait à différents édifices idéologiques. C'était une mode, surtout dans la social-démocratie allemande, de dire : Platon était un socialiste, un tel et un tel de l'antiquité étaient socialistes, avant la conquête de l'Amérique par les Espagnols il existait là-bas le socialisme, etc., etc. Il y a évidemment quelques fondements à de tels propos. Il y a eu, en fait, des formes variées d'organisation de l'économie naturelle. Mais ce n'était *pas* le socialisme. Personnellement je suis contre la méthode qui consiste à tout mettre dans un même sac. Mais notre socialisme est réellement le socialisme. Après ça il nous faudrait peut-être donner l'hospitalité dans notre programme au capitalisme de guerre de l'Empire allemand ?

A tous points de vue, nous allons donc traiter la chose d'une façon un peu plus moderne. Je crois que ce qui a été dit dans le programme suffit.

Une remarque au sujet des propositions de Haidar. Dans la discussion des différents critères qui doivent servir à différencier le capitalisme en général de l'impérialisme, Haidar a proposé le texte suivant : « Il faut dire, l'impérialisme ne peut exister qu'aux dépens *seulement* des « tierces personnes », c'est-à-dire, non seulement les ouvriers, non seulement les capitalistes, mais aussi les paysans, la moyenne bourgeoisie et différentes autres couches pré-capitalistes. »

Cette théorie (à la manière de Luxemburg) n'est pas exacte. L'impérialisme *pourrait* exister aussi bien *sans* ces « tierces personnes ». En réalité il les dévore également. Mais cette circonstance n'est pas un signe caractéristique de l'impérialisme. Quand le capitalisme *commence* à croître, il ruine aussi les artisans, les petites gens et les paysans. Il dévore ces gens, prétendez-vous que le simple capitalisme ou le capitalisme marchand ne ruine pas ces gens à chaque pas ? Prenez comme exemple la description de l'expropriation du sol en Angleterre, dans le premier volume du *Capital*. Comment peut-on rattacher *exclusivement* à l'impérialisme de tels phénomènes ? Le capitalisme en général fournit la base fondamentale de ces phénomènes. C'est pourquoi nous devons écarter la proposition de Haidar.

Annexe :

Extraits de : A. SULTAN-ZADE, *Existe-t-il une époque du capital financier ? A propos des nouvelles tendances dans le développement du capitalisme.* (*Die Kommunistische Internationale*), Heft 29-30, juli 1928, pp. 1725-40 ; réimprimé in : A. SULTAN-ZADÉ, *Politische Schriften I*, édition Mazdak, Florence, 1975, pp. 127-143.⁴

Le programme de l'internationale Communiste doit exposer la quintessence de la théorie économique contemporaine, en ce sens que tout ce qui est en mesure de susciter le moindre doute doit être soigneusement écarté de ce programme. Le projet de programme définit l'époque actuelle comme une époque du capital financier, comme le fait Hilferding dans *Le capital financier*. [...]

Les auteurs du projet reprennent pour ainsi dire à la lettre le point de vue soutenu par Hilferding [...] et utilisent ses données théoriques.

Bien que depuis longtemps dépassée par la réalité, la théorie d'Hilferding est l'une des théories les plus populaires et les plus répandues dans les milieux marxistes, surtout en URSS, [...]

On appelle capital financier le capital argent ou plus exactement le capital bancaire transformé en capital industriel. Le capital financier a placé sous son contrôle les principaux secteurs de la production. Si le prolétariat établit son règne sur le capital financier il occupe ainsi les positions les plus importantes. La propriété des six plus grandes banques de Berlin équivaut à la propriété des secteurs vitaux de l'industrie. Hilferding affirme plusieurs fois dans son ouvrage que le développement du capitalisme fait croître la dépendance des industries envers les banques, car les banques, en mobilisant l'argent des classes non productives, peuvent disposer à la longue d'une partie de cet argent qui croît constamment. Tant que cette masse d'argent n'était pas de très grande dimension, les banques purent atteindre leur but en l'employant pour financer la spéculation et les crédits de paiement. En tenant compte du fait que la masse de cet argent augmentait constamment et en tenant compte d'autre part de la diminution de l'importance de la spéculation et du commerce l'on se trouva dans l'obligation de transformer une partie toujours plus croissante de cet argent en capital industriel. [...] Hilferding estime que la nouvelle phase du capitalisme a conduit à une dépendance toujours plus grande de l'industrie par rapport aux banques, et qu'elle a conduit à la prédominance du capital financier après que celui-ci se soit constitué dans la période de forte concentration du capital industriel, c'est-à-dire dans la période des entreprises monopolistes : trusts, cartels, syndicats, etc.

Mais est-ce que tout cela est juste ?

4 *Sultan-Zadé* (Avetis Mikaelian), (1889-1938). Fils d'un paysan arménien d'Iran, émigre au Caucase puis en Russie où il étudie et milite au sein de l'aile bolchevique du P.O.S.D.R. (1912). en 1919, il adhère au parti Adalat. Fondateur du parti communiste d'Iran et représentant celui-ci au Komintern, il est membre de l'exécutif de l'I.C. en 1920 et 1921 et participe aux 2^e, 3^e et 6^e congrès de l'I.C. Auteur de travaux sur l'économie politique et le capital financier (A.S. [Sultan-Zadé] Mikaelian. — *Ekonomiceskaja Politika o Finansskogo kapitala*, — Moscou, 1920). C'est en tant qu'expert en matières financières qu'il a été chargé de créer la Banque du Soviet de Moscou. Auteur en outre de plusieurs ouvrages sur l'Iran, l'Orient et les pays capitalistes, il dirige le P.C. d'Iran après le VI^e congrès de l'I.C. jusqu'en 1932 lorsqu'il est dénoncé en tant que déviationniste de gauche. Il est exécuté pendant les purges.

LE CREDIT ET SON IMPORTANCE DANS L'ECONOMIE CAPITALISTE

Tout d'abord, il faut expliquer l'origine de la nécessité du crédit et par là même l'existence des banques dans la période du capitalisme.

Dans une société dont les fondements sont la propriété privée et la division du travail, les rapports sociaux et les processus de reproduction sociale ne s'effectuent que grâce à la transformation de produits en marchandises et par leurs échanges. Du fait de cet échange se créent des rapports de crédits, qui sont à considérer comme la phase suivante de développement et qui ont la même origine que l'échange, c'est-à-dire qui ont vu le jour du fait de la spécificité des rapports de production de la société concernée. Mais le crédit ne coïncide pas avec l'échange : Le crédit de marchandises est une forme modifiée de l'échange, et le crédit de capitaux (crédit de banque ou crédit d'usure) est la transformation de l'échange en prêt. La nécessité du crédit n'est pas seulement conditionnée par le type de structure de production. C'est la plus importante mais non la seule raison. Parallèlement, d'autres facteurs agissent, ceux-ci sont concrètement de nature économique, ils ne sont pas toujours constants mais changent par rapport à la forme et au type de crédit, se développent en fonction de « conditions élémentaires » [...]

Avec le développement du commerce et du système de production capitaliste qui ne se réfère qu'au chiffre d'affaires, ce fondement matériel du crédit s'élargit, se consolide et gagne une signification générale. Dans l'ensemble l'argent ne joue ici que le rôle de moyen de paiement, c'est-à-dire que la marchandise n'est pas vendue contre de l'argent comptant, mais en échange de la promesse écrite du paiement à une date donnée, c'est-à-dire contre une traite.

Où réside donc la différence entre un crédit de commerce et un crédit de capitaux ? Cette différence est déterminée par la différence entre le capital industriel et le capital porteur d'intérêts. Evidemment, dans une société capitaliste c'est le même capital qui se trouve entre les mains d'un capitaliste. En réalité il effectue comme Marx le constate un mouvement double et tout à fait différent.

Mais traitons d'abord des propriétés du capital industriel. Sa première propriété réside dans le fait qu'il agit en tant que capital seulement dans le processus de production, c'est-à-dire dans le procès d'exploitation de la force de travail et produisant une plus-value. Ce capital est en contradiction directe avec le travail et le capitaliste, incarnation du capital, est en contradiction avec le travailleur. Deuxièmement, c'est un capital qui doit changer sa forme dans les mains de son propriétaire qui n'existe pour ce propriétaire que sous la forme de capital marchandise simple, c'est-à-dire d'un capital qui nécessite une retransformation ou, du moins et en premier lieu, doit se transformer en argent. Cette métamorphose de la marchandise a lieu dans le cas cité avec l'aide du crédit. C'est-à-dire que le capital ne figure dans le processus de transaction non en tant que capital mais en tant que marchandise ou comme argent (métamorphose de la marchandise).

Le capital industriel est incarné par le capitaliste industriel et le capital porteur d'intérêts incarné dans le type particulier de capitaliste que sont les capitalistes d'argent (financiers). Ils se partagent maintenant entre eux la plus-value obtenue. Le premier bénéficiera du profit industriel (ou profit commercial), le second des intérêts. Du fait que les mouvements du capital industriel sont différents de ceux du capital financier porteur d'intérêts, le profit industriel et les intérêts représentent non seulement une répartition quantitative mais aussi une répartition qualitative de la plus-value : dans le premier s'exprime et se reproduit le capitaliste industriel, dans le second le capitaliste financier. Cette division qualitative provient « d'une division purement quantitative de la même partie de la plus-value » (Marx). Le propriétaire de capitaux touche les intérêts et le chef d'entreprise capitaliste le profit du chef d'entreprise.

Il s'ensuit que si l'on voulait séparer le capital industriel du processus de production il s'arrêterait d'être capital alors que pour le capital porteur d'intérêts l'utilisation faite du crédit est sans importance.

Cela explique qu'à l'époque où le capital industriel en était à ses premiers pas, le capital porteur d'intérêt avait déjà la réputation d'être un gros mangeur non seulement du surtravail, mais aussi du *travail nécessaire connu*. [...]

De cette manière c'est toujours le capital qui apparaît en tant que donneur de crédit, [...]

Mais en considérant la position économique du preneur de crédit celui-ci apparaît tantôt dans le rôle de l'usurier, et tantôt dans celui du banquier qui joue le caissier des capitalistes industriels, [...]

Tant que le processus de production fonctionne normalement, et que le reflux du capital est de ce fait assuré, le crédit est stable et augmente. Cette augmentation repose sur l'augmentation du processus de reproduction lui-même. A partir du moment où, du fait de la baisse des prix ou de saturation du marché, le reflux des capitaux ralentit, un surplus de capitaux industriels s'accumule sous une forme où ces capitaux ne peuvent plus assurer leur fonction. Une grande quantité de capital commercial est disponible mais ne peut trouver d'acheteur. Une grande partie du capital de base est disponible, mais, étant donné la stagnation du processus de reproduction il n'est pas utilisé.

Le crédit se trouve réduit : 1) Du fait que ce capital est inutilisé, c'est-à-dire du fait qu'il reste bloqué au niveau du processus de reproduction, car il ne peut pas accomplir sa métamorphose. 2) Du fait que la confiance dans le déroulement ininterrompu du processus de reproduction est ébranlée. 3) Du fait que la demande pour le crédit commercial devient plus petite. [...]

Le crédit, catégorie immanente de la méthode de production capitaliste, conditionne (dans les limites que nous venons de décrire) non seulement la continuité de la reproduction sociale mais il constitue la condition nécessaire à la réalisation du cycle du capital de l'ensemble de la société, de même que de chacune de ces parties. Sous le système des rapports de crédit la reproduction à l'intérieur de la société capitaliste serait tout simplement impossible, c'est-à-dire en d'autres termes, la possibilité de la circulation du capital social, et en conséquence l'existence d'un système de production capitaliste s'appuyant sur une base matérielle techniquement hautement développée ne pourrait être envisagée.

LES BANQUES, LEURS ACTIVITES ET LEURS NOUVELLES FONCTIONS

Le crédit est donc indispensable dans une société capitaliste. Il fait partie des moyens essentiels de production. De ce fait, il est naturel que le développement de l'économie capitaliste ait été accompagné du développement des organismes de crédit. [...]

Hilferding a tout à fait raison de remarquer le rôle nouveau des banques par rapport à l'apparition de la forme société par actions dans l'organisation des entreprises industrielles. Cette situation a d'abord intensifié les mouvements de concentration et par ailleurs du fait de leur relation au marché monétaire les banques furent en mesure de soutenir les capitalistes industriels. Ces derniers eurent besoin d'un soutien financier, c'est-à-dire un apport sensible de capitaux extérieurs dans trois cas :

- 1) Lors de la création de nouvelles entreprises ;
- 2) Lors de l'extension de la production d'entreprises déjà existantes ;
- 3) Au cours de différentes associations, réunions, fusions.

Pour ces raisons, lors de la création d'entreprises nouvelles, les actions sont confiées aux banques afin de les répartir. Du fait que les actions, c'est-à-dire un capital fictif, sont réparties par l'intermédiaire des banques et transformées en capital fonctionnant véritablement, le financement est

assuré par les banques. [...]

L'aide réciproque entre les banques et l'industrie [...], [n'] amène [pas] à une domination des banques sur l'industrie, Les banques jouent dans leur rapport avec l'industrie un rôle d'appoint toujours subordonné. L'initiative reste entre les mains des industriels. La domination apparente des banques sur l'industrie dans le système économique contemporain s'explique du fait que l'industrie elle-même se donne une fonction toujours plus purement financière. [...]

LES BANQUES ET L'INDUSTRIE - QUI DEPEND DE L'AUTRE ?

Nous savons que le crédit comme l'échange est un des leviers essentiels du processus de production, qu'il est sous sa forme contemporaine tout à fait le produit de l'époque capitaliste, et que les banques dans leurs actions sont obligées de s'orienter au principe de la liquidité de leur bilan, que celles d'entre elles qui négligent ce principe et se sont lancées imprudemment dans des crédits à long terme se ruinent elles-mêmes ainsi que des douzaines d'autres organismes.

La transformation qui va en augmentant du capital crédit au capital de fonds industriels est, comme nous venons de le constater, liée pour la banque à de gros risques et n'est pas tout aussi simple qu'Hilferding le pense. Il faut remarquer qu'Hilferding dont la théorie se fonde sur la *transformation du capital bancaire en capital industriel* ne se donne même pas la peine de calculer jusqu'à quelles limites les banques peuvent investir les fonds qui leur sont confiés en capital de base pour l'industrie. Cette possibilité pour les banques n'est pas si élevée. [...]

Mais Hilferding pense que la plus grande partie du capital de crédits revient constamment à la banque, bien que son niveau change constamment. C'est justement ce minimum constant dont dispose la banque qu'elle peut utiliser pour l'investir en capital industriel.

J'estime que cette partie n'est pas si importante pour parler d'une dépendance croissante de l'industrie des banques. Les banques peuvent évidemment disposer pour ce faire d'une partie de leur capital de base, mais dans ce cas avant de parler de cette tendance dans le développement du capitalisme il faut premièrement démontrer que la croissance du capital de base des banques est plus rapide que la croissance du capital industriel, et deuxièmement que la concentration dans les affaires bancaires dépasse les concentrations dans l'industrie. Il est évidemment impossible de démontrer l'un ou l'autre. La formation, ces dernières années, d'associations industrielles géantes avec des capitaux se chiffrant en milliards dépasse toute spéculation.

De toute manière tous ceux qui sont familiers du travail des grandes banques savent que la fusion du capital bancaire avec le capital industriel, c'est-à-dire un investissement à long terme du passif de la banque dans l'industrie est une affaire qui n'est pas si facile à réaliser que le pense Hilferding, en particulier si l'on se souvient des catastrophes qui se sont déroulées dans ces conditions. [...]

Voici un exemple de la manière dont nos camarades acceptent les théories de Hilferding sans esprit critique : je m'adressais une fois au camarade Varga, l'un des meilleurs connaisseurs de la situation économique allemande en le priant de m'indiquer l'une ou l'autre source où l'on serait susceptible de trouver des éléments concrets sur la participation des banques à l'une ou l'autre entreprise monopoliste. Le camarade Varga me dit que de telles sources lui sont inconnues mais que chacun en Allemagne est au courant de ce type de participations. Je me dois d'avouer que bien que m'étant trouvé plusieurs fois en Allemagne n'avoir rien pu entendre de concret dans ce domaine.

Si les banques allemandes se trouvaient réellement en possession d'une partie aussi importante d'actions industrielles, elles n'auraient pas perdu pendant l'inflation près de la moitié de leur capital de base, les actions industrielles se trouvant, elles, bien placées, pendant toute cette période.

Il est encore moins compréhensible d'entendre parler de domination des banques sur l'industrie à une époque des gigantesques organisations monopolistes.

[Après avoir décrit de grands trusts industriels allemands et précisé qu'on ne pouvait] parler dans ce cas d'une domination du capital financier, [Sultan-Zadé poursuit :] on peut affirmer avec certitude que chacun de ces trusts est à chaque instant en mesure de créer, non une mais plusieurs banques, de l'importance de la « Deutsche Bank ». En réalité cela se passe d'ailleurs ainsi. Les capitaux de la banque créée par AEG ne sont pas moins importants que ceux d'une quelconque grande banque berlinoise.

Ces nouvelles structures d'organisations ne sont pas créées sous la direction des banques, au contraire, elles sont créées par l'industrie afin que les banques deviennent une source de crédit bon marché et se transforment en caissier d'un capital producteur.

LA TENDANCE DE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME

MARX OU HILFERDING ?

Nous avons déjà évoqué, au début de cet article, que les auteurs du projet de programme du Komintern définissent notre époque comme époque du capital financier : Nous avons déjà démontré avec l'exemple du trust de l'acier que les moyens, non d'une banque seule, mais de plusieurs banques ensemble, seraient insuffisants à soutenir efficacement un grand trust, d'ailleurs les principes des affaires bancaires interdisent qu'une banque investisse ses capitaux dans une seule entreprise. [...]

Nous nous en sommes assurés : les faits parlent contre cette définition, de par l'énorme progrès des concentrations de capital industriel qui rendent impossible la domination du capital financier.

Il serait ridicule de parler de la dépendance du trust de l'acier américain par rapport aux banques si l'on considère qu'à une certaine époque le compte du trust dans les banques atteignait la somme de 500 millions de dollars, c'est-à-dire davantage que tout le passif de bien des grandes banques berlinoises. Il est ridicule de parler de la dépendance toujours plus grande de l'industrie par rapport aux banques si 20 entreprises industrielles en Amérique ont apporté 676 millions de bénéfice à leurs actionnaires. La « General Motors », à elle seule, a obtenu 222 millions de dollars, une somme qui est à peu près le double des capitaux de la plus grande banque newyorkaise.

Si l'on veut parler d'une époque du capital financier, c'est-à-dire d'une domination du capital bancaire sur le capital industriel, pourquoi alors ne pas parier d'une domination du capital commercial sur l'industrie. Il fut un temps où l'industriel était fortement dépendant du grossiste qui distribuait ses marchandises par le moyen d'un réseau d'échanges. Nous savons cependant que la concentration du capital industriel en direction verticale et horizontale a conduit à la création de grandes organisations de vente — syndicats — qui ont permis à l'industrie de se libérer du pouvoir des grossistes. Aujourd'hui, les syndicats eux-mêmes traitent avec les grossistes, mais aussi avec les revendeurs, cette tâche leur est d'ailleurs facilitée du fait du développement des grands magasins. De la même manière que les grandes industries réunies en trust se sont libérées du pouvoir des intermédiaires commerciaux, créant leur propre circuit de distribution, il était historiquement inévitable que ces géants se libèrent du pouvoir des intermédiaires de l'argent : les banques.

Les nouvelles tendances dans le développement du capitalisme n'entraînent donc d'aucune manière la dépendance de l'industrie par rapport aux banques (dans la mesure où cette dépendance a jamais existé). Au contraire, elles libèrent la grande industrie des intermédiaires de commerce ou d'argent. [...]

A l'époque où Hilferding travaillait à sa théorie sur la domination du capital financier,

Kardorff, industriel très connu, déclarait, prenant la parole au cours d'une réunion du *Verein für Sozialpolitik*, en 1905, que « les banques n'ont jamais été si impuissantes en face de nous qu'aujourd'hui ».

Trois ans plus tard, en l'occurrence en 1908, l'on pouvait lire dans le rapport annuel de la *Dresdner Bank*, l'une des plus importantes banques d'Allemagne, « le mouvement de concentration et le système des cartels dans l'industrie, particulièrement dans l'industrie dite lourde, a incontestablement rendu l'industrie plus indépendante par rapport aux banques ».

Comment peut-on parler d'une dépendance de l'industrie par les banques si justement le rapport d'une grande banque signale un mouvement de concentration qui rend l'industrie plus indépendante par rapport aux banques ? Si, en 1908, l'on pouvait parler d'un mouvement de concentration, ce mouvement a décuplé après la guerre. On entend souvent dire qu'à l'époque de Marx les banques étaient trop faibles et que de ce fait Marx ne pouvait prévoir leur rôle futur, ou bien l'on dit aussi que Marx n'a pu terminer le troisième livre du *Capital* et de ce fait n'a pu énoncer la loi de développement des banques. Tout cela est sans fondement aucun.

Si Marx, à partir de l'exemple anglais, a pu prévoir de manière géniale le développement du capitalisme, en particulier l'inévitabilité des concentrations et centralisations, il aurait pu de la même manière prévoir la domination future des banques. Mais là-dessus, il n'y a pas un seul mot dans les œuvres de Marx.

C'est la théorie de Marx, et non celle de Hilferding, qui nous montre la direction du développement capitaliste de manière juste.

Il n'y a donc pas d'époque du capital financier. *L'époque de l'impérialisme c'est l'époque du règne de la technique des machines, l'époque du capitalisme le plus développé.* De ce fait nous estimons que dans le projet de programme du Komintern il n'y aurait pas dû y avoir de place pour des théories douteuses.

Table des matières

<i>Deux photographies</i>	2
Sommaire	3
1.	
Discours d'ouverture de N. I. Boukharine	4
2.	
La situation internationale et les tâches de l'I. C.	8
1. Analyse générale du capitalisme contemporain et formes particulières de la crise capitaliste	8
Les trois périodes du développement d'après-guerre	8
Les éléments du progrès technique.....	10
Le développement des monopoles capitalistes, les tendances de capitalisme d'Etat et leur importance politique	12
Les modifications de structure.....	13
Les modifications dans la disposition des forces	15
Les contradictions du capitalisme se développent sous la forme la plus aiguë.....	16
Les antagonismes entre les Etats	17
La renaissance de l'impérialisme germanique et la crise du traité de Versailles	18
Le changement successif des rapports entre les puissances	19
et la lutte contre l'U.R.S.S.....	19
Sous le signe des préparatifs de guerre.....	19
II. Les processus politiques intérieurs dans les pays bourgeois	20
Aggravation des contradictions intérieures	20
Les causes de la vitalité de la social-démocratie	21
Le fascisme et la social-démocratie.....	22
Accentuation de la lutte de classes	22
Le visage césarien de la social-démocratie	23
L'activité anti-soviétique de la social-démocratie.....	24
III. Notre orientation tactique	25
Un changement brusque est la réponse juste aux modifications objectives.....	25
IV. Les questions de la révolution dans les colonies et les semi-colonies	26
La justesse de la ligne fondamentale et les erreurs de sa réalisation en Chine	26
Le flux de la vague révolutionnaire est inévitable en Chine	27

Les nouveaux processus dans l'Inde	27
V. Nos tâches essentielles et nos défauts.....	28
Plus d'internationalisme!.....	28
Tactique du front unique seulement par en bas	30
Le travail dans les syndicats est un problème de la plus haute importance	31
La question des jeunes est un des principaux problèmes	32
Pour le maximum de variété et de souplesse dans les méthodes de travail.....	33
Plus d'attention à la question paysanne.....	33
La liaison du travail légal avec le travail illégal.....	35
Les symptômes de bureaucratisme	35
La lutte pour l'amélioration des cadres	36
VI. Les déviations dans l'Internationale communiste.....	36
La déviation da droite est le principal danger	36
Les déviations de gauche.....	37
Plus d'attention à la situation concrète.....	38
Contre la lutte de fraction	39
VII. Les perspectives sont favorables.....	40
En avant vers la lutte, vers la victoire !	40
3.	
Discours de conclusion du camarade N. I. Boukharine	42
I. Les aspects positifs et les aspects négatifs de la discussion.....	42
II. La stabilisation du capitalisme et les discussions sur la « troisième période »	43
Le V ^e Congrès de l'I.C. et la question de la stabilisation.....	43
Pourquoi n'est-il pas juste de nier l'existence des trois périodes ?.....	44
III. La question de la guerre est une question centrale	47
L'axe de la situation est le danger de guerre	47
Les échos impérialistes et social-démocrates	47
Marx, Engels et Lénine sur la guerre et la révolution	48
IV. Les contradictions extérieures et intérieures du système capitaliste.....	50
La sous-estimation de la menace de guerre est le plus grand danger pour l'I.C.	50
Comment faut-il poser la question des contradictions intérieures et extérieures ?	51
La lutte contre la menace de guerre doit imprégner tout notre travail quotidien	53
V. Problèmes partiels du travail des partis communistes	54
Il faut lutter pour une ligne politique juste dans la question syndicale	54
Le travail dans les organisations de masses	56

Le chômage	57
La question paysanne	58
Importance du travail dans l'Amérique du Sud.....	60
La question noire	60
La question de la situation aux Indes	61
Le soulèvement de Vienne et la social-démocratie « de gauche ».....	62
VI. Certains problèmes de tactique et de la vie intérieure des partis	62
Le changement de-tactique et le danger de droite	62
Les questions intérieures des Partis.....	64
VII. Conclusions.....	66
4.	
Rapport sur le programme de l'I. C.....	68
I. LES TRAITS CARACTERISTIQUES DU PROJET DE PROGRAMME	68
Le Programme de l'I.C. c'est le programme de la dictature mondiale du prolétariat.	68
Le lieu historique, la spécificité et la forme du Programme de l'I. C.	69
Qu'est-ce qui détermine les changements apportés au précédent projet de programme ? .	71
II. NOTRE CONCEPTION GENERALE EST CELLE DU MATERIALISME	
DIALECTIQUE.....	72
III. LA NOTE MONDIALE DU PROGRAMME DE L'I.C.	74
On ne peut actuellement se contenter d'une analyse abstraite	74
Pourquoi avons-nous souligné l'analyse de l'économie mondiale ?	74
Qu'est-ce qui constitue le pivot de notre analyse de la stratégie et de la tactique ?.....	76
IV. MULTIPLICITE D'ASPECTS DU PROCESSUS DE LA REVOLUTION MONDIALE	
.....	77
L'expérience de l'U.R.S.S.	77
Le rôle des colonies	78
V. LA POSSIBILITE DU DEVELOPPEMENT NON CAPITALISTE	80
la ville et la campagne mondiales.....	81
VI. CERTAINS PROBLEMES ECONOMIQUES.....	82
Nos bases de la théorie des catastrophes	82
La discussion sur le capital financier.....	82
La théorie des crises	83
VII. LE PROBLEME DE LA NEP ET « LE COMMUNISME DE GUERRE »	85
Le fond de nos divergences	85
Le facteur déterminant de la NEP, ce sont les rapports du marché.....	86

Du communisme de guerre.....	87
VIII. LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LE FASCISME.....	88
IX. L'ADOPTION DU PROGRAMME EST LA PRINCIPALE TACHE DU CONGRES.....	89
5.	
Discours de Boukharine	91
I. Les enfants de chœur de l'impérialisme et le programme de l'I.C.	91
Qui défend l'unité et qui divise le mouvement ouvrier ?	91
Le sot bavardage d'Abramovitch et le témoignage de Buchanan	93
La social-démocratie au service de la guerre impérialiste.....	95
II. L'introduction. La théorie de Marx et le programme de l'IC	96
III. La question du capital financier	98
Défense involontaire du Hilferding d'avant-guerre	98
Autres arguments du camarade Sultan Zadé	99
IV. Les forces du capitalisme impérialiste	101
Contradictions de l'impérialisme.	101
Pourquoi le super-impérialisme est-il impossible ?.....	101
La putréfaction parasitaire et le développement des forces productrices du capitalisme contemporain.....	102
V. Les racines sociales du réformisme	103
Les racines du réformisme dans la phase capitaliste pré-impérialiste.....	103
Les racines du réformisme sous l'impérialisme	104
Les diverses sources du superbénéfice et la structure du prolétariat mondial	105
VI. Le caractère du fascisme	108
VII. Quelques observations en rapport avec la question du but final.....	109
VIII. La question de la nationalisation de la terre	110
L'opinion de Karl Marx sur les rapports de.....	110
la dictature prolétarienne avec la paysannerie.....	110
Le prolétariat pourra-t-il immédiatement après la prise du pouvoir aider la paysannerie ?	112
IX. L'essence de la révolution bourgeoise et les trois types de pays	113
X. Le problème du « communisme de guerre »	114
XI. La signification universelle de la Nep.....	116
XII. Conclusion	118
6.	
Rapport de la Commission du programme.....	119

	7.	
Discours de clôture du Congrès		123
	8.	
Quelques questions du projet de programme de l'I.C.....		128
<i>Annexe :Extraits d'un article de Sultan Zaded</i>		137
LE CREDIT ET SON IMPORTANCE DANS L'ECONOMIE CAPITALISTE		138
LES BANQUES, LEURS ACTIVITES ET LEURS NOUVELLES FONCTIONS		139
LES BANQUES ET L'INDUSTRIE - QUI DEPEND DE L'AUTRE ?.....		140
LA TENDANCE DE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME		141
MARX OU HILFERDING ?.....		141